

Les Rifains qui, en aucun moment, n'avaient renié leur appartenance à un Maroc libre et indépendant, et dont ils étaient, à juste titre, tellement fiers, avaient-ils bénéficié de tout le soutien moral et matériel qu'ils étaient en droit d'attendre de leurs concitoyens? Cette question, grave, était, et de loin, dans cette affaire rifaine, la plus déterminante qu'elle fût. Quelle signification avait la "République rifaine" dont les bases constitutionnelles semblaient avoir été précisées dès 1922? Son contenu politico-militaire était-il une entrave à la réunification et à l'intégrité d'un pays morcelé par l'action du colonialisme européen? Ses rapports avec le Palais?

Quelles étaient les réactions des autres puissances ayant des intérêts à défendre dans la Méditerranée, en général, et au Maroc, en particulier? Les stratégies des unes et des autres avaient-elles subi des modifications quant aux principes fondamentaux qui les avaient, jusque-là, toujours animées? En d'autres termes: l'environnement extérieur de la "République rifaine" offrait-il des chances suffisantes pour la réussite de celle-ci?

A toutes ces questions, et à bien d'autres encore, seule une analyse attentive des différentes actions et prises de position des protagonistes permettra de donner une réponse qui, à défaut d'être complète, par manque de bases documentaires solides et fiables notamment, n'en dégage pas moins une ligne directrice capable -je l'espère- de contribuer à une élucidation satisfaisante d'un problème crucial de l'histoire politique du Maroc tombé sous le joug d'un impérialisme à têtes multiples.

Ici, la démarche méthodologique suivie est celle qui consiste à scruter l'événement à travers ceux-là mêmes qui l'ont fait, subi ou vécu. La guerre du Rif avait, dans le monde entier, produit ses échos. Elle était l'annonciatrice incomprise, parce que "trop vraie", de l'ère de la décolonisation.

Cet ouvrage s'adresse aux historiens, politologues, stratèges, journalistes, communicateurs, chercheurs et étudiants en sciences sociales; et, en général, à tous ceux qui aimeraient élargir ou approfondir leurs connaissances dans un domaine où la documentation disponible n'a pas encore atteint un stade d'accumulation optimale.

Tayeb BOUTBOUQALT, Docteur en sciences de l'information, DEA en sciences de la communication, DEA en philosophie du droit, DEA en finances publiques, DEA en islamologie, Licence en droit public, Diplôme de l'Institut Supérieur de Journalisme, Diplôme de l'Institut Supérieur de Tourisme, est enseignant à l'Ecole Supérieure Roi Fahd de Traduction- Tanger.

Couverture : photo d'Abd-al Karim Al Khattabi par l'agence de presse américaine UPI (1925)

120,00 Prix: 150.00 DH



LA GUERRE DU RIF

ET

LA REACTION DE L'OPINION INTERNATIONALE

1921-1926

LA GUERRE DU RIF
ET
LA REACTION DE L'OPINION INTERNATIONALE
1921-1926

AVANT - PROPOS

Faisant partie initialement d'une thèse en sciences de l'information, soutenue en mars 1986 à l'Université de Paris II, cet ouvrage n'a d'autre ambition que d'apporter un modeste éclairage sur un des événements majeurs de l'histoire moderne du Maroc: la guerre du Rif.

Cet éclairage provient des archives françaises et des sources aussi diverses que pouvaient l'être les médias des années 20. Les analyses et les commentaires se comptaient par milliers, il n'y eut aucune place à l'indifférence. C'est à partir de leurs contradictions et/ ou leurs prises de position, convergentes ou divergentes, que le lecteur attentif se fera une idée - approximative - de la réalité complexe.

Les archives consultées sont des archives diplomatiques (A.D.), conservées au ministère français des affaires étrangères (M.A.E.), des archives nationales (A.N.) et des archives du service historique de l'armée de terre (A.S.H.A.T.). Quant aux journaux, ils sont en général cités avec leurs références à l'endroit même où ils sont évoqués. Pour des raisons pratiques, les notes sont reléguées à la fin de l'ouvrage. Afin de faciliter des recherches documentaires éventuelles, j'ai tenu à ce que les noms propres et les noms géographiques conservent l'orthographe adoptée par les auteurs des références citées.

T.B.

Tanger, le 30 octobre 1992

INTRODUCTION GENERALE

Aux prises avec les combattants rifains depuis déjà plus d'une dizaine d'années, et plus particulièrement depuis 1921 quand ceux-ci s'organisèrent en un mouvement de libération national, politiquement et militairement structuré, l'Espagne allait-elle enfin pouvoir compter sur sa voisine coloniale, la France, pour mettre au point un plan d'action militaire conjuguée, en vue de saper les fondements d'un mouvement qui, à tous points de vue, menaçait directement toute présence coloniale dans la région? Quelle était, au juste, l'attitude française à cet égard?

Les Rifains qui, en aucun moment, n'avaient renié leur appartenance à un Maroc libre et indépendant, et dont ils étaient, à juste titre, tellement fiers, avaient-ils bénéficié de tout le soutien moral et matériel qu'ils étaient en droit d'attendre de leurs concitoyens? Cette question, grave, était, et de loin, dans cette affaire rifaine, la plus déterminante qu'elle fût. Quelle signification avait la "République rifaine" dont les bases constitutionnelles semblaient avoir été précisées dès 1922? Son contenu politico-militaire était-il une entrave à la réunification et à l'intégrité d'un pays morcelé par l'action du colonialisme européen? Ses rapports avec le Palais?

Quelles étaient les réactions des autres puissances ayant des intérêts à défendre dans la Méditerranée, en général, et au Maroc, en particulier? Les stratégies des unes et des autres avaient-elles subi des modifications quant aux principes fondamentaux qui les avaient, jusque-là, toujours animées? En d'autres termes: l'environnement extérieur de la "République rifaine" offrait-il des chances suffisantes pour la réussite de celle-ci?

A toutes ces questions, et à bien d'autres encore, seule une analyse attentive des différentes actions et prises de position des protagonistes permettra de donner une réponse qui, à défaut d'être complète, par manque de bases documentaires solides et fiables notamment, n'en dégage pas moins une ligne directrice capable - je l'espère - de contribuer à une élucidation satisfaisante d'un problème crucial de l'histoire politique du Maroc tombé sous le joug d'un impérialisme à têtes multiples.

Ici, la démarche méthodologique suivie est celle qui consiste à scruter l'événement à travers ceux-là mêmes qui l'ont fait, subi ou vécu. La guerre du Rif avait, dans le monde entier, produit ses échos. Elle était l'annonciatrice incompressible, parce que "trop vraie", de l'ère de la décolonisation.

PARTIE I

LES OPERATIONS MILITAIRES DANS LE RIF ET L'INFORMATION SUR LES EVENEMENTS DU MAROC

INTRODUCTION

Les soldats du général Silvestre avaient-ils eu le temps d'entendre, à Anoual en juillet 1921, le cri de "Viva la Muerte" poussé par les combattants d'Abdelkrim, très vite répercuté par les montagnes rifaines? Peu probable. Ils furent, dans leur quasi-totalité, tombés sous les coups impitoyables de quelques centaines de résistants, alors qu'ils étaient des milliers armés jusqu'aux dents et déterminés d'aller faire une opération de "pacification" dans les environs immédiats de leurs points d'appuis. Leurs armes allaient servir à fortifier la résistance. Les quelques survivants pouvaient être rendus à l'Espagne, mais non sans le versement d'une somme de 4 millions de pesetas. Ce n'était là qu'une petite revanche et une simple action de légitime défense que les Rifains entendaient mener jusqu'au bout. Les agressions espagnoles, de 1859-60 et 1924, perpétrées contre le Maroc dans cette même région, avaient appris aux Rifains de ne jamais céder à une quelconque propagande coloniale, fût-elle annonciatrice de quelques généreuses "réformes".

Face à une résistance dont les bases s'élargissaient au fil des mois, l'Espagne se sentait de plus en plus impuissante pour maintenir sa présence coloniale au nord du Maroc. Le seul espoir qui lui restait était celui, trop attendu, d'un "coup de main" des forces françaises. Celles-ci, après des velléités, et ayant bien observé la progression du mouvement rifain à la fois sur le terrain et à travers ses propres méthodes politiques, décidèrent de mettre fin à leurs hésitations en deux temps:

1°) Dès 1924, l'autorité coloniale française déclarait ouvertement son hostilité au mouvement dirigé par Abdelkrim.

2°) De concert avec l'Espagne, elle s'engagea dans une action militaire effective et de grande envergure.

La double offensive franco-espagnole s'effectua en 1925 et 1926; elle avait permis, au terme de longs mois de combats furieux, de venir à bout de ce qui était alors convenu d'appeler la "République rifaine". Mais après la disparition de l'organisation mise en place par Abdelkrim, la résistance continuait toujours dans le Rif, il est vrai que son élan fut brisé.

Toutes ces opérations militaires ne pouvaient naturellement pas passer dans le silence: des morts d'hommes par milliers et des budgets d'Etats lourdement grevés par des dépenses de guerre devaient immanquablement engendrer des réactions diverses au sein de l'opinion publique.

Celle-ci était-elle réellement informée sur les tenants et les aboutissants de toute cette affaire, et comment? Un tissu de mensonge semblait

avoir entouré, plus que d'habitude, l'ensemble des événements du Maroc pendant la guerre du Rif. Il revenait aux correspondants de guerre, dans leur rivalité, d'ouvrir, partiellement et momentanément, une brèche dans cette muraille de propagande coloniale endurcie par des années de pratique de l'artifice et de la fausseté.

LES FORCES EN PRESENCE

D'un côté, la " République rifaine ", conduite sous la direction d'un enfant du pays: Muhammad Ibn Abd al-Karim al-Khattabi, dit Abdelkrim; de l'autre côté, l'Espagne du général Primo de Rivera et la France des maréchaux Lyautey et Pétain: telles étaient les forces en présence.

D'un côté, des combattants qui n'avaient d'autres appuis que leur foi et leur détermination; de l'autre côté, deux armées régulières bien équipées et bien entraînées, et aidées par des centaines de milliers de "partisans " et par d'autres forces colonialistes ou approuvant le colonialisme européen.

C'est dans ces conditions que des affrontements, d'une rare violence, allaient opposer 30 à 60.000 Rifains à plus de 800.000 soldats franco-espagnols ou assimilés.

LA FRANCE

L'attitude de Lyautey vis-à-vis de l'Espagne au Maroc avait toujours revêtu un caractère énigmatique pour ne pas dire franchement hostile. D'ailleurs, la Métropole n'avait jamais cessé de lui rappeler qu'au Maroc la France devait observer un certain nombre de "traités"...

En 1925, les lignes françaises dans le nord étaient complètement débordées par l'avance des résistants rifains: Taza faillit tomber, Fès n'était pas loin... Les renforts ne suffisaient plus. Une entente avec l'Espagne était plus qu'indispensable pour éviter un écroulement total de l'édifice colonial en Afrique du Nord.

Les méthodes lyautéennes s'avéraient inefficaces. Le maréchal Pétain était alors déclaré l'homme de la situation; ce qui mit fin à la carrière de Lyautey.

L'ATTENTISME FRANCAIS

Le plan général de "pacification", établi par le commandement en chef et approuvé par le gouvernement français en 1920, prévoyait, dans un délai de trois ans (1921, 22 et 23), d'étendre complètement le pouvoir du protectorat sur le "Maroc utile" (régions présentant un intérêt économique réel, une posi-

tion stratégique pour l'armée d'occupation, et un avantage politique certain en faveur du régime du protectorat).

A l'opposé, le "Maroc inutile" (régions désertiques, hautes montagnes inaccessibles, et autres étendues jugées sans valeur économique) devait être abandonné par les troupes coloniales; car nécessitant "un effort militaire et financier hors de proportion avec les résultats à escompter" (1).

Ce programme de "pacification" visait la réalisation d'une organisation politico-militaire de plus en plus financièrement autonome par rapport à la Métropole: au fur et à mesure de l'occupation des régions nouvelles, une réduction d'effectifs devait suivre; ce qui diminuerait du même coup la part du gouvernement métropolitain dans le financement du corps d'occupation.

Les difficultés espagnoles dans le Rif étaient bien connues des Français. La Résidence semblait, à cet égard, garder une attitude que les Espagnols ne pouvaient par apprécier: tout se passait comme si les autorités de la zone française attendaient l'abandon de la zone nord par l'Espagne pour se fixer une ligne politique définitive à suivre.

Au début de 1922, une bien curieuse campagne fut déclenchée en Espagne métropolitaine: on faisait alors état des difficultés rencontrées par les Français dans leur propre zone; mais l'objectif de cette campagne n'était pas du tout d'envenimer les rapports franco-espagnols à propos du Maroc. Bien au contraire, la presse de Madrid qui, à travers Epoca, Diario Universal, Heraldo de Madrid et Libertad, prit les devants de cette campagne, incitait les Français à sortir de leur attentisme, quelque peu malsain, à engager avec l'Espagne une politique coloniale commune au Maroc. Le très officieux journal Epoca illustrait les thèmes développés par ses confrères:

" D'après les dernières nouvelles, l'agitation persiste dans la zone de protectorat français au Maroc et il paraît même que de grandes concentrations ennemies entrent en jeu. La fatalité historique a placé en face de la France et en face de l'Espagne un adversaire de la même race. Est-il exagéré de penser que dans l'obscurité conscience musulmane s'agitent des idéals communs de lutte pour la revendication de ce qui leur appartient? Mais il n'est pas besoin d'en arriver à considérer comme immédiat le danger d'un soulèvement mahométan général pour admettre l'idée que la France et l'Espagne auraient intérêt à entreprendre une action d'ensemble, basée sur des principes communs, étant donné que, nous le répétons, commun est l'ennemi et commune est l'intention civilisatrice qui nous a fait aller dans l'Afrique du Nord"(2)

Commentant cette attitude "francophile" de la presse espagnole, l'ambassadeur de France en Espagne exprima beaucoup plus qu'une simple méfiance: " Si les francophiles d'Espagne n'ont pas mieux à nous offrir que de les aider à mettre à la raison les Riffains contre un secours qui nous serait apporté par des tanks espagnols à Ouezzan ou à Taza , ce serait le cas de répéter la fameuse apostrophe: " Mon Dieu délivrez moi de mes amis; quant à mes ennemis, je m'en charge"(2)

Le 30 mars 1922, juste après cette campagne de presse espagnole, les agences Fabra et Radio publièrent un démenti aux informations véhiculées

par les journaux madrilènes. Le 31 mars, le journal français. Le Temps publia un communiqué relatif à la situation à Taza, en zone française, où les Français auraient perdu 700 hommes. Le Temps faisait remarquer que les nouvelles de l'échec français dans la région de Taza persistaient encore malgré les démentis déjà donnés; que, par conséquent, elles " ne peuvent être que le fait d'une campagne malveillante et de mauvaise foi."

En effet, durant toute cette affaire aucun rapprochement entre les deux pouvoirs coloniaux au Maroc ne devait être enregistré. L'année 1923 avait commencé sous le le signe de la même crispation. La "sécurité en zone française" fut le thème central d'une campagne de presse espagnole ininterrompue pendant de longs mois. En avril 1923, tous les journaux espagnols reproduisaient des informations datées de Melilla et de Larache, signalant l'exode des familles européennes qui quittaient précipitamment Meknès, en raison de l'inquiétude que leur causait le soulèvement des tribus des environs de cette ville. Dans le courant du mois de mai, les grands périodiques d'Espagne publièrent un article intitulé: " la politique de la France au Maroc", reproduisant le même climat de tension (3).

Cette campagne de presse espagnole n'aurait probablement pas eu de répercussion sur la politique de la Résidence générale si elle n'avait pas été relayée par la presse communiste en France. L'humanité, du 27 juillet 1923, publia sous le titre: " la Vie Militaire, le Maroc mangeur d'hommes ", un entrefilet dont les termes sortaient tout droit du maquis:

" Un soldat de Ier chasseurs d'Afrique, nous écrit: " les Marocains fichent la pile à la colonne, bien souvent, et ça ne va pas du tout. Tous les jours les avions ramènent des blessés. Dernièrement il y eut beaucoup d'officiers tués; on prononce des chiffres, les uns disent 20, les autres 10. Quant aux soldats, bien entendu on s'en fou! Est-ce que ça compte, les simples soldats? on signale aussi beaucoup de déserteurs. "Qu'en dit Vaginot (déformation voulue du nom de Maginot) - dont nous attendons toujours les révélations qu'il devait faire "incessamment" sur les pertes françaises au Maroc? -"

Le Quotidien du 4 août, écrivait: "Ce n'est plus Verdun, ni sur l'Yser...Maintenant c'est le Maroc!". Ce journal exploitait des informations publiées par un journal casablancais, très proche de la Résidence, et qui avaient été faites dans un esprit de propagande en faveur des troupes d'occupation du Maroc qu'on avait tendance, en Métropole, à qualifier leurs actions comme de simples opérations de police et non comme une vraie guerre. Le Petit Marocain, journal du groupe Mas, écrivait, en effet, le 25 juillet, un article destiné surtout à défendre l'armée coloniale qui livrait une vraie guerre avec toutes les atrocités subséquentes:

"...les médecins militaires luttent pied à pied, et sans arrêt sans faiblesse contre l'épuisement des amputés, contre les péritonites des blessés au ventre; contre les mutilations sanglantes; contre la mort qui, par ces journées de chaleur tropicale s'accroche aux entrailles, aux blessures, aux moignons, et aux visages de ceux que la fièvre redoutable hallucine ou fait grincer des dents... J'ai vu, des blessures pareilles aux plus graves blessures de la grande guerre (...)."

Le plan général des opérations de "pacification" n'avait pas subi de modifications. Tout se poursuivait conformément à la stratégie adoptée par Lyautey. Le corps d'occupation a vu son effectif de base, qui au 1er janvier 1921 atteignait près de 95.000 hommes, successivement ramené à 86.000 en 1922, 78.000 au 1er janvier 1923, 73.000 au 1er Juillet 1923. En matière de crédits, la même tendance était enregistrée. Le budget spécifique aux troupes coloniales passait (y compris la contribution du protectorat) de 496 millions en 1921 à 466 en 1922, et à 403 en 1923; soit une réduction de près de 100 millions de francs. L'annonce faite publiquement, à la fin de 1922, par des parlementaires français, reproduite aussitôt par la presse métropolitaine, selon laquelle les effectifs allaient être inexorablement réduits à la fin de 1923, gêna beaucoup le résident général:

" On a vraiment trop oublié que tout se sait au Maroc, que de telles déclarations y seraient colportées partout et connues des dissidents, ce qui a eu lieu, et a certainement, j'en ai eu de nombreuses preuves, largement contribué à la ténacité de la résistance et par suite à l'augmentation de nos pertes. En tel cas la véritable politique serait de bien se garder d'annoncer des réductions d'effectifs, mais au contraire même, de laisser prévoir leur renforcement, ce qui donnerait le vrai moyen de pouvoir les réduire largement sans inconvénients"(4).

Un arrêté résidentiel, modifiant l'organisation territoriale du Maroc, fut pris le 11 décembre 1923: il supprima la région de Taza et maintint les régions de Fès, Meknès et Marrakech. Cette nouvelle organisation du commandement militaire faisait paraître la région de Fès comme la plus importante du fait de sa proximité de la zone espagnole; elle s'étendait, en plus, jusqu'à Tafilalet, au sud, suivant l'axe de communication de Trik Soltane. Comme pour décourager tout secours venant du sud à destination du Rif.

Les directives générales de 1924 prévoyaient deux opérations principales:

1°) l'établissement sur la rive du nord de l'Ouergha où l'influence d'Abdelkrim semblait avoir gagné du terrain;

2°) la réduction des poches dissidentes subsistant encore dans "la tache de Taza".

Les Français envisageaient de ramener à la soumission, de l'est à l'ouest à partir du coude de l'Ouergha (Zaouia des cheurfa Tafraout), les tribus riveraines de l'Ouergha: Ouled Bou Slama, Beni Ouendjef, Fenassa, Mtioua, Mezziat, Mezraoua, Djaia, Beni Ouriaghel, Beni Zeroual. Dans un premier temps, l'action militaire visait l'occupation des hauteurs qui de Mediouna à l'Ourtzagh bordaient l'Ouergha.

Même avec ce plan extrêmement ambitieux, la stratégie de Lyautey ne subissait pas de changement profond quant aux dispositions déjà prises les années précédentes. Tout au plus, prévoyait-elle un renforcement des moyens militaires sans modification de politique à l'égard de la zone espagnole. Il est vrai que les frontières entre les deux zones ont toujours demeuré un peu floues. Pourquoi la France ne tirait-elle pas alors un avantage de cette ambiguïté du tracé des frontières et des difficultés que connaissait

l'Espagne aux prises avec Abdelkrim? Les objectifs de la manoeuvre prévue pour 1924 étaient conformes à la politique militaire classique de Lyautey:

"- De faire rentrer effectivement dans notre zone les régions fertiles de la vallée de l'Ouergha et sous notre influence directe les tribus riveraines (Senhadja de Mosbah, Reghioua, Mezziat, Mezraoua et Djaida). De nous donner un solide épaulement au nord de la rivière protégeant toute la vallée et rendant difficiles les mouvements adverses parallèles à notre nouveau front. - De permettre un rayonnement politique sur toutes les tribus que nous revendiquons, et momentanément laissées en avant de nous postes (tribus du Haut Ouergha, M'tioua, Beni Zeroual)" (5).

Cette stratégie s'inscrivait en effet dans le cadre du "Maroc utile"; Lyautey ne semblait pas se soucier outre mesure des forces d'Abdelkrim. D'ailleurs les opérations ainsi envisagées ne demandaient, d'après le plan arrêté, qu'une durée approximative d'un mois. Les forces françaises devaient alors compter 12 bataillons d'infanterie avec la dotation d'armes et de services correspondants; leur concentration dans la région désignée était prévue vers fin mai 1924. Leur commandement était assuré par le général de Chambrun, commandant la région de Fès, ayant remplacé le général Poeymireau décédé, en France, cette année même. Le maréchal Lyautey estimait la situation dans le nord préoccupante mais pas alarmante:

"Il n'y a pas de péril immédiat, mais il ne saurait se produire pour notre établissement au Maroc de facteur défavorable que l'instauration, à si faible distance de Fès, en bordure de la Méditerranée, d'un groupement musulman autonome, organisé et modernisé, appuyé sur des populations des plus guerrières, nombreuses, très exaltées par leurs succès récents contre les Espagnols, qui deviendrait le foyer d'attraction naturel non seulement de tous les dissidents et de tous les mécontents, mais aussi de tous les éléments marocains particulièrement les plus jeunes chez qui les récentes années et surtout la guerre et les événements d'Orient ont singulièrement élargi l'horizon et suscité des aspirations nationalistes et xénophobes" (6).

Il est particulièrement intéressant de noter que tous les documents traitant du "nationalisme marocain" le rattachaient systématiquement à la "xénophobie". Cette littérature coloniale était abondante...

Lyautey conseilla au Quai d'Orsay de puiser dans ses bulletins de renseignements les éléments nécessaires pour faire des communiqués à la presse métropolitaine. Un maladroit article du Petit Marocain, du 25 juillet a eu un retentissement fâcheux sur la politique résidentielle. Il revenait au journal le Temps, du 27 juillet, d'insérer un communiqué quelque peu rassurant. Le Rif faisait désormais partie officielle du champ de bataille français au Maroc:

"Rabat, 26 juillet, certains journaux ont inexactly rapporté les incidents que vient de provoquer une menace exercée par les Riffains sur le front nord de Taza. Un parti d'environ 1200 fusils ayant attaqué, le 23 juillet, une fraction des Houera à l'est de Bab-Mizab, un groupe manoeuvre fut aussitôt constitué sous les ordres du colonel Colombat. Il engagea le combat le 24 au matin contre le rassemblement riffin, qu'il a coupé en deux fractions

après une action brillante. Les pertes du côté français seraient de 15 tués, dont un Français, et de 20 blessés, dont un officier. Les pertes ennemies paraissent fort importantes."

De son côté, l'Agence Havas envoya un télégramme à l'Agence Fabra en vue de démentir les nouvelles jugées tendancieuses publiées par la presse espagnole. La situation militaire dans le Maroc français se présentait alors comme confuse et, à vrai dire, l'opinion publique française n'était absolument pas au courant de ce qui se passait réellement sur le terrain : les communiqués officiels, les échos de la presse communiste, les campagnes de la presse espagnole, les articles maladroits de la presse du Protectorat, les actions de propagande de toutes sortes ne permettaient pas de voir clair. Mais déjà l'inquiétude montait. En septembre 1924, l'Agence Radio, concurrente de l'Agence Havas, envoyait une dépêche de Casablanca (le 9 septembre à 14 h. 15) qui faisait état de l'exercice d'une rigoureuse censure militaire au Maroc. Le correspondant de l'Agence Radio écrivait :

"Dans édition ce matin presse marocaine proteste véhémence contre censure militaire qui arrête télégrammes concernant opérations militaires françaises dans Rif réclamant que opinion publique soit franchement renseignée. Communiqué officiel confirma postes Hassi Meldan El Hassi Ouenza furent dégagés par renforts algériens dont signalait mouvements premier septembre."

A partir d'octobre 1924, la Résidence envoyait régulièrement au Département (sous-direction d'Afrique) un bulletin résumant la situation militaire et politique dans la zone française et dans la zone espagnole du Maroc. Ce bulletin fut rédigé par la direction des affaires indigènes et du service des renseignements de la Résidence. Ayant un caractère rigoureusement secret, le premier exemplaire de ce bulletin à être parvenu au ministère des affaires étrangères, était consacré à la période allant du 14 au 20 octobre. Il indiquait que la censure espagnole était particulièrement sévère au sujet du Maroc, que le général Aizpuru venait de présenter sa démission de haut commissaire, et que, désormais, le général Primo de Rivera assumait la double fonction de président du directoire et du haut commissaire au Maroc (7). L'attentisme français n'était plus justifié: Le danger que constituait le Rif pour le pouvoir colonial dans toute la région était plus que réel. Une révision des calculs stratégiques français s'imposait d'elle-même. Abdelkrim ne se présentait pas comme un interlocuteur mais comme un adversaire militairement déclaré.

LE REVIREMENT STRATEGIQUE

Jusqu'à la fin de 1924, la tension montait dans l'entourage de Lyautey. Les services de renseignements lui apprenaient que tout le Rif était en train de se transformer en un camp retranché; les Rifains se préparaient à une guerre totale "d'Ajdir à Agadir", c'est-à-dire aussi bien contre le colonisateur espagnol que contre le colonisateur français: ils avaient établi, en face des

postes français, tout un dispositif de postes symétriques, équipés de mitrailleuses, reliés à Ajdir (état-major d'Abdelkrim), et entre eux par le téléphone.

Ils avaient construit un pont sur le Haut Ouergha et travaillaient d'arrachepied à des aménagements de piste et de lignes télégraphiques. Troupes disciplinées, sous les ordres d'un chef ayant compris que la partie devait se jouer au niveau de la mobilité de ses forces et de leur courage, les Rifains impressionnaient par leur détermination et par la rapidité, dont ils avaient fait preuve, dans la mise sur pied de toute une organisation politico-militaire qui n'avait rien à envier aux méthodes et aux techniques les plus avancées. Afin de mieux combattre des adversaires, des centaines de fois supérieurs à ses forces, Abdelkrim inventa, sans le savoir, la guérilla des temps modernes.

"L'Etat Riffain existe dès maintenant, sous le nom, il est vrai, de République Riffaine, mais avec un chef absolu qui exerce une véritable dictature tempérée toutefois par la surveillance constante d'un entourage de fanatiques se donnant comme résolu à n'admettre aucune compromission et manifestant pour l'avenir de cet Etat des ambitions sans limites" (8)

De préoccupante, la situation se compliquait de plus en plus. A l'intérieur de la zone française, l'opinion musulmane marocaine ne pouvait qu'afficher une certaine satisfaction à l'annonce des succès d'Abdelkrim sur les Espagnols; mais sans plus. La Résidence fut beaucoup plus préoccupée par les Tunisiens et Algériens, dont l'arrivée au Maroc, à la recherche d'un emploi, n'avait pas cessé depuis le début du Protectorat. Généralement lettrés, leur présence commençait à inquiéter le pouvoir résidentiel:

"Beaux parleurs, politiciens, se tenant au courant des choses de l'Orient, grands lecteurs de journaux panislamiques, que nous interdisons mais qu'ils reçoivent quand même; il y a là un mauvais élément mais on le connaît, on le surveille et on prendrait au besoin des mesures nécessaires." (9)

Tout le programme de "pacification" devait être alors dirigé vers le Rif. Il s'agissait de sauver l'ensemble de l'armature coloniale française au Maghreb. La tactique lyautéenne sans être entamée, dans ses principes de "tache d'huile", etc..., laissait néanmoins prévoir un avenir difficile :

" En somme, conclut Lyautey, il y a là une menace des plus sérieuses, et grandissante pour notre établissement dans l'Afrique du Nord et spécialement au Maroc et il faudrait être d'un aveuglement et d'une imprévoyance impardonnables pour en méconnaître la gravité et pour ne pas prendre ou prévoir sans délai les mesures qu'elle commande" (10)

Lyautey ne préconisait pas pour autant une intervention dans le Rif: "ne pas mettre les pieds dans le Riff: c'est un guêpier", avait-il recommandé. Mieux encore, il affirmait: " on s'y est jamais engagé sans le payer cher: il n'y a qu'à y perdre et rien à y gagner"(10).

Le Rif paraissait alors comme une région qui n'intéressait pas la France. "D'ailleurs ce n'est pas chez nous, et nous avons un tel intérêt, je crois, à ne pas soulever des questions d'ordre international"(10). Mais ce n'était là qu'une façon d'inciter le gouvernement métropolitain d'agir très vite en augmentant la force de frappe française au Maroc, désormais menacé d'indépendance. En attendant l'arrivée des renforts de la Métropole, Lyautey

fit le blocus du Rif, le privant ainsi des ressources et des contingents en provenance des zones occupées ou non encore occupées. Il demanda 4 bataillons d'infanterie, 2 escadrons de spahis, 3 batteries 65,1/2 campagne sapeurs-télégraphistes; 2 escadrilles: il escomptait ainsi avoir en tout, une force, faisant face aux Rifains, constituée de 18 bataillons, 9 escadrons, 12 batteries de 65, 3 batteries de 75, 3 compagnies du génie, 9 escadrilles, 1/2 compagnie de sapeurs-télégraphistes. Le tout devait être organisé en 3 groupes mobiles. Il termina son rapport par: "ici, les communications valent des bataillons" (10). Ce fut le premier échec avoué de la politique de Lyautey visant à réduire graduellement les effectifs militaires et les dépenses qui s'y rapportaient.

En janvier 1925, le ministère de la Guerre mit à la disposition de Lyautey une première partie des renforts en troupes et en matériels demandés pour janvier et février, soit:

- un bataillon du 13e Régiment de Tirailleurs coloniaux
- " " " 19e " " " " Nord-Africains
- un détachement de 175 artilleurs coloniaux
- des matériels d'artillerie de position (quatre 105 et quatre 120 L de Bauge)
- quatre matériels de ponts légers Pigeau
- deux compagnies de sapeurs-mineurs du 32e bataillon du génie du 19e corps d'Armée
- un matériel technique de demi-équipages des ponts coloniaux.

La totalité des demandes de renforts qu'avait adressées Lyautey au cours des trois précédents mois ont été ainsi satisfaites. Le ministre de la Guerre, Nollet, lui ordonna:

" Il doit être bien entendu que ces renforts devront être utilisés dans les conditions générales indiquées dans votre télégramme n° 360 du II décembre 1924 pour appuyer votre action politique et vous permettre, le cas échéant, de disposer des forces suffisantes à une action défensive énergique, excluant toute opération qui pourrait avoir pour résultat de franchir les limites de la zone espagnole" (II)

En avril, Painlevé prescrivit au 19e corps d'Armée et à la division d'occupation de Tunisie de mettre en route sur Oujda toutes les unités désignées pour être envoyées en renfort au Maroc. On rappela à Lyautey que ces renforts ne devaient pas l'entraîner à un franchissement des limites de la zone dévolue à l'Espagne (12).

Mais voilà que tous les renforts reçus jusqu'à fin avril, s'avéraient insuffisants. La situation dans le Rif devenait alarmante; le Protectorat était menacé d'écroulement; le mouvement rifain constituait plus que jamais le principal péril pour la présence française au Maroc et dans toute l'Afrique du Nord. Ce péril menaçait directement le "prestige" de la France en tant que puissance coloniale, venant de remporter une victoire sur l'Allemagne, il y avait à peine six ans. Des réactions en chaîne, partout où les forces coloniales se trouvaient, n'étaient pas à exclure. Lyautey demandait encore des renforts, toujours des renforts...

"... il ne pourra y être paré que par une manifestation de forces suffisantes pour garantir la sécurité des tribus qui ne demandent qu'à rester fidèles..."(13)

Lyautey jugeait comme étant d'une gravité exceptionnelle un mouvement dont il ne paraissait pas avoir soupçonné, à leur juste valeur, la vivacité et les capacités combattives. Ce jugement était d'autant plus grave et lourd de sens si l'on savait que pendant la guerre de 14-18, Lyautey devait exercer, pendant un certain temps, les fonctions de ministre de la Guerre.

" La situation, écrit-il à propos du Rif, est certainement la plus sérieuse devant laquelle je me sois trouvé ici depuis 1914" (14).

Une chose était certaine: en se défendant contre Abdelkrim, le Protectorat français du Maroc défendait tout l'empire colonial français. Toutes les raisons d'ordre strictement local n'avaient aucunement le poids qu'on leur attribuait dans les médias français; elles ne justifiaient que très peu l'action française dans le Rif. Dans ces conditions, pourquoi ne pas s'entendre avec l'Espagne pour engager une action militaire commune? Ce fut un deuxième échec porté à la politique de Lyautey, mais il ne pouvait pas l'avouer.

L'ESPAGNE

Jusqu'à la double offensive franco-espagnole, la présence de l'Espagne au Maroc ne tenait plus qu'à un fil. Le soulèvement rifain secoua vivement l'opinion publique. Le sentiment de défaite était trop visible pour que le gouvernement de Madrid continuât encore à demander aux Espagnols des efforts supplémentaires au Maroc sans l'aide de la France.

LES DIFFICULTES ESPAGNOLES

Lorsque, en 1925, la France avait ouvert définitivement le front Rif, l'Espagne en était à sa quatrième année d'affrontement armé contre les forces d'Abdelkrim; elle n'avait enregistré jusque-là que des défaites successives, de plus ou moins grande importance. La plus spectaculaire de ces défaites fut celle d'Anoual (21 juillet 1921); ce fut un désastre pour les Espagnols: une armée de 20.000 hommes, sous le commandement du général Silvestre, avait reçu pour mission de réprimer le mouvement rifain naissant; elle fut presque entièrement anéantie par des résistants Rifains dont le nombre ne dépassait pas 3000 combattants. Depuis lors, l'Espagne était dans une position de demi-abandon dans sa zone marocaine. L'Eco de Tetouan, du 4 novembre 1924, faisait un exposé général sur la situation politique et militaire espagnole au Maroc :

" La situation actuelle est le résultat des événements de 1921, de la propagande panislamique qui est générale dans tous les pays musulmans,

des succès turcs en Asie qui ont exalté l'indépendance des tribus de la zone espagnole. La dissémination de nos forces a encore aidé au mouvement de rébellion. D'où la nécessité d'évacuer les innombrables positions répandues sur tout le territoire, de se limiter à une zone occupée restreinte qui servira de base solide à l'implantation du Protectorat, qui rayonnera vers l'intérieur par l'emploi de récompenses ou de châtements suivant l'attitude des tribus à notre égard."

L'Espagne fut obligée d'engager des négociations secrètes avec Abdelkrim pour la libération des prisonniers et pour l'évacuation de certaines localités (Khmès, Beni Issef, Chichaouen). L'appui de Raissouli dont elle bénéficiait ne paraissait plus offrir toutes les garanties souhaitées. L'homme fort de toute la région était incontestablement Abdelkrim. Celui-ci n'admettant aucun marchandage, contraignait l'Espagne à ne pas le considérer comme un simple Glaoui du nord. La guerre du Rif s'annonçait-elle comme une guerre de libération nationale? Abdelkrim était-il comparable à Bolivar (1783-1830), libérateur du Venezuela? Le pouvoir colonial espagnol dut s'en rendre compte.

Evacuée le 17 novembre 1924, la ville de Chechaouen fut récupérée par les forces rifaines. Les Espagnols furent obligés d'abandonner le poste du Haut Loukkos; l'abandon du front du Kert allait suivre.

"Les pertes du corps d'occupation vont croissant par le feu et par la maladie, la tempête fait rage sur les deux versants du Djebel. Marches, stationnement, ravitaillement ne s'exécutent qu'avec peine, et l'ennemi s'acrotte furieusement aux troupes en retraite sur Tetouan ou sur Larache. Partout on négocie dans l'espoir, toujours déçu, de poursuivre le repli sans le combat"(15).

Le même jour, le général Primo de Rivera présentait au Maghzen Ben Azzouz à qui l'on confia le grand vizirat; alors que l'attachement de Raissouli à l'Espagne se renforçait. Le recrutement des Régularès se poursuivait; leur solde fut augmenté; les Espagnols envisageaient même des nouveaux recrutements en zone française. On faisait circuler le bruit dans les tribus que Ben Azzouz était autorisé à lever une puissante harka; celle-ci était dotée de canons, de mitrailleuses et d'avions, et qui allait châtier les tribus révoltées (16). Les dépenses engagées au Maroc, depuis 1909, furent évaluées à 6 milliards de pesetas. Seule la ville de Chechaouen eût coûté près de 500 millions de pesetas et 5000 vies humaines.

A la fin de 1924, les dépenses se seraient situées à 6 millions de pesetas par jour. Pour cette même année, le budget de la guerre prévoyait au Maroc, en troupes métropolitaines, 39000 hommes d'infanterie, 3000 de cavalerie, 12.000 d'artillerie, 8000 du génie, 3000 de la santé et 4000 de l'intendance, soit 69.000 hommes sur un effectif budgétaire total de 205.000 hommes. Les troupes indigènes devaient comprendre 14.000 hommes pour les Régularès et un effectif indéterminé en goums mixtes et Mehallas (17).

Pour apprécier l'étendue des pertes du corps d'occupation espagnol, les services de renseignements français procédèrent à un recensement des

blessés et malades militaires dans les hôpitaux de la zone voisine. Au 21 novembre, il y avait à Larache, 230 blessés, 840 malades; à El Ksar, 3 blessés, 400 malades; à Arzila; 23 blessés, 280 malades; à Teffer, 100 blessés graves. Le 19 novembre, la colonne Carrasco qui opérait au nord de Mache-rah, dans le secteur du Haut Loukkos, perdit 78 tués ou blessés, dont 5 officiers; le même jour, les troupes repliées de Chechaouen, devaient éprouver, à hauteur de Cheruta, les pertes suivantes: 2 officiers tués, dont le général Serrano; 20 officiers blessés, dont le général Bérenguer; 10 officiers disparus. Les morts, blessés ou disparus en hommes de troupes se comptaient par centaines (18).

Ayant organisé le blocus sur terre et sur mer, le général Primo de Rivera négocia avec les Khmalcha, par l'intermédiaire de Moulay Ali el Khamlich, une entente dirigée contre Abdelkrim. On fit appel à l'aviation pour exercer un effet psychologique sur les Rifains, sans illusion sur son efficacité réelle.

A Madrid, le ministère de la Guerre déclarait aux journalistes, par la voie de son porte-parole:

"Les faits suivants caractérisent la situation actuelle (fin 1924):

3500 hommes de la classe 1921 embarquent à Melilla pour rejoindre la péninsule, d'autres vont suivre; toutes les troupes de position avancées sont maintenant repliées sur Larache et Tetouan, le front définitif de Tetouan est solidement renforcé sur la rive droite de Rio Martin, la colonne Prats opère sans encombre entre Arzila et Bufas, trois autres colonnes vont dégager le pays entre Ceuta et Tetouan, un nombre imposant d'appareils survole et châtie les Andjera. Le général Primo de Rivera retarde jusqu'au début de janvier son voyage à Madrid afin de diriger en personne l'organisation de la nouvelle ligne d'arrêt"(19)

La revue madrilène Espana Economica y Financiera publia, le 6 décembre 1924, un article invitant l'Espagne à la reconnaissance de la République du Rif, sous la direction d'Abdelkrim. La censure espagnole ne s'y opposa pas. Le 19 janvier 1925, le général Primo de Rivera rentra à Madrid pour présenter au gouvernement un plan de réorganisation de la zone espagnole du Maroc. Son plan préconisait le renforcement d'une politique indigène appuyée sur les institutions du Maghzen local (étendre le pouvoir du Khalifat en mettant l'accent sur son autorité religieuse) (20)

Cependant la situation de l'Espagne au Maroc évoluait de mal en pis. Non seulement Raissouli fut capturé par Abdelkrim, ce qui enlevait au pouvoir colonial un appui jusque-là sans grande défaillance, mais surtout d'importantes tribus rejoignirent le camp d'Abdelkrim (notamment les Khmès et les Beni Zeroual). Le mouvement rifain faisait tache d'huile. Battant en retraite, les forces espagnoles se renforcèrent autour de Regaïa et Tetouan en prévision d'une attaque rifaine contre Tetouan-Pont International. De même, dans les zones de Ceuta et de Melilla, le dispositif militaire déjà existant fut renforcé en vue de faire face à l'avance des combattants rifains que rien ne semblait pouvoir les arrêter.

Le 16 avril, Primo de Rivera quittait Ceuta pour l'Espagne. Pendant

son absence, le général Navarro se chargea de l'intérim; alors que le général Sanjurjo assurait le commandement de l'armée. Dans une interview qu'il accorda, le 25 avril, aux frères Tharaud, le président du Directoire déclara:

"Je n'entends pas recommencer la conquête du Maroc. Quand une tribu vient se soumettre en mettant comme condition d'être protégée par un poste, je ne veux rien savoir, je dis donc aux gens organisez vous mêmes votre défense nous vous aiderons de notre mieux mais ne comptez pas sur un de nos soldats" (21).

Ce genre de déclarations n'avait pour objet que de faire diminuer une tension montante qu'enregistrait alors l'opinion publique métropolitaine devant les déboires successifs des troupes espagnoles dans le Rif. Un projet de raid sur Ajdir, siège d'Abdelkrim, fut mis à l'étude; pendant ce temps un semblant de négociations hispano-rifaines, conduites du côté espagnol par Etchevarrieta, continuait; mais sans espoir d'arriver à un accord. De part et d'autre, les tensions montaient; aucune trêve ne semblait être prévisible. Le journal A.B.C., du 2 mai annonça qu'un accord royal venait d'accorder un supplément de crédits de 3 millions de pesetas pour l'achat de bombes d'avions et que le projet relatif à la création de la ligne aérienne Malaga-Melilla avait été approuvé. Les services de renseignements français de Tanger signalèrent, le 4 mai, l'arrivée à Melilla de 18 avions (ou hydravions) Dornier, Haviland et Ansaldo. Le débarquement à Ajdir faisait l'objet de controverses au sein de l'Etat-Major de Madrid; mais déjà le repli en direction de Melilla semblait accuser un net ralentissement. Un sentiment de confiance devait remplacer peu à peu les mauvais souvenirs de la déroute. La raison de ce ressaisissement espagnol devait être recherchée dans les contacts franco-espagnols qui, au mois de mai, paraissaient déjà parvenus à tracer un plan d'ensemble en vue des opérations militaires communes pour mater le soulèvements rifain. En tout cas ces contacts étaient assez avancés pour que le Telegrama del Rif en fit indirectement écho. En effet, ce journal de Melilla publia, le 10 mai, un article qu'il intitula: "la collaboration franco-espagnole au Maroc. Un moment propice". Le journal définissait cette collaboration en rapportant les propos du général Primo de Rivera:

"Si les Français bloquent la frontière Sud du Rif et du Djebala et nettoient Tanger et Oujda des agents protecteurs de la rébellion, s'ils interdisent l'immigration périodique des Riffains, s'ils s'emparent de la correspondance d'Abdelkrim, si parallèlement l'Espagne accentue son action aérienne et resserre le blocus maritime et terrestre, si en cas de nécessité, elle utilise convenablement sa future armée coloniale, si tout cela se fait minutieusement il suffira d'une période de six mois pour réduire à néant la révolte rifaine."

L'abondance des "si" s'expliquait par les difficultés énormes rencontrées par l'armée coloniale aussi bien espagnole que française dans le Rif. Mais presque toutes les conditions annoncées étaient déjà des mesures prises et appliquées.

Un télégramme de Madrid, du 19 mai, signé Peretti, leva définitivement le voile sur le plan franco-espagnol: Primo de Rivera s'exprimait ainsi devant Malvy:

" Il y a quatorze ans que nous agissons isolément. L'accord que nous préparons aujourd'hui et que je juge non pas désirable, mais indispensable, il y a quatorze ans que les deux pays auraient dû l'établir"(22)

Les deux pouvoirs coloniaux firent donc alliance objective au Maroc...

PREMIERE DOUBLE OFFENSIVE FRANCO-ESPAGNOLE CONTRE ABDELKRIM

Jusqu'au mois de mars 1925, un accord franco-espagnol relatif à une action conjointe dans le Rif n'était que très difficilement envisageable. La grande revue française l'Illustration, du 7 mars 1925, publia, comme supplément hors-texte, une carte de l'Europe, qui était censée reproduire le tracé exact des frontières de tous les Etats européens en 1925. Or cette carte s'étendait également au nord de l'Afrique où elle représentait la Tunisie, l'Algérie et la zone française du Maroc sous une couleur semblable à celle qui s'étendait sur la France. Sur cette même carte, le nord du Maroc était divisé en trois parties: Tanger (couleur verte); Espagne (jaune) et le Rif (orange). L'ambassadeur de France en Espagne, de Peretti de la Rocca, critiquant la carte de l'Illustration, écrivait au président du conseil:

"Cette division du Maroc toute arbitraire et contraire tant à la réalité qu'aux traités, ne manquera pas de froisser vivement les Espagnols qui veront sur une partie de leur zone un Etat du Rif indépendant"(23).

C'est surtout à partir du mois d'avril que la situation devenait très sérieuse aussi bien du côté français que du côté espagnol. Lyautey en était bien convaincu mais il ne pouvait pas faire machine arrière et admettre ouvertement que sa politique stratégique n'était pas viable. Dès lors, au fur et à mesure de l'intensité des difficultés rencontrées sur le terrain rifain, les décisions de l'avenir du Protectorat allaient lui échapper. Les renforts déjà reçus ne suffisaient plus. En France, les amis politiques de Lyautey se faisaient rares; l'opinion publique plus ou moins informée commençait sérieusement à s'inquiéter au sujet du sort réservé aux soldats français au Maroc. La Chambre des députés vota une proposition de résolution comprenant l'article unique que voici :

"La Chambre invite le Gouvernement à adopter un ordre spécial de départ pour le Maroc, s'inspirant des règles suivantes: seraient envoyés en premier lieu les volontaires, les rengagés, les hommes des classes sous les drapeaux, à l'exception des fils de veuves de guerre, ou ayant eu un frère tué à l'ennemi, ou un frère mutilé de plus de 80%. Ces derniers (fils de veuves, etc.) ne seraient désignés qu'en second lieu. Ceux d'entre eux qui auraient été déjà envoyés seraient rappatriés et remplacés, dans le plus bref délai, et dans la mesure où il serait possible de pourvoir à leur remplacement, suivant l'ordre indiqué ci-dessus"(24).

On imaginait aisément quelle pouvait être la réaction de l'opinion métropolitaine à l'annonce de cet article. Pendant ce temps la guerre faisait rage dans la partie nord du Maroc. Pris entre les forces, sans cesse croissantes,

espagnoles et françaises, les Rifains opposèrent une résistance avec un courage indescriptible. Un télégramme reçu à Paris, le 16 juin à 8h30, envoyé le même jour de Fès, par Lyautey, à 0h.20, faisait état des durs combats de Taounat:

"Les journées des 4 et 5 juin ont été des plus dures. (...) j'ose dire que toutes proportions gardées il se joue là autour de Taounat une partie qui pour tous ceux qui ont été au front de France en évoque les journées les plus dures"(25).

Au début de juillet, voilà déjà trois mois que les unités sous le commandement du général Daugan se battaient, parfois pour une progression de quelques mètres; parfois seulement pour ne pas transformer un repli en une déroute complète. Sur les 55 bataillons présents sur le front nord, les Français ne disposaient plus que de la valeur d'une trentaine. Au ministère de la Guerre, le maréchal Lyautey réclamait de nouveaux renforts, et sans délai:

"... il est incontestable que pour rétablir la situation il faut pouvoir agir vite et fort et pour cela je le dis en conscience de nouveaux bataillons sont indispensables. Je vous demande donc comme un minimum de m'envoyer sans délai puisqu'ils sont prêts les trois bataillons malgaches qui me permettront de relever d'autres unités et surtout de mettre à ma disposition les 6 bataillons marocains du Rhin"(26)

Le général Daugan avait pour mission principale d'assurer la couverture de Fès dont la chute eût été fatale pour le Protectorat. Pour arrêter la poussée des Rifains en direction de Taza, Lyautey réclamait d'urgence toutes les unités dont l'Algérie pouvait disposer (27).

Le 6 juillet, le résident général quitta Fès pour Rabat pour y présider le conseil de gouvernement trimestriel auquel participaient les représentants de toutes les chambres de commerce et d'agriculture "afin de donner à l'arrière l'impression que la séance continue, ce qui est l'essentiel"(28). Le gouvernement de la Métropole préparait alors des commandes de minutions de 75 et de 105 de montagne, aux Etablissements Schneider et Cie;elles portaient sur:

- 60.000 charges de 75;
- 100.000 fusées correspondantes;
- 15.000 obus pour 105 avec fusées;
- 7.500 charges pour 105 de montagne;
- 7.500 étonpilles pour 105 de montagne (29).

Pendant la première semaine de juillet, un accord était intervenu entre la France et l'Espagne. Cet accord concernait les propositions à faire à Abdelkrim; il s'articulait ainsi:

- 1°) Ne négocier avec les tribus rifaines et djebalasses que conjointement.
- 2°) Leur accorder une plus large autonomie.
- 3°) Abdelkrim devait prendre l'engagement de faciliter l'occupation immédiate (...) par l'Espagne d'un secteur du littoral suffisant à assurer la possession de la baie d'Alhucemas.

4°) Garantir la liberté commerciale dans la région faisant objet de l'accord.

Les articles 6 et 7 de cet accord laissaient prévoir deux issues au problème rifain:

"Dans le cas où les tractations de paix n'aboutiraient pas, tous les moyens d'action pacifique ayant été épuisés, les deux gouvernements, suivant les conditions qui seront arrêtées par accord séparé, s'engagent à poursuivre l'action militaire indispensable pour arriver à la paix" (art. 6).

L'article 7 ne manquait pas de subtilité: il envisageait la défaite des troupes franco-espagnoles mais sans employer les termes exacts qui convenaient :

"Dans le cas où les tractations n'aboutiraient pas, les deux gouvernements rendront publiquement leurs propositions pour arriver à un arrangement pacifique et laisseront à Abdelkrim la responsabilité de la continuation des hostilités"(30)

Cet accord consacrait l'unité de la politique militaire à mener par les deux pays au Maroc. Pour ce qui concernait la "protection" de la zone de Tanger, les deux gouvernements convenaient de: 1) l'observation du statut de Tanger de 1923 et des actes internationaux antérieurs; 2) renforcer sans délai les effectifs des Tabors de police; 2) maintenir la "neutralité" et "sécurité" de la zone; 3) surveiller particulièrement l'armement des indigènes; 4) soumettre sans délai ces différentes mesures à l'appréciation du gouvernement britannique (31).

Ces accords ont été le fruit des tractations diplomatiques franco-espagnoles au plus haut niveau. Lyautey sans être relégué au second plan, ne paraissait plus être l'homme de la situation. Le maréchal Pétain fut envoyé au Maroc en juillet; il devait déclencher l'action concertée franco-espagnole. C'est à lui que le gouvernement métropolitain allait demander de remettre la distinction " Grand Croix de la Légion d'Honneur " au général Primo de Rivera, "pour consacrer les accords franco-espagnols"(32).

Une offensive française se déclencha le 11 septembre, trois jours après le débarquement espagnol à l'ouest d'Alhucemas. A l'ouest, dans le secteur Teroual-Tefrant, elle atteignait la ligne des postes de Bab Hoceine à Aoudour; elle atteignait aussi Amjott, ex-résidence du Darkaoui. A l'est, dans le secteur de Taounat, les Français récupérèrent la ligne de 1924, d'Oued Sahela à Moulay Ain Djenan. Ils se rendirent ainsi maîtres de la presque totalité des Beni Mesguilda, une partie des Beni Zeroual et le territoire des Ghioua et des Mezziat. Les points forts de la défense rifaine se sentaient dans les secteurs voisins, en zone espagnole, devant Tetouan, en zone française, devant Issoual et sur le front Branès (33). Les Français occupèrent la Zaouïa des Ouled Ghezzar et le poste de Mezraoua. Tout le front de l'Ouergha restait ouvert. Les Rifains concentrèrent une grande partie de leurs forces autour d'Ajdir et sur Kiffan, grand cerrefour des routes du Rif. Ils prévoyaient dans cette double direction une double offensive franco-espagnole (34). Ce qui n'allait pas tarder.

A l'est, les troupes françaises prirent l'offensive vers Kiffane, les Es-

pagnols occupèrent Ajdir au début octobre. Au centre, la 2^e Division française prit également l'offensive dans la région d'Ain Maatouf-Bab Taza. A l'ouest, les troupes françaises occupèrent la position de Sof, sur le Loukkos, en liaison avec les Espagnols. L'aviation française et espagnole bombardait les lieux habités (douars, villes, souks, tentes,...). A Chechaouen, la population, redoutant les bombardements aériens, quittait la ville pendant le jour, et n'y rentrait qu'à la nuit.(35).

A Malaga, la prise d'Ajdir fut célébrée avec grand enthousiasme. Les édifices publics et plusieurs maisons particulières étaient pavovisés. Les recrutements pour le Rif se faisaient de plus en plus facilement. De Laffon, consul de France à Malaga, remarquait:

" L'enthousiasme que ces succès militaires soulèvent à Malaga est malheureusement attristé par le spectacle quotidien des arrivées de blessés et de cadavres que les familles font rapatrier du Maroc. Notre port revêt un caractère funèbre qui commence à impressionner la population. L'Espagne est d'autant plus sensible aux pertes de son armée que ce sont surtout des fils du pays qui tombent, la proportion d'éléments indigènes étant peu élevée dans les rangs de l'armée d'Afrique"(36).

En octobre, dans toutes les montagnes du Rif, les crieurs publics parcouraient les souks, appelant à la levée des harkas pour renforcer les forces combattantes. 72 familles Branès firent leur soumission au commandement français. Le caïd Khelladi, chassé par les Marnissa, s'était enfui chez les Beni Amret. Le Khalifa Abdallah, réfugié chez les Mtalsa s'appretait à se rendre à Bab Maroudj pour demander l'aman (mot arabe exprimant le fait de se rendre ou de se soumettre). Le 8 octobre, environ 1800 familles Gueznaïa acceptèrent les conditions d'aman que les Français leur avaient imposées. Le même jour, des fractions des Mtalsa offrirent la Targuiba (sacrifice symbolisant la demande d'aman)(37).

A l'approche de l'hiver, les opérations militaires diminuèrent d'intensité. Le mauvais temps imposa même une trêve pendant quelques semaines. Les uns et les autres comptaient leurs morts, se tenaient en alerte maximum et guettaient l'occasion d'une opération rapide et moins coûteuse.

La résistance des forces rifaines conservait encore toute sa vigueur et sa détermination. On pouvait alors dire que les combattants rifains avaient perdu partiellement la bataille mais pas la guerre. Les six mois que Primo de Rivera avait prévus, en collaboration avec la France, pour mater le soulèvement du Rif n'avaient pas suffi. Pendant ce temps Abdelkrim s'organisait pour continuer la lutte.

Le nouveau commissaire résident général de la République française au Maroc, Theodore Steeg, qui avait remplacé le maréchal Lyautey, démissionnaire, en octobre, prit son premier contact officiel direct avec Primo de Rivera, le 20 novembre, à El Ksar. Politiquement et militairement le maréchal Lyautey avait donc cessé d'être. Lui qui avait marqué le Protectorat de ses méthodes politiques, administratives et militaires, semblait alors avoir "épuisé son rôle". Dans une lettre à Briand, il faisait lui-même le constat de son échec, non sans une certaine philosophie:

"Les organisations militaires, les doctrines, les méthodes, les programmes instaurés actuellement au Maroc, l'ont été en dehors de moi, sans que j'aie eu à donner mon avis ou contre mes avis. (...) elles diffèrent totalement de celles que, pendant toute ma carrière coloniale, et particulièrement au Maroc, j'ai toujours préconisées et appliquées. A tort ou à raison, je n'ai pas confiance dans leur efficacité" (38).

Sa démission datait du 28 septembre; c'est-à-dire en pleine guerre du Rif. C'en était presque fini avec le lyautéisme au Maroc...

MUHAMMAD IBN ABD AL-KARIM AL KHATTABI (1882-1963)

Muhammed ibn Abd al-Karim al-Khattabi était entré dans la postérité sous le nom d'Abdelkrim el Khattabi (orthographe courante). Il fut l'héros de la résistance du Rif qu'il organisa personnellement à partir des années 20. Né à Ajdir, il était originaire de la grande tribu des Beni Ouriaghel (fraction d'Ait Khattab). Ayant étudié à l'université el Karaouyne de Fès, Abdelkrim se passionna pour le droit musulman. Tandis que son frère devait se consacrer à des études scientifiques en Espagne (le conduisant au métier d'ingénieur des mines), il opta pour la formation qui conduisit son père à exercer les fonctions de cadi. D'une famille de lettrés et de bonne réputation, connaissant aussi bien l'espagnol que l'arabe, Abdelkrim était le type même d'autochtones que le colonialisme espagnol cherchait à séduire pour mieux assurer son implantation. Juste après la conférence d'Algésiras, on lui offrit un poste de rédacteur au journal de Melilla Telegrama del Rif où il devait s'occuper de la page arabe. En 1907, le voilà secrétaire au bureau des affaires indigènes. En 1914, il fut promu au poste de cadi en chef de Melilla.

Jusqu'ici, le déroulement linéaire de sa carrière ne devait pas perdre de vue son hostilité à la pénétration européenne qu'il manifesta d'ailleurs dès le début du siècle. Progressivement, il prit ses distances par rapport au pouvoir colonial espagnol pour se retrancher à Ajdir, non loin de la ville d'Alhucemas, parmi les siens. C'est là où les bases politiques, militaires et administratives de la "Ripublik" du Rif furent jetées. Elles se concrétisèrent dès après la victoire d'Anoual en 1921.

Politiquement, le Rif était une enclave marocaine indépendante; entourée, à l'est et au sud, par le pouvoir colonial français; au nord et à l'ouest, par l'autorité coloniale espagnole soutenue par la zone internationale de Tanger.

Géomorphologiquement, c'est une chaîne de montagne du Maroc septentrional, bordant la côte méditerranéenne de Tanger à l'embouchure de Moulouya, d'une altitude moyenne de 1600 à 2000 mètres (avec comme point culminant Jabal Tidghine : 2456 m). Relief escarpé et tortueux, le Rif se présente sous la forme du croissant de lune tourné vers l'Europe; long d'environ 350 km et large d'une centaine de km par endroits.

Sociologiquement, le Rif est une région peuplée de Berbères ayant épousé l'Islam très tôt et participé même largement à la conquête de l'Espagne musulmane. Agriculteurs sédentaires ou pasteurs semi-nomades, les Rifains forment une population, aux revenus moyens, ni plus guerrière ni moins guerrière que le reste de la population marocaine.

Ces quelques observations préalables, aussi restreintes soient-elles, me paraissent indispensables pour la compréhension globale de la question du Rif.

LA "REPUBLIQUE RIFAIN": UN MALENTENDU HISTORIQUE

Ayant travaillé dans l'administration coloniale espagnole, Abdelkrim savait très bien que le problème de la résistance marocaine était avant tout d'ordre organisationnel. Il fallait pour faire face à l'ennemi canaliser cette résistance à l'intérieur des structures administratives et militaires hiérarchisées et supervisées par un pouvoir politique de confiance et bien informé. Partant de cette base, Abdelkrim devait inaugurer un système de résistance, englobant toutes les tribus rifaines, qui ressemblait fortement à une organisation étatique moderne dont les forces furent concentrées en vue de la défense nationale prioritaire. Des gens compétents et dévoués à la cause nationale furent nommés à la tête des grands services de l'organisation rifaine de libération qui avait pris pour dénomination officielle dès la fin de 1922, "al jamhuriyya al-Rifiyya"- République rifaine-.

Finances, Guerre, Justice, Intérieur, Affaires étrangères, etc... L'organisation rifaine ne manquait pas d'ambition et surtout pas de détermination (39).

Une telle organisation menaçait, inévitablement, tout le pouvoir colonial dans la région, qu'il fût espagnol ou français. Se présentant comme une lutte anticoloniale organisée, la " République rifaine " devait simplement, par cette distinction, souligner l'urgente nécessité, pour l'ensemble du pays, de se soulever contre un ennemi techniquement plus organisé. Tout comme El Hiba et Mouha ou Hamou, Abdelkrim n'a jamais prétendu être le nouveau Sultan du Maroc. Pour désavouer toute action émanant d'un quelconque résistant marocain ayant acquis une certaine importance régionale ou nationale, les services de la Résidence générale s'employaient activement, auprès de Moulay Youssef, à présenter cette action comme étant dirigée contre son trône. En fait, et c'est là une constance, entre les différents chefs de file de la résistance nationale et le Palais, les méthodes résidentielles devaient rester inchangées jusqu'à la fin du Protectorat: brouiller le message pour créer les dissensions au sein même de la résistance nationale.

Les Marocains étaient-ils vraiment conscients des différentes manipulations auxquelles se livrait la propagande coloniale pour les diviser et les opposer les uns aux autres? La guerre du Rif ne fut qu'un exemple, parmi

tant d'autres, où l'on pouvait constater très concrètement la transformation de la propagande ennemie en combats fratricides.

Alors qu'il était aux prises avec des forces coloniales franco-espagnoles, Abdelkrim adressa un appel à la population du Maroc où il fustigeait à la fois son inertie et sa collaboration avec l'ennemi :

"Pourquoi ce long sommeil et cette indolence prolongée? D'où vient cette ignorance qui enveloppe la population à un tel point que certains d'entre vous se dévouent pour la cause de l'ennemi venu s'installer dans notre pays dans le but de jouir de ses beautés dont Dieu l'a doté par la richesse de ses terres, par ses mines, par le commerce, etc? Le dévouement que quelques uns d'entre vous prêtent à la cause ennemie vous a placés dans l'esclavage à tous les points de vue et la perte de la foi a entraîné fatalement la perte du bonheur terrestre (...) Honte à vous de rester inactifs. Il est préférable de mourir aujourd'hui dans l'estime que de mourir demain dans l'avilissement. (...)" (40).

C'est vers la fin de 1924 que la propagande française anti-Abdelkrim commença à s'intensifier. Voilà comment, au début de 1925, fut décrite l'évolution du mouvement rifain. Ce sont ces mêmes thèmes et cette même présentation que la presse coloniale s'employa à amplifier:

" Nous avons suivi ici même l'inévitable évolution religieuse du chef rifain. D'abord il s'est montré ennemi de toutes les sectes maraboutiques, apôtre d'un Islam évolué, épuré, sous le souffle bienfaisant de la raison, puis préoccupé de gagner de plus en plus les masses, qui lui sont nécessaires pour faire face sur tous les fronts; il s'est décidé à se fabriquer une généalogie chérifienne, à se parer d'un caractère de sainteté, à se révéler aujourd'hui l'apôtre de la guerre sainte et le prétendant désigné de Dieu, qui lui accorde de la victoire et rallie les musulmans à son drapeau. Le Rif moderne réalise ainsi une force qu'aucune puissance coloniale ait jamais connue en Afrique musulmane, alliant à la xénophobie atavique et au fanatisme religieux des masses la pratique des armes et des doctrines de combat européennes"(41).

Ce concentré d'archétypes du discours colonial, grossièrement taillé à la mesure de la résistance rifaine, dénonçait, sans le savoir, le fondement même de la propagande coloniale: "La mission civilisatrice". Comment le Rif, en un temps record, sans avoir "bénéficié" ni de la " protection" ni des "réformes" du colonialisme européen, était-il arrivé à maîtriser " La pratique des armes et des doctrines de combat européennes"? Cela ne laissait-il pas entendre clairement l'existence d'une organisation politico-militaire, soutenue par une mobilisation sociale grandissante, que les Rifains ont réussi à mettre en marche sans qu'il y ait eu auparavant une quelconque "protection" étrangère "réformatrice" ou autre? La réponse est claire.

La quasi-totalité de l'armement dont disposaient les combattants rifains, était constituée par des prises de guerre. Abdelkrim organisa un service de propagande puissant: ses Rekkas parvenaient jusqu'aux chefs de la résistance dans la zone sud chez Merebbih Rabbou, et dans le moyen Atlas chez Sidi Hoceine ou Temga. A Tanger, Abdelkrim cherchait à se renseigner sur l'opinion publique européenne et internationale (42). La direction de la propa-

gande rifaine était assurée par M'hammad el Khattabi, frère d'Abdelkrim. Les Rifains comptaient beaucoup sur un certain nombre de chefs de la résistance dans les régions sud pour la proclamation d'une guerre sainte générale. Mais l'action politique coloniale qui s'exerçait, sournoisement, dans ces régions, depuis le début du Protectorat, n'avait pas permis l'aboutissement d'un vaste projet visant à soulever tout le sud, en attaquant les bases arrières du colonialisme français. Ainsi, dans l'Oued Noun, les délégués des tribus, réunis au Moussef de Goulimine, le 25 juin, n'avaient pu se mettre d'accord que très difficilement sur le principe de la guerre sainte dont la proclamation avait été ajournée (43). Des lettres adressées au Caïd el Madani ben Taleb Ahmed el Khssassi, au Caïd Najem, à Marebbih Rabbou, au fqih Sidi el Hadj el Abed, au Caïd ben Ahmed el Kerdoussi, et bien d'autres, furent saisies par les services de renseignements français dans la zone de Tanger(44).

Sidi Hocoine ou Temga pouvait bien inviter les Aït Shokhman à renforcer leurs points d'appuis dans le Dir, entre Ksiba et Ououzeqht, mais son ambition de venir en aide aux Rifains semblait s'arrêter à ce niveau. Les émissaires d'Abdelkrim atteignaient presque toujours leurs destinations et revenaient le plus souvent avec des réponses positives; mais les promesses restaient vagues et non suivies d'effets. Certains de ses émissaires furent arrêtés par les autorités françaises dont la vigilance n'a été intensifiée qu'à la fin de 1924:

"On ne saurait trop appeler l'attention des organes de renseignements sur l'opportunité d'une étroite surveillance des campagnes et des villes en vue de déceler la propagande rifaine qui dévoile à l'heure actuelle aussi bien à l'intérieur que sur le pourtour de la zone soumise"(45)

Les contacts d'Abdelkrim avec Sidi Raho, chef résistant de la région de Taza, et Belkacem N'Gadi, dans le Tafilalet, n'étaient jamais interrompus. Ce dernier, N'Gadi, n'était pas en relations directes avec Abdelkrim, mais il avait des relations suivies avec le Sous (avec Madani Lakhssassi et caïd Najem notamment). Le Rekkas d'Abdelkrim le plus connu des services de renseignements français fut Si ben Saïd " grand, grande barbe grisonnante, borgne de l'oeil gauche, toujours vêtu d'un haïk"(46). Il se rendit deux fois dans le Sous et porta des lettres au caïd Najem, à Ould Anflous et à si Hammou de Talonêt. Une autre fois, il se rendit dans la "tache de Taza" et porta des lettres à Sidi Raho et à Mohand ou Belkacem Azeroual. Il ne fut identifié que vers la fin de la guerre du Rif. Les autres chefs de la résistance avaient aussi leurs propres Rekkas: Ould Anflous, Ould Goundafi et caïd Najem envoyèrent une fois à Targuist un Rekkas nommé Mohammed ben Moussa, chargé de se renseigner sur ce qui se passait dans le Rif et de demander des conseils à Abdelkrim (46). Le Rekkas Mohammed ben Joudan d'Aïn Médiouna assurait la liaison entre Abdelkrim et les notables de la région d'Ouezzan et de Fès. Le service de Rekkas de la "République rifaine" avait donc bien fonctionné. On ne pouvait absolument pas, avec une telle intensité des contacts, ignorer ce qui se passait dans le Rif et les intentions réelles de ceux qui dirigeaient un mouvement qui, faute d'avoir déclenché une réaction en chaîne partout dans les régions du Maroc occupé ou en voie de l'être, devait

compter seulement avec des forces locales infiniment restreintes par rapport à des forces adverses dont, ironie de l'Histoire, faisaient partie de gros contingents marocains! Le nom qu'avait donné Abdelkrim à la résistance nationale dans le nord, "République rifaine", avait-il suscité la suspicion des Marocains et semé le désordre dans leurs idées et dans leurs rangs? La propagande coloniale, en s'emparant de cette dénomination pour présenter Abdelkrim comme un simple opportuniste, avait-elle exercé un impact décisif renforçant ainsi ce sentiment de suspicion chez le reste de la population du Maroc? Pour élucider cet aspect du problème, une vaste enquête doit être effectuée auprès des Marocains ayant vécu cette période très trouble de l'histoire du pays. Si ce n'est pas trop tard...

Cet effort de propagande rifaine s'étendait à l'ensemble de la population musulmane du Maghreb. A la fin de 1925, le gouverneur général de l'Algérie signala au Quai d'Orsay que 312 proclamations, adressées par Abdelkrim à des notables autochtones, avaient été saisies à Beni-saf (47). Mais la "République rifaine" eut bien des "sympathisants" non musulmans - j'en parlerai plus loin -. Par exemple, ce Panatoni, condamné par le gouverneur général d'Algérie à six mois de prison, sans sursis:

"... Un lot de proclamations imprimées en arabe et adressées au nom d'Abdelkrim avait été saisi à Beni-Saf où il avait été apporté par un nommé Panatoni, cuisinier à bord du vapeur "Taroudant". Ce dernier, arrêté à Oran, le 11 décembre 1925, a été traduit devant le tribunal correctionnel de cette ville, qui, par jugement du 2 janvier courant, l'a condamné à six mois de prison, sans sursis, pour crime contre la sûreté extérieure de l'Etat."(48).

Le blocus imposé aux Rifains provoqua une hausse des mercuriales et une raréfaction d'autres produits de première nécessité dans le Rif. Ce qui renforça leur sentiment de solidarité et augmenta leur productivité au travail d'infrastructure: un réseau téléphonique fut installé en l'espace de quelques semaines.

"Abdelkrim aurait déclaré qu'il a maintenant quatre ennemis: l'Espagne, l'Angleterre, la France et la faim. Petits commerçants, fellahs djebalans ou rifains s'inquiètent de la fermeture de nos marchés où ils pouvaient encore se ravitailler en sucre, en thé, en bougies, et en toutes denrées d'importation."(41).

Les Rifains qui se rendaient en Algérie, pour les moissons, ne pouvaient plus rentrer chez eux, une fois les moissons terminées. Ils étaient ainsi retenus en otages chez les Français.

Ne comptant que sur leurs propres forces, les Rifains employèrent des méthodes de combat adaptées aux exigences que leur imposaient un relief accidenté et un ennemi dont le dispositif en effectifs et en matériels de guerre était inégalable. Pour combattre sur deux fronts à la fois, la mobilité, la rapidité dans l'exécution des opérations et l'acharnement au combat devaient être la règle stratégique que durent observer les combattants dans le Rif jusqu'au bout de leurs actions héroïques. Leur cause était on ne pouvait plus juste.

" Le Rif a donc une doctrine tactique: d'abord l'infiltration et la propa-

gande, qui lui assure des intelligences en zone soumise, puis l'attaque brusquée sur les points de moindre résistance révélés par la pénétration politique; elle s'effectue la nuit, afin de bénéficier au maximum de la surprise, viennent ensuite les mesures terroristes, incendies, exécution, prélèvement d'otages, enfin l'organisation immédiate du terrain conquis. Les mêmes modalités ont été observées sur notre front, elles paraissent désormais érigées en règles de combat"(49).

Ayant fait preuve de sa solidité, la résistance rifaine fut analysée par la propagande coloniale comme étant un mouvement dirigé par des étrangers: Allemands, Russes, Turcs, etc... Cela, sans doute, dans l'objectif d'accréditer l'idée selon laquelle les Marocains ne pourraient jamais s'organiser de leur propre initiative; ce qui les obligerait, par conséquent, à recourir à l'aide ou à la protection des peuples plus "évolués"... En réalité, cette propagande visait surtout à accréditer chez l'opinion publique européenne l'existence d'une "race" blanche nord-africaine capable de se battre comme les populations européennes, et qui pouvait même remporter des victoires sur ces dernières. S'appuyant sur des considérations racistes, cette propagande coloniale espérait ainsi préparer l'opinion métropolitaine à une défaite en Afrique du Nord. C'est donc ce revirement voilé de la propagande coloniale qu'il faut souligner.

Dans un rapport préparé par les autorités militaires françaises, on pouvait lire le passage suivant:

"Le Berbère marocain rappelle mieux certaines races d'Europe ou de France. Il y a une parenté évidente que l'Espagne elle-même se plaît à avouer entre les indigènes du Riff de la montagne de Tetouan Tanger ou Larache et les habitants de Valence ou de Murcie. On rencontre dans le Moyen Atlas, chez les Zaïans, des montagnards à la tête ronde, au teint blanc, trapus, râblés qui évoquent nos paysans d'Auvergne "(50).

Il est curieux de constater que les "ressemblances" avec des populations européennes coïncidaient, comme par hasard, avec les tribus berbères qui opposèrent les plus dures résistances aux colons venus d'Europe. N'oublions pas qu'en 1905, les Japonais remportèrent une brillante victoire sur les Russes: le mythe de la "race" blanche, "invincible", commençait déjà à s'effriter. La propagande coloniale devait en tenir compte, sans trop le souligner. Ce rapport de synthèse dont une grande partie fut rédigée en septembre 1921 et avril 1922, est à placer dans ce contexte. La défaite des Espagnols, en 1921 à Anoual, ébranla sérieusement le moral des troupes coloniales en Afrique du Nord. Il était donc "de bonne propagande" de préparer l'opinion européenne à l'acceptation d'une défaite éventuelle des soldats français en Afrique du Nord, face à des tribus qui - après tout - se présentaient comme d'origine européenne...

Quant à l'ingérence d'autres forces étrangères, en dehors des forces franco-espagnoles, dans le Rif, la propagande coloniale s'attelait à les mettre du côté d'Abdelkrim, fussent-elles fantomatiques.

LA CONSPIRATION DES IMPERIALISMES CONTRE LE MOUVEMENT RIFAIN

a) Les agissements anglais

Le comportement des Anglais vis-à-vis de l'affaire rifaine demeurait très ambigu. L'homme, derrière lequel semblait s'agiter l'ombre des autorités britanniques, pouvait avoir été un certain Gardiner qui, dès le début de 1923, avait réussi à conclure avec Abdelkrim un contrat qui eût fait de lui le grand concessionnaire de tout le Rif ou presque. De quoi s'agissait-il au juste?

Un contrat "irrévocable" aurait été fait et passé à Ajdir, " capitale de la République du Rif ", et accepté à Paris le 30 avril 1923, entre, d'une part, Mohamed bel Hadj Hitmi, secrétaire des affaires étrangères et conseiller politique et commercial, et M'hamed el Khattabi, vice-président et ministre des affaires étrangères de la "République du Rif", dûment mandaté par le " gouvernement riffain", et, d'autre part, Gardiner: le capitaine Charles Alfred Percy Gardiner, financier, constructeur de navires et ingénieur, demeurant au 118 Long Acre à Londres qui, dans le contrat, était désigné: "capitaine Gardiner".

Gardiner devait avancer au "gouvernement rifain" une somme de 300.000 Livres anglaises pour régler des commandes passées par Abdelkrim en vue d'un équipement militaire de la "République rifaine".

Que recevait Gardiner en contrepartie?

"Le gouvernement du Riff concède au capitaine Gardiner, tout ce qui existe comme télégraphe, téléphone, bureaux télégraphiques, les lignes et communications et aussi l'organisation postale, bureaux de poste avec tous les aménagements et le matériel compris, également le gouvernement donne au capitaine Gardiner, le seul droit et permission d'émettre des timbres postes, notes postales, et aussi pleins et entiers pouvoirs concernant les postes, télégraphes, T.S.F. etc, tels qu'ils sont exercés par les gouvernements européens et d'accord avec les règlements de l'Union Postale. "(51).

Le "gouvernement rifain" aurait également concédé à Gardiner: l'aviation publique et civile, toutes les forêts du Rif. On lui aurait confié l'établissement d'une "Banque d'Etat du Riff" à Ajdir et Londres, avec pouvoir d'émettre des billets de banque et de lancer des emprunts. Ce contrat aurait chargé Gardiner d'ouvrir des écoles, collèges techniques et autres établissements d'éducation; d'organiser, à titre exclusif, les moyens de transport, etc,etc...

Pour toutes ces concessions, Gardiner s'engageait à payer, en moyenne, une somme de 40% des profits nets. Mais Gardiner ne paraissait qu'un simple commissionnaire:

"si une société Riffo-Anglo-Franco-Américaine ou internationale est formée pour l'exploitation de ce contrat S.E. M'hamed Abdelkrim El-Khattabi vice-président héréditaire et Ministre des Affaires Etrangères du

Riff sera le président de cette société ou si un conseil consultatif Riff-Anglo-Franco-Américain ou international est formé pour la conduite de cette affaire, S.E. M'hamed Abdelkrim El-Khattabi, et à défaut, une autre personne désignée par le gouvernement du Riff sera le Président du conseil. Le conseil consultatif ne devra comprendre plus de douze membres, dont deux tiers seront désignés par capitaine Gardiner et un tiers par le Gouvernement"(51).

Cette "société" représentée, dans l'ordre, par des capitaux anglais, français et américains, excluait, apparemment, toute participation espagnole ou allemande par exemple. Mais les mots "ou internationale" laissaient prévoir la possibilité d'élargissement à d'autres pays. Les termes du contrat "Gardiner" ressemblaient étrangement aux tractations diplomatiques des puissances coloniales à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e au sujet du Maroc. En plus, les employés "indigènes" des différents services publics devaient être placés sous le contrôle d'un nombre indéfini d'inspecteurs et contrôleurs européens. Le même scénario de la "protection" et des "réformes" fut à la base de ce contrat dont la conception semblait être d'origine britannique, si ce n'était pas franco-britannique.

Ce contrat était valable pour une durée de 99 ans. Toutes contestations quant à son interprétation ou son exécution, étaient soumises au Tribunal de La Haye dont la décision devait engager définitivement les parties. Appliqué, ce contrat aurait fait du Rif un Hong Kong d'Afrique du Nord. Ce contrat "irrévocable" était fait en arabe, français et anglais. En cas de contestations, seul le texte français devait faire foi devant le Tribunal de La Haye. L'article 24 disposait:

"Il est entendu que toutes transactions ou décisions du capitaine Gardiner ou les sociétés exploitantes ou personnes autorisées par lui, prises en conformité avec les termes du présent contrat ne seront faites qu'après obtention de l'approbation du représentant économique et commercial du gouvernement du Riff à Paris ou à Londres, maintenant M. Ahmed Balloul, 2 rue Cujas, Paris, spécialement accrédité à cet effet jusqu'à ce que les communications télégraphiques et postales soient établies et reconnues par l'Union Postale et permettront d'obtenir directement et rapidement la transmission de l'approbation directe du Gouvernement du Riff. Il est néanmoins expressément convenu que cette approbation ne pourra être refusée sans raisons justifiées et devra être donnée dans un délai de pas plus de 4 jours (quatre jours) pour la première année de l'exécution de ce contrat"(51).

Cette concession commerciale et économique, s'entendait n'intéressant "d'aucune façon l'indépendance politique du Riff".

Gardiner dut recevoir une lettre de Hitmi M'hamed el Khattabi, lui faisant savoir que si à la date du 30 octobre 1923 les marchandises d'une valeur de 300.000 Livres sterling, mentionnées dans une liste signée par les deux parties, ou au moins les 9/10 en valeur des marchandises en question, n'étaient pas arrivés en port rifain, ce contrat, passé le 30 avril 1923, perdrait toute valeur et deviendrait automatiquement et sans appel nul et non avenue (52).

Gardiner n'honora pas ses engagements, mais ne rompit pas ses relations avec les Rifains pour autant. Après avoir acheté un yacht "Le Sylvia" pour la somme de 1500 livres, il proposa à Abdelkrim de le lui vendre pour 3000 livres. Connaissant le prix d'achat, Abdelkrim n'accepta pas. En février 1924, il amena des billets de la "Banque Nationale du Rif", pour lesquels il demanda une grosse somme. Abdelkrim refusa les billets que Gardiner dut remporter et jeter à la mer. Quelques semaines après, il revint avec 3000 litres d'essence. Hitmi lui réclama des armes; Gardiner était d'accord de les lui procurer en Europe. N'ayant qu'une confiance très limitée en Gardiner, les Rifains lui remirent 100.000 pesetas mais en le faisant accompagner par Messaoud Sibera. Ils partirent le 7 mai 1924 pour Amsterdam; de là, ils se rendirent à Liège, en Belgique, où Gardiner acheta des fusils par l'intermédiaire du Belge Gillon, près duquel il fit passer Sibera pour un général Sud-Américain. Ils revinrent dans le Rif vers le mois d'août amenant 400 fusils 86, 30 tonnes de soufre et 300 quintaux de sel. Ces marchandises furent transportées par un bateau anglais pour la location duquel Gardiner réclama 80.000 pesetas. En 1924, Gardiner offrit à Hitmi la "protection" anglaise; celui-ci refusa l'offre en question (53). La guerre ayant éclaté sur les deux fronts, espagnol et français, Gardiner disparaissait...

Les services de Gardiner, n'ayant pas créé dans le Rif l'influence que ces mandants attendaient, furent désavoués. A Londres, où Gardiner aurait créé un "comité anglais du Rif", son nom n'évoquait plus que la dérision. En France, cet "ambassadeur du Riff", n'ayant pas réussi sa mission, était présenté à l'opinion, mais seulement à la fin de 1925, comme un extraordinaire escroc. Dans un article que le Journal, du 9 novembre 1925, lui réserva, on pouvait lire:

"Le capitaine Gardiner, qui a été acquitté au mois de mai dernier, à Londres de l'accusation qui pesait sur lui d'avoir escroqué une somme de 200.000 livres sterling, est un des plus extraordinaires aventuriers de ce temps. Expert en opérations de sauvetage, il a, pendant des années, parcouru toutes les mers du monde, renflouant des épaves et retirant l'or de leurs flancs. Il mouilla des ruines pour les Russes à Port-Arthur et faillit être fusillé après l'explosion du Petropaulask".

Ce journal n'évoqua aucune de ses activités dans le Rif...

Un autre sujet britannique était en relations continues avec Abdelkrim jusqu'à la fin de la guerre du Rif: le fameux correspondant du Times à Tanger, J.W. Harris. Il se proposa même de jouer l'intermédiaire entre les Français et Abdelkrim. Ce n'est qu'au début août 1925 que Lyautey dut écarter définitivement "toute offre d'entremise de M. Harris" (54). Les tentatives d'occuper le Rif par les méthodes de la "pénétration pacifique" avaient donc échoué (55). Un mercenariat occidental se développa activement pour donner un "coup de main" au colonialisme franco-espagnol menacé.

b) La participation américaine à la guerre du Rif

Au début de l'été 1925, le colonel américain Sweeny, qui était aussi commandeur de la Légion d'honneur, proposa au président du Conseil de constituer une escadrille d'une dizaine d'aviateurs américains appartenant à l'ancienne escadrille Lafayette ayant participé énergiquement à la guerre 14-18.

Le 16 juillet, Briand adressa un télégramme à Lyautey l'informant de cette proposition:

"Painlevé a accueilli très favorablement la demande du colonel Sweeny, d'accord avec moi. Il a été d'avis que la meilleure formule d'engagement pour maintenir la liberté à la fois des aviateurs et du gouvernement français serait un engagement de trois mois, renouvelable, au service du Sultan du Maroc" (56).

Evidemment la formule: "au service du Sultan du Maroc" n'était qu'une expression dont usait souvent la diplomatie coloniale. Du reste, le Sultan du Maroc ne fut même pas consulté sur cette affaire jugée d'un intérêt particulier pour la propagande française:

" Cette manifestation de solidarité américaine paraît particulièrement intéressante en ce moment et de nature à exercer en Amérique une action de propagande, favorable à notre cause, et redressant le sentiment américain par rapport à l'agression d'Abdelkrim.(...) Il est probable que la petite escadrille américaine emmènera un ou deux journalistes qualifiés qui serviront à sa propagande française et américaine"(56).

Les membres de cette "petite escadrille" étaient: commandant Parker; Austin Gillette, diplômé de Cornell et écrivain; colonel Charles Kerwood; capitain Rodgers; William Blackstone; Major Grey; Charles Grafton; Capitain Paul Rockwell; captain Reginal H. Weller et colonel Sweeny, sorti de l'Ecole de guerre de Washington en 1917.

Aussitôt, Lyautey répondit favorablement à cette offre:

" Vous pouvez assurer le colonel américain Sweeny qu'il trouvera ici auprès de toutes les autorités et, en particulier auprès de ses camarades de l'aviation l'accueil le plus chaleureux"(57).

Une semaine après, tout était prêt pour leur départ, avec un matériel et des militaires français. Les avions qui devaient les transporter étaient de type Bréguet 14 A 2 ou 14 B 2, moteur Renault 300 CV, et au nombre de sept. La date du départ fut fixée au 3 août, suivant un itinéraire établi:

- 1°) Lundi 3 août : Le Bourget - Lyon - Istres
- 2°) Mardi 4 " : Istres - Perpignon - Barcelone
- 3°) Mercredi 5 " : Barcelone - Alicante
- 4°) Jeudi 6 " : Alicante - Malaga - Casablanca

L'itinéraire et les aérodromes empruntés en Espagne étaient ceux de la ligne aérienne française Latécoère, à laquelle la direction de l'aéronautique du ministère de la Guerre demanda d'assurer le ravitaillement et l'entretien des appareils. Les noms des pilotes français qui accompagnaient la "petite escadrille" américaine : les capitaines Rolini, Delaitre, Clozel, Escallier,

Ruby, qui fut remplacé par le commandant Happe, Papin et le lieutenant Heraud (58).

Pour des raisons météorologiques, les militaires américains n'arrivèrent à Barcelone que le 7 août où ils furent très bien accueillis par les autorités civiles et militaires de cette ville (59). Le lendemain matin, les six avions transportant les militaires américains et français atterrirent à Alicante; le septième dut se poser près de Valance pour avaries. Après réparation de ce dernier, les sept avions s'envolèrent pour le Maroc(60).

D'autres aviateurs, belges et italiens notamment, suivirent l'exemple des Américains: ils voulaient tous participer à la guerre du Rif à côté des Français. Lyautey qui "ne méconnaît pas l'intérêt qui s'attache à admettre dans l'aviation du Maroc de volontaires belges et éventuellement autres alliés ou neutres dans les mêmes conditions qu'aviateurs américains"(61), tenait simplement à ce que la métropole participât aux frais. Il envoya, à Paris, pour régler cette question technique le colonel Armangaud, le 14 août.

Cette participation américaine ne pouvait pas passer inaperçue aux yeux de l'opinion américaine ou européenne. Quant à l'opinion marocaine, elle ne savait absolument rien de toute cette affaire, et de bien d'autres... Le Quai d'Orsay envoya, le 21 septembre, un télégramme au résident général à Rabat et à l'ambassadeur de France à Washington:

"Certains organes de la presse française reproduisent, aujourd'hui, un article du " Daily Mail" d'après lequel M.Kellog, secrétaire d'Etat, aurait appelé l'attention de l'agent diplomatique des Etats Unis à Tanger, sur la violation, par les aviateurs américains de l'escadrille du colonel Sweeny, des lois fédérales qui interdisent à tout citoyen américain de prendre part aux hostilités engagées contre un pays qui n'est pas en guerre avec les Etats-Unis. Une information analogue a été publiée par le "New York Herald"(62).

Deux jours après, le ministère des Affaires étrangères, reçut un télégramme de Washington qui le rassurait:

" Les journaux d'hier ont fait connaître que le département d'Etat avait, par télégramme, donné comme instructions à son consul à Tanger de rappeler aux aviateurs américains qui ont pris du service au Maroc qu'ils agissaient en violation des lois américaines.(...) Cette mesure avait été prise pour donner satisfaction aux protestations d'un sénateur dont le fils est né au Maroc et qu'il craignait de voir rappeler au service militaire dans ce pays. La loi américaine est d'ailleurs obscure. Elle ne punit pas les délits commis par ses nationaux à l'étranger, mais la situation se complique, dans le cas présent, du fait que le Maroc est pays de capitulations"(63).

Au début 1926, le ministère de la Guerre réclamait au Protectorat le remboursement des dépenses occasionnées par la venue au Maroc des aviateurs américains. La somme réclamée, atteignait un montant de 200.000 francs. La Résidence pensait la prélever sur les " disponibilités du fonds de réserve " du ministère des affaires étrangères; ce qui fut fait (64). Au début de cette année également, fut créée à Springfield, Massachusset, sous la direction de Herber Myrick, éditeur réputé, un comité américain pour le Rif.

" Ce comité collaborait avec English Riff Comittee, dont le président

est la capitaine Gordon Canning, du 10 Royal Hussard anglais. Des articles favorables au peuple rifain ont paru dans la presse et le 29 (janvier), une photographie du colonel Hauptman (sic) Gordon Canning a été publiée dans le New-York Herald avec cette indication "Peace agent for Riffs". Un appel a été lancé aux citoyens américains pour qu'ils fassent partie des "Friends of the Riff" et envoient leur souscription"(65).

C'est dans des conditions difficiles que les quelques milliers de Rifains, complètement isolés, assiégés de toutes parts par un ennemi dont les forces allaient grandissantes et ayant attiré d'autres forces alliées, devaient affronter la deuxième double offensive franco-espagnole qui cachait bien la participation d'autres forces impérialistes aux ordres desquelles des centaines de milliers de Marocains prirent les armes pour écraser la "rébellion".

LA DEUXIEME DOUBLE OFFENSIVE FRANCO-ESPAGNOLE: ABDELKRIM PART, LE RIF RESTE...

a) La reddition d'Abdelkrim

En avril 1926, afin de tâter les forces rifaines, avant de leur livrer un assaut final, Français et Espagnols tenaient à engager des "pourparlers de paix" avec Abdelkrim à Oujda. Une dépêche de l'Agence Havas, du samedi 24 avril, intitulée: "Maroc, la conférence d'Oujda", soulignait nettement les intentions franco-espagnoles:

"La France et l'Espagne travaillant d'égal à égal n'ont jamais reconnu la qualité de belligérant à Abdelkrim et qu'elles l'ont toujours considéré comme un simple rebelle au Sultan. Telle est toujours d'ailleurs la position des deux Gouvernements"(66).

C'est cette propagande qui devait faciliter davantage l'engagement des Marocains aux côtés des forces coloniales dans leur combat contre Abdelkrim. Les "pourparlers" d'Oujda, en dehors de la reprise des hostilités sur tout le front, et des deux côtés, espagnol et français, n'étaient évidemment pas destinés à reconnaître à la résistance marocaine un quelconque droit. Il est vrai que l'enrôlement des centaines de milliers de Marocains sous les drapeaux ennemis ne pouvait que laisser prévoir un avenir sombre devant cette résistance.

Aussi la double offensive devait-elle reprendre, sans aucun problème, le 7 mai. Face aux deux fronts, les Rifains essayaient de se maintenir dans leurs positions. Le Rif fut un terrain où devait converger l'action des forces ennemies par terre, air et mer. Le 8 mai, les forces franco-espagnoles prirent l'offensive dans la zone orientale. Elles atteignaient le Kert pendant que le corps de débarquement d'Ajdir- qui rappelait celui de Casablanca en 1907, cependant plusieurs fois supérieur à celui-ci - progressait en direction du sud, sur la rive gauche de l'Oued Ghis. Le 10, les troupes françaises attaquèrent au nord de la ligne Oued Hamrine-Tabonda et occupèrent la Kelaa des Boukorra, des Beni Mastara. A l'ouest, les 128ème et 4ème Divisions

encerclèrent 1600 familles Beni Mastara. Les Rifains essayèrent d'ouvrir une brèche au centre du dispositif français, dans l'espoir de sauver les Beni Melloul. Ils furent repoussés par de nombreuses forces supplétives (Marocains), appuyées par des bombardements aériens continus. Dans le Haut Ouergha, la 2ème Division occupa le village d'Ouled Ali Mrabet, chez les Beni Ouendjel, et le village de Taфраout chez Ouled Bou Slama. Elle allait réaliser une jonction avec la 1ère Division chez les Marnissa. A l'est, la Division Marocaine et la 3ème, en liaison étroite avec les forces espagnoles de Melilla, s'emparèrent des crêtes qui séparaient la vallée du Kert et de celles de l'Oued N'Kor dont le cours inférieur était déjà contrôlé par le corps de débarquement d'Ajdir. L'ensemble de ces opérations décrites se déroulèrent pendant dix jours: du 7 au 17 mai. Le journal espagnol, la Nacion, du 14 mai, dans un court article résumait les opérations qui se sont déroulées sur le Kert, mettant en évidence "les brillants résultats acquis grâce à la coopération franco-espagnole". L'article se terminait ainsi:

"C'est la meilleure preuve que l'on peut donner de l'unanimité de vue qui existe entre les deux gouvernements, tant dans l'action militaire que dans l'action politique, toutes deux orientées vers un même but"(67).

Dans la semaine du 18 au 24 mai, les troupes franco-espagnoles poursuivirent, sans répit, leur offensive dans le Rif. Elles établirent la liaison, sur le N'Kor, entre les colonnes parties d'Ajdir et les forces venues de l'Oued Kert. Targuist, point central de l'organisation rifaine, fut occupé par les troupes françaises. L'étau se resserrait de plus en plus autour des Beni Zeroual. Sur le front de l'Ouergha, les Français firent une percée chez les M'tioua, les Beni Melloul et les Bou Bane. Le 24, la 3ème Division occupa une position stratégique du Djebel Hammam. Le même jour, les Rifains attaquèrent de nombreux groupes de "partisans", mais les positions françaises purent se maintenir intégralement. Le 25, des forces "partisanes" du Caïd Abdesselam Ould Ali ben Abdesselam atteignaient l'ancien poste français de Bibane.

Cerné à l'est et au sud par les troupes franco-espagnoles, isolé à l'ouest des Ghomara par les Beni Gmil et les Beni Bou Frah, dont la défaillance n'était plus à discuter, Abdelkrim fut acculé à l'"aman" français. Le chérif Si Hammido el Ouezzani venait demander les conditions d'"aman" au colonel Corap, commandant la 3ème Brigade. La réponse fut aussitôt donnée: Abdelkrim pouvait compter sur "la générosité de la France" en rendant les prisonniers et en se soumettant sans délai. Dans la matinée du 26, une colonne de "partisans" se portait devant un convoi de prisonniers qui comprenait 6 officiers, 8 sous-officiers et 27 soldats français, 112 Algériens et Sénégalais, 105 Espagnols et 25 personnes ne portant pas d'uniformes militaires. 220 mulets transportaient les dirigeants du mouvement rifain et les biens confisqués. Le 27, à 5 heures du matin, Abdelkrim, entouré de Si Hammido el Ouezzani, du lieutenant de vaisseau Montagne et du capitaine Suffern, du service des renseignements, se présentait aux avant-postes de la Division Marocaine du général Ibos. Parmi les membres de direction du mouvement rifain qui se sont ainsi rendus aux autorités françaises, on reconnaissait: Si

Abdesslam, Si M'Hamed el Khattabi, Si Mohammed Azerkane, Si Mohammed Boujibar, Si Abdelkrim ben Haddou Si Zian, Si Mohammed Ould el Hadj Cheddi et le Fqih Bou Lahia.

b) L'après-Abdelkrim

Avec la reddition d'Abdelkrim, le 26 mai, les combats ne cessèrent pas pour autant dans le Rif. Il était incontestable que le mouvement politique et militaire rifain fut décapité, son élan brisé; il n'en demeurerait pas moins vrai que la résistance ne désarma point. Les Rifains étaient conscients de la justesse de leur cause, ils se battaient jusqu'au bout. La continuité de la résistance, même sans espoir immédiat de victoire, a été rendue possible parce qu'elle fut dès le départ une résistance coordonnée, certes, mais surtout très autonome dans ses actions et ses initiatives. Les opérations menées par les combattants rifains n'étaient pas toujours des plans exécutés selon les données fournies par leur Etat-Major. Cette absence de rigidité dans le commandement mettait chaque Rifain en face de ses responsabilités sans oublier que, pour atteindre le même but, un minimum de coordination s'imposait à tous. Dans les mille et un détours du relief rifain, la guérilla moderne reçut son baptême du feu.

Le 27 mai, un détachement de la 3ème Division se portait à 4 km ouest du village de Bou Maadene, sur les pentes est du Djebel Hammam, en liaison directe avec les forces espagnoles qui s'installèrent sur la Koudiat Chekrane.

Une action politique française se déployait à l'intérieur même des zones rifaines qui résistaient encore. Des pourparlers furent engagés avec les Beni Ahmed, par le biais de Moulay Ahmed El Meslohi, chef de la zaouia El Arab. Les Rhouna et les Beni Zeroual furent contactés. Les Français évaluèrent à 4500 le chiffre total des familles "soumises ou ralliées". Il leur restait encore environ 2000 familles n'ayant pas désarmé. Les Sless de l'Ourtzagh furent contactés par l'intermédiaire du Cheikh Kaddour et trois autres notables. Toutes les fractions Jaïa présentèrent leur soumission à la France; elles versèrent un fusil mitrailleur, 136 fusils à tir rapide et 240 fusils modèles 1874. Steeg, le résident général, se rendit à Taounat et à Amjott pour contacter directement les tribus du territoire de Fès nord. On négociait le désarmement des fractions Beni Ouriaghel de Tmierzga, Aït Arous et Taourirt. Sur le front français donc, la résistance rifaine semblait céder plus vite que sur le front espagnol. Sans doute la reddition d'Abdelkrim aux Français, joua comme un choc psychologique qui ébranla sérieusement le moral des combattants.

En zone espagnole, les Senhadja de Sraïr résistaient encore. Les Temsamane et les Beni Touzine finissaient par se rendre. Les Beni Bou Ayach se soumirent en versant 21 fusils et 2 mitrailleuses. Une action politique espagnole fut également engagée: des "pourparlers de soumission" furent entrepris avec les Aït Youssef ou Ali, les Beni Itteft, les Bokkoya et les Beni Bou Frah. Bref, partout, les combattants rifains tout en continuant à résister ne

faisaient plus aucune illusion sur la chute de leur mouvement. Les opérations de "pacification" classique reprurent de nouveau leur cours normal sur les deux fronts, espagnol et français. Les Etats-Majors franco-espagnols pouvaient dire, dès juin 1926: "il était une fois la guerre du Rif"... mais l'âme de la résistance restait toujours présente. Kheriro, l'une des figures de la résistance rifaine, harcelait encore les Espagnoles jusqu'à la fin de 1926 où il trouva la mort au champ d'honneur. D'autres, plus anonymes, continuèrent le même combat.

Evidemment les puissances coloniales ayant des intérêts en Méditerranée, ne pouvaient que se réjouir de l'issue de l'affaire rifaine. A Paris et à Madrid, l'enthousiasme fut à son comble. A Rome, Mussolini exprima personnellement ses félicitations au représentant diplomatique français:

"Mussolini au cours de la conversation que j'ai eue avec lui ce matin (29 mai), m'a très vivement félicité pour la victoire de nos troupes et le succès de notre politique au Maroc. Il s'est exprimé en termes très chaleureux"(68).

A Londres, Austin Chamberlain entreprit la même démarche de courtoisie...

"Au cours de notre conversation d'aujourd'hui (31 mai), Sir Austin Chamberlain m'a prié de transmettre à V.E. ses très sincères félicitations à l'occasion de nos gros succès au Maroc"(69).

La guerre du Rif prit fin dans la confusion la plus totale: tandis que l'opinion européenne continuait à n'en conserver que l'écho d'un vague épisode contradictoire de la "pacification" du Maroc, l'opinion marocaine dut recevoir la nouvelle de la reddition d'Abdelkrim sous la forme d'une victoire des "troupes chérifiennes" sur un "roguï", genre Bou Hmara. Cependant, la Résidence se gardait bien d'être prolixe sur ce qui s'est passé dans le Rif. Mais ses versions ne trompaient plus personne. Pendant deux ans, le système d'information du pouvoir colonial dut renforcer sa pratique habituelle du mensonge.

L'INFORMATION SUR LES EVENEMENTS DU MAROC

Les clichés et stéréotypes de la propagande coloniale traditionnelle trouvèrent dans les événements du Rif, particulièrement en 1925-26, une occasion rêvée de leur consolidation. Cette fois-ci, cependant, la propagande coloniale semblait bien manifester les signes, très discrets pour être évidents, d'une profonde crise: Les communiqués officiels n'employaient que très rarement les termes, habituels en de semblables cas, de "roguï" ou "bandit" pour présenter Abdelkrim à l'opinion publique. En revanche, des termes comme "xénophobie" ou "fanatisme" furent abondants.

Là où le problème s'est posé avec acuité sans précédent ce fut très justement au niveau même de l'information sur ces événements: s'il était

devenu un lieu commun, depuis déjà des années, de qualifier toute action de la résistance marocaine comme un acte justificatif de la "barbarie" même d'un "conglomérat de tribus", il y avait, néanmoins, toujours quelques indications supplémentaires permettant à l'opinion métropolitaine, spécialement, de suivre, même très vaguement, le déroulement de l'action militaire française au Maroc. Cette fois-ci, les communiqués devenaient de plus en plus obscurs et les efforts militaires demandés par le commandement de l'armée d'occupation devenaient de plus en plus insupportables par une Métropole plongée dans ses tiraillements sociaux et politiques internes, mais qui n'était pas pour autant prête à abandonner un pouce de son domaine colonial.

Les instances gouvernementales et parlementaires, les journalistes et l'homme de la rue, encore sous le choc de la Grande Guerre, avaient conservé beaucoup de leurs réactions de 14-18: les Rifains paraissaient soutenus et dirigés par des forces extérieures; l'ombre de l'Allemagne se profilait lourdement comme prélude à une revanche imminente; le bolchevisme et le panislamisme auraient conclu une entente dirigée contre la France et ses alliés... La guerre du Rif semblait offrir, par moments, le même contexte conflictuel impérialiste au Maroc d'avant 1914, avec des réminiscences qui faisaient resurgir l'obscur souvenir du " coup d'Agadir " de 1911, ou celui de Tanger de 1905.

Cette fois-ci, les Etats-Unis, ne voulant pas être surpris par une éventuelle conflagration européenne à partir du Rif, dépêchèrent sur les lieux de nombreux correspondants de guerre et correspondants politiques. Fini le "neutralisme" américain: une dizaine d'aviateurs outre-atlantiques étaient déjà engagés dans la guerre du Rif à côté des Français.

Presque tous les envoyés spéciaux des journaux ou des agences d'information, arrivés dans le Rif en 1925 et 1926, étaient aussi des officiers militaires " de réserve ". Certains participèrent même aux combats: ce fut notamment le cas du correspondant du journal l'Oeuvre et de Reginal Kahn, correspondant du Temps. Celui-ci signa même de son sang, en octobre 1925, des articles qu'il aurait pu continuer à écrire s'il n'avait pas participé aux combats contre les Rifains. Il ne faut pas perdre de vue que la majorité des journalistes coloniaux, et plus particulièrement les correspondants de guerre, étaient avant tout des militaires; ce qui donnait lieu, dans leurs écrits, à un style systématiquement belliciste et d'une férocité, parfois, ahurissante. Leur présence au Maroc eut pour conséquence immédiate le renforcement du système de la censure qui s'étendait jusqu'à la correspondance privée.

LE SYSTEME DES COMMUNIQUES A LA PRESSE

Trop longs ou trop courts, les communiqués à la presse avaient la qualité ou le défaut d'être confus. L'opinion métropolitaine fut surprise par

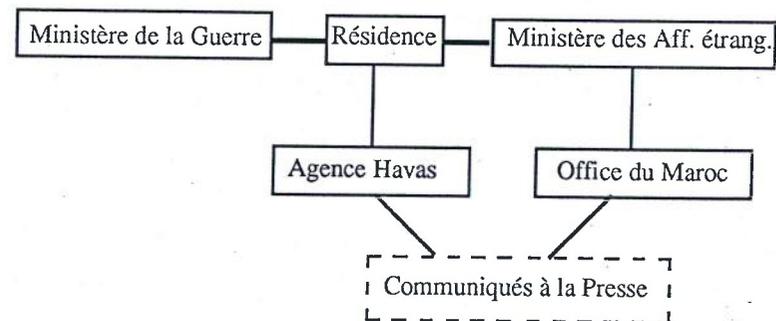
une guerre à laquelle elle était invitée à participer activement, mais à laquelle elle ne pouvait rien comprendre: faire vibrer la corde du chauvinisme dans une terre lointaine et non française, cela rimait à quoi, et, surtout, dans l'intérêt de qui?

A dire vrai, cette question fut l'axe central de la campagne communiste contre la guerre du Maroc. L'opinion publique, elle, dans son ensemble, demeurait dans un embarras total; parce que justement mal informée.

L'OPINION METROPOLITAINE DANS L'ANGOISSE

Les soldats français partaient pour le Maroc et ne revenaient pas. De gros bataillons se préparaient pour les rejoindre. On continuait à demander des renforts. Une fièvre s'emparait des instances parlementaires et gouvernementales en Métropole. L'inquiétude de l'opinion publique augmentait de jour en jour. On voulait savoir... Oui, mais à quelle source se vouer? Les quelques communiqués officiels? Confus et obscurs. Les articles de la presse communiste? Trop véhéments pour être crus; pourtant dénonciateurs d'injustice. La presse de Droite, dans ses différentes tendances? Elle ne faisait qu'amplifier la propagande coloniale traditionnelle. D'autres sources, la correspondance des soldats au front par exemple? C'était compter sans la censure. L'opinion publique métropolitaine devait vivre dans une situation d'angoisse terrible. Dès l'été 1925, la ligue des droits de l'homme ouvrit une enquête auprès de ses sections marocaines, sur la guerre du Maroc. Parmi les questions qu'elle leur avait posées, deux intéressaient directement l'information: "les communiqués officiels sont-ils exacts? Sont-ils explicites?"(70).

Au début des opérations dans le Rif, le circuit de l'information officielle était organisé selon le schéma suivant:



D'abord laconiques, les communiqués officiels devenaient de plus en plus longs et confus. A mesure où la situation se compliquait sur le terrain, les services résidentiels (cabinet civil et cabinet militaire surtout) tendaient à cacher les difficultés des troupes françaises en utilisant abondamment, pour la rédaction de leurs communiqués, une multitude de noms géographiques, une diversité de noms propres et communs, et une terminologie politique locale qui, loin de rassurer l'opinion métropolitaine, augmentaient, au contraire, considérablement ses inquiétudes. La presse, en s'emparant de ces communiqués, ne pouvait les simplifier sans détruire, au moins partiellement, les informations, vraies ou fausses, dont ils étaient porteurs. Que pouvait comprendre un lecteur français à ce passage par exemple?:

"Depuis la reprise des opérations, environ 3150 familles appartenant aux fractions suivantes ont demandé l' "aman" : Bou Bane: fraction de Taforat et village des Beni Idder, soit près de 355 feux; Ouled Kacem: fraction des Ouled Aziz (320 feux); Beni Brahim: fraction d'Agroud, d'Ouled Salah, villages de Mekmel Nazala, Bab-Nali, Klaiïa, Aïn Berada, Tarada, soit environ 1120 feux; Beni M'Ka: fractions d'Ahl Dehar, de Tamesnit, des Beni Mejrouh, la moitié de Titefrah, soit 910 feux; Beni Melloul: les villages de la Kelaa des Beni Kacem, des Beni Keïtoun, de Tibregham, Zaouia el Mekraoui, (...), soit 465 feux"(71).

Evidemment, la Moulouya ce n'est pas les Bouches-Du-Rhône. Mais enfin, la plupart de ces indications comportaient énormément d'erreurs et, de toute façon, ne répondaient absolument pas à ce qu'attendait le public de la Métropole: informations claires, vraies et, si possible, rassurantes. C'était trop demander aux communiqués officiels. L'une des caractéristiques, justement, de la propagande coloniale fut la confusion, comme élément indispensable à toute pratique du mensonge. Cette situation n'évolua que de mal en pis. Toute la durée des opérations dans le Rif devait être vécue par l'opinion métropolitaine dans la confusion la plus totale.

Robert Raynaud, secrétaire général du comité "Algérie-Tunisie-Maroc", qui fut directeur de la Dépêche Marocaine, exprima, au nom de ce comité, dans une lettre adressée à Berthelot, "l'impression fâcheuse qui résulte de la publication quotidienne des communiqués du "front" marocain"(72). Robert Raynaud écrivait:

" J'entends que beaucoup de familles comptant là-bas des fils qui se battent ont la juste curiosité, et même l'inquiétude, de savoir ce qui s'y passe? Sur le principe donc on doit admettre la nécessité de tenir notre pays au courant des événements marocains, mais, en fait (souligné dans le texte), combien de mal fait-on avec ces communiqués, la plupart démesurément longs et incompréhensibles pour le public. Le chevauchement de tribus, ces noms barbares, ces "tentés" qui font leur soumission ou partent en dissidence, voulez-vous me dire quel sens précis, géographiquement et militairement, cela peut avoir pour l'homme de la rue (souligné dans le texte) auquel ces communiqués sont destinés" (72).

Le secrétaire général du comité "Algérie-Tunisie-Maroc", se présentant comme le représentant des "Français exactement informés des condi-

tions de la guerre marocaine", trouvait ces "papiers" quelque peu "comiques" contrastant singulièrement avec les "lignes sobres et graves par lesquelles la France apprenait que son sort se jouait sur la Marne, à Verdun ou à Reims". Mais, en fait, Raynaud ne dénonçait cette "littérature d'état-major" que parce qu'elle fournissait à la presse de gauche les éléments des articles jugés hostiles et tendancieux.

"... et cela multiplie le souci des familles, et ajoute aux difficultés du gouvernement, car nous fournissons par là aux feuilles socialistes une pâture abondante et quotidienne de laquelle elles tirent les effets que vous pouvez supposer. Il en résulte au Parlement des votes que vous connaissez et des suppressions de crédits nécessaires, tout cela afin que chacun sache que le vieux caïd des Branès a fait le coup de feu contre les Rifains et que les Beni Ouriaghel sont divisés pour et contre Abdelkrim"(72).

Raynaud qui représentait les grands colons français de l'Afrique du Nord, ne pouvait bien sûr que minimiser les gros efforts qu'imposait la guerre du Rif à la France coloniale. Il s'en prenait aussi aux journaux d'Amérique "qui représentent la France comme engagée à fond et jusqu'au dernier de ses troupiers, en Afrique pour y poursuivre des conquêtes mises au compte de notre impérialisme"(72). Fallait-il simplement ne plus faire de communiqués à la presse au sujet du Rif?

Raynaud le laissait bien entendre :

"Bref, au point de vue international, nous entretenons, par ces funestes communiqués, une polémique constante contre la France, contre notre politique, contre nos intérêts les plus directs, les plus pressants"(72).

Depuis l'éclatement de la guerre du Rif, la Compagnie Transatlantique, qui vendait cinq à six millions de billets de transport en Afrique du Nord, par an, n'en distribuait plus qu'à peine un million. Les affaires n'étaient plus brillantes et prometteuses, surtout depuis l'arrivée des troupes de renfort au Maroc. Dès lors, on ne pouvait que comprendre la réaction des affairistes coloniaux qui voulaient réduire au minimum, voire supprimer, des communiqués qui tout en étant confus n'en constituaient pas moins une source d'information pour une opinion métropolitaine psychologiquement torturée. Il en résulta une bavure entre les milieux d'affaires coloniaux et les militaires:

"Tout ça, je le répète, écrit Robert Raynaud, sans arriver à comprendre, pour la satisfaction de quelques plumitifs d'état-major. Oserais-je vous prier d'arrêter sur ce point votre attention et d'intervenir si vous partagez mon avis pour que soit réduit aux seuls événements importants, bien rares d'ailleurs, ce compte rendu quotidien si malfaisant? Ce serait, sans qu'il en coûte rien à personne, un service important rendu à nos intérêts nationaux dans l'Afrique autant qu'à l'étranger. Mais quelle porte faudra-t-il ouvrir pour que ces vérités élémentaires se fassent jour?"(72).

Au ministre de l'Intérieur et à la Résidence de Rabat, le président du conseil, ministre des affaires étrangères, adressa un télégramme où il soulignait que "les considérations développées par ce correspondant me paraissent assez fondées et susceptibles de retenir notre attention (73). Cependant, rien

ne fut changé dans le sens souhaité par Robert Raynaud. Le ministre de la Guerre avait bien donné des instructions aux autorités militaires de ne livrer à la presse que des communiqués plus concis et moins bavards. Mais les correspondants de presse, sur place, commençaient déjà à démentir beaucoup de ces informations officieuses ou officielles. De son côté, le président du conseil donnait ses instructions à la Résidence générale:

"Je vous serais obligé, en ce qui concerne la Résidence générale, de ne fournir désormais aux représentants de la Presse au Maroc, d'accord évidemment avec le général Boichut, que des comptes-rendus s'appliquant aux événements saillants et répondant aux préoccupations qui ont dicté tant à mon Département qu'à celui de la Guerre les nouvelles instructions relatives aux communiqués de presse sur les opérations militaires au Maroc"(74).

L'ENQUETE DE L'ACTION FRANCAISE

La requête de Robert Raynaud reçut en quelque sorte une satisfaction de forme. Sa demande "assez justifiée"(75), fut bien accueillie au Quai d'Orsay et le ministère de la Guerre partageait également ce point de vue. Mais cette bataille de communiqués à la presse, loin de viser l'amélioration d'un quelconque système d'information au sujet de la guerre du Maroc, coupait avant tout la France en deux: une droite coloniale dont les intérêts étaient compromis par toute une publicité qui entourait les événements du Maroc, présentant la France comme étant sur le point de perdre son empire colonial nord-africain; et une gauche au langage progressiste qui, par principe ou conviction, s'opposait à l'expansion coloniale dont profitait surtout des capitalistes. Sous la titraille: "Notre enquête dans le Riff. - L'Antifrance au Maroc. - Tanger capitale d'Abdelkrim. - A l'ombre des mosquées de Fès. - Nos vrais ennemis", L'Action Française, du 6 avril 1926, écrivait:

" Il nous a paru bon d'enquêter sur l'action de nos ennemis les plus redoutables... et ce ne sont pas le Riffains. Périodiquement la grande presse et les agences d'information signalent les victoires les plus invraisemblables, les faits les plus monstrueux sur les menées antifrançaises. On n'a pas, jusqu'ici, montré les liens qui relient ces associations de malfaiteurs, en apparence isolées. On le verra; si toutes n'ont pas des origines communes, elles coordonnent du moins leur action et tendent à un seul but: contre-balancer et détruire notre influence dans le protectorat."

L'Action Française attaquait surtout le Parti communiste français; elle invitait le gouvernement à "mettre au plus vite un terme aux agissements des traîtres qui, chaque jour, poignent nos soldats, dans le dos". Le journal insistait sur la nécessité d'une solidarité entre nations européennes ayant des colonies et voulant maintenir leur domination sur ces colonies. Cette feuille croyait déceler dans les principales villes du Maroc la présence d'un espionnage et d'une propagande antifrançaise particulièrement actifs à Tanger et à Fès.

C'est Tanger qui paraissait à L'Action Française l'origine de tous les malheurs français dans le Rif:

" Tanger! ... Dans la mer grouillante de la zone internationale se donnent rendez-vous les sans-patrie, les extradés de tout pays, les escrocs, les banquiers louches, les aigrefins, les mabouls, les ambitieux, les spéculateurs, les prospecteurs de mines. Tanger, ville internationale par la volonté de l'Angleterre, cité bâtarde, ni marocaine, ni espagnole, a été le centre où se sont tramés les premiers complots contre nous et où, depuis le début des hostilités, s'est établi le centre officiel et non dissimulé d'Abdelkrim. Les Espagnols, voulant s'emparer d'Ajdir, croyaient enlever la capitale du Riff. Ils se trompaient. La capitale réelle des insoumis est Tanger. (...) car Tanger est l'arsenal, la banque, le port, le quartier général d'Abdelkrim. Tanger bouclé, ce serait la fin de la guerre du Riff."

A vrai dire, les milieux coloniaux français, dont L'Action Française était le porte-parole accoutumé, pris de panique, car l'opinion métropolitaine en avait assez des mensonges débités quotidiennement par les organes officiels de la colonisation, voyaient des "traîtres" partout. Ils voulaient imputer les grosses difficultés de l'armée coloniale dans le Rif aux agissements politiques de la gauche française. Si Tanger était regardé comme un centre " pourri " où une populace européenne servait de maquis à des tractations rifaines - fantomatiques bien sûr -, Fès, paraissait comme un centre impénétrable d'un fanatisme religieux oeuvrant pour une défaite française immédiate.

" Plus mystérieuse mais aussi ardente que Tanger, la ville de Fez est la seconde capitale du Riff. Tandis qu'à Tanger le commerce des munitions et des vivres est libre, nous sommes les maîtres à Fez et on n'y peut guère trafiquer des consciences. Quel merveilleux échec de la diplomatie marocaine et mondiale a embrouillé dans ce cœur de l'Islam! Que de combinaisons échafaudées dans les fondouks obscurs de la Médina, que de nouvelles colportées, que d'influences achetées, que d'émissaires ont circulé dans ces rues où le soleil et la police française ne pénètrent jamais. A l'ombre des mosquées et des facultés hostiles, 100.000 âmes capricieuses, changeantes, hypocrites... musulmanes ont formé des vœux pour notre défaite."

Ayant cru voir dans ces deux villes les deux pôles d'attraction des attaques offensives "savantes" et "redoutables", L'Action Française ne pouvait que s'exclamer: "Parmis ces ennemis, quelle variété, quelle diversité!"

Mais, pour les besoins de l' "enquête", il fallait quelques précisions supplémentaires pour donner l'impression aux lecteurs que cette "enquête" a été faite, et qu'il ne s'agissait pas d'un simple article de propagande habituelle. Il fallait donc, au moins, différencier ces "ennemis" par catégorie. Les communistes occupaient le premier rang. Painlevé, républicain socialiste (1863-1933), semblait endosser une large part des responsabilités:

"Voici d'abord les communistes, dont le recrutement est mondial et dont les cadres comprennent des Français, des Italiens, des Anglais, des Russes, des Espagnols. M. Painlevé, lors des premières interpellations sur le Maroc, avait tenté de soulever un coin de voile. Pourquoi s'est-il arrêté, alors qu'il avait, nous le savons, des détails très précis, des faits, des noms? C'est

que, peut-être, certains Français, amis des Riffains, ont fait de la propagande pour une ligne qui est chère au coeur de l'homme d'Etat?"

En second lieu, venaient tous les capitaux concurrents étrangers qui se seraient intéressés à la région du Rif, réputée pour l'ampleur de ses richesses minières fabuleuses. Sur ce point précis, la propagande coloniale avait tendu un piège à elle-même; mais elle avait agi très négativement sur la résistance rifaine qui attira contre elle diverses intrigues impérialistes. Loin d'avoir aidé Abdelkrim, elle joua fortement en sa défaveur.

"La propagande étrangère fut la plus précieuse à Abdelkrim, car elle lui a fourni des armes, des vivres et de l'argent. Elle est tenace parce qu'intéressée. Pour payer les mines, on trouve des Anglais, précédant de loin, en nombre et en influence, les Italiens, Les Allemands, les Espagnols et la poussière des Américains, des Tchéco-Slovaques, des Maltais, des Grecs, des Norvégiens, des Danois,..."

L'attaque fut enfin dirigée contre le panislamisme et même contre un certain nombre de juifs marocains qui n'osaient pas dire tout haut ce qu'ils pensaient tout bas. En somme, l'Action Française s'en prenait à tout le monde, sauf les quelques intérêts qu'elle représentait bien entendu.

" Le mouvement islamique avec ses sections si diverses, ses confréries, ses agences, ses méthodes, essaya de ramener la foi musulmane (comme si celle-ci était en cause!). Quant aux israélites, oublieux de la paix que nous leur avons apportée, ne se souvenant plus que les musulmans les obligeaient, il y a encore dix ans, à quitter leurs babouches aux portes de la Medina, oublieux des pillages périodiques et méthodiques dont ils étaient les victimes, ils ont, en grand nombre, fait des voeux contre nous. Ces voeux furent platoniques, car les juifs manquaient de cran."

Abdelkrim, le "rogui", semblait donc bénéficier de tous ces agissements, dont beaucoup s'articulaient dans l'ombre et que l'Action Française entendait avoir éclairés par l'"enquête" dans le seul objectif d' "informer l'opinion". Le chef rifain ne semblait avoir été " qu'un instrument aux mains des communistes, des Canning, des Gardiner, des Langenheim et leurs complices dont on voit défiler les sinistres figures d'espions, de bandits, de pourvoyeurs de la mort". Le journal, qui dénonçait les "canning" et les "Gardiner", savait très bien de qui il s'agissait mais il tenait surtout à ne pas dévoiler leur identité. C'est que, pour les besoins de la confusion, il ne fallait pas informer l'opinion publique sur l'identité exacte des intérêts coloniaux que représentait le "capitaine Gardiner"... Il ne fallait pas non plus oublier les "partisans" marocains au service de l'action française. Celle-ci gardait d'ailleurs sa marque "civilisatrice". Pierre-Louis Dumas, qui concluait cette campagne, formulait ainsi ses souhaits:

"Nous souhaitons avant tout que notre campagne mette fin à la propagande antifrançaise dans le nord marocain et que soient enfin vaincus, avant Abdelkrim, ses trois soutiens: communiste, étranger et jeune-musulman. Les vieux musulmans nous sont, en effet, restés fidèles, car ils ont constaté le bien que la France a fait au Maroc. L'influence française doit être maintenue intacte au Maroc dans l'intérêt même des indigènes et de l'humanité (...)."

Cette campagne, menée par la droite française affairiste, produisit un

certain effet; mais elle ne pouvait, en aucun cas, étouffer une affaire dont le retentissement international était déjà très grand. Quelques semaines avant la fin de la guerre du Rif, Urbain Blanc écrivait au président du conseil:

"J'ai l'honneur de faire savoir à V.E. que les inconvénients du système des communiqués tel qu'il fonctionnait depuis le mois d'avril 1925 étaient apparus à M. Le Résident général et qu'à partir du 15 mars dernier (1926) (...), on a purement et simplement supprimé, sur sa demande, tout communiqué relatif aux affaires du Maroc"(76).

Ce fut une décision démentie par les faits. A cela, plusieurs raisons d'ordre politique qui avaient, dès le début, perturbé l'application stricte d'un système pourtant ardemment souhaité par le pouvoir colonial français dans son ensemble.

L'ORGANISATION DES SERVICES D'INFORMATION EN ZONES FRANCAISE ET ESPAGNOLE

Si les opérations militaires franco-espagnoles avaient été arrêtées dans le cadre d'une stratégie précise, et effectuées en mouvement synchrone, l'attitude des deux gouvernements, en matière d'information au sujet des événements du Maroc, n'avait pas toujours accusé une certaine concomitance.

L'état de l'opinion publique et les données relatives aux clivages politiques des deux pays n'offraient pas la même configuration pour que fussent exécutées toutes les opérations militaires et de propagande au même moment et sans divergence quant aux analyses et commentaires auxquels elles donnèrent lieu.

La présence au Maroc de nombreux correspondants de guerre fut un autre facteur qui perturba sérieusement l'organisation de la propagande coloniale dans les deux zones. Tandis que la France mettait en place une nouvelle structure pour fortifier son système de censure et de répression, l'Espagne gardait, en le renforçant, son service de renseignements et exerçait un contrôle de plus en plus envahissant en zone rurale. Les deux puissances coloniales ne pouvaient pas, cependant, interdire, sans risque politique, toute liberté de circulation à des correspondants de guerre étrangers. En face d'elles, Abdelkrim avait aussi son propre système d'information.

LE FONCTIONNEMENT DU BUREAU D'INFORMATIONS MILITAIRES EN ZONE FRANCAISE

Durant toute la campagne du Rif, le pouvoir colonial mit en place un bureau d'informations militaires. L'Etat-Major du commandement supérieur

à Rabat prit cette décision surtout pour satisfaire la curiosité des journalistes étrangers. Des renseignements dont la divulgation était compatible avec la propagande militaire furent mis à leur disposition, à heure fixe. Pour les plus curieux d'entre eux, les commandants des groupements de Fès et Taza mirent à leur service un officier qualifié pour leur donner des indications locales complémentaires. Les officiers chargés de ce bureau, tant à Rabat qu'aux postes avancés, visaient les télégrammes de presse. Ce visa était exigé pour toute transmission. En outre, les autorisations de séjour dans la zone des opérations étaient accordées par l'Etat-Major commandant supérieur et leur production était exigée des journalistes en déplacement.

Pour les opérations de 1925, Getten fut chargé par la Résidence générale d'assurer la liaison avec la presse. Le matin, à 11h.30, il réunissait les envoyés spéciaux, leur donnait communication des nouvelles du front soigneusement sélectionnées. Dans l'après midi, il se tenait à leur disposition pour viser leurs "papiers". Les instructions étaient formelles: il fallait suivre à la lettre les ordres du commandement supérieur; les journalistes ne pouvaient envoyer de télégrammes à leurs agences ou à leurs journaux que visés par l'autorité militaire. Certaines informations ne devaient en aucun cas être divulguées:

" Pour éviter la répercussion profonde qu'ont les moindres événements dans la population indigène au Maroc, le Gouvernement a cru tenir secrets certains faits"(77).

Afin de bénéficier de l'effet de surprise, et réduire ainsi très vite la résistance rifaine, Lyautey ordonna un secret total sur les accords, entre la France et l'Espagne, en matière d'opérations militaires concertées. Seulement, le Résident général constatait que ce n'était plus possible:

"Mais pour lui infliger cette sévère leçon, il faudrait aussi que ces possibilités d'accord fussent envisagées entre les deux Gouvernements français et espagnol, dans (souligné dans le texte) le plus grand secret, tandis qu'actuellement, elles ont atteint la plus large publicité. Les journaux, Havas, les débats parlementaires, les déclarations d'hommes publics en sont remplis. Abdelkrim n'en perd pas un mot, en est informé au jour le jour, et rien ne peut davantage, d'une part, grossir ses prétentions et son intransigeance, et, d'autre part, l'enhardir à mener les offensives les plus violentes et les plus rapides afin de détenir le maximum de gages le moment où l'on voudrait causer"(78).

Silence avant tout, telle fut la devise de Lyautey à ce sujet. Pouvait-il simplement l'imposer, comme il le souhaitait? Ce n'était pas évident, Abdelkrim avait ses propres Rekkas et il entretenait de bons rapports avec de nombreux journalistes étrangers.

" J'estime, écrit Lyautey, qu'il faut avant tout si l'on veut aboutir, aussi bien à un effort militaire efficace qu'à une possibilité d'accord, faire tout le possible pour apporter et imposer dans tout cela beaucoup plus de discrétion et de silence" (78).

Tout un groupe de pression de colons enrichis au Maroc s'est constitué pour former un clan qui refusait toute négociation avec Abdelkrim. Ainsi, au

cours même de ces négociations franco-espagnoles, un groupement de colons, sous le nom d' " association mutuelle des propriétaires de la ville européenne de Fès", adressa une lettre au président du conseil pour protester énergiquement "contre l'idée émise par une certaine presse de toutes opinions de vouloir traiter actuellement avec Abdelkrim, avant de lui avoir infligé un échec, le mettant dans l'obligation d'avoir à accepter en vaincu nos conditions"(79). Cet association qui rassemblait plusieurs familles françaises récemment installées à Fès où elles avaient accaparé plusieurs terrains de construction en ville et plusieurs étendues de terres agricoles dans les régions environnantes, menaçait même, " si un pareil arrangement était conclu ", d'indiquer à ses membres la seule voie qui leur restait : quitter le Maroc, corps et biens.L'association défendait au gouvernement français d'ouvrir une quelconque négociation avec les Rifains.

"Pareille décision serait le commencement de guerre sans fin, ce serait reconnaître une hégémonie (sic) à des tribus guerrières, qui, prenant pour de la faiblesse nos propositions, chercheraient à conquérir par la force une complète autonomie et à nous chasser de leur pays"(79).

Le pouvoir colonail avait ses propres contradictions. Plusieurs courants discordants le traversaient. Quand bien même l'objectif restait identique pour toutes ses composantes, les comportements pouvaient changer selon ses catégories quant aux modalités d'une prise de décision. Les troupes d'occupation du Maroc avaient donc un deuxième Etat-Major de commandement supérieur : celui des colons solidement implantés au Maroc et ayant de forts appuis en France. Le bureau d'informations militaires devait tenir compte de cette réalité ; ce qui diminuait à un niveau ridicule les informations déjà tronquées et confuses sur les événements du Maroc. Dans un additif à sa lettre au président du conseil, l'association en question laissait nettement entendre qu'elle allait mettre sa menace à exécution :

"Dans ces conditions l'abandon de 65.000 Français du Maroc ne représente pas seulement la perte de milliards enterrés ici, mais c'est aussi la France amoindrie à qui nous n'avons pas marchandé notre dévouement lors de la Grande Guerre, et qui à cause de cela, nous voulons encore la croire, Monsieur le Président, ne nous abandonnera pas"(79).

Si la Résidence avait tout fait pour imposer le silence sur les négociations franco-espagnoles et sur l'accord militaire qui en était issu, il n'en allait pas de même du côté espagnol. Certains journaux espagnols, notamment A.B.C et El Debate commençaient à donner quelques indications. Aussi bien une partie des clauses de l'accord sur Tanger que des éléments de l'accord militaire de base furent connus du public espagnol. En France, la presse en reproduisait également quelques échos. Le général Jordana trouvait que "ces indiscretions provenaient des fuites très difficiles à découvrir et que, d'ailleurs, il devenait impossible de continuer à ne rien dire à la presse" (80). Le gouvernement espagnol qui devait faire face à une opinion nationale meurtrie par les échecs militaires dans le Rif surtout depuis 1921, se hâtait à la rassurer. Les "indiscretions" de la presse espagnole étaient, pour le gouvernement, une manière de dire à l'opinion que le bout du tunnel n'était

pas loin. Le 25 juillet, le Directoire remit à la presse le communiqué suivant:

"La commission franco-espagnole s'est réunie ce soir en séance plénière. Ont été signés les accords relatifs à la limite des deux zones d'influence française et espagnole au Maroc et à la collaboration des autorités françaises et espagnoles. La commission a terminé ses travaux" (81).

A Tanger, le correspondant permanent du journal anglais Times suivait très activement le déroulement de ces négociations. Le secret était impossible. Les clauses de l'accord militaire qui laissaient prévoir une "paix" négociée avec Abdelkrim, étaient connues du public. Tout cela gênait le gouvernement français ; il obligea le gouvernement espagnol à opposer un démenti formel à toutes les nouvelles relatives à la paix avec Abdelkrim dont s'était emparée la presse étrangère.

Madrid démentit "tout ce qui peut être dit au sujet des conditions de paix offertes aux rebelles et des conversations avec des émissaires de ces derniers..." (82). Les allées et venues d'Etchevarietta, entre Espagnols et Abdelkrim, semblaient assez durer. Vers la fin de 1925, la collaboration franco-espagnole allait même être secouée sérieusement, du côté espagnol, pour des raisons de politique intérieure :

"La politique de collaboration franco-espagnole s'est heurtée dès le commencement en Espagne à l'hostilité de tous les partis politiques qui ont été exclus du pouvoir par le Directoire. Ils craignaient que le succès de cette politique pouvait représenter pour le Directoire un renforcement de sa situation dans le pays. D'une autre part il y avait contre la collaboration l'hostilité d'une grande partie de l'opinion publique qui craignait une aggravation des efforts militaires dans une guerre qu'on croyait virtuellement finie (...)" (83).

La reprise des opérations militaires provoqua l'arrivée à Fès et à Taza, centres des commandements militaires français, un certain nombre de correspondants de presse. Ceux-ci avaient immédiatement demandé à être accrédités auprès des autorités militaires de ces centres avancés. Pour des raisons politiques évidentes, la Résidence générale ne pouvait pas les retenir à Rabat. Les ordres du ministre de la Guerre, Painlevé, pouvaient-ils être exécutés à la lettre et sans inconvénients pour la politique coloniale de la France au Maroc ?

"Je vous demande de vous borner, pour les événements du Maroc, aux comptes-rendus que vous m'adressez, et qui ne doivent pas, en aucun cas, être communiqués à la Presse avant de me parvenir. Je réserve, lorsque je le jugerai utile, les communications nécessaires. Les relations sur les opérations qui peuvent être fournies aux représentants de la Presse au Maroc, sont du ressort de la Résidence générale à laquelle mon collègue des Affaires Étrangères donne de son côté toutes instructions convenables" (84).

Où, mais à Rabat ces instructions ne pouvaient pas être exécutées. Le général commandant supérieur des troupes du Maroc avait même envisagé des poursuites judiciaires contre les "propagateurs de fausses nouvelles"; sans déterminer de qui il s'agissait (85). Steeg ne savait plus quoi faire:

"Je me suis rendu compte de l'impossibilité où se trouvait la Rési-

dence Générale d'exécuter à la lettre les instructions du Département car Rabat est éloigné de la zone des opérations et les journalistes, qui recherchent l'information locale et pittoresque, s'efforceront d'être plus près des troupes" (86).

D'accord avec le général Boichut, il prit les mêmes dispositions que celles de 1925 en vue d'organiser un bureau de la presse dont la responsabilité, quant à son fonctionnement, incombait à des officiers. Relevant directement du général commandant supérieur (2^e bureau), ce bureau d'informations militaires fonctionnait à Rabat dès le mois de mars. A Fès et à Taza, il rouvrit, en mai, ses deux antennes locales ; mais l'importance fut donnée au bureau de Fès. Celui-ci reçut les instructions suivantes :

- 1) ne pas donner à la presse des informations d'ensemble ;
- 2) ne pas accorder de visas aux télégrammes de presse.

On pouvait alors se demander à quoi il pouvait servir. Il fut qualifié pour donner aux journalistes toutes informations locales venant compléter celles données à Rabat où tout devait être contrôlé. (87). Le bureau de Fès était alors dirigé par le capitaine Kerengat, commandant le 2^e escadron du 1^{er} Régiment de chasseurs d'Afrique, qui conservait le commandement de son escadron. A Rabat, chaque jour, le capitaine Rivalland donnait quelques renseignements, verbalement, aux journalistes qui, avant de transmettre leurs dépêches, devaient d'abord les soumettre au visa militaire.

Dans la zone espagnole, l'information sur les événements du Maroc passait par une structure plus compliquée mais moins efficace. Car elle ne permettait pas un contrôle systématique des déplacements des correspondants de presse qui préféraient se fixer à Tanger ou se rendre dans la zone française ; ce qui leur permettait, en même temps de l'exercice de leur travail de correspondants de guerre, la découverte d'un pays "pittoresque". Les difficultés espagnoles dans le Rif étaient aussi un facteur essentiel ayant été à l'origine de l'inefficacité de cette organisation ci-après exposée.

L'ORGANISATION DU SERVICE DE L' "INTER- VENCION" EN ZONE ESPAGNOLE ET L'ACTION FANTOMATIQUE DES FORCES ETRANGERES A COTE D'ABDELKRIM

Le service de l' "intervencion" est à rapprocher, du point de vue collecte des renseignements, de l'organisation des officiers des affaires indigènes en zone française. Cependant son action militaire (intervencion) était plus prononcée que son action de propagande politique (88). Une section militaire de contrôle ayant fonctionné jusqu'en 1925, fut supprimée au moment où furent engagés des pourparlers franco-espagnols en vue des opérations militaires communes dans le Rif. Elle fut remplacée par l' "inspection générale de contrôle et des troupes chérifiennes". Un décret royal portant

création de cette dernière fut publié, le 23 mai 1925, dans le journal A.B.C. Elle dépendait directement du commissaire supérieur auprès duquel elle jouait le rôle d'organisme auxiliaire pour toutes les affaires ayant trait à la "mission de contrôle" qu'elle devait exercer sur les "autorités indigènes du Bled". La "section civile de contrôle et des troupes chérifiennes" centralisait dans son bureau principal toutes les affaires se rapportant aux contrôles des bureaux de renseignements des Régions, de même que les questions se rapportant au régime et à la comptabilité des mehallas, harkas et autres groupements militaires dépendant du Maghzen. Dans chacune des trois Régions (Tetouan, Larache et Melilla), le contrôle militaire comprenait un bureau central d'information et plusieurs centres de contrôle et de renseignements; il dépendait directement de l'inspection générale. Cette organisation fut particulièrement renforcée en vue de rassembler le maximum d'informations possible sur le Rif, pour préparer des actions militaires consécutives. A la fin de 1926, ce dispositif fonctionnait de la manière suivante:

a) Service du contrôle et de l'administration indigène

Le chef de ce service fut le général Goded, inspecteur des contrôles. Il résidait à Tetouan où il éclairait la politique d'information du pouvoir espagnol. Il réunissait sous ses ordres les groupements: Melilla (colonel Pozas), Tetouan (colonel Patxot), Larache (lieutenant-colonel Axencio) et Ghomara (lieutenant-colonel Capaz).

Au groupement de Melilla furent rattachés 4 secteurs:

1) de Melilla (commandant Fortca) coiffant des bureaux à compétence territorialement délimitée: Souk el Had des Beni Sicar; Souk el Khemis des Beni Ifrou; Dar Darius des Metalsa; Tistutin des Beni Bou Yahî (capitaine Civantos); Zaco des Beni Sidel (capitaine Valle); Tafersit-Midar pour Tafersit et une partie des Beni Touzine; Talamgecht des Beni Touzine; Annual des Beni Oulichel; Budinar de Tamsamane; Aïn Zora de Mtalsa (lieutenant Iglesias).

2) de Snada des Bokkoya où le commandant Mas avait sous ses ordres les bureaux de Cardenosa des Bokkoya, Ismouren, Snada, Beni Bou Frah et Beni Smih (capitaine Palacios).

3) de Temassint des Beni Ouriaghel où le commandant Ferrer avait la responsabilité des bureaux de Tamassint (lieutenant Garcia), Kemmoun (capitaine Frieda), Aïn Zoren (capitaine Luis) et Souk El Arba de Taourirt.

4) de Targuist où le chef avait sous ses ordres les bureaux de Targuist, Beni Amert (capitaine Sanchez-Perez), Ktama "Tmazâ" (capitaine Mendez Vigo), Beni Seddat "Imassinene" (capitaine Ortiz Gonzalo), Beni Ahmed "Adman" (lt. Maldonado), Beni Bou Chibet et Taghzout "Taberrant" (lt. Martini Bares), Beni Khennous et Beni N'çor "Zrket" (lt. Aleman), Beni Bechir "Tatemrarine" (lt. Pena).

Au groupement de la côte furent rattachés cinq bureaux, fonctionnant sous l'autorité directe du lieutenant-colonel Capaz: Pointe des pêcheurs (commandant Parepa), Beni Khaled (lt. de Oro), Bou Hamed (cap. Faura),

Mestara (lt. Beldo), M'Tioua (cdt Garcia). Ce dernier avait un commandement qui s'étendait sur les Beni Ziat, Beni Zedjel, Beni Bou Zra, Beni Grir, Beni Smih, Beni Mansour, Beni Selmane, Beni Khaled. En outre, il existait un bureau de contrôle au Péron de Velez (lt. Rodriguez Canibano).

Parmi les bureaux de contrôle rattachés au groupement de Larache:

- 1) le bureau de contrôle des Khmès, à Chechaouen, dirigé par le commandant Gastello, dont dépendait le bureau de Tanacot (cdt Garcia Valino).
- 2) le bureau de contrôle de Beni Arous, à Rokbas el Gozal, dirigé par le commandant Garcia Figueras.
- 3) le bureau de contrôle des Beni Ider à Mensla.
- 4) le bureau des Beni Mecaoner.
- 5) le bureau des Beni Gofret.
- 6) le bureau du Djebel Habib.
- 7) le bureau des Beni Issef.
- 8) le bureau des Beni Zekkar à Mecherah.

b) Force armée à la disposition du service de l'Intervencion

L'Intervencion disposait des Mehallas, dont les chefs avaient qualité d'Interventor et portaient la casquette à fond vert.

Les mehallas étaient au nombre de 6 pour l'ensemble de la zone espagnole:

Mehallas	commandements	Sièges
N 1	Colonel Alvarez Coque	Tetouan
N 2	Lt. Colonel Solang	Melilla
N 3	" " Axencio	Larache
N 4	" -	Chechaouen
N 5	" Sanchez-Conzalez	Tafersit
N 6	" Capaz	Ghomara

Les moghazenis n'avaient d'autre mission que le service des bureaux d'Intervencion qui les utilisait comme plantons ou rekkas. Ils étaient au nombre de 5 à 10 par bureau. En cas d'opération, on les réunissait en un groupe chargé d'appuyer les harkas et d'accompagner les officiers Interventors.

Maintenant la question qui se pose est la suivante: comment à travers les multiples postes de contrôle du service de l'Intervencion, sans compter tous les points d'appuis et les installations de l'armée d'occupation, Abdelkrim arrivait-il à recevoir aide et assistance étrangère (allemande, turque,

russe, etc.) sans laquelle il n'aurait pas tenu aussi longtemps? On reconnaît là une propagande très abondante qui tendait vainement à faire croire que les Rifains, et à travers eux tous les Marocains, ne pourraient jamais s'organiser de leur propre chef pour repousser l'envahisseur. On est bien en droit de se demander si les quelques fusils et quantité de sel et du soufre, pour la fabrication de la poudre à canon, que Gardiner aurait apportés aux Rifains avaient été bien livrés à leurs destinataires. Cette question des "étrangers dans le Rif" occupait la place centrale dans la propagande coloniale en 1925. Des allégations à profusion:

"Un renseignement de bonne source, recueilli en Turquie et transmis, le 9 juin, par Paris, indique que la Turquie et les Soviets fourniraient 50 millions de francs aux Rifains, que des aviateurs turcs et allemands chercheraient à débarquer à Casablanca, à l'aide de faux papiers et que, vers le début juin, 80 spécialistes d'aviation allemands et turcs auraient été envoyés dans le Riff."(89)

On citait des noms, on donnait des chiffres et des "sources". On traçait des itinéraires. On voulait faire croire à l'opinion française, spécialement, que les ennemis de la France dans le Rif étaient ceux-là mêmes qu'ont dû combattre les Français lors de la Grande Guerre. Les Rifains paraissaient bénéficier d'une quantité fabuleuse d'armes et de munitions venues de toutes parts. Des techniciens hautement qualifiés paraissaient assister les Rifains dans leur combat. Bref, la résistance rifaine, sans cet apport étranger, serait nulle.

"Tetouan signale, le 11 juin, l'arrivée récente, à Chechaouen, d'un commandant allemand, nommé Zutker, qui était jusqu'ici avec Abdelkrim en zone orientale. D'après un renseignement, de source rifaine, recueilli, à la même date, à Taourirt, des techniciens européens procéderaient actuellement à l'installation d'une fabrique de cartouches, sur un point encore inconnu des Beni Ouriaghel. Le vapeur "Phrygie", venant de Marseille, a rencontré dans le détroit de Gibraltar, faisant route vers l'est, le vapeur allemand "Arta", chargé de caisses paraissant contenir des avions et des barils d'essence. On apprend, par Oran, que quatre sous-marins chargés d'armes et d'explosifs et commandés par des officiers allemands et russes, viennent de quitter la Mer Noire à destination du Riff. Ils doivent débarquer leur matériel de nuit, à proximité du rivage et avec l'aide de barques de pêcheurs, près des points suivants: Arzila et Larache, sur l'Océan; dans l'anse des peupliers, à la pointe des Pêcheurs, au cap Baba et près d'Adouz sur la Méditerranée"(89).

On signalait, dans l'entourage d'Abdelkrim, la présence de plusieurs Allemands, Hindous, Egyptiens, Turcs et Tunisiens. Des sociétés musulmanes de l'Orient auraient accrédité leurs délégués auprès de lui. Langenheim, qui passait pour le chef d'espionnage allemand au Maroc, aurait eu des relations suivies avec Abdelkrim. Même l'Angleterre paraissait fournir son aide aux Rifains:

"Le Yacht "Silver Grexent", ex "Florence", ex "Marguerite", de 1670 tonnes, qui arbore l'insigne rouge de la marine marchande britannique, est

soupçonné de se livrer à la contrebande des armes sur les côtes du Maroc. Enfin, il résulte des déclarations recueillies à Séville, le 28 mai dernier, auprès d'un Belge, nommé Maurice Heldenberg, expulsé de France en 1922, que l'Autrichien Lussnig, propriétaire de l'hôtel Simon d'Améria et de l'hôtel Victoria, à Melilla, lui a proposé de l'employer pour le trafic des renseignements et de munitions destinés aux Rifains"(89).

Qu'il y ait eu quelques étrangers dans le Rif, ayant approché l'entourage d'Abdelkrim, personne, à vrai dire, ne s'en doutait. Mais la plupart de ces étrangers, sinon tous, n'étaient que des agents de renseignements appartenant à l'une ou à l'autre autorité coloniale dans la région. Quant à l'armement proprement dit des Rifains, il était constitué par leur foi et leur courage. Ce qui leur avait permis de s'approvisionner immédiatement chez leurs adversaires directs sans verser un sou et en remportant des victoires qui auraient pu être décisives si tous les Marocains avaient serré leurs rangs. Mais avec des "si"...

Il est curieux de constater que les archives d'Abdelkrim avaient mystérieusement disparu (90). Quand il s'était rendu aux autorités militaires françaises, on n'avait signalé la présence d'aucun étranger dans son Etat-Major. La question des "étrangers dans le Rif" fut purement et simplement enterrée comme si de rien n'était...

C'est peut être parce qu'ils étaient isolés, combattant pour une cause juste, que les Rifains eurent beaucoup de sympathie à travers le monde. L'arrivée de dizaines de correspondants de guerre en 1925 et 1926 au Maroc contribua incontestablement à faire éclater, provisoirement il est vrai, le carcan de la propagande coloniale pesant lourdement sur un Maroc déchiré.

LES CORRESPONDANTS DE GUERRE: ACCUEIL ET CONDITIONS GENERALES DE TRAVAIL

Le comportement de la Résidence générale à l'égard des correspondants de guerre français ou étrangers est très révélateur de la politique d'information de celle-ci. Il s'agit, dans ce paragraphe, d'exposer les conditions dans lesquelles ces différents correspondants ont pu faire leur travail, et les pressions qui se sont exercées sur les uns ou les autres tout au long de leur séjour au Maroc.

C'est aussi l'occasion de voir comment la Résidence s'est comportée, plus concrètement, vis-à-vis de l'opinion publique locale.

LES AUTORISATIONS PREALABLES

Dès le début des opérations dans le Rif, en 1925, nombreux étaient des correspondants de presse, française et étrangère, qui affluèrent vers la zone

française. Ces arrivées massives de journalistes curieux n'enthousiasmaient pas le maréchal Lyautey qui préférait, comme à l'accoutumée, agir à sa guise et contrôler de près la politique d'information qui fut la sienne.

"Or, du point de vue marocain, j'ai, jusqu'à présent, évité dans toute mesure possible, envoi correspondant guerre, car, dans situation actuelle, il importe plus que jamais observer grande prudence dans informations données au public et avant tout indigènes très impressionnés par toutes informations. Mais du point de vue français, au contraire, opportun laisser venir journalistes qualifiés qui le demanderaient." (91).

Les conditions d'admission des correspondants de guerre devaient être, selon Lyautey, "de telle nature que, sans empêcher les correspondants français et étrangers de venir à Fez, j'estime devoir leur interdire jusqu'à nouvel ordre zone des opérations proprement dite" (92). Dès novembre 1924, la censure fut renforcée au niveau du contrôle postal et télégraphique. Les postes d'Oujda, Casablanca et Rabat centralisaient ces opérations de censure. (93)

Réunis à Fès, les correspondants de guerre avaient aussitôt manifesté leur désir de pouvoir suivre quelques opérations des groupes mobiles ou des groupes de "partisans". Pour la Résidence, il n'était pas question de les laisser enquêter aux avant-postes. Ils devaient donc se contenter des communiqués que leur dictait le commandant Getten. Mais la pression des journalistes était de plus en plus forte et le pouvoir colonial risquait de voir sa propagande démantelée par des correspondants de guerre déçus de ne pas avoir été au front. Particulièrement, les correspondants espagnols étaient irrités de l'accueil qu'on leur avait réservé à Fès. Dans une correspondance publiée par A.B.C., Corrochano insinuait que la situation dans cette ville lui rappelait celle de Melilla en 1921, c'est-à-dire après la déroute d'Anoual (94). De Madrid, de Peretti de la Rocca écrivait au Quai d'Orsay:

"D'après les indications qui me sont fournies par les directeurs de journaux amis, je crains que cet état d'esprit soit un peu notre faute. Il me revient en effet que les journalistes espagnols n'ont pas été accueillis à Fès comme ils l'espéraient. Rien d'intéressant ne leur aurait été montré. Aucune personne spécialement désignée ne s'occuperait d'eux. Abandonnés à eux-mêmes, ils se réunissent, échangent leurs déceptions, s'excitent mutuellement au défaitisme et en arrivent à écrire des choses aussi inexactes que fausses..." (95).

Comme je l'ai déjà signalé, presque tous les correspondants de guerre étaient aussi des militaires de carrière, donc bien initiés au jargon de leur profession. Evidemment les autorisations ne furent accordées qu'à ceux qui manifestaient au préalable leurs intentions d'être "coopératifs" avec les autorités coloniales en place. Cependant un certain nombre d'entre-eux devaient marquer nettement leur indépendance par rapport aux différentes pressions que le pouvoir du Protectorat exerçait sur eux. Pour avoir la possibilité de se rendre en zone française, afin de suivre les opérations militaires dans le nord, il fallait faire une demande et attendre l'accord des autorités officielles. Exemple, cette demande qu'adressa le directeur de Morning Post, journal

londonien, au ministre français des affaires étrangères:

"... the director of the "Morning Post" will be greatly obliged if the French Government will be good enough to furnish the necessary facilities to Mr. Dudley W. Clarke and Mr. H.C. Uniacke to proceed to Morocco as correspondents of the "Post". These two gentlemen, (...) are lieutenants in the artillery section of the British Army, and are anxious to witness some of the operations in Morocco on the French side. (...)" (96).

Ces deux "gentlemen" pouvaient recevoir sans problème leurs autorisations. D'autres adressèrent leurs demandes aux représentants diplomatiques français se trouvant dans leurs pays ou directement à la Résidence générale à Rabat. Les réponses, en général, ne mettaient pas plus d'une semaine. Une fois à Rabat, d'autres autorisations et opérations de contrôle les attendaient...

À la fin du mois de juin 1925, les pressantes demandes des journalistes de pouvoir se rendre sur le théâtre des opérations paraissaient à la Résidence susceptibles de recevoir satisfaction (97). Ils furent répartis en groupes de deux ou trois devant être affectés soit à chacun des groupes mobiles soit auprès des commandants de certains cercles. Un certain nombre de dispositions devaient être prises à cet égard:

1) L'envoi d'un groupe de correspondants dans un groupe mobile ou auprès d'un commandant de cercle restait, dans chaque cas particulier, soumis à l'agrément préalable du commandant du secteur.

2) Chacun des correspondants devait être muni d'une autorisation lui servant de pièce d'identité et fixant la durée de son séjour au groupe mobile ou auprès du commandant de cercle. Cette autorisation était délivrée par le commandant Getten, chargé des informations militaires à la presse.

3) Les autorités militaires auprès desquelles étaient envoyés les correspondants de presse demeuraient, dans tous les cas, seules juges de suspendre ou de laisser à ceux-ci la liberté de mouvement ou d'expression pour raison de sécurité ou de discrétion.

En principe, tous les correspondants de guerre devaient pourvoir eux-mêmes à leur transport, à leur couchage et à leur nourriture. Mais, les commandants de groupes mobiles et de cercles reçurent l'ordre de leur procurer un certain nombre de facilités... Les correspondants prenaient, par exemple, leurs repas aux mess où les papotages engagés avec les officiers leur servaient de plates-formes pour la rédaction de leurs "papiers".

Durant les opérations de l'été 1925, une centaine de correspondants d'agences d'information ou de journaux furent inscrits au bureau de la presse de l'Etat-Major de Fès. Presque toute la presse française fut représentée; les agences Havas et Radio avaient leurs correspondants permanents au Maroc; les grandes agences américaines et européennes envoyèrent également sur place leurs propres correspondants. Après les correspondants de la presse française, se sont les envoyés spéciaux des journaux américains qui occupaient le deuxième rang, du point de vue nombre (98).

Le New York Times fut représenté par Streit; Chicago Tribune par Larry Rue et Gibbous; Chicago Daily News par Scott Mower; The Standard

Evening Post par Williams, très apprécié par le Quai d'Orsay. Les journaux du groupe Hearst avaient envoyé en mission de quelques jours leur représentant le plus autorisé, Karl von Weygand. Les correspondants de la presse américaine expliquaient leur présence au Maroc - ils étaient une quinzaine - en donnant trois raisons:

1) Pour les uns, les Etats-Unis suivaient le développement de "l'affaire marocaine" parce qu'ils estimaient que, du même que pour l' "affaire d'Agadir", il pouvait surgir à propos du Maroc un grand conflit européen. A leur avis, cette situation résultait d'un antagonisme entre des intérêts allemands, anglais et bolcheviks dans la région. Ils passaient sous silence l'antagonisme des intérêts américains, français, espagnols et italiens...

2) Pour d'autres journalistes, le but que l'Amérique se proposait, en envoyant des observateurs, était de mettre en lumière la tendance française à l'impérialisme et de montrer que pour satisfaire aux visées de conquête, la France trouvait bien de l'argent, alors qu'elle assurait ne pas être en mesure de commencer le règlement de ses dettes envers les Etats-Unis.

3) Le correspondant de Saturday Evening Post, Williams, donnait une troisième explication: L' "affaire marocaine" intéressait au plus haut point le gouvernement des Etats-Unis; car l'éventualité d'une "affaire mexicaine" n'était pas à exclure dans les analyses politiques américaines de l'époque. C'est pourquoi les Etats-Unis avaient tenu à envoyer au Maroc, à côté des correspondants politiques, des correspondants de guerre qui devaient noter soigneusement le développement des opérations et étudier les procédés employés par les belligérants dans cette guerre très spéciale. Ainsi, selon Williams, l'exemple d'un petit Etat, tenant victorieusement tête à une puissante nation, ne pouvait qu'inciter le Mexique à narguer son robuste voisin.

Une dizaine de correspondants des journaux anglais se sont rendus dans la zone française. Les plus actifs furent, à côté de J.W. Harris, correspondant permanent de Times à Tanger, Jeffries, pour le Daily Mail, et Both, pour le Daily News. C.J. Ketchum représentait le Daily Express, journal jugé hostile à la France. Conséquence: Ketchum fut rappelé pour une mission en Chine. Il fut remplacé par un jeune correspondant, de nationalité canadienne, Clarke Asworth, qui demeurait presque tout le temps à Fès en attendant les communiqués...

Les journaux italiens représentés furent le Secolo, la Tribuna, la Gir-nale d'Italia, la Stampa et d'autres feuilles moins connues. Gir-nale d'Italia, adversaire du Secolo, était peu sympathique à la France; non pas par rigueur dans sa politique d'information mais par simple application de la formule: "les amis de nos ennemis sont nos ennemis".

Le Secolo, feuille mussoliniste, fut le journal italien qui donnait la note la plus favorable à la France.

Les correspondants de la presse espagnole se trouvaient surtout dans la zone espagnole. Beaucoup d'entre eux, cependant, faisaient des courts séjours dans la zone française. Parmi ces derniers figuraient Bejarno de Liberal, Lopez Rienda du Sol, de Lezama de la Libertad, et Corrochano du journal A.B.C.

D'autres pays furent représentés, la Pologne, par exemple, ou la Suisse. Von Schumaker qui représentait la presse suisse envoyait aussi des articles au Berliner Tageblatt et à un journal hollandais; mais non sans l'assentiment français. C'est que ces articles étaient jugés "corrects". Il avait, en particulier, démenti les informations parues dans la presse allemande annonçant la prise de Taza et la capitulation des troupes françaises dans cette région.

Quant aux correspondants de la presse française, le chef du bureau de la presse commentait ainsi leur travail :

"Il est regrettable que les journaux français n'aient pas fait l'effort d'envoyer de leur côté au Maroc de très bons correspondants. Les représentants français sont en général sans talent ou sans expérience. à une ou deux exceptions près. Ils se bornent à relater séchement les faits, ou, au contraire, se lancent dans des narrations faciles"(98).

Ce genre d'appréciation pouvait très bien être motivé par un certain manque, de la part d'une certaine partie de la presse française, de docilité à l'égard des instructions militaires. Très souvent, un seul journaliste était le correspondant de plusieurs journaux à la fois. Le cas de Ronserail était typique : il collaborait, comme correspondant de guerre, au Matin, à la Dé-pêche de Toulouse dont il était l'envoyé spécial. Mais il adressait aussi, plusieurs fois par semaine, de longs "papiers" au Petit Marseillais, au Courrier du Centre, à la Vigie Marocaine, à l'Ouest Eclair, à la Tribune de Saint Etienne, au Grand Echo du Nord, etc... Avec une seule secrétaire, Madame Kidas, il devait effectuer tout le travail (99).

Le plus choyé des correspondants de guerre fut sans doute celui du groupe Hearst.

L'ACCEUIL PARTICULIER RESERVE AU JOURNALISTE KARL VON WEYGAND

Au mois de mai 1925, Karl Von Weygand fut nommé correspondant général des journaux américains du groupe Hearst dans toute l'Europe. Dès le début des opérations, il se rendit au Maroc où la Résidence lui réserva l'accueil d'un chef d'Etat. C'est que Karl von Weygand représentait, en réalité, tout un empire de presse ayant une emprise quasi-totale sur l'opinion publique américaine. Quelques indications seulement permettent d'en juger :

Pour la presse américaine de l'époque, Hearst était en quelque sorte ce qu'était Mas pour la presse du Protectorat. En 1925, Hearst était âgé de 63 ans, propriétaire de 28 grands quotidiens (dont 3 paraissaient à New-York, 2 à Washington, 1 à Chicago), d'une grande agence mondiale d'information : International News Service à laquelle était abonnés 141 journaux du matin et plus de 600 journaux du soir. Il était aussi propriétaire d'une puissante agence mondiale de prises de vues cinématographiques d'actualité plus importante que "Pathé Journal". Hearst était devenu, depuis la mort de Lord

Northcliffe qui ne possédait que 6 ou 7 journaux (Times, Daily Mail et autres), l'homme qui exerçait, par la voie de la presse, la plus grande influence dans le monde. Propriétaire aussi de sept ou huit magazines aux Etats-Unis et deux en Grande Bretagne, Hearst occupait une immense propriété en Californie reliée directement par fil spécial de plus de 4000 km avec ses bureaux de New York. Hearst avait, exclusivement à son service, 45.000 km de fils télégraphiques. On comprenait dès lors que Karl von Weygand n'était pas un correspondant comme les autres.

Von Weygand était arrivé à Rabat, par avion, le mercredi 5 août 1925, et reparti le mardi 11. Il visita Rabat, Fès, Taza et Ouezzan où il assista, le lundi 10, à une opération, avec l'aide de chars, que le commandement français avait préparée spécialement à l'occasion de son voyage dans la région. Le chef de bataillon Astraud, du 61^{ème} R.T.M. (Régiment des Tirailleurs Marocains), fut chargé uniquement de l'accompagner durant ce voyage.

Les motifs invoqués de sa venue au Maroc contrastaient quelque peu avec les raisons avancées par les autres correspondants américains -et que j'ai déjà exposées ci-dessus-. Pour Von Weygand, les Etats-Unis s'intéressaient au Maroc, d'abord parce que des aviateurs américains y combattaient à côté des forces françaises. Ensuite s'ils n'avaient pas été surpris de la défaite des Espagnols par Abdelkrim, ils ne comprenaient pas comment la France, grande puissance militaire, était tenue en échec par le mouvement rifain. Enfin l'opinion américaine semblait se demander dans quelle mesure ce mouvement arabe était soutenu par le reste de l'Islam et revêtait un caractère national de réaction contre le joug européen. Si la guerre menée par Abdelkrim avait ce caractère, elle serait suivie, avec beaucoup de sympathie pour son succès éventuel, par la majorité du peuple américain, rappelant ainsi un épisode de l'histoire des Etats-Unis.

Limité par le temps, car il voulait se rendre, le 14 août, à Salzbourg, où devait avoir lieu un grand festival auquel devait assister de nombreux américains, et le 16 août à Vienne pour l'ouverture d'une conférence juive internationale, Von Weygand quitta le Maroc plein d'enthousiasme...

"J'ai l'impression que M. von Weygand, écrit Lyautey, est reparti favorablement impressionné par ce qu'il a vu ici et j'espère que son attitude à notre égard s'en ressentira heureusement" (100).

Karl Von Weygand ne savait pas que la France possédait au Maroc un aussi "Wonderful Empire" et il estimait que ce fût folie de l'abandonner (101). Sa visite chez le Pacha de Fès, si Mohamed el Baghdadi, l'intéressa vivement. Il envoya un long télégramme (+ de 450 mots) parlant à la fois de ses impressions générales du pays et de ce Pacha "semblable à une figure de mille et une nuits" (101). Il consacra aussi un télégramme, long de 250 mots, à la Légion étrangère. Il donna l'idée au correspondant du Saturday Evening Post (tirage 2.500.000 exemplaires) d'aller prendre des photographies des légionnaires dans la région de Taza. Le rapport de l'accompagnateur de Von Weygand notait certains traits du caractère de ce correspondant un peu particulier et l'intérêt qu'avait la France à maintenir de bons rapports avec le groupe qu'il représentait :

"Il est manifestement américain dans ses façons et ses préjugés de race, quoique son physique ait conservé une certaine empreinte germanique (...) Très sensible à l'invitation à dîner du Président du Conseil avec les aviateurs américains à Paris, il s'est montré aussi très touché de l'accueil qu'il a reçu au Maroc. IL semble bien que nous avons tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec ce grand agent de Hearst en Europe" (101).

Tous les correspondants ne pouvaient donc pas être traités de la même façon. Certains ne pouvaient même pas être admis à se rendre au Maroc, comme cet envoyé spécial du journal hongrois Pesti Hilap, nommé Benda (102).

En 1926, la même politique fut suivie, le nombre de correspondants de presse semblait avoir légèrement augmenté (103). A Oujda, le chef d'escadron, le commandant de la Rocque, délivra une dizaine d'autorisations de circulation dans la zone du groupement de Taza aux envoyés spéciaux de l'Action Française, du Matin, du Petit Parisien et à d'autres correspondants de la presse étrangère dont ceux de New York Times, Chicago Tribune et Associated Press.

Tout devait se passer comme le souhaitait la Résidence générale. Steeg tenait ainsi à en rassurer le ministre des affaires étrangères : "Je n'ai pas besoin de donner à V.E. l'assurance que je suis de très près les communications faites à la presse, de façon à éviter à la fois les récriminations des journalistes, qui désirent être aussi complètement informés que possible, et les inconvénients qui pourraient résulter de la divulgation de nouvelles susceptibles d'inquiéter l'opinion publique française" (104).

Habituée, avec beaucoup de complicité, au langage résidentiel, la presse du Protectorat adoptait la résignation comme règle de conduite. Les opérations de contrôle, de censure et toutes les tracasseries administratives, visant à accorder crédit à la propagande officielle, n'impressionnaient guère que quelques correspondants de presse étrangère.

L'EXERCICE DE LA CENSURE ET L'INFORMATION DE L'OPINION LOCALE

Au début, pour rendre davantage la tâche difficile aux correspondants de guerre, un seul bureau de la censure fut installé à Fès, et par où devaient passer tous les télégrammes de presse. Les télégrammes expédiés de Casablanca devaient être d'abord fouillés sur Rabat pour y être contrôlés par un organisme dépendant à la fois du cabinet civil et de l'Etat-Major. Le retard dans le contrôle des "papiers" des journalistes était le premier aspect de la censure. Il ne venait pas à l'idée de l'autorité résidentielle d'installer un service de censure à Casablanca où existaient pourtant le siège des deux plus importantes agences télégraphiques françaises, Havas et Radio, trois journaux quotidiens : Vigie Marocaine, Presse Marocaine et Petit Marocain; quatre journaux hebdomadaires : Cri Marocain, Cri du Maroc, Petit Casa-

blancais, Soleil du Maroc, sans compter quelques autres feuilles plus ou moins importantes, plus ou moins éphémères. La tête de câble télégraphique se trouvait à Casablanca, et tous les télégrammes devaient transiter par cette ville. Le service de la censure de Fès n'était, en fait, qu'une annexe de celui de Rabat. Au début d'août 1925, il arrêta par exemple :

- 1) un ordre du jour de la ligue des droits de l'homme sur le discours Clusel;
- 2) deux télégrammes concernant la grève des postiers ;
- 3) des schémas de possibilité d'organisation du commandement sans aucune nuance explicite ;
- 4) la séance du conseil de guerre de Meknès, du 12 août, séance au cours de laquelle dix tirailleurs marocains mutinés- on ne sait pas pour quelle raison- furent condamnés à des peines variant entre deux et huit ans de "travaux publics"(105).

Le contrôle postal s'intensifia : les télégrammes privés utilisant des codes chiffrés furent interdits. L'emploi des codes conventionnels de commerce devaient être préalablement contrôlés. Les télégrammes privés en clair furent examinés secrètement en vue d'en tirer, le cas échéant, des informations intéressant la sûreté des troupes, de découvrir des suspects ou d'en recouper les agissements. Le général Naulin, commandant supérieur des troupes du Maroc, suggérait en octobre 1925, au Résident général Steeg de constituer des commissions de contrôle aux deux bureaux de Casablanca et d'Oujda, pour examiner tous les télégrammes, par fil et sans fil, qui y transitaient. Chacune de ces commissions devait comprendre un fonctionnaire de la Résidence ou un officier et un inspecteur de la sûreté. Elles devaient avoir à leur disposition une boîte de fiches des suspects. Le travail de ces commissions devait consister dans un contrôle systématique de tous les télégrammes, et relever, sans les arrêter, copies de ceux qui leur paraissaient équivoques, et les transmettre au général commandant supérieur (Etat-Major-2ème Bureau). Les télégrammes difficiles à déchiffrer, devaient être adressés à la Résidence générale (direction des renseignements) pour décryptage (106). Finalement, les correspondants de presse pouvaient écrire ce qu'ils voulaient. Leurs télégrammes n'arrivaient à destination qu'à la condition d'être approuvés par l'autorité coloniale. Exemple, les télégrammes, adressés le 11 juin 1925, de Fès, au New York Times, par Streit n'avaient pas été remis à leur destinataire. Depuis lors, Streit devait être surveillé de plus près... (107).

Un intérêt particulier fut attaché au contrôle des correspondances privées des soldats indigènes au service de la puissance coloniale. Cette mesure permettait à l'autorité militaire française de réunir de précieux renseignements sur l'état d'esprit des "partisans", et d'éviter, ainsi, de fâcheuses répercussions que pouvait avoir, en tribu, la diffusion des lettres dévoilant la triste réalité marocaine.

"Une de ces lettres, écrit Lyautey, émanant de la 9è Cie (3ème bataillon) du 62ème Tirailleurs Marocains et censurée à Safi, annonce que les autorités françaises vont procéder à des levées de harkas dans le sud et recommande

d'éviter tout enrôlement et la tentation des primes. Elle donne des chiffres de pertes et autres renseignements sur les risques à courir qui sont de nature à gêner le recrutement de nos troupes marocaines" (108).

Le gouverneur général de l'Algérie prit la même mesure vis-à-vis des correspondances privées des militaires indigènes algériens combattant, sous le drapeau tricolore, sur le front marocain.

"Je partage entièrement l'opinion de M. Violette, écrit Lyautey, et j'estime que les vérifications qu'il préconise nous fourniraient d'utiles indications sur le moral des troupes, sur les incidents relatifs à la discipline, à l'espionnage et aux suspects et sur les répercussions possibles des événements sur l'état d'esprit des musulmans d'Algérie" (109).

Le 24 août 1925, le commandant Justinard, chargé de l'organisation du contrôle postal, arrivait à Taza où il commença aussitôt la mise en train de son service. A Fès, ce contrôle était dirigé par l'officier interprète Sagues, et à Kénitra, par l'officier interprète principal Reymond (110). Une note de service, destinée à ce dernier officier, donnait les instructions suivantes :

"(...) Il doit être entendu que le règlement des commissions de contrôle postal du 18 avril 1924, rédigé en vue d'un conflit en Europe, ne peut avoir au Maroc qu'une valeur indicative. Ainsi la répercussion de nouvelles fausses ou déformées sur le moral des populations Nord-Africaines dépourvues de sens critique (sic) étant beaucoup plus à craindre qu'en Europe, le contrôle devra être en règle générale exercé plus sévèrement. En particulier le caviardage des passages suspects étant de nature à piquer la curiosité et à produire l'effet inverse que celui que l'on recherche, il est préférable d'arrêter les lettres douteuses plutôt que de les transmettre après les avoir tronquées"(111).

Pour maintenir le moral des troupes au front nord, il fut décidé de diffuser un certain nombre de télégrammes de presse dans les garnisons. La réduction des communications radiotélégraphiques pendant l'hiver devaient permettre, jusqu'à la reprise massive des opérations, aux postes radio de prendre des télégrammes de presse provenant de l'extérieur de la zone des affrontements. Ces télégrammes devaient recevoir une large publicité parmi les troupes. Le chef commandant du poste devait immédiatement les afficher en un des points fixés par lui (foyer du soldat, etc...).

Les généraux commandant les divisions prenaient les mesures nécessaires pour que ces télégrammes de presse fussent transmis par téléphone dans tous les postes voisins non munis de poste-radio. Les heures et longueurs d'onde des télégrammes de presse qui pouvaient être reçus par les postes T.S.F. réglementaires étaient les suivantes :

STATION		Longueur d'onde
Tour Eiffel (Téléphonie)	18h.00	2600m.
Radiola (Téléphonie)	20h.15	1780m.
Casablanca (Compagnie de Casa-Télégraphie)	7h45	1000m.
Alger (Télégraphie)	8h45	200 m.
Bordeaux (Co. de Ly. Télégraphie)	15h15 et 22h00	1800m. (Harmonique)

D'autre part, les soldats pouvaient aussi se procurer des journaux. Une enquête du commissaire de la sûreté régionale de Fès révéla que les officiers, du côté d'Aïn Aïcha, achetaient de préférence l'Oeuvre qui ne se vendait pas dans le même milieu à Fès-Bali et Medjara. Un vendeur de la Librairie Hachette, chargé tout spécialement de la vente des journaux français sur le front, communiqua ces renseignements au commissaire de Fès: L'Echo Parisien et le Quotidien étaient très demandés et lus surtout par des officiers. Les soldats lisaient de préférence le Petit Parisien, le Matin et le Journal. L'Action Française et le Temps vendaient un exemplaire toutes les fois que l'Oeuvre en vendait cinq. Cette enquête policière ne fournissait pas d'autres renseignements (112).

Le journal arabe de Fès Akhbar Télégraphia (Nouvelles Télégraphiques), paraissant deux ou trois fois par semaine, fut envoyé aux différents chefs militaires pour en assurer une large diffusion parmi les soldats nord-africains.

"Dans un but de propagande j'ai décidé de donner une diffusion plus grande au journal arabe de Fez l' "Akhbar Télégraphie". Ce journal est publié sous notre contrôle et je lui fais tenir des informations sous forme d'articles rédigés par le 2ème bureau de mon Etat-Major(...) L'Akhbar est rédigé en langue arabe littéraire que ne comprennent que les lettrés. Il suffira donc d'envoyer à chaque corps un petit nombre d'exemplaires qui seraient commentés à la troupe par des gradés lettrés spécialement désignés" (113).

L'équivalent d'Akhbar Télégraphia, en zone espagnole, fut al Islah (Réforme), journal officieux du Haut commissariat d'Espagne au Maroc. Il publiait quotidiennement de nombreux articles sur les opérations franco-espagnoles et sur la politique espagnole dans le Rif. Dans la zone internationale de Tanger, la France disposait toujours de son Idhar El Haq (Le Manifeste de la Vérité), journal arabe publié par la légation de France à Tanger. Plus à l'intérieur du Protectorat, le journal Es-Saada (Félicité ou Bonheur) effectuait, depuis le printemps 1925, un travail intense de propagande.

S'agissant plus particulièrement des journaux français du Protectorat,

un système de "censure décentralisée", en quelque sorte, a été mis en place: le chef du cabinet civil réunit, le 20 août 1925, tous les directeurs de journaux quotidiens de Rabat et de Casablanca pour leur expliquer que, dorénavant, la censure allait s'exercer directement dans leurs salles de rédaction. Des officiers, chargés de donner des visas pour les informations touchant aux événements dans le nord du Maroc, se rendaient dans les salles de rédaction aux heures suivantes:

1°) Casablanca

Vigie Marocaine : 11 heures et 15 heures.

Presse Marocaine : 22h

Petit Marocain : 1h.

2°) Rabat

Nord Marocain : 16h.30.

Echo du Maroc : 1h.

Les feuilles hebdomadaires recevaient, elles aussi, la visite des officiers censeurs. Il ne semblait pas que la presse du Protectorat se soit gênée en quoi que ce fût par ces visites rythmées, à l'esprit desquelles elle paraissait plutôt bien s'accommoder (114).

En France, dès le début des opérations, le président du conseil invita publiquement tous les journaux à éviter les "informations sensationnelles" et à observer la "mesure" en ce qui concernait les événements du Maroc. Cette politique recoupait naturellement celle de la Résidence. Se plaçant surtout au point de vue "opinion indigène" regardée comme étant "si impressionnable", la Résidence voulait même, au départ, réduire le nombre de correspondants de guerre à ceux qu'elle pouvait elle-même désigner:

" En effet, dès l'origine des événements actuels, j'ai prescrit de donner à presse locale et agence télégraphique que renseignements contenus dans communiqué officiel lequel est quotidiennement télégraphié à Guerre (cabinet), et j'ai, d'autre part, fait censurer strictement tous télégrammes d'information au départ du Maroc(...) J'estime qu'il y aurait intérêt à limiter le plus possible envoi ici par journaux de correspondants de guerre, lesquels voudront forcément justifier leur emploi, dont je connais certains parmi ceux que vous m'annoncez comme manquant de pondération et de docilité et dont je ne verrai pas arrivée ici sans appréhension du point de vue opinion indigène et aussi française" (115).

Le gouverneur général de l'Algérie attirait l'attention de son supérieur hiérarchique, le ministre de l'Intérieur, sur la façon dont furent rédigés certains télégrammes de presse, et ce, conformément même aux communiqués

officiels. Il demandait le caviardage systématique de toute formule analogue à celle-ci: "nos pertes ont atteint surtout les corps indigènes"(116). Par conséquent, toute information relative aux pertes indigènes, même sous-estimées, fut censurée.

" J'estime, écrit le ministre de l'Intérieur, avec M. Maurice Viollette, qu'il y a le plus grand intérêt, dans les circonstances présentes, à ne pas susciter l'inquiétude parmi les populations indigènes et à éviter de provoquer chez elles des appréhensions qui ne pourraient que favoriser la propagande anti-française."(116)

Un vaste programme de propagande résidentielle, par voie de tracts, a été mis en place par Lyautey qui, en même temps, pour mieux réussir cette entreprise faisait " appel à la bonne volonté du Sultan et du Maghzen pour en rédiger d'autres qui s'adressaient aux tribus dissidentes"(117). Le Résident général espérait ainsi voir ces dernières "revenir de leur erreur" et "obéir à leur souverain légitime"(117). Tous les milieux coloniaux étaient mobilisés derrière le pouvoir résidentiel tant que celui-ci défendait leurs intérêts locaux. La section du Maroc de l'association "Union Coloniale Française", sur proposition de son président Caqueray, adopta à l'unanimité le texte d'un télégramme envoyé au Quai d'Orsay. Les membres de cette association "saluent avec émotion et reconnaissance les vaillantes troupes qui, sans se soucier des excitations méprisables de fanatiques égarés, tiennent haut et ferme le drapeau national, symbole de progrès et d'humanité, aux confins d'une région où il n'y eut jamais ni humanité ni progrès"(118).

Au début de 1926, alors que les "pourparlers" d'Oujda semblaient sur la voie de s'engager, les milieux coloniaux (ou milieux colons) tenaient à marquer une certaine réserve par rapport aux résultats négociés. Une dépêche de l'Agence Radio, datée de Fès, le 12 avril 1926 à 10h05, en faisait l'écho suivant:

"Tout en faisant entière confiance à M. Steeg, majorité journaux marocains manifestent scepticisme sur résultats conférence Oujda. Progrès Fès signale que paix avec Abdelkrim présente inconvénients créer au Maroc Etat semi-indépendant contraire aux principes et lettre acte Algésiras et créer foyer rébellion sur lisière notre domaine nord africain. Presse Marocaine publie télégramme adressé à M. Steeg par associations agricoles Nord Maroc mettant respectueusement gouvernement en garde contre danger paix prématurée (...) signer aujourd'hui paix avec Rogui serait préparer cruelle déception à Afrique Nord."

Les "pourparlers" d'Oujda n'ayant pas abouti, la Résidence chargea de nouveau l'Etat-Major de renforcer la censure en assurant le service d'informations militaires à la presse. Cette fois-ci, les instructions furent données verbalement au chef d'Etat-Major. Quelques détails avaient été précisés verbalement au capitaine Rivaillant par le chef du cabinet militaire, le chef du cabinet civil et le chef du cabinet diplomatique. Il s'agissait:

- 1) du communiqué officiel;
- 2) des commentaires sur ledit communiqué
- 3) du visa des télégrammes rédigés par les correspondants de journaux et d'agences de presse;

4) des autorisations de circuler dans la zone de l'avant pour les journalistes;

5) du contrôle de la correspondance télégraphique privée;

6) du contrôle de la correspondance postale par avion.

Les communiqués officiels n'étaient plus abondants. Les journalistes étaient renseignés chaque jour, verbalement, par l'autorité militaire de Fès. (119)

Il reste qu'en dépit de ces mesures extraordinaires imposées à la collecte et à la circulation de l'information à propos des événements du Maroc, la presse internationale réserva une place particulière aux différentes périodes qu'a connues le mouvement rifain. Les analyses les plus contradictoires et les articles les plus tendancieux ne manquaient pas. Mais l'opinion internationale ne pouvait plus ignorer l'existence d'un peuple marocain qui souffrait d'une situation coloniale sans précédent dans son histoire.

PARTIE II

L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE FACE AUX EVENEMENTS DU RIF

INTRODUCTION

Les nouvelles du front rifain faisaient le tour du monde. Enrichies ou appauvries, grossies ou amoindries, correctes ou étriquées, hostiles ou sympathiques, l'indifférence n'existait pas. Les tendances "pour" et "contre" s'affrontaient, parfois avec beaucoup de passion. Jamais le mot "Maroc" n'avait reçu autant de publicité qui, selon l'orientation politique ou idéologique des journaux, selon aussi le degré de leur vénalité, donnait de ce pays, de ses habitants et de son histoire une image négative ou favorable. Si les effets étaient difficilement quantifiables, ne permettant pas de dresser un bilan définitif et clair des diverses réactions que suscita la guerre du Rif à travers le monde, une chose était désormais certaine: l'opinion publique internationale fut largement informée de l'existence d'un peuple marocain qui luttait avec son sang pour la libération de son pays du joug colonial européen. Ne serait-ce que sur ce point, les Rifains avaient enregistré une belle victoire, non seulement pour le Maroc mais aussi pour tous les peuples qui souffraient du colonialisme.

Si, au nom de Dieu, l'opinion musulmane s'élevait partout pour manifester son indignation et essayer de venir en aide aux combattants rifains sur la voie d'Allah, l'opinion communiste, au nom du marxisme - léninisme, s'élevait contre l'impérialisme, phase suprême du capitalisme, demandant aux prolétaires du monde entier, et aux classes déshéritées, de manifester leur soutien au peuple marocain opprimé dans sa lutte pour la libération nationale contre l'exploitation capitaliste barbare et éhontée.

En Chine et aux Etats-Unis en passant par l'Europe, foyer de tensions toujours vives, les agences de presse et les journaux relataient presque régulièrement les événements du Rif, engendrant parfois même des réactions tout à fait privées, exprimées à titre personnel. Le cas de cet habitant de Chicago, Ch. Shultz, qui envoya une carte au ministre français des affaires étrangères, ne fut pas un cas isolé:

" Vous êtes des intrus et de la pourriture. Les Marocains vont bien vous apprendre cela, et les Allemands aussi. Vous n'avez qu'à laisser les Marocains tranquilles. Ils ne veulent rien savoir ni de votre système colonial ni de votre civilisation; ils savent que vous êtes des hypocrites et ils savent que vous voulez obtenir par la force et la ruse ce qui ne vous appartient pas. Mais les temps changent " (A.D. 535. Carte du 14 septembre 1925).

Si une large opinion espagnole estimait avoir des raisons d'ordre historique pour exprimer sa haine d'"El Moro", l'opinion juive et sud-africaine mêlait à l'anti-islamisme par conviction, des sentiments d'un racisme fasciste ou fascisant que partageaient et entretenaient plusieurs feuilles européennes.

Naturellement, cette revue de presse internationale ne peut être que

schématisée à l'extrême. J'ai tenu compte des échos qui m'ont paru les plus significatifs, c'est-à-dire, porteurs d'éléments d'information ou traduisant les sentiments d'une tendance générale de l'opinion mondiale fractionnée en pays ou groupes de pays. Quelques rares articles ne manqueront pas de surprendre par la profondeur de la réflexion ou le bon sens de leurs auteurs.

LA REACTION DE L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE ET EN ESPAGNE PENDANT LA GUERRE DU RIF

Tandis qu'en Espagne l'opinion n'avait jamais cessé de manifester de profonds signes d'inquiétude sur l'évolution et l'avenir de l'action du colonialisme espagnol au nord du Maroc laquelle action n'avait enregistré, depuis 1921 particulièrement, que des échecs militaires tout en continuant à grever lourdement le budget de l'Etat, en France, l'opinion publique n'avait presque jamais entendu parler du mouvement rifain que depuis 1925.

La France étant un vaste pays par ses réalisations coloniales, l'opinion métropolitaine prit l'habitude de se laisser bercer par une propagande officielle ayant toujours tendance à présenter les difficultés dans les colonies comme étant passagères. La France avait beaucoup d'expérience dans ce domaine pour qu'un tel ou tel mouvement de résistance locale secouât fondamentalement les bases sur lesquelles reposait son empire colonial.

Cependant, très vite, l'expédition du Rif allait s'avérer une expédition pas comme les autres. Et c'est au parti communiste français qu'il revenait d'alerter très vivement l'opinion métropolitaine sur les injustices qui furent à l'origine de toutes ces expéditions et sur les dangers qu'encouraient de larges masses d'ouvriers et de paysans français, entraînés malgré elles par les ambitions suicidaires d'un capitalisme dévastateur et foncièrement inhumain.

LA CAMPAGNE DU P.C.F. CONTRE LA GUERRE DU MAROC: ENVERGURE ET CONTENU

Contrastant radicalement avec l'action d'un anticolonialisme feutré des mouvements socialistes, la campagne anticoloniale du parti communiste français s'engagea à fond pour la libération immédiate de tous les peuples colonisés, en encourageant sans réserve le combat que livrait le peuple marocain dans le Rif contre l'impérialisme européen.

Cette campagne fut, sans doute, dans les annales du parti, un acte de combat politique exemplaire qui devait faire honneur à cette formation encore très jeune.

Ce que le Rif pouvait apporter au P.C.F. , fut plus important que ce que le P.C.F. pouvait apporter au Rif. Le parti faisait, en effet, ses premières classes internationalistes.

Trois étapes pouvaient caractériser cette campagne: origine, lancement définitif et répercussions au Maroc. Il va sans dire que ces étapes ne sont ainsi présentées que pour la clarté de l'exposé.

ORIGINE

Parmi les "papiers d'Abdelkrim" saisis par les autorités militaires françaises, figurait une lettre qu'un certain Daniel Bourmance Say aurait adressée à Abdelkrim, le 5 décembre 1921, lui assurant la promesse d'une aide française (politique et militaire). En proposant à Abdelkrim le soutien de son journal, Daniel Bourmance Say faisait cette constatation générale sur l'attitude de la presse française à l'égard du Rif:

"Les journaux français ne donnent pas de nouvelles sur le Rif car certains d'entre eux ont reçu de l'argent des Espagnols et autres sont d'avis de ne rien dire sur le guerre du Riff pour ne pas provoquer de tension avec les Espagnols. J'ai alors créé un journal qui s'imprimera à Port-Say pour publier tous les événements du Riff. Je vous l'enverrai"(1).

Dans toute sa diversité, la presse française ne devait s'intéresser aux événements survenus dans le Rif qu'à partir de 1925; c'est-à-dire au moment où de gigantesques opérations militaires étaient en préparation et où la politique en Métropole tendait de nouveau à se mettre à l'heure des grandes expéditions coloniales. La traditionnelle propagande pour l'expansionnisme colonial fut véhiculée par la quasi-totalité des journaux français. Il n'y eut guère de journaux qui ne préconisèrent une action décisive, et sans aucune considération humanitaire, contre les Rifains. L'Ere Nouvelle, qui n'était pourtant pas prête à renier complètement l'héritage d'un Jean Jaurès, "organe de l'Entente des Gauches", écrivait le 11 juin 1925: " Ce n'est plus dans les champs de poitiers, c'est dans les plaines de l'Ouergha, au pied du massif rifain, qu'il faut recommencer Charles Martels"(2).

Au sein du courant anticolonialiste français, le Parti communiste occupait une place hors pair; c'est peut-être pour cela que la "presse communiste est plus facile à étudier et ses motivations sont aisées à saisir "(2). Reposant sur un appareil idéologique assez puissant, la presse communiste française s'élança, sans réserve, dans une lutte acharnée contre le colonialisme français au Maroc. Aux violents articles de presse s'ajoutaient des distributions de tracts, des meetings de Jeunesses Communistes ou autres organisations d'obédience communiste nationales ou régionales, des interventions de parlementaires, des collages d'affiches et même certaines actions, plus au moins efficaces, de sabotage. La campagne du parti communiste contre la guerre du Maroc devait, avant tout, servir au P.C. d'un exercice réel de combat politique livré, sans merci, contre les autres formations politiques françaises en bloc. Ce fut l'occasion pour ce parti, jeune de 4 ans seulement, de forger son propre matériel de combat pour se mettre un peu sur la même longueur d'onde que le mouvement communiste international dont Moscou était alors le centre inspirateur, incontesté et incontestable. Zinoviev, président de l'Internationale, s'exprima en des termes non équivoques contre le colonialisme; thèse que le P.C.F. fit sienne:

"Seuls des traîtres ou des lâches pouvaient négliger de défendre le droit d'autodétermination des nationalités opprimées jusques et y compris la

séparation de l'Etat oppresseur" (3)

Ce n'est que pendant le second semestre de 1924 que le P.C. semblait avoir adopté une véritable stratégie de combat idéologique contre les opérations militaires françaises au Maroc. Ses délégués au 5ème congrès de l'Internationale Communiste (Moscou 25 juin - 3 juillet) auraient pris solennellement l'engagement de mener une véritable action politique contre l'impérialisme français au Maroc. Le 12 septembre, l'Humanité pouvait titrer: "Abd-el-Krim a vaincu un impérialisme". Le Parti s'interrogeait déjà sur l'attitude qu'allait prendre le "Bloc des Gauches ". Un télégramme, signé Semard et Doriot, fut adressé le même jour à Herriot: "évacuez la zone française et donnez la paix aux Marocains". Un autre fut adressé à Abdelkrim pour le féliciter de sa victoire définitive sur l'impérialisme espagnol"; mais aussi pour l'encourager" à poursuivre la lutte en liaison avec le prolétariat français et européen, contre tous les impérialistes, français y compris, jusqu'à la libération du sol marocain"(3). Le 5 octobre, le P.C. organisa un meeting à Bayonne au cours duquel Cachin, député communiste de la Seine, s'est élevé vivement contre l'envoi des troupes au Maroc (4).

Au fur et à mesure de l'enlèvement de la France dans la guerre du Rif, la campagne communiste augmentait d'un cran. Anticapitaliste, antimilitariste et antiraciste, cette campagne se faisait au nom de l'anti-impérialisme, de la solidarité et de la fraternisation avec les peuples colonisés; en l'occurrence le peuple marocain représenté par les vaillants combattants rifains. Si bien qu'avec l'approche des opérations militaires franco-espagnoles, le P.C. allait se trouver en mesure de mobiliser les masses de ses adhérents mais aussi de sensibiliser, indirectement, l'ensemble de l'opinion publique française au sujet des événements du Maroc.

"En 1924-1925, le parti conjoint l'antimilitarisme des jeunesses et l'ouvriérisme anticapitaliste, antimilitariste et sur cette base, anticolonialiste, du syndicalisme révolutionnaire"(5).

Le 1er février 1925, l'Humanité reproduisait la photographie d'un soldat français posant derrière une table sur laquelle furent exposées deux têtes de Marocains décapités. Contrairement à ce que l'on pouvait attendre, cette photo ne souleva pas l'indignation de l'opinion, et encore moins celle des autorités politiques françaises. Cette photographie n'était pas un truquage. Elle avait été prise, à Erfoud, le 17 avril 1924. Au moment de sa publication par l'Humanité, le colonel commandant le 37ème Régiment d'aviation prescrivit une enquête dont les résultats ne furent parvenus au ministère des affaires étrangères qu'au début août 1925. Ce ministère en avait pourtant demandé communication dès le mois de juin. Cette affaire révéla, au fond, les pratiques d'un militarisme français au Maroc qui n'avait rien à envier aux pratiques de l'Allemagne nazie, quelques années plus tard. Que s'était-il passé au juste? La version officielle, la voici:

L'adjudant pilote Marcheval, de l'escadrille de Bou-Denib dut, au cours d'une mission photographique aérienne exécutée dans le Tafilalet, atterrir au poste d'Erfoud. Le sergent infirmier de ce poste conservait dans un bac rempli de formol deux têtes de Marocains" apportées par des parti-

sans après un combat avec un groupe de dissidents"(6). Le médecin du poste les conserva pour les étudier! Sur la demande de l'adjudant Marcheval, le sergent infirmier lui prit une photographie alors qu'il se tenait, pour poser, derrière une table sur laquelle étaient placées - en guise de bouquets de fleurs peut-être? - deux têtes de Marocains...

Lyautey reprochait, seulement, à la photographie reproduite par le journal communiste d'avoir simulé quelques taches de sang sur la table:

"... aucun sang ne souillait en effet la table au moment où cette photographie fut prise, les têtes ayant été retirées du bain de formol où elles se trouvaient depuis plusieurs jours"(7).

On peut se demander si l'adjudant Marcheval, en agissant de la sorte, ne trahissait pas purement et simplement des pratiques courantes de l'armée coloniale et, partant de ce fait, si une enquête n'allait pas être entreprise et conduite sous la direction des plus hautes autorités de la puissance "protectrice" pour s'assurer des agissements effectifs des troupes d'occupation du Maroc, en vue d'engager, ou non, la responsabilité des chefs ou celle des subordonnés. Non, ce "fait divers" ne méritait pas qu'on s'y arrêtât... là-dessus, le maréchal Lyautey était tout à fait clair, et le gouvernement métropolitain compréhensif.

"L'Adjudant-Chef Marcheval est un excellent sous-officier qui n'a eu aucune idée mauvaise en se faisant photographe dans cette pose; il a agi par simple légèreté; étant donné la date éloignée à laquelle remontent les faits, ses chefs n'ont pas cru devoir prononcer contre lui aucune sanction disciplinaire"(8).

Pour garnir son album, on ne sait pas de combien de photos de ce genre l'adjudant Marcheval pouvait disposer... Les documents consultés sont muets au sujet de pareilles pratiques. Pour donner un relief à ce fait précis, le P.C. fit reproduire la photographie en question sous forme de carte-postale qu'il faisait distribuer ou coller à côté d'autres papillons ou tracts ayant trait aux événements du Maroc.

Ce n'est que vers fin mars - début mai 1925, que la campagne communiste contre la guerre du Maroc devait prendre une allure de plus en plus violente et frénétique pour atteindre son paroxysme en été de la même année. Le coup d'envoi de cette gigantesque campagne pouvait bien dater du 16 mai; date à laquelle s'est tenu un grand meeting communiste à Luna-Park.

LANCEMENT DEFINITIF DE LA CAMPAGNE

Dès le 2 mai, l'Humanité pouvait annoncer à ses lecteurs que "les troupes françaises avaient ouvert les hostilités contre Abdelkrim", D'ores et déjà, l'organe du parti communiste n'allait plus lâcher d'une semelle la politique française suivie au Maroc au son d'un tambour militaire devenu de plus en plus bruyant. Le 5 mai, la thèse officielle présentait l'ouverture des hostilités en zone nord comme une opération habituelle de "pacification".

L'opinion métropolitaine pouvait prendre connaissance d'une dépêche Havas, du même jour, intitulée: "les opérations contre les dissidents" où les Rifains paraissaient comme des agresseurs:

" A l'ouest de la ligne française, la colonne du général Colombat a aussi à ravitailler plusieurs petits postes. Au centre, le groupe du colonel Freydenberg a atteint l'Ouergha sans être très inquiété; il a dégagé un certain nombre de tribus occupées par les Riffains. On signala des rassemblements de dissidents à Chechaouen. Nos pertes ont été minimes. Il semble qu'Abdelkrim dispose pour son offensive d'une vingtaine de mille hommes"(9).

Seul le P.C. se détacha complètement de cette propagande officielle véhiculée avec plus au moins de violence par l'ensemble de la presse française. Dès lors, les activités des services de renseignements français et la répression policière allaient s'intensifier pour étouffer une campagne communiste plus que jamais déchaînée. Dans la soirée du 14 mai, une réunion secrète de plusieurs membres des organisations centrales du P.C.F. aurait été tenue dans les locaux du journal l'Humanité pour discuter d'une stratégie globale d'une propagande anticoloniale. Suzanne Girault et Doriot furent signalés comme "les plus violents"(10). Le même soir, ils auraient, au sein d'un comité d'organisation, arrêté un plan d'action immédiate de mobilisation générale de communistes français. Rassemblé au siège du parti (120, rue Lafayette), ce comité mit sur pied un programme articulé en trois points:

- 1) Des meetings et des manifestations contre les opérations du Maroc.
- 2) Mobilisation des Jeunesses communistes de la Région Parisienne pour activer la propagande anticoloniale parmi les immigrés nord-africains travaillant en France.
- 3) Lancer des appels aux soldats français, les invitant à fraterniser avec les Rifains.

Il faut dire que le P.C.F., dès le 13 mai, s'adressa à d'autres groupements pour une campagne commune "contre la guerre du Maroc". Cet appel qui déboucha, le même jour, sur la constitution d'un "Comité Central d'Action", était la preuve que le P.C.F. préparait déjà, depuis des mois, une campagne de grande envergure contre les forces impérialistes françaises et les actions qu'elles menaient en faveur de l'expansionnisme colonial. Faisaient partie de ce "Comité Central d'Action" des représentants du P.C, de la Confédération Générale du Travail Unitaire, de la Fédération Nationale des Jeunesses Communistes et de l'Association Républicaine des Anciens Combattants. C'est ce comité qui devait organiser, le 16 mai, un grand meeting à Luna-Park.

Selon les indications du ministère de l'Intérieur, 3500 personnes étaient présentes au meeting de Luna-Park. L'Humanité, du 17 mai, donnait le chiffre de 15 000. La vérité devait se situer à un chiffre x entre ces deux extrêmes. La séance fut ouverte à 21h10 sous la présidence de Desusclade. Prenant la parole, Raynaud, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, analysa les événements du Maroc en faisant un parallèle avec ceux de 1918 dans la Mer Noire:

"Ces deux guerres sont anticonstitutionnelles, et pour l'honneur des travailleurs français il faut souhaiter que demain, sur la ligne de feu du Riff, de nouveau Marty se lèvent"(11).

La Fédération Communiste de la Région Parisienne s'exprimait par la voie de son représentant Costes:

"Le Cartel des Gauches, pendant les élections municipales, a promis la paix. Des millions d'ouvriers ont voté pour lui, en croyant voté pour la paix. Il est donc nécessaire que les masses du Cartel soient éclairées"(12).

L'orateur, dénonçant la politique du gouvernement du Cartel (qui ne faisait qu'obéir aux ordres de la Banque de France et des Pays Bas, conseillé et soutenu par les chefs socialistes), invita les masses prolétariennes à entreprendre une action commune anti-impérialiste prenant pour base de départ la manifestation vigoureuse contre la guerre du Maroc:

"C'est une guerre longue et sanglante qui se prépare: elle est grosse de complications internationales. Camarades ouvriers, prenez-y garde! Formez vos comités d'unité prolétarienne où vous dénoncerez la guerre africaine. Préparez, par une propagande intense, un congrès des Ouvriers de la Région Parisienne qui clamera sa volonté au Gouvernement, de voir cesser la guerre du Riff et évacuer immédiatement le Maroc"(13).

Jacques Doriot (1898-1945) prit alors la parole en rappelant la campagne de Jean Jaurès contre la guerre du Maroc. Il affirma que:

"si le grand tribun vivait encore aujourd'hui, il condamnerait le Maréchal Lyautey et les socialistes qui ont trahi la cause de l'Internationale Ouvrière en volant le budget". Il faisait remarquer que si des milliers de soldats étaient tombés sur cette terre du Maroc, la responsabilité en incombait intégralement aux impérialistes et financiers attirés par des richesses minières et de nouveaux débouchés. Pour réaliser la conquête, des Français, des Espagnols, dorment là-bas leur dernier sommeil". Doriot donna un bref historique de l'affaire rifaine:

" Cette guerre, le peuple riffain ne l'a pas voulue. En 1922, Abdelkrim demanda la médiation de l'Angleterre, même refus. Il vient en France, envoie des émissaires à Lyautey sans plus de résultat. La France ne voulait pas la paix. Dès 1924, une autre méthode de combat est suivie. Malgré les provocations de Lyautey, les Rifains veulent la paix. Pourtant des avions français bombardent les douars sans défense. Un véritable blocus est organisé et la région de l'Ouergha, qui est le grenier des Rifains, est en partie occupée par les troupes françaises. C'est la famine"(14).

Doriot lança le mot d'ordre aux jeunes soldats français de fraterniser avec les Rifains.

Suzanne Girault, s'adressa aux femmes en évoquant les horreurs de la guerre de 14 et le "bourrage du crâne " qui accompagna ces événements douloureux:

"Nos camarades ouvrières se rappellent comment en 1914 on leur a bourré le crâne et elles ne veulent pas cette fois-ci laisser enlever leurs enfants pour la défense des intérêts des capitalistes internationaux. D'autre part, les femmes veulent de plus en plus défendre leur droit politique, et c'est

pour cela qu'elles sont venues nombreuses au meeting. Il est nécessaire que dans les usines, les ateliers et bureaux, les femmes fassent une propagande incessante contre la guerre du Maroc"(15).

Représentant la communauté des immigrés nord-africains en France, Ben Lakhal prononça son discours en arabe. Il invita les musulmans à n'accorder aucun crédit à la propagande coloniale au sujet de la guerre du Maroc. Il préconisa la lutte contre les "opresseurs de toutes races" en déclarant que "pour quelques dollars, francs, livres ou marks, les Rifains seront encore achetés demain parce que les musulmans laissent anéantir leurs frères de sang, de coeur, de religion". Cette lutte devait être menée avec le P.C.F. contre la bourgeoisie européenne. Il termina son propos par:

"Qu'attendez-vous, musulmans, maintenant, pour vous libérer du joug impérialiste français et international. Au nom des Kabyles d'Algérie, je vous demande de libérer leur pays"(16).

Le Sénégalais Senghor s'indigna de la mobilisation générale qui touchait les Noirs dans son pays pour aller se battre contre les Rifains. Il s'éleva contre une propagande coloniale agissant par menace et intimidation. "Comme on l'a fait aux ouvriers français en 1914, on bourre aujourd'hui le crâne aux Sénégalais. On leur dit que s'ils ne veulent pas se laisser mobiliser on enverra contre eux des soldats français". Dénonçant la situation d'assujettissement faite aux différents peuples africains par l'impérialisme européen, Senghor demanda aux parents de s'opposer au départ de leurs enfants au Maroc. Il termina son discours par cette formule:

"Peuples de tous les pays, unissons-nous, brisons nos chaînes et fraternisons"(17).

Treint, critiquant la "lourde censure" pratiquée par le Cartel des Gauches sous la houlette des milieux d'affaires, indiqua qu'il était "nécessaire que cesse le régime intolérable dans lequel nous vivons; le Gouvernement des Gauches avait promis la paix et aujourd'hui il apporte la guerre"(18).

Au nom de l'Association Républicaine des Anciens Combattants, Duclos souhaita une large répercussion à ce meeting pour démontrer à Abdelkrim que les prolétaires français n'étaient pour rien dans cette guerre imposée par le capitalisme international, et dont ils déclinaient toute responsabilité.

" Il faut que les échos du meeting passent par-dessus les flots, qu'ils aillent porter aux Rifains qui luttent pour la défense de leur territoire, le salut du prolétariat parisien"(19).

Membre de la commission spéciale d'information politique du P.C., François Chasseigne critiqua la "presse bourgeoise" qui affirmait que la guerre du Maroc n'était qu'une "opération de police".

"Les pertes de nos armées sont sensibles. De tous côtés, nous apprenons la mort de camarades. Des convois de renforts partent tous les jours. La guerre du Maroc a assez duré; le devoir de nos soldats est de fraterniser avec les Rifains"(20).

A la fin du meeting de Luna-Park, Clément Desusclade, membre de Bureau d'organisation au comité Central du parti, donna lecture d'un ordre

du jour adopté à l'unanimité:

"Les 15 000 ouvriers parisiens réunis à Luna-Park après avoir entendu les différents orateurs, dénoncent le caractère illégal de la guerre du Maroc, voulue et préparée depuis deux ans, par la Camarilla militaire du Maroc, vendus aux consortiums financiers et à la Banque de Paris et des Pays Bas en vue d'arracher au pacifique peuple riffain les richesses de son sous-sol et son indépendance chèrement acquise. Déclarent vouloir lutter par tous les moyens contre le nouveau carnage en imposant, par leur action, la paix immédiate avec le Riff; la reconnaissance de la République Riffaine et l'évacuation du Maroc"(21).

On pouvait alors dire que le lancement de la campagne communiste avait pris toute son envergure. Pratiquement tous les thèmes de la campagne furent exposés par les différents intervenants lors de ce meeting. Il restait, par conséquent, le passage à une action militante conforme aux toutes nouvelles directives des organisateurs. C'est ce qui n'allait pas tarder.

Une avalanche de tracts, de papillons et d'affiches allait s'abattre sur la Métropole pendant quatre à cinq mois sans discontinuer. Les tracts portaient des divers titres et s'adressaient aux femmes, ouvriers, paysans, soldats, immigrés et étudiants. Les tirages de ces tracts se comptaient par dizaines de milliers sinon plus: "camarades soldats" (100 000 exemplaires); "Aux conscrits de la classe de 1925 - camarades jeunes ouvriers, jeunes paysans, camarades conscrits!" (20 000 exemplaires); "aux conscrits de 1925 - camarades" (40 000 exemplaires). Une partie de ces tracts devaient être empaquetés et envoyés clandestinement au Maroc(3).

L'Humanité du 31 mai titrait: "L'Union sacrée des "pacificateurs" c'est la guerre!". Un sous-titre indiquait que "le gouvernement " pacifie" aussi en France". Attaquant les journaux métropolitains et la politique du Cartel des Gauches, l'Humanité écrivait:

" La politique du Bloc des Gauches fait son travail" en douce" et les journaux bourgeois ne font pas beaucoup de bruit autour des arrestations, des perquisitions que nous avons annoncées ces jours-ci. Ils veulent que la guerre du Maroc soit une guerre populaire et ils n'aiment pas que la presse s'occupe des manifestations du profond mécontentement qui règne dans la classe ouvrière et paysanne contre la tuerie marocaine".

Le même jour, un éditorial du journal Rappel, signé Edmond du Menil, qualifiait Doriot, Berthon et Cachin, trois députés communistes, de "Trois Moscoutaires". Pour contrecarrer la propagande communiste dans les milieux musulmans nord-africains, le ministère des affaires étrangères éleva au grade de ministre plénipotentiaire honoraire Si Kaddour ben Ghabrit, alors consul général de France et président de la Société des Habous des Lieux Saints de l'Islam.

"Cette distinction est, dans l'administration française, pour la première fois réservée à un musulman français. Elle marque de la part du gouvernement, une bienveillance qui sera sensible aux musulmans de l'Afrique du Nord, comme un témoignage rendu à leur loyal attachement à la France"(22).

A la distribution intensive de tracts et de papillons, au collage

d'affiches, dans toute la France, et au déchaînement des feuilles communistes contre la guerre du Maroc, correspondait un travail acharné de tous les hauts responsables du P.C.. Des réunions publiques et congrès, à l'échelon local ou national, se préparaient autour des mêmes thèmes déjà exposés lors du meeting de Luna-Park. La répression policière qui s'abattait sur les militants ne diminuait en rien l'intensité de leur combat et leur dévouement à la tâche.

Georges Oved a pu dénombrer pas moins de 82 réunions publiques, groupant au moins cinq cents personnes et non compris les réunions organisées par les Jeunesses communistes. 70 de ces réunions ont eu lieu en 1925 et les 12 autres au début de 1926 (23). De juillet à septembre 1925, furent organisés également par le parti communiste 7 "congrès ouvriers ou paysans"(24). Ces derniers eurent un grand retentissement. Par exemple, le congrès ouvrier qui s'était tenu les 4 et 5 juillet 1925, pour "matérialiser la protestation du prolétariat contre la guerre du Rif", avait réuni, dans la grande salle de la Maison des Syndicats (33, rue de la Grange aux Belles), 2470 délégués, parmi lesquels se trouvaient 130 socialistes et 165 syndicalistes confédérés. Les services de police commentaient ainsi la présence des socialistes et syndicalistes confédérés à ce congrès: "en réalité, il s'agissait d'individus agissant pour leur propre compte et non de représentants mandatés d'une section ou d'un syndicat"(3). C'est ce congrès qui désigna "une commission d'enquête qui ira au Maroc, parler aux soldats, aux blessés et qui reviendra devant les assemblées populaires, parisiennes et provinciales, faire connaître ce qu'elle a vu"(3). Le "principe de la grève" fut retenu; le Comité d'Action se chargea d'en préparer les modalités d'action.

"Lancer, au nom du congrès, en dehors des appels généraux à la classe ouvrière, une série d'appels aux femmes travailleuses, aux jeunes ouvriers et ouvrières, aux soldats, aux marins, aux classes moyennes, aux paysans, aux intellectuels, aux peuples coloniaux devant pratiquement prendre la défense des soldats et des marins engagés dans la lutte du Maroc, exécuter, (...), les tâches fixées par le congrès dans ses résolutions"(25).

La grève fut effectivement déclenchée le 12 octobre 1925. Elle fut relativement importante et toucha plusieurs secteurs(26). L'Humanité du 23 octobre publia la manchette suivante: "Bilan de la justice de classe -Au 1er octobre: 113 camarades condamnés, 68 ans de prison, 38.400 francs d'amende." Un mois plus tard, le nombre des arrestations devait approcher les 400.

Le P.C.F. n'avait pas lésiné sur les moyens; il n'avait pas non plus reculé devant la répression qui le frappait durement alors qu'il n'était âgé que de 5 ans. Il faut rendre hommage à son action anticoloniale sans se préoccuper de ses implications idéologiques(27). Au Maroc, les répercussions de cette action furent beaucoup moindres que ce qu'elles étaient en Métropole. Elle dérangerait néanmoins une communauté de colons qui avaient toujours considéré l'indigène comme une chose animée destinée à l'exploitation.

LES REPERCUSSIONS DE LA CAMPAGNE COMMUNISTE AU MAROC

Pour la propagande coloniale, les actions et manifestations du courant communiste français devaient être assimilées à celles du mouvement panislamiste. Ce chef-d'oeuvre de confusionnisme devait servir à l'action impérialiste pour unifier ses efforts contre ses deux ennemis déclarés: bolchevisme et panislamisme. Déjà à la fin de 1921, le ministre de l'Intérieur signala au président du Conseil, ministre des affaires étrangères, les dangers d'un communisme indigène nord-africain à des fins panislamistes!

"D'après certaines informations transmises par le comité parisien de la IIIe Internationale, un nouveau journal communiste paraîtrait prochainement à Tunis sous le titre "Habib-el-Oumma -Ami de la Nation". Ce journal serait soutenu financièrement par les fonds de propagande de la IIIe Internationale et recevrait également des subsides de certains Arabes fortunés qui espèrent pouvoir s'en servir dans un but de propagande pan-islamique. L'apparition de cet organe, en langue arabe, est une des premières manifestations du mouvement communiste indigène en Afrique du Nord"(28).

Pour lutter contre la propagande communiste en Afrique du Nord, le Quai d'Orsay préconisa un système unique de "défense" en Algérie, Tunisie et Maroc(29). Au début de 1925, les résidents généraux à Rabat et Tunis, le ministre français au Caire et le haut commissaire français à Beyrouth, reçurent ce télégramme de Paris, signé Diplomatie:

"Signalez-moi désormais, dans la mesure du possible, tous déplacements, entre les pays de votre résidence et le nôtre, des Français ou étrangers susceptibles d'effectuer liaison entre parti communiste français et IIIème Internationale ou groupements affiliés"(30).

Le 10 mai, Lyautey signala au ministère de la Guerre un article du journal L'Humanité qu'il accusait "non seulement pour le fait de provocation de militaires à la désobéissance, mais aussi à cause de son adoption de la théorie riffaine"(31). Une répression lyautéenne anticommuniste allait se développer au Maroc. Des tracts, répandus en milieux indigènes, au nom de la IIIe Internationale, par le P.C.F., furent saisis par la police du Protectorat. Dans ces tracts, le peuple marocain était invité à se soulever contre ses oppresseurs capitalistes. Ce soulèvement devait s'effectuer sous le commandement d'Abdelkrim, héros de l'indépendance marocaine. Invoquant les pouvoirs que lui conférait l'état de siège "pour la sécurité de nos troupes et le maintien de l'ordre public", la Résidence procéda aussitôt à des arrestations. Elle aurait découvert, à Casablanca, une organisation responsable de cette propagande communiste. Trois Français furent arrêtés: Alamy, dessinateur aux chemins de fer; Pinet, imprimeur; et Celor, employé de commerce.

"J'ai pris des arrêtés d'éloignement aujourd'hui (31 mai) à Casablanca pour Marseille sur le paquebot "Abda". Le ministre de l'Intérieur et le Préfet des Bouches-du-Rhône sont avisés"(32).

D'autre part, un haut fonctionnaire de la Résidence, sur lequel pesait lourdement le soupçon d'avoir livré des documents confidentiels à cette organisation communiste dont la Résidence disait qu'il en était membre, fut

mis en état d'arrestation. Les documents en question n'étaient, en fait, qu'une lettre que Vatin Pérignon avait adressée à Pierre Lyautey, neveu du maréchal, mais qui était parvenue entre les mains des communistes français qui en divulguèrent le contenu. L'Humanité, du 10 juin, l'avait publiée après que le député J. Doriot l'eut lue, la veille, à la tribune de la Chambre. Voulant calmer la colère du résident général, Paris l'assura que dans cette lettre "il y a seulement des imprudences de langage sur l'organisation des informations à la presse et aux hommes politiques et un mot fâcheux sur les conditions "deshonorantes" de la retraite espagnole"(33). Parmi les appuis certains de Lyautey en Métropole, fut la "ligue française pour la défense des intérêts vitaux de la France et de ses colonies" dont le secrétaire général était le général Aubert. Le 13 juin, cette ligue, reconnue "d'utilité publique" par décret du 11 mai 1921, émit un vœu de soutien inconditionnel aux menées lyautéyistes au Maroc:

"Le comité directeur et le conseil national de la Ligue Française, réunis en séance plénière le 13 juin, adressent l'hommage de leur confiance au Maréchal Lyautey (...) Flétrissent les menées communistes qui arment et encouragent les bandes pillardes d'Abdelkrim, révolté contre l'autorité du sultan; émettent le vœu que ces agissements criminels soient, d'où qu'ils viennent, énergiquement réprimés"(34).

Le 13 juin, Lyautey prit un autre "arrêté d'éloignement" contre Taddei, fonctionnaire, présumé chef de l'organisation communiste à Rabat et se livrant, à ce titre, "à une active propagande tant parmi les indigènes, que parmi les fonctionnaires"(35). Embarqué sur l'"Abda", Taddei prit le chemin de Marseille...

De leur côté, les autorités coloniales d'Algérie effectuèrent des perquisitions dans les milieux communistes d'Alger qui auraient permis la saisie d'un tract rédigé en langue arabe à l'adresse du peuple marocain. La rédaction de ce tract fut centrée sur ces deux thèmes:

1) l'exploitation des ressources nationales marocaines par le capital étranger, essentiellement européen, qui est intervenu et s'est imposé par la force militaire;

2) en France, comme en Espagne, les ouvriers et les paysans, et même une partie des militaires, se sont opposés, dès le début des opérations dans le Rif, à toute expédition coloniale. Cette catégorie de la population française criait très haut: "que vive l'indépendance du Maroc"(36).

N'ayant cessé de signaler à Paris l'activité de la propagande communiste au Maroc, exercée essentiellement par voie de tracts distribués clandestinement, Lyautey reçut, au début de juillet, cette suggestion du Quai d'Orsay:

"Ne pensez-vous pas que nous pourrions combattre cette action, en particulier au moyen des avions, en jetant au milieu des troupes riffaines et des agglomérations de tribus des tracts en arabe de nature à prouver aux Riffains qu'on les trompe en leur faisant croire que nous sommes battus et découragés, tandis qu'au contraire la France est absolument décidée à venir à bout de l'attaque dirigée contre elle en y employant les moyens nécessaires"(37).

Bien entendu, le résident songeait déjà à un tel plan de propagande. La rédaction des tracts devait être faite au nom des "autorités chérifiennes". Du reste, là-dessus, Paris faisait entière confiance à Lyautey :

"Votre profonde connaissance de la mentalité indigène vous met mieux à même que personne de voir ce qu'il peut y avoir d'utilisable et de pratique dans une suggestion de ce genre"(37).

La campagne communiste antimilitariste ne faisait qu'augmenter d'intensité; elle touchait même les troupes françaises dans la région rhénane (38). En août, la compagnie Paquet faisait savoir à la Résidence générale que 4 cabines avaient été réservées, à bord du "Maréchal Lyautey", aux noms de Doriot, Albert, Barbo, Landru, Marrane, Delanous, Mesdomes, Arnouville, Barbada, Brunet, Winter et Bensoussen. La réaction du pouvoir colonial fut :

"Je n'en demande pas moins au commandant en chef de prendre des ordres d'éloignement contre ces douze communistes et je fais exercer une surveillance rigoureuse tant à Casablanca qu'à Tanger. Je vous serais remerciant de vouloir bien prier la Sûreté générale de surveiller les ports d'embarquement à destination du Maroc et de l'Algérie, soit Bordeaux, Marseille et Port Vendres"(39).

Effectivement quelques communistes, dont Doriot, devaient s'embarquer pour Oran, d'où ils avaient l'intention de se rendre au Maroc. "Instruction est donnée à Oujda de les refouler sur l'Algérie, conformément à l'ordre du maréchal Pétain commandant en chef" (40). Cette "commission d'enquête" communiste dut rebrousser chemin sans atteindre le Maroc.

L'introduction et la vente au Maroc français du journal l'Humanité étant interdites, mais voilà qu'on trouvait, dans un colis de journaux, expédié fin juillet par la Librairie Hachette, à Benayoun, libraire à Ouazzan, deux exemplaires de ce journal. Aussitôt, la Résidence demanda au ministère de l'Intérieur de "faire rechercher si le service des expéditions aux Messageries Hachette, à Paris, ne compterait pas un employé qui glisserait des exemplaires interdits dans les paquets adressés directement aux dépositaires du Maroc" (41). Après enquête de police du Protectorat, la responsabilité de Benayoune avait été écartée. L'enquête du ministère de l'Intérieur, à Paris, n'avait abouti à aucun résultat et, à vrai dire, la Résidence ne se faisait plus de souci au sujet de cette affaire; car son système de surveillance s'avérait d'une grande efficacité. Or, au début de 1926, le même commerçant d'Ouazzan, qui était aussi un agent de renseignements, était venu déposer entre les mains des autorités françaises de cette localité 4 fascicules d'une brochure intitulée: "Un mois dans Moscou la rouge" par P. Vaillant-Couturier, trouvés dans un ballot de journaux qui étaient destinés à Benayoune par les Messageries Hachette. Le résident général, Steeg, qui demanda au ministère de l'Intérieur d'ouvrir à nouveau une enquête ne savait même pas que la brochure en question n'était pas interdite au Maroc! Cela devait prouver tout simplement que le réflexe anticommuniste chez l'autorité résidentielle était devenu quelque chose d'automatique et à l'allure obsessionnelle (42). Le P.C.F. avait quelques sympathisants dans le protectorat, surtout dans les milieux socialistes, mais il n'avait encore aucune implantation lo-

cale. Carette-Bouvet, le directeur de l'hebdomadaire casablançais le Cri Marocain, qui fut accusé par la Résidence d'être le cerveau d'une agence de désertion à Casablanca n'était pas communiste. Dans toute cette affaire ce qui importait, pour la Résidence, ce n'était pas vraiment le fondement de l'accusation, qui devait s'avérer très fragile, mais bien de jeter l'anathème sur toutes les forces de gauche qui ne s'alignaient pas toujours sur la politique coloniale au niveau de sa pratique locale.

Le 26 avril 1926, la police du Protectorat procéda donc à l'arrestation de Carette-Bouvet. Celui-ci fut accusé d'être le chef organisateur d'une "agence de désertion"; répondant ainsi à la propagande communiste qui invitait les jeunes soldats français à fraterniser avec les Rifains et à renoncer, par conséquent, aux ordres de leurs chefs. Ayant reçu la visite des agents de police déguisés en déserteurs, Carette-Bouvet aurait fourni des renseignements qui permirent l'arrestation d'Escouroux, coiffeur à Casablanca; Arrighi, président de l'Amicale des Cheminots, Seren, secrétaire du parti socialiste et président de la Fédération des Associations Professionnelles; Champion, cheminot, président de l'amicale ouvrière de Rabat; Guarino, président de la Fédération du Bâtiment; et Del Aguila. Après des interrogatoires, tous furent relâchés et mis en liberté provisoire, sauf Carette-Bouvet et Escouroux qui ne retrouvèrent leur liberté que le 12 et 17 mai. Tous les deux furent accusés d'avoir assisté des soldats déserteurs en leur fournissant des faux papiers d'identité, de l'argent, des vêtements et une possibilité de travail en Métropole en s'adressant à des responsables communistes comme P. Vaillant-Couturier;

Le fondement de cette accusation s'avérait des plus fragiles. Non seulement la procédure et les conditions dans lesquelles se sont effectuées les arrestations prêtaient aisément le flanc aux attaques de la défense; mais aussi les preuves avancées contre les inculpés étaient loin d'être convaincantes. Dans ces conditions, les autorités judiciaires se virent dans l'obligation de déclarer un non-lieu en faveur de tous les inculpés. En juin, Carette - Bouvet assigna devant le tribunal tous ceux qui avaient rendu compte ou qui avaient commenté cette arrestation: toute la presse de Casablanca, avec toutes ses nuances et sous toutes les formes de sa périodicité, la presse d'Algérie, le Temps, l'Action Française et d'autres journaux encore. Le procès fut plaidé le 25 juin; le groupe Mas fut représenté par deux avocats, maîtres Rolland et Picard; la Presse Marocaine par maître Pasquini et Machwicz, etc.. Le Cri Marocain (adversaire) fut représenté par maître Perissand. Tout a été évoqué: les insultes et les diffamations contre tous les personnages du Maroc, contre le maréchal, contre Urbain Blanc, contre Havas; on reprochait au Cri Marocain d'être à l'origine de toutes les "campagnes misérables et antipatriotes, du chantage, de l'antimilitarisme, de l'anti-France,..." (43). Par contre, l'hommage fut rendu publiquement à la presse résidentielle, c'est-à-dire la quasi-totalité des feuilles du Protectorat, particulièrement à ses articles sur le Rif. Lesquels articles n'étaient autres que des communiqués officiels commentés dans le sens des instructions résidentielles.

Cette affaire du Cri Marocain avait, en fait, son origine dans une hostilité qu'affichait son directeur à l'égard du général Freydenberg, chef de la Région de Meknès. C'est ce chef militaire qui déclencha le processus des arrestations de Carette-Bouvet et de ses compagnons. Auparavant, Freydenberg et Carette-Bouvet s'accusèrent mutuellement de foyoriser la spéculation foncière au détriment des indigènes. Les deux hommes représentaient deux branches d'un même colonialisme : Un colonialisme dur et sans concessions (Freydenberg) et un colonialisme à l'allure d'un progressisme paternaliste (Carette-bouvet le socialiste).

Après cette affaire, on ne devait plus parler des répercussions de la campagne communiste au Maroc qu'épisodiquement. D'abord parce que la guerre du Rif, elle-même, était terminée ; ensuite, parce que le P.C.F., du fait même de sa très faible, voire inexistante, audience au Maroc, ne développa plus l'effort de sa propagande en faveur de l'évacuation du pays qui devenait de plus en plus chimérique.

Il est intéressant de noter combien la campagne du P.C.F., au sujet de la guerre du Maroc, fut déterminée au niveau de son action concrète et fidèle aux principes pour lesquels elle préconisa la lutte anticoloniale. Sur ce point justement, elle contrastait singulièrement avec l'action du panislamisme qui, pourtant, tendait, lui aussi, à la libération du pays du joug colonial. Cependant, il faut admettre que, pour le panislamisme, le problème était beaucoup plus complexe du fait même de la situation coloniale dans laquelle se trouvaient de très nombreux pays musulmans ; du fait, aussi, de l'écroulement définitif de l'Empire ottoman et du glissement consécutif de la Turquie Kémaliste vers une occidentalisation de façade. Les tiraillements et intrigues politiques qui déchiraient le Moyen-Orient, sous domination franco-britannique, transformaient l'action panislamiste en un voeu pieux jamais exaucé. Mais, le fond de cette crise du monde musulman remontait déjà à plusieurs siècles...

La comparaison de l'action du P.C.F. avec celle du parti communiste espagnol ne pouvait pas non plus tenir. D'abord, parce que ce dernier était plus faible, né lui aussi en 1920. Ensuite, parce qu'il devait agir dans la clandestinité ; en effet, dès septembre 1923, le dictateur Primo de Rivera mit hors la loi le P.C.E. C'est donc une presse espagnole, à sensibilité coloniale, qui devait tenir en haleine une opinion publique espagnole fatiguée des déboires marocains.

LA PRESSE ESPAGNOLE

Comme pour la presse française, les opérations de "pacification" furent pour la presse espagnole la base de ses commentaires d'avant et d'après-guerre. Sur ce point, la guerre du Rif n'avait fait qu'accentuer cette tendance. Des problèmes politiques nationaux ou internationaux donnèrent à l'ensemble des journaux la possibilité de traiter, avec une polémique conti-

nue, les diverses questions d'ordre colonial en suscitant beaucoup de passion. Largement acquise aux thèses colonialistes qu'elle développait sans cesse, la presse espagnole fut, par moments, acculée à un réalisme que lui imposa la résistance héroïque des Rifains.

LES GRANDES TENDANCES DE LA PRESSE ESPAGNOLE AU SUJET DE LA QUESTION COLONIALE AU MAROC

Juste après la Grande Guerre, W. Harris, correspondant du Times à Tanger, conseilla vivement l'Espagne de vaincre les Maures. "Il faut, dit Harris, que l'Espagne se tire bien de son entreprise ou sinon, qu'elle y renonce" (44). Espana Neuva, du 28 juillet 1919, faisait le bilan d'une dizaine d'années de "pacification" marocaine :

"Il y a dix ans, aujourd'hui ; que l'Espagne reçut la nouvelle de la tragique hécatombe qui se passa au Barranco del Lobo; il y a dix ans, aujourd'hui que les détails de cette douloureuse journée coïncidèrent avec la semaine glorieuse de Barcelone et la misérable répercussion du gouvernement mauriste. Au dixième anniversaire de ce désastre, Espana Neuva doit affirmer, une fois de plus, son critérium favorable à l'abandon total de l'aventure marocaine".

C'était l'époque où l'Espagne était aux prises avec Raïssouli. Celui-ci ayant organisé une résistance locale, n'avait absolument pas l'intention de lui donner une quelconque allure nationaliste. Son objectif fut toujours son intérêt personnel. Des situations plus ou moins opportunes avaient fini par lui conférer une certaine notoriété d'un arrivisme bien éphémère. L'opinion publique en Espagne était surtout frappée par la farouche résistance que rencontrait l'armée coloniale en zone nord du Maroc. Le 18 juillet 1919, Harris câblait à son journal :

"Les morts espagnols gisent sur le champ de bataille, sans être enterrés, entre les rocs et les buissons de Wad-Ras, et quelques groupes de chiens demi-sauvages contribuent à rendre l'horrible scène encore plus lugubre. Les guerriers de Raïssouli ont levé et enterré leurs morts abandonnant ceux des Espagnols à la voracité des animaux, après qu'ils se furent emparés des cadavres et les eurent dépouillés de tout ce qui pouvait avoir, pour eux, quelque valeur."(45).

Contrastant avec Espana Neuva, l'action de la Correspondancia de Espana fut plus engagée dans le sens d'une entreprise coloniale espagnole adaptée aux conditions locales. Son analyse, fondée sur les préjugés séculaires véhiculés par la propagande coloniale occidentale, n'apporta pas d'éléments nouveaux à la politique d'information qui avait prévalu en Espagne jusqu'ici. Tout au plus, la Grande Guerre devait-elle servir au journaliste colonial d'une expérience de référence pour donner à sa partialité un ca-

ractère incisif et de plus en plus belliqueux. Le 28 juillet 1919, la Correspondancia de Espana écrivait :

"Ce dont on a besoin pour gagner la guerre du Maroc ce sont des mitrailleuses, de l'artillerie de campagne, des avions et des autoblindés. Tout le reste est de trop et ne servira à rien d'autre qu'à compliquer encore davantage le problème qui n'est pas dû au matériel, mais au personnel, à la direction, à la tactique."

Ce journal prônait l'abandon d'un colonialisme à la Lyautey : il était acquis à l'action militaire exclusive. Pour appuyer cette thèse, les expériences coloniales antérieures lui paraissaient riches d'enseignements :

"Jamais, au grand jamais, ni en Algérie, ni au Soudan, ni en Mauritanie, ni dans aucun pays africain, sauf en Abyssinie, les chefs mahométans n'ont réussi à rassembler des armées ; La manière d'être de l'Arabe, d'où qu'il soit, individualiste comme nul autre, rend impossible de grandes masses organisées. Ils sont presque toujours des centaines et n'arrivent jamais à être des milliers. L'Arabe "fait sa guerre" tant qu'il a des cartouches."

Cette résistance de "l'Arabe", minimisée à un niveau ridicule, devait néanmoins servir d'exemple à suivre. Pareilles contradictions dans la logique de construction des articles de la presse coloniale n'étaient que trop abondantes et n'éveillaient que très rarement la réflexion d'un public trop habitué au simplisme de l'idéologie colonialiste. L'analyse de la Correspondancia de Espana excluait à jamais l'émergence d'une résistance rifaine organisée et très habilement structurée. Ce journal qui préconisait l'utilisation accrue de gros moyens militaires, devait terminer ses observations par : " point de grandes masses, point d'organisations académiques, point prétendre employer la tactique à l'européenne."

Les exemples d'Espana Nueva et de la Correspondancia de Espana illustraient indiscutablement les deux grandes tendances de la presse espagnole vis-à-vis du problème marocain. La première reflétait un malaise accablant que manifestait l'opinion publique en Espagne depuis le début de la conquête. Celle-ci s'étant avérée trop coûteuse en pesetas et en vies humaines, le malaise de l'opinion s'est donc transformé en un sentiment anti-colonial que les feuilles espagnoles, en grande partie socialistes, essayèrent de récupérer en le développant avec plus ou moins d'ambiguïté ou d'opportunisme. La seconde tendance, celle reflétée par Correspondancia de Espana, était très proche de celle qu'incarnait l'Action Française ; elle s'intégrait dans la mouvance du courant colonial en général avec comme toile de fond les ingrédients de la propagande du colonialisme classique. Soutenue par les milieux d'affaires et par des chefs militaires en mal de gloire, cette tendance paraissait comme porteuse d'une certaine idée de la "grandeur" de l'Espagne devant s'accomplir dans une action d'expansionnisme colonial. Dès l'apparition, en 1921, de l'organisation politico-militaire de la résistance rifaine sous la direction d'Abdelkrim, les journaux espagnols qui avaient toujours réclamé plus au moins explicitement l'abandon du Maroc, virent leurs thèses réconfortées par les difficultés énormes de l'armée espagnole dans le Rif. Les feuilles acquises inconditionnellement à l'action coloniale modifièrent quelque peu leurs prises de position habituelles en

adoptant un ton plus modéré sans aller cependant jusqu'au défaitisme.

Embarrassé, le pouvoir colonial exerça alors une censure plus sévère sur tout ce qui touchait aux opérations militaires espagnoles au Maroc. Le problème de la fixation du statut de la zone internationale de Tanger allait offrir à la presse espagnole l'occasion d'aborder indirectement les problèmes spécifiquement espagnols dans la zone nord du Maroc. Déjà, au début des années 20, Lyautey avait projeté la construction d'un grand port à Tanger, excluant dans son projet la participation des autres puissances coloniales ayant des intérêts dans la zone internationale. La presse coloniale espagnole devait alors s'attaquer non pas au pouvoir central espagnol qui n'avait récolté, jusque-là, que des échecs au Maroc, mais à la politique coloniale française au Maroc qui visait à faire table rase des accords diplomatiques conclus au sujet de l'Empire chérifien.

Le journal A.B.C. commentant les gros problèmes de l'avenir colonial espagnol au Maroc, écrivait, le 29 juillet 1921, un long article sur le "statut et le port de Tanger" où il tendait à attirer l'attention de l'ensemble des puissances sur la question du Maroc devenue de nouveau explosive. En fait, elle n'était explosive que pour l'Espagne.

"L'Empire du Maroc, fiction d'un Etat maintenu par la diplomatie européenne par crainte d'une conflagration, fut sectionné par l'accord franco-hispano-anglais de 1904 et les traités postérieurs en 3 zones. La zone française et la zone espagnole ont un statut et se trouvent en voie de transformation favorable. La zone de Tanger végète dans le marasme. Il en résulte une situation préjudiciable pleine de dangers. Tanger est un volcan latent. Tant que la question de Tanger n'est pas réglée, la parenthèse ouverte en 1904 n'est pas fermée et le problème du Maroc reste dans toute sa complexité. C'est pourquoi les événements qui se passent à Tanger ont, dans le monde, un écho universel."

Ce journal qui recommandait de ne pas agiter davantage le "guêpier marocain", invitait la France, sans la nommer, à étudier "amicalement une formule viable pour le statut projeté à condition qu'elle reconnaisse les droits imprescriptibles de l'Espagne." Deux semaines après, le journal EL Emparcial inaugura ouvertement une politique coloniale de rapprochement avec la France au Maroc. Un article, signé Vivero, du 12 août 1921, rapporta, dans ce journal, des propos que Lyautey aurait tenus devant la ligue maritime et coloniale à Paris:

" Personne ne se rend compte que si on peut aller aujourd'hui en auto d'Alger à Fez, c'est parce qu'à 25 km au sud de Taza, existe un véritable front français: blockhaus et postes ininterrompus, reliés par des tranchées et des réseaux de fil de fer, avec 16 bataillons(...) je crains que l'on accorde trop d'attention aux chemins de fer, routes et exploitations minières. Il ne faut pas oublier que cette oeuvre économique n'est possible au Maroc qu'à l'abri d'une muraille vivante qui s'oppose aux dissidents. C'est grâce au sang quotidiennement versé, que l'on peut gagner de l'argent".

C'est cette politique qu'EL Emparcial tenait à mettre en avant en rappelant à ses lecteurs qu'"avec les gens de Bled Es-Siba, il ne sert à rien de parler de protectorat; il n'est qu'une politique, celle du triomphe."

L'expérience coloniale française lui servait d'une illustration éloquent pour redonner la confiance aux colons espagnols qui devaient se contenter, le cas échéant, d'une présence dans les Presidios (Melilla principalement):

"Si le front français de l'Atlas croulait, tout le protectorat de Rabat à Oujda s'effondrerait. Il n'y a de possible à Melilla que la politique de la force; sous son couvert nous ferons respecter le Khalifat. Il ne faut pas non plus chercher à se raccrocher à l'autorité religieuse de Moulay El Mehdi, parce que la seule influence religieuse exercée dans le Riff l'est par le cherif d'Ouezzan protégé français. Il n'y a donc pas pour nous de problème politique à résoudre. Le bon sens conseille les munitions à Melilla."

Il est très facile de remarquer, à la lecture de cet article, que la thèse de l'abandon de la zone nord par l'Espagne, présides exceptés, en faveur de l'autorité coloniale française, se précisait de plus en plus. Mais cela ne devait être regardé que comme un recours ultime. L'opinion espagnole ne savait pas encore qu'au Maroc l'armée coloniale était en face d'un mouvement de résistance fortement organisé. Ce journal officieux soulevait alors un problème intéressant directement la politique d'information pratiquée par le gouvernement espagnol au sujet du Maroc. La propagande coloniale venait alors de subir son premier échec cuisant. Le 15 août, El Imparcial écrivait:

"Est-il préférable d'avouer la vérité ou de la cacher? Nous croyons que la logique impose la première alternative, car nos troupes n'ignorent pas ce que signifie l'écrasement du front. Ensuite, il est utile que le pays sache la vérité pour n'être pas surpris de l'ampleur de l'effort exigé. Ce n'est pas en déniait, dans nos informations, toute valeur à des harkas disciplinées et bien approvisionnées que nous les vaincrons, mais c'est grâce à la supériorité des éléments et à une impulsion opportune."

Dire la "vérité", signifiait, avant tout, ranimer la guerre coloniale au Maroc. Il n'était pas question, dans l'esprit du journal, d'informer loyalement l'opinion sur les causes profondes des échecs militaires espagnols successifs dans le Rif. El Imparcial mettait à nu, sans le vouloir, la politique d'information suivie par les chefs militaires et soutenue fermement par des milieux d'affaires sans scrupules.

"Il convient donc de dire la vérité au fur et à mesure que les circonstances le permettent. Le public ne se laissera pas hypnotiser par le nombre de canons riffains, mais il demandera qu'on fasse une guerre scientifique avec une écrasante supériorité d'armements. De nombreux espagnols ne comprirent pas pourquoi l'on renonçait à secourir Navarro, car il fallait sur le moment garder secrètes certaines appréciations qui ne devaient pas être connues de l'ennemi. Les gens ont commencé à le comprendre, surtout en apprenant par nous, que la prise de Monte Arruit exigeait l'intervention de 20.000 soldats experts et habitués à combattre les Maures."

Dans A.B.C., du 29 septembre, Antonio Puges signa un article intitulé: "personne ne sait rien du Maroc". Se situant dans le courant colonialiste espagnol, Antonio Puges distinguait deux tendances au sein de ce courant: la tendance dure, "celle des partisans de la guerre à feu et à sang, avec l'extermination consécutive de tous les indigènes"; et une autre tendance s'inspirant des méthodes Lyautéennes, celle qui préconisait la guerre, bien

sûr, mais avec une politique "d'attraction et de pénétration pacifique". Antonio Puges dressa un bilan négatif de la politique coloniale espagnole au Maroc, en faisant l'éloge de la politique coloniale du Protectorat français:

"Nous n'avons été absolument fidèles, ni à la politique d'attraction, ni au système de la guerre d'extermination... Ne serait-il pas préférable que nous avouions que nous n'avons jamais suivi une véritable politique au Maroc? (...) Le côté technique a été perfectionné depuis 1909; on connaît parfaitement le terrain, la richesse du pays, la force de résistance, plus ou moins grande de telle tribu ennemie... Mais nous n'avons pas fait un pas dans l'étude de la psychologie du riffain, dans la connaissance de l'esprit de race de nos ennemis. Et c'est pourquoi, les stratèges de café se trompent sans cesse dans leurs pronostics".

Comme prolongement à cet article, Antonio Azpeitua écrivait le lendemain, dans le même organe, un article qu'il intitula: "les ressorts de l'âme indigène". Ce journaliste se livrait à une analyse que seul un esprit colonial pouvait y souscrire pour en tirer parti:

"Il existe de profonds antagonismes parmi les tribus du Maroc, rivalités de conquêtes, haine provenant de dettes de sang (...) Grâce à ces luttes intestines, nous avons pu nous appuyer sur certaines tribus. Une atteinte de notre part au sentiment religieux et au respect des femmes musulmanes peut avoir pour conséquence immédiate la disparition des antagonismes séparant les tribus et leur groupement en un bloc".

Azpeitua ne demandait qu'une chose: ces "deux valeurs morales à respecter" pour mieux assurer une conquête totale de la partie espagnole du Maroc. A la fin de 1924, le roi d'Espagne confirma à un envoyé du Sunday Times l'inauguration prochaine de nouvelles méthodes de "pénétration pacifiste". Il affirmait qu' "ayant tiré beaucoup d'enseignements de nos erreurs nous sommes en mesure d'établir la paix désirée".(46)

LA COLLABORATION FRANCO-ESPAGNOLE DANS LE RIF: ANALYSES ET ATTITUDES DE LA PRESSE ESPAGNOLE

Le 3 mai 1925, sans dévoiler l'entente militaire franco-espagnole dans la zone nord du Maroc, le journal A.B.C. parlait de la résistance riffaine comme d' un danger commun aux deux puissances coloniales. A.B.C. adoptait la thèse officielle du gouvernement français, en titrant: "l'offensive d'Abdelkrim dans la zone française". Selon ce journal, l'offensive d'Abdelkrim avait été longuement préparée par une active propagande dans tous les souks de la région. Les opérations de résistance effectuées par les Riffains furent décrites ainsi:

"Les Riffains suivent dans la zone française la même tactique qu'ils ont employée dans la nôtre: ils entourent les postes sans les attaquer sérieusement et ils maintiennent le blocus pour obliger des colonnes denses à venir à

leur secours et forcer celles-ci à combattre dans des conditions défavorables; pour cela ils construisent leurs tranchées selon l'orientation du terrain et s'efforcent d'assurer la retraite en cas d'échec".

Dans un article intitulé "La France et l'Espagne au Maroc", Manuel Bueno commentait élogieusement, dans ce même journal, le 6 mai, un article paru peu de temps avant dans le journal français L'Intransigeant, où celui-ci affirmait qu'une coopération entre l'Espagne et la France s'imposait au Maroc. Le même jour, le journal El Sol croyait savoir que "l'offensive des Rifains dans la zone française" avait été déterminée par des raisons économiques; mais il ajoutait qu' "il ne faut pas tout attribuer à des raisons économiques car il y a aussi dans le mouvement riffain un élément de panislamisme et de nationalisme qu'on ne peut évaluer exactement, parce qu'il est trop vague et trop imprécis".

Il y avait eu comme une sorte d'osmose entre la presse coloniale espagnole et la presse coloniale française. La collaboration des deux armées coloniales donnait alors aux grands journaux des deux pays l'occasion d'adopter les mêmes points de vue. C'est ainsi que le journal espagnol Debate s'inspirait souvent du journal français L'Illustration; A.B.C. et le Liberal se référaient au Temps. En général, la presse espagnole ne faisait qu'emboîter le pas à la presse française; comme si la supériorité militaire française, par rapport à celle espagnole dans le Rif, se reflétait également dans les analyses de la presse des deux puissances coloniales. Ce qui était logique. Cette situation était d'ailleurs favorisée par une action efficace de l'ambassadeur français à Madrid, De Peretti de la Rocca qui intensifia, dès le début de la double offensive franco-espagnole, ses relations avec les grands journaux espagnols en assurant à leurs différents correspondants les conditions d'un bon accueil dans la zone française du Maroc. Il inspira dans la presse espagnole plusieurs articles favorables à la politique coloniale française en Afrique du Nord. Les journaux madrilènes donnaient de très larges commentaires aux débats de la Chambre française sur les affaires marocaines. La Epoca, du 1er juin 1925, encourageait le colonialisme français en Afrique et principalement au Maroc:

"C'est le pays tout entier qui s'intéresse vivement à l'oeuvre accomplie au Maroc par le Maréchal Lyautey et, d'une façon générale, à tout l'Empire français Nord-africain, de sorte qu'une attaque contre cet Empire devait être vivement ressentie au-delà des Pyrénées".(47)

El Mundo soulignait, le 2 juin, "la victoire remportée par le Parlement français" qui, ajouta ce journal, "au moment précis où ses détracteurs le représentent comme réfractaire à tout labeur patriotique, est venu affirmer à la face du monde que la divine lumière de la vérité, exposée franchement devant l'opinion, efface toutes les misères et toutes les mesquineries".(48)

Le Liberal, sous la signature d'Hernaldez Mir, se félicitait de voir la France, après le vote du Parlement, libre de poursuivre en toute sécurité son action militaire et de l'intensifier jusqu'à la limite nécessaire "pour abattre le pouvoir et l'orgueil des Kabyles rebelles"(49).

L'Imparcial, du 4 juin, annonçait que l'heure était décisive et que le

temps des crises entre la France et l'Espagne au sujet du Maroc était révolu. Le journal soulignait que la solution donnée au problème de Tanger avait été pour l'Espagne une grosse désillusion; mais qu'il fallait retenir du débat à la Chambre française que Briand avait fait appel à une collaboration loyale entre les deux pays.

Une fausse note était venue troubler cette attitude, plus que complaisante, que les grands journaux espagnols affichaient à l'égard des entreprises colonialistes françaises au Maroc; celle du journal El Sol. Sous la plume de son correspondant à Paris, Corpus Barga, El Sol notait que le soldat français payait l'ambition de la France qui voulait faire du Maroc "un tout protégé par elle, moins une zone cédée à l'Espagne, et qui a exigé pour Tanger une internationalisation à la française". Le journal concluait que le Français moyen, dans son optimisme, croyait que tout allait s'arranger au mieux des intérêts de la France.

Commentant cet article d'El Sol, De La Rocca remarquait que " ces incriminations perfides ne sauraient, malgré tout, balancer l'hommage que toute la presse espagnole sans exception a dû rendre au patriotisme éclairé du Parlement français".(50)

Le 6 juin, les journaux espagnols reproduisaient un télégramme de Paris dont une partie avait été censurée. La partie supprimée avait trait à de prochaines conversations diplomatiques auxquelles devait prendre part l'Angleterre, pour étudier la question de la répression de la contrebande qui se faisait par Gibraltar(51). Pendant ces pourparlers franco-hispano-anglais, la presse espagnole fut largement distancée par la presse étrangère, notamment anglaise. Les journalistes espagnols se plaignirent au Général Jordana et demandèrent un allègement de la censure. Jordana leur répondit que "les renseignements publiés par la presse étrangère sont inexacts et peuvent désorienter l'opinion publique".(52)

Dans la Vanguardia de Barcelone, du 23 août, Raymond Poincaré s'exprimait au sujet d'une "paix avec Abdelkrim". L'article fut intitulé: "le ver continue de ronger le fruit". S'appuyant sur une étude qu'avait effectuée le chef de la "section sociologiste" des affaires indigènes de la Résidence, Michaud Bellaire, Raymond Poincaré se félicita de la collaboration franco-espagnole dans le Rif; il fit cette conclusion:

"L'histoire de plusieurs siècles nous enseigne donc que le Rif n'est ni un Etat distinct du Maroc ni même une province autonome, que les Riffains n'ont jamais constitué un peuple conscient de son unité politique mais bien des tribus hétérogènes, indisciplinées, du Sultan. (...) Rétablissons l'ordre et ne signons pas de paix qui puisse permettre au ver de ronger le fruit".(53)

Cette entente de la presse espagnole avec la presse française subsistait de temps en temps quelques passages nuageux. C'est que les éloges adressés au gouvernement français par les journaux espagnols n'étaient pas compensés de la même façon par les journaux français qui avaient tendance à ne réserver à l'Espagne qu'une place négligeable. A tel point que De Montille, chargé d'affaires de France en Espagne, fut obligé d'en informer Briand:

"Il faudrait que de leur côté, nos journaux montrent à l'Espagne tout le

prix que nous attachons à sa collaboration. Ils devraient surtout éviter certaines critiques d'autant plus irritantes qu'elles peuvent être fondées. Enfin, il serait très opportun que, dans ses comptes-rendus de presse, Havas donnât une grande place à toutes les manifestations qui, à titre quelconque, peuvent flatter l'amour propre espagnol".(54)

Dans le Debate, Armando Guerra attaqua, pour la première fois au début de septembre, le journal français Le Matin, en la personne de son correspondant au Maroc, Réginald Khann. Après avoir alerté ses lecteurs qu'il ne prenait pas sa plume sans avoir avalé trois tasses de tilleul et une poignée de bromure, Armando Guerra dénonçait Khann et la France comme responsables de tous les désagréments de l'Espagne au Maroc. Son long article du 17 septembre, en première page, intitulé: "Cuestiones Marroquiés", se terminait par: "il n'est pas juste que les Français qui prennent notre pain pour faire leur soupe nous traitent comme des feuilles de persil". (55)

A.B.C., quant à lui, s'indignait des "fausses nouvelles" concernant le Maroc publiées par la presse anglaise: Daily News et Times. Il écrivait, le 18 septembre, un article qui ne visait pas uniquement les correspondants de presse anglais:

"La façon d'agir du correspondant du Times à Madrid nous oblige à nous demander si la condescendance que, par une longue tradition d'hospitalité, nous avons témoignée jusqu'ici envers les étrangers n'est pas excessive, quand elle s'applique à ceux qui dénigrent le pays où ils résident et mettent tous leurs efforts à faire échouer les plus nobles entreprises nationales".

Dans cet article, A.B.C. traçait clairement les limites à ne pas franchir; c'est-à-dire celles que lui imposait le pouvoir colonial espagnol en matière d'information sur les événements du Maroc. En dehors d'une attitude diplomatique bienveillante, cela n'engageait nullement la presse anglaise ou française qui, pour des raisons de politique coloniale de leurs pays respectifs par exemple, pouvaient ne pas respecter les consignes de la censure espagnole et même verser dans un certain sensationnalisme journalistique toujours apprécié d'une frange non négligeable de l'opinion publique européenne. Enfin, ce qu'A.B.C. appelait "fausses nouvelles" n'était que des nouvelles du front rifain que l'Etat-Major espagnol tenait à ne pas divulguer. D'où cet article qui prenait l'allure d'un démenti officiel.

"Révoltes populaires, actes d'indiscipline et de rébellion de l'armée, défaites espagnoles au Maroc, succès éclatants définitifs d'Abdelkrim sur nos troupes, toutes ces nouvelles mensongères ont été accueillies et propagées par ceux qui vivent journellement avec les Espagnols. (...) Nous espérons que la liberté de juger nos affaires personnelles, avec autant de passion, sera désormais contenue dans les prudentes limites auxquelles nous obligent la sauvegarde des intérêts généraux et le renom de notre pays".(56)

La diplomatie française accentua, après ces quelques frémissements de l'opinion espagnole, la cadence de ses rapports avec les principaux responsables des grands journaux madrilènes. Le directeur politique d'El Liberal et d'El Heraldo; deux journaux paraissant à Madrid, respectivement le matin et

le soir, Amadeo Hurtado paraissait étrangement "plus francophile qu'espagnol"(57). L'ambassade de France en Espagne disposait de "fonds spéciaux" pour développer la propagande coloniale française dans ce pays. Après les combats de l'été 1925, qui avaient causé de grosses pertes du côté espagnol, les journaux de la péninsule commençaient à exposer des thèses assez diverses et contradictoires. Malgré l'avis du général Jordana, le général Primo de Rivera donna l'ordre à la censure de se montrer très souple dans ses agissements; comme pour préparer l'opinion à un éventuel retrait définitif de l'Espagne du Maroc. Constatant ces incertitudes qui caractérisaient les analyses de la presse espagnole à l'approche de l'hiver 1925, le chargé d'affaires de France en Espagne, écrivait au Quai d'Orsay:

"Dans ces conditions, étant donné les relations que l'ambassade a réussi à se créer dans la presse et les moyens que V. Ex. veut bien lui fournir en renouvelant pour trois mois les crédits qui lui étaient ouverts, il nous est possible de développer dans toute une série de journaux les idées que nous aimerions à faire prévaloir. Nous avons maintenant des amis qui ne demandent qu'à être orientés et qui écrivaient assez maladroitement pour ne pas éveiller des susceptibilités. Si les idées sont flottantes en Espagne, les événements du Maroc où rien n'est encore achevé, nous rendent peut-être également difficile le choix ferme d'une ligne politique".(58)

Au début de 1926, l'optimisme regagna les colonnes de l'ensemble de la presse espagnole, le maintien du plan militaire franco-espagnol dans le Rif était en fait, à l'origine de cet optimisme. Les feuilles espagnoles se hâtèrent alors d'annoncer que la victoire de l'armée coloniale n'était pas loin. Le 29 mars, la Correspondencia Militar, sous le titre: "La France et l'Espagne au Maroc- Avant le triomphe définitif", commentait les déclarations faites, peu de temps avant, par Painlevé au sujet de l'action française au Maroc, devant la commission des finances de la Chambre. Painlevé avait affirmé que la France et l'Espagne agissaient en parfait accord au Maroc et que c'était aux Rifains de faire des propositions de paix. Ces déclarations qui venaient juste deux semaines avant les "pourparlers" d'Oujda devaient démontrer qu'il ne pouvait y avoir de paix que celle que la France et l'Espagne voulaient imposer par les armes.

A moins d'une semaine de la "rencontre" d'Oujda, le gouvernement espagnol exprima sa pleine satisfaction de la conduite dont avait fait preuve la presse dans son ensemble à l'égard des événements du Maroc. Le 10 avril, les journaux madrilènes publièrent sans commentaires une note officielle que la présidence du Conseil leur avait remise le 9.

"Le gouvernement, disait le communiqué de la présidence du Conseil, renouvelle à la presse l'expression de sa reconnaissance pour la forme discrète et patriotique sous laquelle a été traitée par elle la question marocaine, et qui a contribué au renforcement de son autorité et à la bonne situation de l'opinion". (59)

La presse espagnole fut alors invitée à continuer sur la même voie, "à l'heure où le problème entre dans une phase importante". Le pouvoir colonial rappela cette voie: "La réserve semble l'attitude la plus convenable".

Mais il fallait mieux expliciter la "réserve" en question :

"Les négociations ou les opérations éventuelles n'auraient en effet rien à gagner à la divulgation des dates, lieux, noms, portée, procédure suivie ou jugements qui ne peuvent servir qu'à satisfaire la curiosité ou à engendrer des commentaires que le public sérieux sacrifiera avec plaisir à l'amélioration des résultats à obtenir, seule chose qui importe".

Le communiqué était un résumé parfait de toute la politique coloniale espagnole en matière d'information suivie au Maroc. Il dégageait le fond même de cette politique et en traçait les limites à ne pas franchir par les médias espagnols. Ce qui ne devait poser aucun problème : la presse était docile et profondément acquise aux thèses colonialistes. Le communiqué ajoutait :

"Le gouvernement croit en toute justice mériter la confiance publique en cette affaire du Maroc, dont il n'a jamais laissé de se préoccuper et qu'il considère comme engagée actuellement dans des conditions plus favorables qu'elle ne le fut jamais. Son seul but est de recueillir le fruit de ses efforts militaires et du sacrifice des citoyens pour l'offrir au pays comme un nouveau service rendu".

Les journaux respectèrent unanimement les consignes gouvernementales et attendèrent avec impatience l'annonce de la défaite d'Abdelkrim.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE ESPAGNOLE AU SUJET DE LA DEFFAITE D'ABDELKRIM

La reddition d'Abdelkrim à l'armée coloniale française devait être pour l'opinion publique espagnole une terrible déception qui pouvait même être analysée comme l'échec pur et simple de toute l'expédition espagnole dans le Rif. Le triomphalisme attendu n'avait pas eu lieu dans une Espagne qui avait tant souffert de la guerre contre les Rifains. Mais les hautes autorités militaires et politiques espagnoles savaient parfaitement que sans l'action française, la déroute espagnole eût été totale. Ce malaise et ce goût amer de l'échec étaient surtout ceux de l'homme de la rue qui n'a jamais été informé de la réalité exacte sur le terrain aussi bien militaire que diplomatique. Une semaine après la reddition d'Abdelkrim, Emile Grissot, gérant du Consulat de France à Malaga, décrivait l'atmosphère qui régnait dans sa circonscription :

"La reddition d'Abd el Krim aux troupes françaises, a produit dans la région de Malaga, une déplorable impression : alors que les Espagnols n'auraient dû y voir que la disparition définitive d'un homme qui, depuis la désastre d'Anual, il y a cinq ans, leur fait tant de mal, ils y ont découvert une blessure de plus à leur amour-propre éminemment châtouilleux. Aussi, aucune réjouissance n'a marqué ce grand événement et il faut bien constater que les autorités n'ont rien fait pour inviter aux manifestations." (60)

Le diplomate français préconisait "pour remonter ce courant" une collaboration plus intime de la presse des deux pays, en engageant les journaux français et espagnols à faire d'un succès de l'une des armées, une victoire pour l'autre ; et de présenter à l'opinion "la pacification des tribus" comme un "honneur pour chacune des deux Nations protectrices".

Le journal officieux espagnol La Nacion, du 6 juin, voulant dissimuler cette déception générale, se demandait quelles étaient les causes de la victoire espagnole au Maroc. Il en trouva quatre principales ;

1) - La débarquement d'Alhucémas, jugé difficile par les Etats-Majors aussi bien étrangers qu'espagnols, porta le premier coup sérieux à l'édifice construit par Abdelkrim. Il avait réussi "grâce à la décision, à la volonté et à l'énergie de l'illustre Marquis d'Estella";

2) - La ténacité espagnole montra que les négociations d'Oujda n'avaient été proposées par Abd el Krim que dans le but de gagner du temps et de refaire ses forces. L'Espagne "dans sa perspicacité et sa sagesse" avait su déjouer cette manoeuvre ; elle empêcha la France d'y succomber ;

3) - La prévoyance de l'autorité militaire qui n'hésita pas à réunir de tels moyens tant en hommes qu'en matériels. Rien ne pouvait alors, arrêter l'avance espagnole qui, d'un premier bond, arriva jusqu'aux confins des Gomara ;

4) - Le commandement des opérations qui, rompant avec les anciens errements qui se caractérisaient par un temps d'arrêt après chaque poussée en avant, conduisit l'armée sans interrompre son élan et sans permettre à l'ennemi de se ressaisir jusqu'au coeur du "pays rebelle".

Par cette analyse très imparfaite, La Nacion essayait surtout de remonter le moral des troupes coloniales espagnoles, ayant subi d'énormes pertes et fortement déprimées. L'article de La Nacion ne faisait qu'une superficielle allusion aux troupes françaises "qui n'auraient pas trouvé aussi facile le chemin- d'ailleurs parcouru bravement par les armées de France- si nous n'étions pas allés battre le rebelle jusque dans son propre repaire". De Peretti analysait ainsi la position de ce journal espagnol :

"Nous ne devons pas nous étonner de cette façon d'écrire l'histoire. La Nacion ne prétend pas faire oeuvre d'histoire. Journal officieux, organe de l'Union patriotique, elle expose simplement les thèses qui servent la politique du gouvernement et sont de nature à entretenir le zèle du parti sur lequel il s'appuie".(61)

Les anciens accords franco-espagnols au sujet du Rif avaient donc atteint l'objectif recherché. Commencèrent alors des pourparlers à Paris où la nouvelle situation dans le Rif devait être étudiée à la lumière des derniers événements. Le gouvernement anglais déclara que les questions qui se posaient au sujet du Maroc intéressaient exclusivement la France et l'Espagne. Ce qui amena les journaux espagnols à orienter leurs commentaires dans un cadre strictement bilatéral, franco-espagnol. A.B.C., du 26 juin, écrivait en substance :

"L'unité de juridiction sur les tribus coupées par la frontière, le régime semblable de concessions et d'obligations pour les tribus dans l'une et l'autre

zone, la coordination et l'action militaire et politique dans tout le Protectorat, le sort d'Abd el Krim et des chefs de la rébellion, sont des questions qui n'intéressent aucune puissance... ni la Méditerranée".

A propos des conversations du 13 juin, à Paris, La Nacion qui s'efforçait de mettre en relief le rôle joué par le général Primo de Rivera, assurait que "contrairement aux suggestions de certaine presse étrangère, elles (les conversations) toucheront seulement à des points qui, en vertu de l'Acte d'Algésiras, sont de la seule compétence de la France et de l'Espagne sans ingérence d'éléments étrangers" (62).

Le journal Informaciones ne s'écartait pas de cette ligne qui était celle du gouvernement espagnol, sans doute après le feu vert de l'Angleterre.

Cependant, dans cette dernière feuille, Albeniz n'hésita pas à écrire que "les Français suscitent des problèmes qui dépassent les possibilités de l'accord à deux et nécessitent l'intervention de tiers".

Albeniz, qui reflétait le plus fidèlement la pensée du général Jordana, envoyait de Paris à Madrid deux sortes de correspondances : des lettres par la poste au journal Diario Universal ; et des télégrammes, payés sur le fonds du gouvernement, au journal Informaciones.

C'est le sort d'Abdelkrim qui paraissait faire problème au cours des pourparlers de Paris. Pour Albeniz, le "nerf des conversations" était celui "d'assurer la pacification dans toute l'ancienne zone insoumise et notamment près des limites des deux zones". N'oublions pas, en effet, qu'après Abdelkrim, la résistance rifaine n'avait pas complètement désarmé. Le journaliste espagnol notait un certain revirement qui se produisit chez les techniciens du Maroc français au sujet de l'attitude de l'Espagne face aux nouvelles données du problème marocain : les Français croyaient que l'Espagne était disposée à se désintéresser de sa zone ; l'Italie paraissait avoir la même idée puisqu'elle était pête à demander des compensations en échange d'un agrandissement éventuel de la zone française. Poussée par l'Angleterre, l'Espagne était cependant résolue à occuper toute sa zone.

La question d'Abdelkrim commençait à perdre de son acuité ; mais l'opinion et la presse étaient restées dans un état d'insatisfaction. Elles étaient donc préoccupées surtout par la recherche d'autres compensations. Semprun, gouverneur civil espagnol, confia à l'ambassadeur français à Madrid :

"Vous savez que je suis maintenant chargé de la censure. Vous ne pouvez pas vous imaginer tout ce que je suis obligé de refuser à propos d'Abd el Krim. Je suis heureux que son sort soit réglé d'une manière si raisonnable". (63)

Quelques semaines après ces pourparlers de Paris, Abdelkrim devait être déporté à l'île de la Réunion dans l'océan Indien. Les journaux les plus "francophiles" qui avaient toujours véhiculé sans réserve le point de vue français concernant la situation coloniale au Nord du Maroc, éprouvèrent beaucoup de difficultés à continuer la même campagne en faveur de la politique française. Hurtado, directeur politique du Liberal et du Heraldo, se déclarait incapable de continuer efficacement d'offrir ses journaux pour soutenir la politique coloniale française au Maroc, tant que "L'ire populaire

contre Abdelkrim", dont une partie avait rejailli sur la France, n'était pas encore apaisée (63). Abdelkrim, entre les mains des Français, n'était pas un simple prisonnier de guerre, mais bien une véritable arme pour l'avenir colonial français en Afrique du Nord ; du moins regardé comme telle par les autorités françaises (64).

Il n'était donc pas question, pour la France de satisfaire l'opinion publique espagnole en lui livrant un ennemi considéré, à tort ou à raison, comme héréditaire.

Le 25 juin, Corpus Barga, correspondant d'EL Sol, télégraphiait de Paris :

"Les délégués de Paris ont décidé de ne pas insister sur la fixation des frontières non délimitées géographiquement. On s'en tiendra à la délimitation politique du Traité de 1912".

Il ajouta que l'unique point restant à résoudre était la fixation du régime administratif des tribus appartenant aux deux zones et qu'ainsi les conversations pouvaient prendre fin dès le début juillet. (65)

Dans le Sunday Times, du 27 juin, une interview du général Primo de Rivera qui déclarait :

"Nous désirons que Tanger fasse partie de la zone espagnole. Si nous ne pouvons avoir la souveraineté comme sur Ceuta et Melilla, nous désirons au moins que Tanger soit inclus dans notre Protectorat comme le reste de notre zone".

Le général Primo de Rivera attribuait à l'établissement de son régime de gouvernement et à la suppression du parlementarisme la rapidité des succès espagnols au Maroc, à propos desquels il ne mentionna pas la collaboration française. Ces propos du général furent recueillis, pour le public anglais, par le Dr. Andrez Revesz, éditeur du journal madrilène A.B.C. (66)

Les pourparlers de Paris prirent fin la première semaine de juillet. Le 10 de ce mois, A.B.C. concluait un article qu'il consacra à cette question :

"La Convention de Paris consolide la collaboration de la France et de l'Espagne au Maroc qui a donné de si excellents résultats politiques et militaires depuis le mois de juillet 1925".

Le Noticiero del Lunes, du 12 juillet, dans un article intitulé "La conférence de Paris s'est terminée d'une façon satisfaisante pour la France et l'Espagne", donna des précisions sur le résultat final de ces négociations : la nouvelle convention franco-espagnole restait dans les lignes générales de l'accord de Madrid, signé l'année précédente par les deux puissances coloniales. Le régime des frontières maritimes et terrestres était établi. - Les forces françaises pouvaient entrer dans la zone espagnole jusqu'à la complète "pacification" du nord du Maroc. - L'armée française devait évacuer les points occupés à mesure que les forces espagnoles se sentaient capables d'en assurer l'occupation effective. - La poursuite de la contrebande et la recherche des "indésirables", dans l'une ou l'autre zone, devaient faire l'objet d'une entente séparée entre les deux gouvernements. - La frontière devait être déterminée sur place, suivant les grandes lignes de la convention franco-espagnole de 1912. - Le sort d'Abdelkrim était réglé d'un commun accord en-

tre les deux Etats colonialistes.

Tout rentrait alors dans l'ordre souhaité par le système impérialiste au Maroc. La déception de l'opinion publique espagnole de ne pas voir Abdelkrim livré à l'appareil tortionnaire commandé par le dictateur Primo de Rivera, et au lynchage des foules péninsulaires devait s'affaiblir à mesure que la propagande coloniale venait rapporter des nouvelles de victoires illusoires, en zone nord du Maroc. Les opérations de la "pacification" à l'espagnole reprenaient leur cours normal en s'appuyant sur l'expérience française qui s'avérait d'une grande efficacité dans ce domaine... Mais déjà la guerre du Rif avait produit de nombreux échos à travers le monde. L'opinion internationale, et principalement européenne, commençait enfin à entendre parler d'un Maroc pris entre les griffes du colonialisme au nom de la "civilisation"...

LES REACTIONS DE L'OPINION A TRAVERS LE MONDE

Dans les différents pays du monde, comme en France, on n'avait commencé à entendre parler du Rif qu'à partir de 1925. Il est intéressant de noter qu'à la double offensive militaire franco-espagnole dans le nord du Maroc, correspondait, presque au même moment, et avec quelques nuances, une double offensive diplomatique que les deux puissances engageaient essentiellement pour étouffer toutes les voix qui, à travers le monde, contredisaient les schémas classiques de la propagande coloniale.

A chaque fois qu'un diplomate français accusait une telle ou telle agence de presse, ou un tel ou tel journal d'être "germanophile", on pouvait être certain que les organes incriminés avaient une audience importante et menaçaient directement les fondements mêmes de la propagande coloniale au sujet des événements du Maroc.

LES ECHOS DE LA PRESSE SCANDINAIVE ET SUISSE

Aussi bien en Norvège, en Suède qu'au Danemark, l'opinion publique suivait assez régulièrement, avec plus au moins de passion, les différentes phases de la guerre du Rif. Mais c'est surtout en Suisse que l'opinion semblait suivre assidûment l'évolution de la situation au Maroc.

Dans ces quatre pays européens, d'importance moyenne, certaines analyses frappaient par la rigueur et l'objectivité de leurs auteurs.

LA PRESSE NORVEGIENNE

Trois articles parurent dans l'Aftenposten, l'Arbeiderbladet et Dagbladet. Ils reproduisirent grosso modo l'état d'esprit dans lequel était suivie la guerre du Rif en Norvège selon les opinions libérale, socialiste ou radicale qui, toutes, paraissaient favorables au colonialisme français.

Aftenposten (droite libérale), commentait ainsi la fin de la guerre du Rif:

"La façon dont furent conduites les négociations d'Oujda laissait deviner que la France ne désirait pas la paix à ce moment là: elle voulait attendre qu'Abdelkrim succombe. Tout vient de s'accomplir selon le programme conçu: après une campagne rapidement menée, et trois semaines à peine après la rupture de la conférence d'Oujda, Abdelkrim s'est rendu. (...) Maintenant la conquête du Riff va devenir relativement facile. En fait la campagne du Maroc est en ce moment à peu près terminée..."(67)

Dans un esprit hautement perfide, Arbeiderbladet (feuille socialiste) analysait les événements du Rif selon les règles de la pire tradition de la propagande coloniale française:

"Elle est donc terminée, l'aventure de l'homme tenant tête à deux puissances européennes, dont la plus grande puissance militaire de ce monde (La France), et les obligeaient à faire une guerre onéreuse et dangereuse pour leur prestige (...) Ce serait, certes très beau que de profiter de cette occasion pour s'attendrir sur le triste sort d'un noble défenseur de la liberté, combattant pour l'indépendance de sa race et de sa religion. Car une silhouette de ce genre est assez sympathique au commun des mortels, ne serait-ce qu'à cause de sa ressemblance avec les personnages des contes des mille et une nuits".(67)

Arbeiderbladet se prétendait informé en voulant exposer à ses lecteurs la "vérité toute crue": ce journal laissait entendre que les combats dans le Rif n'avaient opposé qu'Abdelkrim à Raïssouli et que la France n'était intervenue que pour ramener la "paix" entre tribus hostiles:

"Le faible brigand a été vaincu par le plus fort brigand. La pacification du Rif constituera un réel avantage et un grand service rendu aux tribus des plaines, qui craignaient tout le temps les incursions des guerriers de la montagne. Ces guerriers y verront sans doute une réduction de leurs revenus et de leurs plaisirs, mais, pour le reste, la France leur laissera sans doute leur régime patriarcal et leur culte. L'affaire tournera ainsi (...) à l'avantage de tout le monde".(67)

Le journal radical Dagbladet était nettement favorable à l'administration civile du Protectorat, sous le résident Steeg. Il présenta à ses lecteurs, dans une forme partiellement correcte, le contexte général de cette guerre:

"C'est sans enthousiasme que la France a fait la guerre au Maroc, qui était nettement impopulaire. Cependant, les hommes politiques responsables voyaient dans l'offensive riffaine une menace contre les protectorats, les colonies et les mandats français. La révolte en Syrie est venue confirmer cette crainte. Le prestige de la France sur les rives de la Méditerranée ne pouvait admettre la victoire de quelques tribus marocaines".(67)

Ce journal se préoccupait surtout des répercussions économiques de cette guerre et du développement des affaires dans le Protectorat:

"... il y a, en effet, d'autres affectations pour le franc que cette campagne africaine, et le peuple français a déjà assez de morts à pleurer. Mais la déception est grande dans les milieux des agents étrangers qui espéraient que l'action de la France serait paralysée par des questions financières ou politiques (...) Il faut espérer que le Résident civil pourra dorénavant se consacrer entièrement à des buts pacifiques. Le développement matériel du Maroc, la pacification de l'intérieur et l'organisation du pays donnent depuis quelques années des résultats remarquables(...)".

Mais Dagbladet n'oublia pas de mentionner, très indirectement, les combats que livrèrent les Riffains pour l'indépendance du Maroc; il se souciait de savoir "si les vainqueurs donneront aux Riffains une paix honorable".

Karl Johanessen, avocat et ancien fonctionnaire au Congo Belge, rédacteur au Dagbladet, puis à l'Arbeiderbladet, consacra un long article, dans cette dernière feuille, aux événements du Maroc. Ce journaliste, s'adressant

à l'opinion socialiste norvégienne, voulait dénoncer les "élucubrations" des organes communistes ayant trait à l'actualité dans le Rif. Il s'attaqua aux communistes européens et même au journal norvégien Aftenposten qui n'était pas cependant aussi virulent que l'organe du P.C.F., L'Humanité.

"(...) les gens d'une certaine espèce croient pouvoir se servir de tous les moyens dans leur propagande, écrit Karl Johanessen; ils excellent à injurier leurs adversaires et ils professent comme journalistes un mépris souverain de l'intelligence de leurs lecteurs, auxquels ils n'attribuent le moindre don de critique ou de discernement. Ceci est vrai partout: à Rome aussi bien qu'à Madrid, à Paris ou à Oslo. Ceci est vrai encore tant pour l'"Aftenposten" que pour les journaux soi-disant ouvriers (...) Les travailleurs désireux de suivre les événements ne veulent pas qu'on trie et arrange les choses à leur intention. Ils ont assez de bon sens pour se faire une opinion personnelle (...)"(67)

L'ancien fonctionnaire au Congo Belge, se présentait alors comme un ethnologue spécialisé dans l'étude de la société riffaine. Après avoir affirmé qu'"il n'y a jamais eu d'Etat riffain, ni de peuple riffain", ce qui lui permettait de dire que les "tribus du Nord du Maroc sont nombreuses, et elles sont parfois ennemies", Johanessen dressait ce tableau de la résistance riffaine:

"Leurs chefs possèdent un vernis de civilisation arabe. Ils ont des qualités sympathiques, que l'on rencontre chez des peuples primitifs, telles que l'hospitalité et la fidélité envers la famille et la race. Mais ce sont aussi des hommes rusés en lesquels on ne peut avoir confiance et qui professent, en outre, le dédain le plus absolu du droit d'autrui. En dehors du village tout est étranger. Et tout ce qui est étranger est ennemi. La morale locale ne s'oppose pas à ce que l'homme gagne sa vie comme pillard ou brigand. Si les Riffains ont vraiment fait la guerre pour quelque chose, c'est plus pour leur droit au pillage que pour leur droit à la liberté".(67)

Patriotisme, liberté, voilà des mots dont Karl Johanessen disait qu'ils n'avaient jamais eu de sens tout au long de l'histoire du Maroc. Il reprenait à son compte les vieux thèmes de la propagande coloniale classique :

"Toutes les stupidités débitées au sujet de leur patriotisme et de leur je ne sais quoi provoqueraient sans doute une explosion d'hilarité sous les tentes de l'Atlas. Les chefs secondés par l'aristocratie, ont exercé pendant des siècles le régime le plus tyrannique qui soit, et ils ont exigé de leurs sujets des prestations en nature ou en argent auquel aucun Etat européen n'aurait jamais osé songer. Parler de liberté en cette circonstance c'est soit une stupidité, soit un mensonge manifeste".(67)

Mais "toute la vérité de cette affaire", Karl Johanessen la ramenait à un portrait qu'il accordait à la personnalité d'Abdelkrim, pour mieux attaquer les thèses communistes favorables au soulèvement du Rif.

"Abdelkrim a le sang le plus bleu qui soit ; il est absolument étranger aux sentiments prolétariens ; c'est un chef qui a une foule de femmes et autres prébendes ainsi que des millions à la Bank of England, un monsieur instruit ayant fréquenté des établissements d'instruction européens, un ambitieux 'hors mesure', dont la personnalité mussolinienne et les méthodes

terroristes ont forcé les tribus riffaines à s'unir et les ont menées à la guerre et à la misère".(67)

Très influencé par l'idéologie colonialiste belge, cet avocat norvégien pouvait naturellement- au moins une fois- refléter ce qu'il avait appris quand il était au service de l'administration du Congo Belge. Il sacrifia la vérité à un sentiment anti-communiste aveugle en se faisant ainsi, devant l'opinion norvégienne, le défenseur d'un impérialisme dont il avait goûté le fruit...

LA PROPAGANDE DU PRINCE AAGE DU DANEMARK EN FAVEUR DE LA FRANCE

Les enrôlements pour la légion étrangère commencèrent au Danemark dès le mois de mai 1920. Depuis lors, leur nombre n'avait pas cessé d'augmenter. Parmi les recrues se trouvait le prince Aage qui déploya un zèle considérable en faveur de l'action coloniale française au Maroc. Le public danois suivait donc les péripéties de la guerre du Rif à travers les "exploits" du prince Aage. Au début de la guerre, tous les journaux danois et notamment le Politiken, présentèrent sous un jour assez sombre les événements militaires du Maroc. C'est que les pertes dans les rangs de la légion étrangère s'annonçaient déjà lourdes; mais personne au Danemark pas plus qu'ailleurs, ne pouvait avancer des chiffres. Une "consolation" cependant : le prince Aage était toujours vivant.

Un télégramme envoyé de Rabat, le 1er juillet 1925, à l'agence danoise Ritzau, apportait une nouvelle selon laquelle le prince Aage du Danemark, capitaine à la légion étrangère, avait été cité à l'ordre du jour de l'armée française pour "le brillant courage qu'il a montré sur le front du Rif où il s'est présenté volontairement pour l'exécution de toutes les missions dangereuses".(68)

Commentant ce télégramme, dont une partie de la presse danoise s'était emparée pour en faire une sorte de victoire pour le Danemark, le journal Social Demokraten, du 2 juillet 1925, écrivait :

"Le télégramme ne dit rien des jeunes danois qui ont été tués pendant ces rencontres sanglantes sur le front du Rif. Il ne parle pas davantage des blessés, des malades, des détenus en prison. Cinq cents légionnaires danois ont souffert pendant cinq ans d'horreurs de la vie de campagne au Maroc, sans que l'agence Ritzau leur ait consacré une pensée. Mais chaque fois que le prince Aage a remporté une victoire, les agences télégraphiques l'ont annoncé et les journaux conservateurs y ont consacré des colonnes".

C'est par l'intermédiaire du prince Aage que le cinéaste Charles Belden, du "Famous Players Corporation" pouvait se rendre en zone des opérations pour tourner quelques séquences de la guerre au Maroc, autre moyen de propagande en faveur du colonialisme français.(69)

A la fin des opérations militaires de l'été 1925, le prince Aage fut chargé par les autorités françaises d'entreprendre une tournée de conférences

aux Etats-Unis pour mieux convaincre l'opinion américaine du "bien-fondé" de la "pacification" française au Maroc.(70)

Le prince Aage avait aussi une activité journalistique assez intense. Les récits de ses souvenirs de campagne à la légion au Maroc furent relativement abondants et ne manquaient pas de "pittoresque". Dans cette série, il publia, le 3 janvier 1926, un long article dans le journal danois Berlinske Tidende.

Après sa mission de propagande auprès du public américain, le prince Aage rappelait qu'il s'était rendu aux Etats-Unis "mû par le désir de rétablir la vérité dans l'opinion de ce pays en ce qui concerne le Maroc".(71)

Le pouvoir colonial français avait su attirer vers lui la sympathie d'une large opinion danoise en manipulant un prince Aage sans gloire.

LA REPOSE DE L'ECRIVAIN SUEDOIS SVEN HEDIN AU MINISTRE DE LA GUERRE FRANCAIS PAUL PAINLEVE

A la fin de 1925, l'écrivain suédois Sven Hedin publia dans le journal Svenska Dagbladet un article de fond où il attaquait énergiquement l'action militaire française au Maroc. Auparavant, Sven Hedin faisait publier dans le journal suisse Tages Anzeiger, de Zurich, un article dans le même esprit. Les écrits de l'écrivain suédois ne pouvaient donc plus passer inaperçus. L'article de Sven Hedin sur les responsabilités de la guerre au Maroc, publié en réponse à Painlevé, et analysé dans le Bulletin périodique de la presse scandinave (Bulletin du ministère des affaires étrangères français à circulation interne, n°164), parut également dans la Neue Freie Presse, du 13 janvier 1926. C'est dire l'importance de l'activité journalistique de Sven Hedin.

La feuille suédoise Vecko-Journale, dans son numéro du 25 décembre 1925, publia une interview de Painlevé essayant de réfuter l'analyse de Sven Hedin:

"Je suis très heureux, dit Painlevé, de réfuter M. Sven Hedin dans ses tentatives de glorifier Abd-El-Krim. M. Sven Hedin ignore-t-il que c'est la France qui a été attaquée, que c'est la France qui a été obligée de se défendre? La France n'est pas à ce point sanguinaire pour ce lancer dans une nouvelle guerre! La cause de la campagne marocaine est une attaque qu'un peuple n'aurait laissée sans riposte. Notre devoir est de protéger les tribus à qui nous devons notre protection. (...) Quant à l'accusation que les troupes françaises employèrent des gaz asphyxiants, rien n'est plus faux".(72)

Sven Hedin répondit à cette interview de Painlevé, dans un long article du journal Svenska Dagbladet, du 28 décembre 1925, avec une nette intention d'informer l'opinion suédoise de la situation dans laquelle se trouvait le Maroc depuis l'occupation:

"(...) La France s'est sentie menacée et même directement inquiétée sur la frontière occidentale de l'Algérie. C'est pourquoi elle a entrepris des expéditions contre le Maroc, un Etat encore souverain. Puis, un beau jour, La France s'aperçut que sa sécurité était également menacée à l'extrême Ouest. Elle se décida en conséquence à bombarder et occuper Casablanca. Peu de temps après, on a constaté que cette occupation ne constituait pas une garantie de sécurité suffisante, et l'on s'empara de la province de Chaouia. On prétendit que le Maroc poursuivait une politique agressive contre les entreprises françaises".(72)

Et alors, "pour se défendre", ironisa Hedin, la France pénétra en plein Maroc et occupa la ville de Fès. Les troupes coloniales françaises opérèrent alors leur jonction sur la ligne Fès-Taza-Kasba-Mzoun. L'avance française s'effectua de l'Atlantique à l'Est, de l'Algérie à l'Ouest. Voilà comment les "Marocains finirent par voir leur liberté foulée aux pieds". Bien informé de la réalité marocaine, Sven Hedin faisait cette remarque pour dénigrer toute propagande colonialiste:

" (...) Pour tous ceux qui, depuis vingt ans, ont suivi attentivement l'expansion française au Maroc, ou, pour employer l'expression du Maréchal Lyautey, qui ont vu la "tache d'huile française" s'étendre dans le pays, il n'est guère besoin de chercher qui se trouve en posture d'attaque et qui combat pour la liberté de son pays".(72)

En dehors de ses observations personnelles, Sven Hedin puisait de nombreux éléments d'information dans la documentation diplomatique allemande, notamment dans un volume intitulé: "Die Grosse Politik der europäischen Kabinet 1871-1914, Sammlung der diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes". L'affirmation de Painlevé, à savoir que la France n'avait occupé le Maroc que parce qu'elle avait été attaquée, rentrait, selon Hedin, dans la catégorie des "vérités diplomatiques".

L'idée selon laquelle S. Hedin soulignait que la domination de la côte septentrionale de l'Afrique par la France aurait impliqué logiquement une guerre franco-britannique, fut dénoncée par les Français comme étant une pure propagande allemande.

Quant aux gaz asphyxiants utilisés contre les Rifains, Hedin reproduisit l'opinion du professeur français Louis Faure, de l'Académie de médecine, qui conseilla leur utilisation au Maroc:

"L'emploi des gaz pendant la guerre est moins cruel, moins meurtrier, que l'emploi des grenades, tout en étant beaucoup plus efficace. Utilisons donc le gaz en masse contre les Kabyles du Rif".(72)

Painlevé savait que le Maroc était un obstacle sur le chemin de la "grande France" qui cherchait à constituer un bloc de 100 millions d'habitants et à pouvoir ainsi mobiliser des masses innombrables de troupes de couleur. L'écrivain suédois dénonçait la naïveté de l'opinion publique française qui croyait en ce "pacifisme" agité à cor et à cris par la propagande colonialiste. Painlevé savait très bien que ce n'étaient là "que des phrases creuses que l'on prononce pour la galerie, et que 90% de celles-ci se composent de ce qu'on appelle l'opinion publique- le monstre à 1000 têtes

dont l'ignorance est phénoménale et dont la bêtise ne connaît pas de limite".

Pour Sven Hedin, la politique française au Maroc était, en tous points, conforme à celle suivie par la Russie tsariste en Asie Centrale, avec cette seule différence que les tribus de l'Afrique du Nord étaient plus puissantes et plus fières que celles d'Asie Centrale.

"Ce n'est pas, conclut S. Hedin, des raisons d'ordre académique qui m'ont forcé de répondre à M. Painlevé, mais une question d'une énorme importance. De la Chine au Maroc, la moitié du genre humain s'insurge contre l'impérialisme européen. La guerre mondiale a appris aux peuples à mesurer leurs propres forces et la faiblesse de l'Europe. La guerre au Maroc se nourrit de l'immense incendie qui s'alimenta aux points naphthiphères de Mossoul... L'Islam se rassemble sous l'étendard vert du Prophète".(72)

Ces conclusions prémonitoires devaient attester que S. Hedin était non seulement bien informé mais qu'il avait su joindre à la rigueur de ses analyses les marques d'un esprit épris de paix et de justice. Le ministre de France à Stockholm ne retenait de ces analyses que la manifestation d'un "germanophile ardent et peu considéré". Dans ce cas, Hedin était déclaré "indigne de recevoir les correspondances ou de recueillir les avis des hommes d'Etat de la République"(72). Peu importe, l'Histoire allait trancher...

L'ATTITUDE DES JOURNAUX SUISSES

Les journaux suisses étaient partagés entre deux tendances: celle qui faisait l'éloge de la politique marocaine de la France, représentée principalement par les journaux romands et la feuille zurichoise Neue Zürcher Zeitung; et celle présentant la France comme puissance provocatrice; c'est le cas du Tages Anzeiger qui entretenait ses lecteurs d'Abdelkrim, "homme cultivé, lettré, jadis étudiant et journaliste, traité en espion sous la pression de la calomnie de la France qui par la faute de ses actions expansionnistes s'en est fait un ennemi" (73).

La Zürcher Post considérait les opérations du maréchal Lyautey comme le fruit de "cent ans d'impérialisme irrésistible de la France en Afrique, depuis le prétexte du coup d'éventail du Dey d'Alger au Consul Deval en 1827"(73)

Cette deuxième tendance devait également être celle des organes communistes. Le Volksrecht écrivait que "cette nouvelle guerre du capital contre l'indigène a été préparée par les maréchaux Lyautey et Franchet d'Esperey pour compléter l'hégémonie de la France sur son réservoir africain de guerriers. D'où un conflit certain entre elle et les deux dictateurs intéressés à cette mainmise sur l'Afrique, Baldwin et Mussolini"(73). Le Kämpfer titrait: "Les Kabyles du Rif, héros de la guerre pour la liberté"(73).

Le journal Basler Vorwärts, du 16 juin 1925, reproduisait la photographie de l'adjudant Marcheval qui s'était fait photographier avec les têtes coupées de deux Marocains à Erfoud. La légende qui accompagnait cette

photo disait: "la civilisation française au Maroc. - Atrocité d'un adjudant français".(74)

Le 17 juin, eut lieu, à Bâle, une réunion communiste pour protester contre le fascisme, la guerre du Maroc et l'impérialisme(75). Lors de cette réunion, le député communiste français Hueber, de Strasbourg, prit la parole et prononça un violent discours contre la politique marocaine du gouvernement français, reproduit par le Basler Vorwärts, organe du P.C. suisse, le 18 juin 1925:

"La guerre n'est pas populaire en France, les impôts y sont écrasants, toutes les paroles de paix sont évanouies. Les mères demandent en pleurant ce que l'on fait de leurs fils dont elles ne reçoivent plus aucune nouvelle des déserts africains. La classe des travailleurs français fera son possible pour étouffer la guerre et pour la saboter. Aujourd'hui personne ne parle plus de l'amélioration de la situation financière du grand Etat militaire au moyen d'un impôt sur le capital, jusqu'à présent les socialistes ont emboîté le pas à la bourgeoisie et maintenant, devant l'opinion des masses, ils se demandent: Que faire? Ils sont et restent des traîtres devant tout le monde".

Hueber s'élevait, devant les communistes suisses, contre la campagne de la droite française qui accusait Moscou d'être responsable des mouvements populaires dans les colonies. Il faisait remarquer que semblables mouvements existaient de toute façon bien avant la Révolution russe de 1917. Il ajouta:

"Maintenant déjà on habitue l'humanité aux bestialités de la nouvelle guerre en annonçant comme une chose toute naturelle des bombardements de villages; on assassine la population civile: ' Ce ne sont que des sauvages, que des noirs' nous dit-on; nous, nous sommes solidaires de ceux-ci car il s'agit de toute l'humanité".

Dans une interpellation au grand conseil bâlois qui suivit ce meeting, le député communiste Wieser compara Abdelkrim à Guillaume Tell. Les journaux romands, dont la Tribune de Lausanne, continuèrent à apporter leur soutien à la France. Les journaux alémaniques non communistes éprouvèrent également une certaine satisfaction pour le colonialisme français. Dans le Neue Züricher Nachrichten, du 26 juin 1925, le docteur Baumberger, personnalité catholique d'une certaine notoriété en Suisse, marquait son hostilité à toute action qui aurait pour conséquence d'amener la capitulation française en Afrique du Nord et le triomphe du bolchevisme. Les services de renseignements français relevèrent dans la presse communiste allemande et suisse le nom de Kemal Fauladi qui aurait adressé de Moscou de nombreuses communications à la presse.(76)

Vers le début août 1925, la Züricher post, journal qui s'était toujours distingué par sa franchise, déclarait que le gouvernement français joua un double jeu en préparant une grande campagne contre les Rifains tout en leur présentant une offre de paix qui n'était que du "chloroforme" (77). La grande presse alémanique, tel que le Basler Nachrichten, ou encore, le Neue Züricher Nachrichten, souhaitait que la France poursuivît les opérations militaires jusqu'à ce que Abdelkrim fût hors d'état de recommencer la guerre.

Dans le Journal de Genève, William Martin, rédacteur diplomatique, déclarait qu'Abdelkrim n'était ni un brigand, ni un chef de bande, mais un homme qui luttait pour la liberté, contre un envahisseur étranger. Dans cet article intitulé "Le Maroc et la France", paru le 31 juillet 1925, William Martin décrivait une opinion française inquiète et démoralisée à cause de ce qui se passait au Maroc; mais il ne voyait aucune issue à la résistance rifaine:

" Personne en France, ne se dissimule la gravité pour la France de l'affaire marocaine. Et nous ne croyons pas qu'il y ait beaucoup de gens, en Europe, qui puissent se dissimuler la gravité de cette affaire pour l'Europe. Gravité non pas militaire. Quelles que soient les ressources que l'on suppose à Abdelkrim, il est impossible d'imaginer qu'il puisse triompher, à la longue, des forces unies des Français et des Espagnols. Ab-el-Krim a beau n'être pas un aventurier vulgaire, ni un chef, ni un brigand, ni un barbare. Il a beau avoir pour lui l'avantage du terrain et la force morale que donnent la connaissance du pays et la lutte contre un envahisseur étranger, il combat avec des moyens de fortune, dans un pays de médiocres ressources, pratiquement bloqué".

Pour le journaliste suisse, toute cette aventure française au Maroc avait engendré des difficultés financières qui n'étaient qu'un aspect des difficultés intérieures françaises. Il jeta un regard qui se voulait objectif sur les différentes tendances de l'opinion publique en France au sujet de cette nouvelle expédition coloniale dans le Rif, en précisant qu'au fond c'était le sentiment colonialiste qui avait toujours prévalu dans ce pays.

"Il est malaisé d'exagérer l'horreur instinctive que ressentent aujourd'hui les peuples vis-à-vis de la guerre. Lorsque les églises du village sonnent le glas de soldats tombés au Maroc - le fait n'est malheureusement plus rare - le sang des paysans au travail dans les champs se glace. L'impression doit être plus profonde encore dans les villes. C'est ce sentiment instinctif et irrésistible qu'exploitent les communistes. C'est lui qui inspire certainement la politique des partis de gauche. Et l'on a beau penser que cette politique est dangereuse (...) on doit reconnaître qu'elle répond à la vraie volonté de la nation".

La politique de la paix, à tout prix, selon William Martin, était dangereuse parce qu'elle se basait sur une illusion, celle qui présentait la paix avec Abdelkrim comme un processus réalisable : il ne pouvait pas y avoir de paix entre une grande puissance qui occupait un territoire africain et le chef d'un parti d'indigènes qui combattaient pour leur liberté. L'exemple d'Abdelkader, en Algérie, devait le prouver.

Seuls les communistes, d'après le journaliste suisse, étaient logiques dans leurs analyses qui mettaient en cause toute la question coloniale.

La France n'avait alors que deux moyens de terminer la guerre : abattre Abdelkrim ou quitter le Maroc. Et quitter le Maroc signifiait perdre, à plus ou moins brève échéance, toutes les colonies.

Un troisième moyen, pour mettre fin à cette guerre, fut également envisagé. Voilà comment William Martin l'expliquait aux lecteurs du Journal de Genève.

"Peut-être y aurait-il un troisième moyen qui consisterait à acheter

Abd-el-Krim. Ce serait toujours moins coûteux que de le battre. C'est le moyen qui a réussi avec Raïssouli, et bien d'autres. Mais réussirait-il avec le chef berbère, ulcéré des humiliations que lui ont infligées les Espagnols et enivré de ses victoires. En tout cas, l'idée de conclure avec lui une paix d'égal à égal est funeste. Car il ne demande rien. Il veut tout. Cette paix sera une trêve dangereuse par ses répercussions sur le monde islamique. (...) De toute évidence, le conflit marocain recèle en lui le germe de complications diplomatiques illimitées".

Le 6 août, William Martin publia, dans le même organe, un deuxième article intitulé "La capitulation de l'Europe". La négociation de la "paix marocaine" était alors rendue publique. Une semaine avant la publication de ce deuxième article, Abdelkrim avait fait communiquer au monde, par le canal du quotidien de la Westminster Gazette, les conditions dans lesquelles il était prêt à faire la paix. Ce n'est qu'après la publication des propositions d'Abdelkrim que la France et l'Espagne décidèrent de lever le secret sur une partie de leurs conditions de paix, en mettant en avant la souveraineté du Sultan sur le Rif, alors que c'était là une condition qui ne soulevait aucun problème. Abdelkrim n'avait jamais renié cette souveraineté.

La publication de ces deux articles dans le Journal de Genève, feuille réputée pour son sérieux et son large public, impressionna fâcheusement les Français établis à Genève ; ils firent paraître dans le Journal Français, du 8 août, un article où ils attaquèrent le rédacteur diplomatique du Journal de Genève:

"M. William Martin s'abuse ou abuse ses lecteurs quand il leur décrit la France démoralisée. Sauf une petite minorité, la population française comprend la nécessité de repousser l'agression riffaine et est résignée aux sacrifices que peut entraîner l'opération".

Cet article était en fait inspiré par le chargé d'affaires de la République française à Berne. Il n'eut qu'un écho très limité. L'opinion publique en Suisse paraissait plutôt bien informée des événements du Maroc.

LES PRISES DE POSITION DE LA PRESSE EN ALLEMAGNE, ITALIE ET ANGLETERRE

S'agissant de trois pays, plus ou moins impliqués dans ce qui se passait au Maroc, l'attitude des journaux ne fut pas autre que celle de leurs gouvernements respectifs.

Il est vrai qu'à l'intérieur de chaque pays, la diversité des mouvements politiques se traduisait obligatoirement par la formation des courants d'opinion divers que la presse ne pouvait pas ne pas refléter.

ALLEMAGNE-FRANCE : LA CRISPATION REFAIT SURFACE

Le 6 mai 1925, le Berliner Börsen Courier analysa la "situation au Maroc" en s'interrogeant sur la solidité et la cohésion des tribus du Rif autour d'Abdelkrim face aux troupes françaises. De nouveau la "question marocaine" hantait les esprits en Allemagne. Ce journal indiqua que le seul nom du Maroc agissait sur les nerfs. Mais que cette fois-ci le problème colonial risquait surtout de déboucher sur une crise franco-britannique avant d'atteindre d'autres pays :

"On se souvient des incidents d'il y a vingt ans, quand la politique de chicane allemande excita la fierté française sans empêcher la soumission du Maroc par l'argent et la force (...) Qu'arriverait-il si les Espagnols perdaient aussi la côte, Si la France avançait jusqu'au détroit, un principe politique anglais serait violé : en cas d'un échange Ceuta-Gibraltar, c'est la situation de la France qui en souffrirait (...) Elle se heurterait alors à l'Angleterre et, à tout le moins, les causes de friction entre l'Angleterre et la France en seraient augmentées, ce qui ne servirait pas la paix mondiale".

Le lendemain, le journal Kölnische Volkszeitung titrait "L'action de la France au Maroc", imputant à la France la responsabilité de l'agression contre Abdelkrim. Le journal élargissait le débat en faisant une réflexion sur l'avenir des relations internationales. Cette feuille catholique de Cologne écrivait en substance :

"Comme la définition de l'agresseur occupe depuis des années théoriquement l'Europe, il serait intéressant, en raison de l'importance énorme que doit jouer ce concept dans les traités futurs, de s'occuper de ce cas pratique".

Le 8 mai, le Mayerener Zeitung prit la défense de la France en dénonçant l'attitude de la presse anglaise et espagnole qui prétendait que l'entrée des Français dans le Rif était projetée depuis longtemps et que la version de l'irruption d'Abdelkrim n'était qu'un prétexte de propagande.

Sous le titre de "l'offensive française au Maroc", le journal répondait ainsi aux thèses défavorables à la France en adoptant la thèse officielle française :

"La France exerce en pratique, par le moyen du protectorat, une souveraineté politique qu'elle essaie de consolider en alléguant la menace qui pèse sur les intérêts européens".

Une fois de plus, les choses n'allèrent pas bien entre la France et l'Allemagne à propos du Maroc. Relativement rares furent les journaux allemands qui appuyèrent l'action coloniale française. Cela était d'autant plus vrai que bon nombre de journaux français accusèrent l'Allemagne d'être aux côtés des Rifains. Rieth, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris, protesta dès le début de la guerre contre les allégations de la presse française.(78)

On assistait alors à l'activation des rapports de crispation entre la France et l'Allemagne. Déjà le 5 mai, le journal d'Hambourg, Hamburger Fremdenblatt annonça la "remise en question de tout le problème marocain".

Ce journal appuyait néanmoins l'autorité coloniale française pour préserver son "édifice artificiel" africain ; ce qui était, du même coup, de nature à rassurer les autres puissances non directement intéressées. Mais, pour être définitive, la "paix dans l'Hinterland marocain" devait être précédée d'un arrangement clair entre les différentes puissances coloniales.

Paul Tirard, haut commissaire de la République française dans les provinces du Rhin, signalait au Quai d'Orsay un article du Kölnische Volkszeitung (centriste), du 20 mai, et un article du Kölner Tagblatt (démocrate), du 23 mai, sur les événements du Maroc : "Ces deux organes de la presse modérée, dissimulent mal leur joie des difficultés où la France se débat au Maroc".(79)

Alexander von Wartensburg, déclara très nettement dans un article paru dans Süddeutsche Zeitung, sa grande sympathie et même sa reconnaissance aux combattants rifains :

"Pour nous Allemands, qui avons mis un quart d'heure trop tôt le fusil au ratelier, une chose doit toujours être sous nos yeux : les courageux combattants du Rif qui, depuis des millénaires n'ont pas permis à un pied étranger de se poser sur leur nuque, méritent notre plus grande sympathie, ils diminueront la puissance politique de choc des Français en Europe, feront baisser leur ton vis-à-vis des Anglais, et les obligent à retirer du Rhin leurs troupes les plus belliqueuses. Ce sont nos combats qu'ils combattent".(80)

Des tracts auraient été adressés aux soldats allemands et musulmans servant dans la légion étrangère au Maroc, les invitant à se rendre, avec leurs armes, aux résistants rifains.(81)

L'Arbeiter Zeitung, de Mannheim, dans son numéro du 3 juin, et le Bayerischer Kurier, du 10 juin, publièrent l'information suivante :

"Depuis quelques temps, un certain mécontentement sévit parmi les troupes coloniales stationnées dans notre région, par suite des événements du Maroc et de la discipline qui devient de plus en plus stricte. Ce mécontentement s'est transformé en mutinerie au cours de laquelle quatre officiers ont été tués, 15 Marocains ont été condamnés à être fusillés".

A l'ambassadeur français à Berlin, Berthelot demanda d'attirer l'attention du gouvernement allemand sur l'attitude anti-française de ces deux journaux. "De tels errements vont à l'encontre de la politique d'apaisement poursuivie à l'heure actuelle par les deux gouvernements".(82)

Le 16 juillet, le Stuttgarter Neues Tagblatt titrait : "Nouveaux succès d'Abdelkrim".

D'après une décision prise lors d'une assemblée générale du Kommunistische Partei Deutschlands (P.C. allemand) à Berlin des collectes devaient être organisées dans les centres ouvriers et leur produit envoyé aux révolutionnaires de Chine et aux révolutionnaires du Maroc. Cette décision fut adressée, sous forme de circulaire, par le comité exécutif aux différentes directions du parti en Allemagne. Elle disait notamment :

"Nos camarades de France, d'Angleterre, de Belgique, de Russie, de Pologne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie ont été de notre avis sur la nécessité de soutenir nos malheureux camarades qui, en Chine comme au Maroc,

sont aux prises avec l'impérialisme capitaliste international. Nous avons donc rédigé à leur adresse des télégrammes de sympathie et d'encouragement à la lutte qui n'est que le prologue de la grande révolution mondiale (...) Faites comprendre à la masse ouvrière l'utilité de son sacrifice pour permettre à ces défenseurs du prolétariat international de ne pas lutter en vain". (83)

Les sommes recueillies devaient être adressées au comité exécutif de la III^e Internationale avant le 25 août pour les faire parvenir le plus rapidement possible aux "frères de Chine et du Maroc". A cette époque, le blocus total fut déjà instauré sur le Rif par les forces coloniales. Les aides ne pouvaient absolument pas atteindre les Rifains; même pas ceux de la Croix Rouge.

Le 3 septembre, Hans Frauenhofer, qui s'était échappé de la légion sous un déguisement d'officier français, donna une conférence à Stuttgart, dans la salle de concert de la "Liederhalle", qu'il intitula : "L'enfer du Maroc". Des affiches apposées sur les colonnes où furent annoncés les spectacles, portaient en gros caractères : "L'enfer du Maroc.-Cinq ans et demi de service militaire par contrainte. -Traitements cruels. -Fuite de la légion". En dessous de ces gros titres, fut écrit : "C'est un devoir d'honneur 'Ehrenpflicht' pour tout Allemand d'assister à cette conférence". (84)

La presse allemande avait toujours démenti toutes les informations concluant à la présence d'officiers allemands dans les rangs de la résistance rifaine. A propos d'un cas concret, ce démenti prit, le 5 août, la forme d'un communiqué de l'Agence Wolff. L'Agence française Fournier avait en effet télégraphié de Rabat qu'un certain Forster, ancien officier de l'Etat-Major général, était conseiller militaire d'Abdelkrim, et qu'il se trouvait encore d'autres officiers d'Etat-Major allemand parmi les Rifains, dont le major Von Tannenberg :

"Bien que des informations de cette nature n'aient jamais été données de source officielle, répond l'Agence Wolff, et qu'elles soient en général démenties au Maroc même, aussitôt que parues, nous avons été amenés à demander des renseignements aux organes compétents, puisqu'il s'agissait cette fois-ci de noms précis. Comme nous l'avons appris alors, jamais un officier du nom de Forster n'a appartenu à l'Etat-Major général ; de même il n'y a jamais eu dans l'armée allemande d'officier du nom de Tannenberg". (85)

Le Dr. Friedrich Koch-Wawra, rédacteur du journal Hamburger Fremdenblatt, donna lui aussi, une série de conférences dont deux en Suisse, le 11 novembre à Zurich, et le 13 à Berne, avec projections sous le titre : "Chez Abd el Krim à travers les lignes espagnoles". Ce journaliste allemand disait avoir approché le chef rifain à Chechaouen. Ses conférences duraient deux heures environ ; elles n'étaient pas hostiles à la France (86). La décision du Président du Directoire espagnol de traduire devant un conseil de guerre pour délit d'espionnage, tous les éléments étrangers pris dans les lignes espagnoles, semblait dirigée contre tout journaliste étranger qui, à l'instar du Dr. Friedrich Koch-Wawra s'égaraient de la ligne de la propagande coloniale

espagnole.(87)

A l'annonce de la reddition d'Abdelkrim, de nombreuses feuilles allemandes ne pouvaient pas cacher leur consternation. Le Düsseldorfer Nachrichten, n°263 du 27 mai 1926, sous le titre : " La fin d'Abdelkrim", écrivait : "Les sympathies de toute l'Europe accompagnent, dans le camp français, l'héroïque chef rifain qui, pendant les longues années de lutte, a été l'âme du mouvement de libération dans les tribus marocaines. Sa défaite définitive nous va au coeur, non pas parce qu'il était l'ennemi de la France, mais parce qu'il alliait à une persévérance opiniâtre le talent général d'un chef d'armée et qu'il luttait souvent victorieusement, pour les droits d'un peuple opprimé contre la formidable supériorité des forces de deux grandes nations européennes".

Si l'on ne pouvait pas se réjouir de la victoire de la culture européenne, la raison en était, d'après ce journal, que le fait de voir une individualité tenir tête aux officiers du plus haut rang dans la hiérarchie militaire occidentale, telle l'antique figure du Carthaginois Annibal contre la Rome antique, ne pouvait que forcer l'admiration des adversaires d'Abdelkrim, même les plus acharnés.

Le Düsseldorfer Nachrichten concluait ainsi son article : "A en juger par la politique coloniale poursuivie jusqu'ici par la France, on ne peut guère s'attendre à ce que ce pays traite les indigènes, assoiffés de liberté, avec modération et une sage bienveillance. L'avenir dira si l'éloignement d'Abdelkrim de sa patrie a mis fin à tous les dangers".

Le Rheinisch-Westfälische Zeitung, n° 359 du 27 mai 1926, soulignait d'emblée qu'il était oiseux de se demander si Abdelkrim n'avait pas commis une lourde faute au cours de la conférence d'Oujda; rien ne pouvait changer le résultat acquis et Abdelkrim allait être donc contraint de se plier à une "paix de Versailles".

"Les alliés peuvent bien se livrer à toutes les fêtes de la victoire les plus enivrantes, les véritables actes d'héroïsme ont été accomplis par ceux-là qui, armés d'un simple fusil, ont combattu des années durant contre des tanks, des avions et des mines".

Pour le Trierische Landeszeitung (centriste, n° 120 du 27 mai, "la question qui doit nous importer le plus, c'est qu'Abd elkrim était le champion d'une civilisation mahométane et païenne et que toute sa haine allait à l'Europe chrétienne". Le fait même de la soumission du chef rifain devait constituer pour la France un grand succès qui rejaillissait sur l'Europe entière.

La feuille démocrate Neue Badische Landeszeitung écrivait, dans son n° 263 du 26 mai, qu'il fut un temps où l'on parlait du "front uni des peuples coloniaux, de l'Atlas jusqu'au Yang-Tsé-Kiang". Le journal parlait ainsi d'Abdelkrim :

" (...) Il voulait libérer son pays des Européens, garder intact un petit coin de la vieille Afrique, là où jamais les Européens, même pas les Romains, n'avaient été maîtres. (...) L'Afrique se trouve maintenant presque tout entière entre les mains des Européens. Derrière les colonnes d'Hercules

il n'y a plus, depuis longtemps, ni Barbaresques, ni pirates de haute mer. Et voici que s'effondre même la dernière apparence de liberté".

Le Rheinische Zeitung (socialiste), n° 120 du 26 mai, se dressait contre l'impérialisme capitaliste qui continuait à s'exercer sans frein, surtout en Afrique, contre des peuples qu'il prétendait civiliser, mais qu'il s'efforçait avant tout d'exploiter. Le Rheinische Zeitung évaluait négativement le contenu des normes du droit international à la lumière de la guerre du Rif.

"Mais cette entreprise a néanmoins attiré l'attention du monde civilisé sur le fait que toutes les idées de droit et de libre disposition, de paix et de civilisation dont la race blanche est si fière et qu'elle s'efforce de développer par la Société des Nations, par Locarno et par le tribunal d'arbitrage de La Haye, que toutes ces idées, dis-je, ne trouvent aucun crédit dès qu'il s'agit d'en faire usage en faveur de peuples et de tribus habitant en dehors de l'Europe".

Le Kölnische Zeitung, n° 388 du 27 mai, publia un article relatif à la reddition d'Abdelkrim, qui débutait ainsi :

"L'homme qui, pendant cinq ans, avait occupé une place prépondérante dans l'histoire contemporaine vient de disparaître de la scène".

Le Kölnner Tagblatt (démocrate), n° 244 du 27 mai, croyait avoir décelé la raison essentielle de l'échec d'Abdelkrim :

"La grande faute commise par Abd el Krim, fut de ne s'être pas contenté des succès remportés sur les Espagnols et d'avoir fait marcher ses tribus contre la France, alors que cette dernière se réjouissait en secret des échecs et des défaites des Espagnols et ne voulait pas elle même faire la guerre dans le Rif pour des raisons de politique intérieure, coloniale et financière".

C'est le Pfälzische Rundschau, dans son n° 244 du 28 mai, qui analysa l'échec de la résistance rifaine comme n'étant que provisoire:

"La France a le droit de se réjouir de la victoire, mais cependant le nom d'Abd-El-Krim survivra dans le Rif, il restera comme un programme de l'indépendance. L'idée pour laquelle il a lutté ne mourra probablement pas avec lui".

Globalement, l'opinion publique allemande manifesta un très profond sentiment de sympathie à l'égard des combattants rifains. Comme si ceux-ci menaient une lutte que les Allemands auraient dû reprendre au lendemain même du traité de Versailles, mais qu'ils se trouvaient dans la quasi-incapacité de la déclarer.

L'OPINION ITALIENNE : FAIM COLONIALE INASSOUVIE

L'Italie, puissance coloniale s'intéressant avant tout à une certaine position stratégique en Méditerranée pour mieux défendre ses intérêts économiques, s'était toujours montrée très attentive à toute l'évolution du mouvement colonial européen au Maroc. La guerre du Rif paraissait nettement

annonciatrice de modifications profondes tendant à bouleverser les données, pourtant déjà instables et complètement fragiles, de tout le système. Le 6 mai 1925, le Corriere d'Italia publia un télégramme de Paris selon lequel l'Italie avait fait une protestation officielle au gouvernement français à propos des opérations au Maroc.

Le gouvernement italien protestait plus concrètement contre les opérations effectuées par le corps d'occupation français au delà de la frontière du Protectorat dans la direction de la région du Rif. pour l'Italie, la zone abandonnée par l'Espagne retombait ipso facto sous le régime international. Ainsi, entre impérialismes, la "question marocaine" faisait de nouveau parler d'elle, à la recherche d'un arrangement entre les différents prédateurs. C'est du moins ce qu'espérait l'Italie qui s'estimait lésée dans les partages antérieurs du gâteau colonial.

Le 13 mai, la Gazetta del Popolo expliquait, sous le titre de "La Guerra del Riff e l'Italia", la position officielle au sujet des événements du Rif.

"Eh bien, les Français ont incontestablement le droit de chasser les brigands du Rif de toute la vallée de l'Ouerga ; mais qu'un seul bataillon de Zouaves mette le pied dans la zone espagnole, et immédiatement les puissances intéressées - l'Espagne, l'Italie et l'Angleterre en première ligne - présenteront leurs protestations à Paris; (...) La prétention de planter le drapeau de la République dans le pays abandonné par les Espagnols est cependant inadmissible".

Faisant allusion à un plan d'entente - hypothétique - entre Primo de Rivera et Abdelkrim, ce journal ajoutait :

"Mais la France s'insurge contre ce plan qui lui infligerait un gouvernement islamique et guerrier, bolchévique et nationaliste sur le versant méditerranéen de son empire africain".

L'Italie considérait qu'à partir de 1914, " chacun avait reçu ce qui lui revenait " et que la "question africaine" dans son ensemble avait été définitivement réglée. La France pouvait bien continuer à exercer ces "opérations de police" au Maroc mais sans toucher au fond de la "question marocaine" qui avait été déjà débloquée par les différents accords entre les puissances. La Gazetta del Popolo attachait du prix à ce que rien ne changeât aux résultats auxquels furent parvenues les innombrables tractations diplomatiques entre puissances européennes, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'en 1912, pour le règlement de la " question marocaine " dont l'Italie n'avait pas d'ailleurs récolté tout le fruit qu'elle escomptait :

" C'est en vain que la France médite aujourd'hui de la rouvrir pour étendre son influence sur le Rif sous prétexte de la carence espagnole. Les anciennes négociations sont closes ; qui veut acheter à nouveau doit payer à nouveau. L'Italie ne pourra pas admettre que l'on déplace encore à son détriment l'équilibre de la Méditerranée occidentale, déjà tant de fois déplacé".

Pour faire le poids devant les ambitions coloniales françaises, l'Italie n'hésita pas à se ranger du côté espagnol en s'appuyant sur l'Angleterre. Comme l'article de Guido Pallotta, évoqué ci-dessus, l'article de F. Nobili Massuero, dans II Rengo, du 13 mai, reprenait la même thèse avec les

mêmes inquiétudes d'un éclatement de la situation coloniale au Maroc. Sous le titre de "Gli avvenimenti al Marocco. -La folle avventura di Abd-el-Krim", on pouvait lire :

"(...) Si la tendance à modifier le traité franco-espagnol s'accroissait au delà des Pyrénées, nous nous trouverions en présence d'une situation qui exigerait notre plus grande attention. Une modification apportée à ce système d'équilibre que nous avons approuvé n'est pas un problème qui intéresse seulement la France et l'Espagne, mais un problème de politique méditerranéenne intéressant l'Italie au même titre que l'Angleterre".

En informant ses lecteurs que les colonnes françaises avançaient et combattaient dans la zone nord, qu'elles avaient reçu le "salut de la patrie" du "démocratique président du Conseil", que le maréchal Lyautey s'était rendu de Rabat à Fès, et que l'Angleterre suivait les événements et veillait, II Rengo concluait, en ce qui concernait l'Italie: "plaise à Dieu que l'époque des coupables léthargies soit terminée". Il s'agissait manifestement de mobiliser l'opinion autour des intérêts du colonialisme italien en Afrique du Nord, Le 15 mai, Sicilia Nuova, publia une dépêche de son correspondant à Paris ayant trait à l'entreprise politique et militaire de Lyautey au Maroc. Le journal écrivait en substance :

"Mais il y a à prévoir, outre la simple action de défense, une action offensive : la France, après avoir vaincu Abd el Krim, peut arborer le drapeau tricolore dans le Rif et le faire sien, saisissant et exploitant à son gré et à son avantage, sous une apparence légitime, une très bonne occasion. Et alors ? Alors vraiment la question marocaine peut sortir de sa signification locale ; l'action de la France peut ne plus apparaître comme une simple mesure de police mais prendre bien plus grand intérêt, notamment pour les Italiens : nous avons encore le souvenir d'une autre entreprise française accomplie dans l'Est algérien. Dououreux souvenir et pénible expérience : la Tunisie perdue !".

Sicilia Nuova rapporta une déclaration du président du Conseil français, Painlevé, aux journalistes, selon laquelle ce dernier était satisfait de la situation marocaine ; car les contingents français auraient déjà fait "oeuvre de nettoyage". Le journal italien rappelait cette phrase de Teyllrand : "surtout pas trop de zèle".

Se détachant de ce mouvement général de la presse italienne méfiante à l'égard de l'action française au Maroc, la Stampa, du 20 mai publia un article sur l'organisation du Protectorat et sur les opérations militaires dans le Rif plus particulièrement, des appréciations favorables aux autorités coloniales françaises. Son correspondant au Maroc était alors Arnaldo Cipolla. Parlant de "l'aventure d'Abd-el-Krim", le journaliste italien soulignait le rôle important que jouait au Maroc les services de renseignements français :

"(...) il peut, toutefois, y avoir un certain intérêt à faire remarquer que le coup d'Abd-el-Krim avait été prévu. Ceux qui affirment qu'il surprit complètement le commandement français ignorent l'existence de cet admirable organisme qui constitue la base fondamentale du Protectorat, c'est-à-dire les services de renseignements établis auprès des grands chefs marocains.

Ces services dirigés par des officiers qui possèdent une grande connaissance du pays, avaient, en effet, en temps voulu signalé ce danger".

Constatant que la surveillance du territoire était basée sur le "loyalisme des chefs indigènes", ce journaliste italien attaquait curieusement la presse française au Maroc et en Algérie qui, d'après lui, aurait magnifié "plus qu'un Omar le conquérant", la résistance rifaine en la poussant par ces "louanges" à des "aventures plus compliquées que l'affaire espagnole".

Le 23 mai, il publia son second article où il rapporta les propos du prince Aage du Danemark avec qui il aurait eu une longue conversation:

"Certes nous ne nageons pas dans l'or ; ma solde de guerre est de 1600 francs par mois, aurait déclaré le prince Aage au journaliste italien ; mais grâce à l'affection de ma grand'mère la Duchesse de Chartres, j'ai pu acheter une villa à Rabat et faire venir ma femme et mon fils (...) J'envoie aussi des articles à des journaux danois et américains et ainsi nous pouvons réaliser quelques économies. (...) Il faut que les Français réexaminent leur position et leur politique. L'affaire d'Abd el Krim est une fâcheuse histoire qui menace de jeter le pays dans le marasme, le malaise et l'incertitude".

Le 26 mai, Arnaldo Cipolla publia son troisième article où il prêtait au maréchal Lyautey une profession de foi monarchiste que celui-ci aurait faite en plein banquet officiel. Il soulignait que la prospérité du Protectorat n'était en fait qu'apparente, que la France avait bénéficié de conditions bien plus favorables que les Espagnols et que le Maroc avait été découvert par l'Italie bien avant les Français.

"En vérité, dit-il, le Maroc est aujourd'hui un pays enviable, les Français aiment à provoquer ce sentiment et je le manifeste sincèrement".

Cipolla écrivait que la conquête du Maroc ne présentait plus aucun problème :

"Quels sont ceux qui se sont opposés ou s'opposent encore au Maroc à l'installation des Français ? Ceux qui n'ont rien à perdre à la lutte : les tribus des montagnes abruptes, pauvres et nomades ; mais point la masse des Marocains, les plus doux et les plus dociles des Arabes".

Parlant du développement des moyens de communication au Maroc français, Cipolla voyait les transports comme un moyen de fusion des vaincus et des conquérants, il écrivait que "les chameaux eux-mêmes sont tellement civilisés qu'à l'approche des automobiles ils cèdent aussitôt le pas alors qu'il y a dix ans ils se seraient mis au travers"...

L'évolution des articles d'Arnaldo Cipolla, dans la Stampa, ne manquaient pas d'une certaine originalité. Comme si ce journaliste essayait dans chaque article nouveau de réparer les erreurs de l'article précédent sans jamais parvenir qu'à un résultat partiel et étriqué.

Tout en cherchant à développer le "pittoresque" pour amuser ses lecteurs, il n'oubliait pas surtout les préoccupations politiques italiennes dans la région. Le 2 juin, alors que la guerre du Rif faisait rage et tous les avant-postes français étaient sérieusement menacés, certains étaient même tombés, Cipolla écrivait :

"En somme ce qui préoccupe surtout le commandement français, ce ne

sont plus les forces d'Abd el Krim retranchées et inamovibles à Bibane et ailleurs dans le Nord, mais la propagande de ses insaisissables émissaires dans le pays et l'état d'inquiétude qui règne un peu partout et qui est le résultat des événements".

Ce qui était vrai ; mais le journaliste ne donnait aucun compte-rendu des opérations militaires proprement dites. C'est dans ses descriptions générales qu'on pouvait trouver certains éléments d'information plus ou moins importants. Défendant le colonialisme italien en Libye en commettant, à dessein, une grosse erreur d'appréciation, il écrivait :

"Le Maroc n'est pas comme les autres pays du Nord africain qui ne sont qu'un assemblage de tribus, sans conscience collective et, pourrait-on dire, sans une âme nationale; Il a au contraire une personnalité historique et religieuse que le Protectorat a dû laisser intacte".

Lyautey lui paraissait dans une situation où il devait se demander si sa politique était simplement le fruit des circonstances heureuses, momentanées, illusoire, ou s'il avait déjà enfoncé au Maroc des racines assez profondes pour résister à une tempête qui ne semblait pas prête de se calmer. Dans ce même article du 2 juin, Cipolla décrivait ainsi la propagande du colonialisme français au Maroc à l'épreuve de la guerre du Rif :

"L'état d'esprit rappelle en petit celui de la France pendant la grande guerre. On emploie les mêmes termes : Abd el Krim est traité comme un Guillaume au petit pied. Et en fait il n'y a même pas cette réduction d'échelle puisqu'on attribue au chef riffain des projets impérialistes avec détronement du sultan, etc... L'offensive sur Fez est devenue un "nach Fez", la bataille de Fez, la Marne (...), les Riffains, les Boches de l'Afrique. (...) Les Français se croient ici dans leur Patrie. Le sphinx de l'Islam qui surgit sur les ruines de Meknès, au pied des colossales murailles de l'Agdal, est invisible pour eux. Je dirai même que la Patrie n'a pas eu autant de soins et d'attentions que le Maroc. Ce pays corrompu et décrié, a fasciné l'âme française plus qu'aucune autre des terres lointaines où la turbulence et l'impérialisme de la vieille Gaule belliqueuse et multiforme sont allés chercher fortune".

Le 4 juin, le journal de Turin, le Corriere, titrait : "la guerre marocaine menace de coûter cher à la France". Mais ce journal dénonçait avant tout les mensonges de la propagande du pouvoir colonial français:

"(...) La situation au Maroc est bien plus grave qu'on ne se l'imagine en France. Les euphémismes sont inutiles. Parler d'opération de police, comme font quelques uns à Paris, c'est vouloir tromper le public".

Cet article était signé "de notre service particulier" et faisait état d'un entretien avec un parlementaire français à son retour du Maroc. Ce parlementaire dont le nom n'était pas divulgué par le journal aurait été l'ami du maréchal Lyautey et parent d'un des chefs les plus en vue de l'armée française. Ses propos recueillis par le Corriere, ne cachaient pas son pessimisme : Les Rifains étaient dépeints comme des adversaires "peu commodes". D'une habileté extraordinaire, ils savaient très bien distinguer les officiers des soldats; ils visaient les premiers cherchant à épargner le plus possible les seconds.

Le 6 juin, parut un article dans le journal La Stampa dont la substance

était constituée par un entretien fait par Cipolla avec le général Husch, chef d'Etat-Major du maréchal Lyautey. L'opinion italienne était censée accorder un certain intérêt à cet entretien puisque le général Husch était le neveu du défunt général italien du même nom qui commanda le corps d'armée de Rome. Avec le général de Chambrun, le général Husch était présenté au public italien comme "l'âme des opérations qui immobilisèrent l'invasion rifaine". C'est le Consul italien à Rabat, Tonci, qui présenta le journaliste à Husch et à de Chambrun pour recueillir leurs propos. La Stampa évolua, désormais, dans une voie plus favorable à la France. Son correspondant au Maroc, qui paraissait, jadis, quelque peu turbulent aux yeux des autorités françaises, devait, à partir de cette rencontre, se montrer plus coopératif... (88)

Mais l'atmosphère entre l'Italie et la France n'était pas pour autant détendue, du moins au niveau des réactions contradictoires de la presse et de l'opinion. Cependant, le fascisme italien s'était toujours déclaré plus proche de la France coloniale que de la cause pour laquelle les Rifains se sacrifiaient. La grande majorité des journaux italiens soulignaient, d'une façon ou d'une autre, la nécessité pour les Européens de constituer un front unique contre "l'insurrection" musulmane en Afrique du Nord (89). Cette position permettait naturellement à l'Italie de défendre plus adéquatement les intérêts dans la région en continuant d'assurer sa domination sur la Libye et même d'élargir son domaine colonial si possible. La France le savait bien ; elle exerça une étroite surveillance sur les sujets italiens au Maroc. L'Italien Malmusi, conseiller juridique de l'Agence d'Italie à Tanger, fut signalé, par les services secrets français, comme faisant, dans cette ville, en collaboration avec El Hadj el Mahdi el Menebhi, une collecte en faveur d'Abdelkrim, mais sans fournir de preuves. (90)

A défaut de tirer meilleur parti des événements du Rif, l'Italie tentait de maintenir ses acquis antérieurs en invitant les puissances européennes à une solidarité impérialiste oeuvrant pour l'instauration d'un meilleur contrôle des peuples colonisés, particulièrement en Afrique du Nord. Le Comte Zforza, ancien ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur italien à Paris, consacra, dans le Corriere della Serra, un article à la situation marocaine en évaluant les erreurs stratégiques françaises :

"Le tort des Français, et surtout de leurs dirigeants, fut d'assister avec une sorte de plaisir narquois aux embarras des Espagnols, M. Poincaré et le maréchal Lyautey auraient dû comprendre qu'Abd-el-Krim se jetterait un jour sur le Maroc Français. Ils se croyaient réalistes, comme ils se sont crus réalistes dans la Rhur et ne voyaient pas que l'avantage des ententes est mille fois plus fécond que les calculs machiavéliques de domination et que dans l'Europe actuelle il n'y a plus de compartiments étanches. Tous sont liés au bien être ou à la ruine des voisins." (91)

Par conséquent, tous les Européens, ayant des intérêts dans l'Afrique du Nord, devaient serrer leurs rangs ; et surtout, ils ne devaient pas "se faire d'illusion sur l'ordre apparent qui règne d'Oran à Alexandrie". Raison de plus, pour regarder l'avenir ensemble...

Son article, dans le même journal, intitulé : "à propos du Maroc et d'autres choses", du 10 août, fut consacré au "téléphone arabe". Toujours dans une perspective d'union impérialiste en pays d'Islam, le Comte Charles Sforza prétendait analyser le phénomène en en tirant des enseignements permettant une meilleure emprise sur la société arabe :

" Dans ces jours de victoire pour le nouvel émir (Abdelkrim), il existe peut-être, dans les diverses possessions méditerranéennes des Puissances d'Europe, des fonctionnaires qui croient recevoir les premiers, propriétaires qu'ils sont des fils électriques, les télégrammes annonçant, dans le style abrégé et déformé des Agences, la situation militaire autour de Fès et de Taza. Bien au contraire : près de ces fonctionnaires, les mêmes nouvelles, grossies par la fantaisie, ont, par des moyens mystérieux et incontrôlables, traversé les déserts, et vont, presque avec la rapidité d'un télégraphe et avec une richesse insurpassable de détails, de mosquées en mosquées, de medersahs en medersahs, où les croyants les écoutent et les répandent avec un coeur palpitant et un visage impassible..." (91)

Le "téléphone arabe" paraissait d'autant plus intrigant que l'étranger qui passait près des groupes d'indigènes ne pouvait rien voir, ni entendre. Et alors ? se demandait le Comte Sforza : "Gouverner en Orient, comme ailleurs, c'est prévoir", écrivait-il. Et puis, en regardant de très près, on devait constater que l'Arabe n'aimait pas la guerre par dessus tout. Il fallait donc agir au niveau de sa psychologie : "Les places tranquilles des marchés lui plaisent davantage. Il faut savoir les lui donner". (91)

Il semble bien que les voix qui s'élevaient de temps à autre pour prêcher une certaine entente entre impérialismes italien et français en Afrique du Nord aient été le fait des agissements secrets de la diplomatie française beaucoup plus que des interventions journalistiques spontanées. C'est plutôt la méfiance qui caractérisa le mieux les rapports entre les deux pays durant les événements du Rif.

Au début août, l'Idea Nazionale se déclara persuadé que l'entente franco-espagnole allait être de courte durée, car les visées et les manoeuvres de la France susciterent plus d'ombre à Madrid.

Ce journal nationaliste affirmait que personne ne se faisait d'illusion sur le projet de la France qui visait le rejet de l'Espagne au dernier plan et de tirer ainsi de la nouvelle situation marocaine de nouveaux avantages. L'Italie semblait cependant préoccupée surtout par une révision du statut de Tanger (92). Un haut fonctionnaire italien des affaires étrangères aurait déclaré : "il manque à la France Tanger pour compléter avec Bizerte, Tunis, Alger, la Corse et Toulon, le véritable polygone qui doit donner à réfléchir". (93)

Le député italien Alfredo Morea, directeur du journal la Repubblica avait des contacts personnels avec Abdelkrim ; mais ceux-ci n'avaient jamais débouché sur une quelconque aide aux Rifains dans leur combat contre la France et l'Espagne. Morea devait jouer la carte de l'impérialisme italien, ni plus, ni moins ; ce dont Abdelkrim avait parfaitement conscience. C'est pourquoi la nouvelle de sa reddition avait été accueillie par la presse italienne plutôt avec soulagement.

La Tribuna, du 28 mai, fêta la défaite du "bandit révolté" qui avait été rendue possible, selon ce journal, parce que le gouvernement de la France avait agi hors du Parlement et des formules cartellistes, en se fiant au maréchal Pétain. Tribuna expliquait alors la position italienne :

"Pour ce qui regarde l'Italie, nous croyons pouvoir dire que le seul pays qui ne retirera de la consolidation française aucun bénéfice générique sera précisément le nôtre (...) La défaite d'Abd el Krim n'influera en aucune manière sur nos rapports généraux avec l'Islam ; si quelqu'un réplique qu'elle pourra nous être avantageuse par rapport aux Arabes qui nous sont hostiles, nous disons que contre les rebelles nous avons, nous, inauguré la politique de force avant la France..."

Messagero, du 28 mai, adopta le même ton. La lutte de trois ans menée par la France contre Abdelkrim s'était donc achevée par la "déconfiture du tenace aventurier marocain". Le journal, faisant allusion à la ville de Tanger dont le statut avait été rédigé sans la participation de l'Italie, regrettait cette "erreur" en reposant de nouveau le problème de la zone internationale. Cela dit, la victoire de la France était, sans aucun doute, de nature à le réjouir :

"(...) ainsi ce clôtura, à l'avantage et à l'honneur des armes françaises, un épisode colonial qui a coûté beaucoup de sang et beaucoup d'argent, dans lequel étaient engagés non seulement l'intérêt national de la République, mais encore son prestige qui, n'en déplaise à la théorie contraire du Cartel aurait gravement souffert d'une déconfiture ou d'une renonciation".

Le Giornale d'Italia, du 28 mai, rapporta les commentaires du journal anglais Westminster Gazette qui mettait en relief les répercussions que pouvait avoir la question du Rif. Le Giornale espérait une révision du partage colonial effectué au Maroc et dont l'Italie estimait n'en avoir pas vraiment profité comme il fallait. Il adopta la position anglaise pour mieux défendre l'italienne :

"Si la campagne du Rif est terminée, la bataille diplomatique doit commencer parce que la conquête du Rif change matériellement l'état des choses au Maroc. Si le Rif devenait français, cela changerait d'une manière significative la position des puissances dans le détroit de Gibraltar et une telle éventualité toucherait l'Angleterre comme partie intéressée. Une autre conférence du Maroc paraît inévitable".

Presque toute la presse italienne ne traitait des événements que venait de connaître le Rif marocain que pour remuer des revendications de l'Italie au Maroc. Le Cittadino, de Gênes, écrivait qu'il n'était pas "douteux que l'Italie soit fondée à exiger sa part de l'héritage allemand au Maroc". Le Corriere Mercantile accréditait le bruit selon lequel l'Espagne et la France étaient en désaccord sur le règlement de la situation créée par la soumission d'Abdelkrim. Cette information était d'ailleurs vraie ; mais ce journal la diffusait surtout dans l'espoir de créer une nouvelle "question marocaine" où l'Italie aurait plus de chance à en bénéficier. Le Secolo XIX, après avoir fait une étude rapide des ressources économiques du Maroc en général, déclarait que le moment était venu pour la France de montrer "la sincérité de son amitié en conviant l'Italie à y chercher des débouchés pour son commerce et sa

main d'oeuvre". (94)

Le pouvoir politique italien essaya même, par des campagnes de presse, dirigées contre l'action franco-espagnole au Maroc, de préparer progressivement l'opinion pour appuyer son action diplomatique le moment d'éventuelles négociations entre les puissances coloniales. Wiet, Consul général de France à Gênes, décrivait l'état d'esprit qui prévalait en Italie et particulièrement dans la ville de sa résidence :

"La grande nation qu'a su devenir, en ces dernières années, l'Italie sous la poussée d'un patriotisme surchauffé a conservé cette neutralité ancienne qui, au cours de son histoire, lui a servi tant de fois à réaliser ses ambitions. Cette mentalité qui n'est en somme que la manifestation collective d'une prédisposition souvent vérifiée dans les rapports privés des habitants entre eux, semble être constituée principalement, tout au moins dans cette province du Royaume, par une tendance à trafiquer de toutes les contingences d'ordre international pour se poser 'partie demanderesse'". (95)

Le journal Cittadino, du 12 juin 1926, intitula son article sur la fin de la guerre du Rif et ses répercussions internationales :

"les droits d'Italie à Tanger et en Tunisie". G. Dell'Arno de 'Rossi, qui signa cet article, analysait le mouvement rifain à sa façon :

"L'or et les intrigues internationales avaient placé sur la tête débile d'Abd el Krim la lourde couronne du héros national et militaire; l'or et l'intrigue ont fait chavirer cette couronne après l'avoir dépouillée de toute splendeur et de toute puissance".

Cette façon malhonnête d'évaluer des années de combat de la résistance rifaine pour la liberté et l'indépendance du Maroc, devait permettre à ce journaliste de réduire à néant la victoire des Français dans le Rif et de présenter les Marocains, dans le cadre habituel de la propagande coloniale, comme des "fanatiques" :

"Dans cette campagne du Maroc, de la gloire militaire il ne peut y en avoir pour personne, si ce n'est pour le peuple fanatique des tribus rifaines qui ont défendu leur propre sol, cher à Allah, contre les infidèles".

Dans sa globalité, l'opinion publique italienne avait toujours considéré les événements du Maroc comme rentrant dans le cadre de la "mission civilisatrice" à l'accomplissement de laquelle l'Italie devait participer de plus en plus activement...

ANGLETERRE: LE MAINTIEN DES INTERETS STRATEGIQUES ET ECONOMIQUES DANS LE DETROIT DE GIBRALTAR, THAT'S THE QUESTION

Pendant toute la guerre du Rif, le gouvernement britannique manifesta, comme à l'accoutumée, une certaine prudence diplomatique. Défendant, comme toujours, ses intérêts stratégiques et économiques, l'Angleterre n'était pas prête à renier son "entente cordiale" avec la France. Tout devait se jouer

à l'intérieur des arrangements diplomatiques antérieurs qui convenaient très bien à la politique coloniale anglaise. Comme un peu partout dans le monde, la presse anglaise ne commençait à s'intéresser aux événements du Rif, d'une façon suivie et plus active, que depuis l'entrée en guerre des troupes coloniales françaises.

Daily Telegraph, du 24 avril 1925, sous le titre : " Abdelkrim et les Français. -Situation délicate", ne cachait pas son soutien aux autorités françaises qui étaient, d'après ce journal, disposées à conclure " dans l'intérêt de la paix" une entente locale avec Abdelkrim. Cela remettait inévitablement en question l'esprit du protectorat que le journal ne perdait pas de vue. D'autres part, le Daily Telegraph ne mentionnait pas quelle était la position exacte des Rifains. Favorable au jeu de la propagande officielle française, il écrivait :

" (...) mais il est impossible de laisser continuer l'état de choses actuel et de permettre aux contingents d'Abdelkrim de mettre à feu et à sang des territoires dont le Sultan et les Français sont directement responsables d'assurer la sécurité. Dans tout le reste du Maroc français, la tranquillité est plus grande que jamais".

Une semaine plus tard, l'attitude de ce journal changea quelque peu en laissant planer l'ambiguïté sur l'avenir des puissances coloniales au Maroc devant un éventuel départ à zéro. Son rédacteur diplomatique (W.N.E.), sous la titraille : "L'offensive française au Maroc. -Abd El Krim le bouc émissaire de la finance. - Politique dangereuse. -Les chances d'un nouveau Casablanca", attirait l'attention sur le rapide développement des difficultés au Maroc et dont il avait signalé l'existence depuis déjà six mois. Il fallait donc s'attendre à une nouvelle crise internationale. car, "il se peut que les militaires jettent au vent les prudences des diplomates". Un sous-titre signalait "les préparatifs de presse" : une presse inspirée se mit à donner au monde entier l'assurance que la France n'avait nullement le désir d'intervenir dans le Rif, mais qu'il se pouvait qu'elle fût obligée d'intervenir bien malgré elle. Tout cela était prêt, excepté le prétexte. Sur ces entrefaites, l'Angleterre avait fait comprendre au Quai d'Orsay que si les troupes françaises pénétraient dans la zone attribuée à l'Espagne, cela pourrait donner lieu à des complications. C'est ainsi que " l'aventure fut décommandée".

Voulant rendre compte de la "situation dans le Rif", Westminster Gazette, du 6 mai 1925, reprenait la même information, du même jour, publiée par le Daily Telegraph, en critiquant une partie de l'opinion française favorable à un expansionnisme colonial en direction du détroit de Gibraltar :

"La tendance de certaines fractions de l'opinion française à juger que l'échec des Espagnols crée une nouvelle situation au Maroc est si connue qu'il est prudent d'accueillir avec quelque réserve la nouvelle que les Rifains ont franchi les limites de la zone française. Personne en Angleterre ne prendra sans doute au sérieux la thèse que l'incapacité de l'Espagne à maintenir l'ordre dans sa zone doit entraîner le retour de celle-ci à la France, et il est improbable que le gouvernement français actuel adopte cette politique à moins qu'Abd el Krim ne se livre à des provocations intolérables".

Le correspondant particulier du Times à Madrid, analysait l'attitude es-

pagnole. Son article, écrit le 5 mai, ne parut dans le Times que le 7. Tout en suivant avec intérêt les opérations françaises contre Abdelkrim, l'opinion espagnole ne semblait pas considérer le problème marocain dans les deux zones comme formant un tout. La grande masse des Espagnols paraissait très satisfaite de la décision du Directoire qui réduisit de moitié les effectifs engagés et qui ne prévoyait pas d'opérations du côté espagnol. Mais si tout semblait calme en Espagne, c'est que la censure y était pour quelque chose :

"L'avantage qui pourrait être retiré d'opérations combinées à l'heure actuelle, ne paraît pas entrer en calculs officiels et n'est nulle part discuté dans la presse. Il ne faut peut-être pas s'en étonner, étant donné l'effet paralysant de la censure rigoureuse qui s'est exercée depuis dix-huit mois sur toutes les nouvelles reçues du Maroc".

L'éditorial du Daily News, du 12 mai, ne parlait que de "la France et le Maroc", négligeant ainsi l'Espagne; sans doute pour la défendre. Il attirait l'attention de ses lecteurs sur " les manifestations belliqueuses ou pacifiques" qui allaient se dérouler au Maroc.

Le Morning Post, du 15 mai, croyant que les Rifains étaient essentiellement des Noirs, assurait ses lecteurs que "ce n'est un secret pour personne que parmi les officiers blancs d'Abdelkrim, il se trouve aujourd'hui des experts militaires allemands et russes".

Après le déclenchement de la double offensive franco-espagnole, la presse anglaise observa un certain silence. La règle de "wait and see" semblait bien convenir aux médias anglais qui restaient dans leur ensemble très attentifs à ce qui se passait pas loin de Tanger, sans être agités par les péripéties de la guerre du Rif. Tous les regards étaient fixés sur l'évolution de la situation en zone française.

C'est Westminster Gazette, du 13 septembre 1925, qui se pencha sur "l'avenir du maréchal Lyautey". L'opinion anglaise pouvait alors apprendre que Lyautey était depuis longtemps impopulaire parmi les fractions les plus avancées de la gauche française, "à cause de ses attaches avec l'élément réactionnaire et catholique dans le haut commandement ; ces milieux ont demandé à plusieurs reprises qu'il fût rappelé du Maroc". Lyautey occupait, dans l'Afrique du Nord, une position qui ressemblait beaucoup à celle de Lord Kitchener en Egypte. Le maréchal et ses collaborateurs supportaient très mal toute critique de son administration dans une région où son action personnelle avait laissé une forte empreinte. Le journal anglais s'attendait à la démission du maréchal :

"Mais la présence du maréchal Pétain au Maroc rend impossible le séjour des deux maréchaux en même temps dans ce pays, à l'heure où la campagne se développe ; une très forte pression s'exerce sur M. Painlevé, afin de l'amener à créer une situation telle que le maréchal Lyautey se trouve dans l'obligation de démissionner".

La propagande française consistant à accréditer le bruit de la présence des étrangers travaillant au service d'Abdelkrim n'épargna pas l'Angleterre. Aussi le Consul de France à Tanger, fut-il invité par le Quai d'Orsay à surveiller de très près les agissements anglais dans la région du détroit de Gi-

braltar. Celui-ci effectua une "enquête confidentielle" dont le résultat recoupaït parfaitement avec la politique traditionnelle anglaise dans cette région depuis 1904 ; du même coup, cette "enquête confidentielle" ne put révéler la présence d'aucun étranger engagé dans la résistance rifaine :

"...l'attitude parfaitement confiante jusqu'ici du Consul général d'Angleterre, ainsi que la collaboration loyale qu'il n'a cessé de me montrer (...) pour hâter l'avènement du statut (...) pour en faciliter les applications ne me permettent pas de supposer que M. Clive ait pu commettre à notre égard une aussi grave incorrection". (96)

Ce n'est pas un hasard si le Gibraltar Chronicle affichait, presque systématiquement depuis 1844, peu de sympathie à l'égard de la France. Il s'agissait pour l'Angleterre de défendre ses intérêts coloniaux dans cette région avec toute la vigilance qu'imposaient les circonstances.

Quelques jours avant la reddition d'Abdelkrim, un diplomate anglais confiait au résident général que le gouvernement britannique poursuivait au Maroc deux buts : d'une part, le maintien de la liberté du détroit de Gibraltar ; d'autre part, la sauvegarde de ses intérêts économiques dans l'Empire chérifien. Partant de ces considérations d'ordre stratégique et économique, le diplomate anglais précisait qu'il ne fallait pas perdre de vue que l'Angleterre était, comme la France, une grande puissance coloniale musulmane. Ses intérêts étaient en quelque sorte solidaires des intérêts français : toute agitation qui se produisait dans une partie du monde musulman dominé ne pouvait pas manquer d'avoir des répercussions dans les autres. Par conséquent, l'Angleterre trouvait absurde le fait de lui attribuer, comme le faisait parfois certaine presse française, des sympathies pro-rifaines. (97)

Les déclarations de ce diplomate ne manquaient pas de sincérité que, d'ailleurs, bon nombre de journaux anglais reflétaient très fidèlement. En somme, pour l'Angleterre, Abdelkrim ne fut qu'un "roguï", et le soulèvement dans le Rif une simple "révolte" comme il s'en produisait un peu partout dans le domaine colonial...

En Belgique, Hollande et Portugal, la presse, dans sa large majorité, véhiculait les thèses développées par la propagande officielle (98). En Union Soviétique, la position officielle était celle que le P.C.F. essaya de développer (99). C'est aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique Latine, qu'un certain souci d'informer semblait être l'axe autour duquel devaient tourner de nombreux articles de presse.

L'OPINION PUBLIQUE AUX ETATS-UNIS ET DANS LES PAYS D'AMERIQUE DU SUD

Bien que n'étant pas directement concernée par la guerre coloniale qui se déroulait dans un pays d'Afrique du Nord plus ou moins connu, l'opinion publique aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique Latine en général manifesta un réel intérêt aux événements du Rif ; peut-être parce que la

Grande Guerre qui secoua d'abord toute l'Europe avant de dégénérer pour atteindre d'autres continents, était encore présente à l'esprit de l'opinion outre-Atlantique. Mais le fait que le "Nouveau Continent" avait aussi un passé marqué profondément par la colonisation européenne, ne devait pas laisser dans l'indifférence de nombreuses populations qui voyaient dans le combat des Rifains une action sinon digne d'admiration et d'estime, du moins accueillie avec une certaine compréhension. Les voix soutenant le colonialisme ne manquaient pas pour autant. Elles étaient même parfois très puissantes...

LA PRESSE AMERICAINE : REACTIONS MITIGÉES

Sans doute parmi les premiers journalistes américains qui eurent à s'intéresser au Rif fut Scott Mower qui, le 10 octobre 1924, avait pu interviewer Abdelkrim. Mohamed Boujibar lui servait d'interprète. Il fut suivi par le correspondant de Chicago Tribune, Schean qui, le 5 février 1925, arrivait à Tanger, venant d'Ajdir, habillé à la marocaine. Sur le Maroc, et le Rif en particulier, Schean a pu envoyer une douzaine d'articles à son journal.

Au début d'avril 1925, avant l'arrivée massive des correspondants de presse, Lyautey écrivait au président du Conseil : "j'ai nettement l'impression que la visite de M. Schean à Abdelkrim aura été parfaitement inopportune". (100)

Les impressions du journaliste américain avaient déplu à l'autorité coloniale au Maroc. Des instructions tendant à interdire à tout correspondant de presse, français ou étranger, de dépasser les lignes des postes français furent préparées comme conséquence immédiate du voyage de Schean dans le Rif.

" La plupart d'entre eux (les correspondants de presse), les étrangers surtout, sont trop disposés à dépasser le cadre habituel du reportage et à entrer en tiers dans le conflit. Ils jugent alors avec une partialité destinée pour le moins à payer de retour l'hospitalité riffaine et la politesse avec laquelle ils ont été accueillis à Ajdir, et plus souvent, à servir égoïstement les intérêts de leur drapeau et de leurs compatriotes". (100)

Toutes ces considérations furent développées pour dire que "M. Schean est revenu plein d'admiration pour Abdelkrim et son entourage" (100). Bien évidemment, c'était là le type de journaliste qu'il fallait surveiller et, si possible, empêcher de faire son travail.

" Défenseur d'Abdelkrim, il me paraît tout disposé à mal juger à l'occasion notre politique riffaine". (100)

L'opinion américaine constituait un poids certain, déjà dans les années d'après guerre, pour que le pouvoir colonial français n'y prêtât pas toute l'attention nécessaire pour l'attirer de son côté ; ce qui devait en principe renforcer sa détermination colonialiste.

Dès le 5 mai 1925, le New York Times consacra un éditorial aux "opérations françaises au Maroc" où fut exposée aux lecteurs américains la

thèse officielle du pouvoir colonial au Maroc. Après la retraite des forces espagnoles, qui s'étaient accrochées difficilement à une étroite bande de territoire fortifiée, le long de la Méditerranée, "l'invasion rifaine dans la zone française du Maroc" n'avait alors causé aucune surprise chez les chefs militaires français. Si Abdelkrim dirigeait ses regards vers le sud, c'est parce qu'il y était contraint "à la fois par la nécessité et par l'ambition". Les ambitions coloniales, New York Times n'en faisait étrangement aucune mention; Si l'armée espagnole avait subi des échecs, c'est parce qu'elle était démolisée...

Du mouvement rifain et de l'administration coloniale, New York Times brossait le tableau suivant :

" II (Abdelkrim) a réussi à apaiser les querelles traditionnelles entre Arabes de la plaine et montagnards Beberes et à donner à ses campagnes le caractère d'une guerre sainte contre l'infidèle. Ses partisans fanatiques l'obligent maintenant à continuer sa croisade contre les Français ; ils lui demandent de succéder à Fez au Sultan traître qui a consenti à tenir sa couronne du conquérant étranger. (...) Les Français ont abandonné l'ancien système de l'administration coloniale et se sont inspirés des enseignements du Lord Cromer en Egypte. Ils ont maintenu l'autorité du Sultan ainsi que l'administration indigène et les observateurs américains ont noté de sérieux progrès dans l'instruction et l'éducation".

Oakes, propriétaire du New York Times, était "comme beaucoup de grands Américains, imbu de l'idée que la France faisait trop de militarisme au Maroc et en Syrie" ; c'est vrai qu'il exprima ce sentiment lors d'un dîner avec l'ambassadeur français à Washington.(101)

Le World (de New York), du 1er juin 1925, consacra, lui aussi, son éditorial à la "politique française au Maroc". Ayant obtenu sur la question du Maroc une écrasante majorité (537 voix contre 29), Painlevé pouvait-il enfin abolir le système de secret institué par la censure militaire ? Mais, le World s'intéressait à une chose plus importante :

" M. Painlevé a dû accepter les desiderata socialistes, en ce qui concerne les négociations avec Abd el Krim ; (...) L'idée des socialistes est, sans aucun doute, qu'en combinant négociations et combats, on obtiendra la paix aussi rapidement qu'en 1912, après la révolte des troupes marocaines à Fez".

Une semaine après, le World prenait clairement la défense du maréchal Lyautey qui, malgré un " corps d'officiers remarquables" qui le soutenaient, était "malheureusement" combattu par la plupart des dirigeants radicaux-socialistes.

Le 11 juin, les télégrammes du journaliste Streit, envoyé spécial du New York Times contrastaient avec l'éditorial du 5 mai. Les ayant considérés comme tendancieux, le ministre de l'intérieur décida de ne pas les remettre à leur destinataire. (102)

Pour déjouer la censure, le correspondant de Chicago Tribune recommanda à son correspondant à Tanger, Hôtel Cecil, de bien numéroter ses télégrammes en série, quand il retourna dans la zone française. Ce qui devait lui permettre de se rendre compte s'il y avait des manquants pour les compléter, une fois sorti du Protectorat. Pour rendre l'opération plus facile, son

correspondant à Tanger devait également indiquer comme 2ème mot le nombre total des mots du message pour savoir combien furent censurés, et d'essayer d'envoyer des bulletins en argot ou en langage convenu. Seulement le correspondant de Chicago Tribune ne savait pas que son correspondant à Tanger était aussi le correspondant des services de renseignements français! (103)

Le 13 septembre à Targuist, Quartier Général des forces rifaines, Vincent Sheean, correspondant de la Neue Freie Presse et de la North American Newspaper Alliance, interviewa Mohamed el Khattabi, frère d'Abdelkrim. V. Sheean notait que "pendant la semaine dernière, la situation des Rifains est devenue plus critique à la suite des attaques par avions, mais cependant le chef rifain paraît très calme".

Mohamed el Khatabi déclara que les Rifains n'avaient pas les moyens dont disposait l'armée française. Puis il expliquait :

" De plus, la France a en tout, sur le front méridional, 200.000 hommes en chiffres ronds. Savez-vous quel est le maximum que nous avons pu mettre en ligne de ce côté ? 18.000 hommes . Actuellement, nous en avons même moins, (...) J'ai rencontré M. Painlevé en 1923, quand j'étais à Paris et il me dit alors qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour nous aider à obtenir la paix et l'indépendance".

Le séjour de Vincent Sheean dans le Rif dura quelques semaines. Pour en sortir, il avait fallu l'intervention du chargé d'affaires des Etats-Unis à Paris auprès du Quai d'Orsay. Car si Abdelkrim lui laissait toute liberté de mouvement à l'intérieur du Rif, les Français, l'ayant soupçonné d'être profifain; ne le laissèrent pas franchir leurs lignes dans la région d'Ouezzan.

" Ce correspondant aurait pris position dans ses articles en faveur du Chef Riffain et il n'est pas impossible qu'il soit porteur de déclaration d'Abdelkrim destinée à frapper l'opinion publique". (104)

Ce n'est que le 30 octobre que Vincent Sheean pouvait quitter le Rif en franchissant les lignes espagnoles entre Seguedla et le pont international.

Soutenu par un puissant syndicat de journaux américains (North American Newspaper Alliance), Vincent Sheean était redouté par le pouvoir colonial qui voyait en lui un danger certain contre sa propagande.

Le 8 novembre, le correspondant habituel de V. Sheean à Paris, qui se trouvait alors à Heidelberg (Allemagne), télégraphia à son bureau parisien :

"Informez immédiatement les Affaires étrangères que la presse française est induite en erreur lorsqu'elle dit que Sheean n'est pas porteur des termes de paix d'Abd el Krim". (105)

Quelques semaines avant la reddition d'Abdelkrim, l'association américaine "the friends of the Riff" adressa à Briand un télégramme souhaitant un règlement pacifique de la question rifaine :

"On this anniversary first battle for american independance permit us must respectfully to hope that pending negociations may enable France Spain Riff to reach accord basis July terms". (106)

Loin d'avoir été divisée sur la question du Rif, l'opinion publique américaine essayait surtout de comprendre sans vraiment avoir l'intention d'agir. C'est ce souci de s'informer correctement qui poussa les journalistes

américains au Maroc, Scott Mower et Vicent Sheean notamment, de ne pas se contenter des versions que leur proposait la propagande coloniale française ou espagnole. Si de nombreux articles dans la presse américaine, relatifs à la guerre du Maroc, développaient quelques aspects "pittoresques", c'est sans doute pour satisfaire la curiosité d'une frange du lectorat américain pour qui le Maroc, par-delà sa lutte pour l'indépendance, évoquait une certaine image des "mille et une nuits"...

AMERIQUE DU SUD : OPINION ENGAGEE

En Amérique Centrale et en Amérique du Sud, les souvenirs du colonialisme espagnol ou portugais avaient marqué les réactions des populations qui n'étaient pas prêtes à accueillir favorablement les allégations d'une propagande coloniale dont elles connaissaient bien les mécanismes, puisqu'elles continuaient à en payer les frais. Ce qui ne voulait pas dire que les réactions étaient unanimement orientées vers l'anticolonialisme européen au Maroc. Mais la tendance générale était à l'appui de plus en plus massif à la résistance des Marocains dans le Rif, surtout quand ceux-ci attaquaient les Français.

A Cuba, la majorité des quotidiens recevaient leurs informations par le biais de l'agence américaine Associated Press qui n'était pas particulièrement disposée à faire l'éloge de l'action coloniale au Maroc. Les télégrammes étaient publiés comme provenant de Fès. Bien que la Compagnie Française des Câbles Télégraphiques (C.F.C.D.T.) continuât à faire diffuser un bulletin journalier de nouvelles provenant du Protectorat, entre autres, bon nombre de journaux cubains n'y accordaient aucun intérêt. Ce qui obligea la C.F.C.D.T. à céder son service de presse à All America.

Le Consul de France à Santiago de Cuba, J.P. Brillouin, constatait que la population espagnole de sa circonscription " lit avec avidité et joie toutes les nouvelles qui peuvent nous être défavorables". La communauté d'origine espagnole de Cuba s'en prenait violemment aux Syro-Libanais, connus à Cuba surtout sous le nom de "Moros" (Maures), à chaque fois que les Rifains venaient de remporter une victoire sur l'Espagne (107). Seul le journal Independencia, dans cette localité, osait contredire son nom pour soutenir la France coloniale.

C'est le journal la Region, du parti libéral du Président Machado, qui fut le plus hostile à l'action de la France au Maroc à tel point qu'il fut accusé de "germanophilie" par les agents diplomatiques français accrédités auprès des autorités cubaines.(107)

Au Panama, la presse fut presque unanime à dénoncer énergiquement l'offensive franco-espagnole au Maroc. Les câbles de l'Agence Havas ne pouvaient rien changer à cette orientation des journaux panaméens. L'important journal de Panama, Star Herald & Estrella, rédigé en anglais et en espagnol, très lu par la population indigène mais aussi par les Américains de la zone du canal de Panama, avait pris une position nettement anticolonial

niale : Abdelkrim n'était pas présenté comme un rebelle mais bien comme un belligérant, défendant l'indépendance du Maroc. Le directeur de ce journal n'était autre que G. Duque, ministre panaméen de l'Agriculture et des Travaux Publics. Une offensive diplomatique franco-espagnole allait s'engager pour étouffer cette voix anticoloniale :

"J'admets, avec mon collègue espagnol, que le rédacteur du quotidien précité cherche, surtout, à nuire à l'Espagne. Cependant, nous n'en sommes pas moins clairement visés dans ces articles. Je devais, donc, m'efforcer d'arrêter une campagne capable, malgré tout, d'influencer sur l'estime des indigènes -faussement renseignés- pour notre pays. Après des démarches officieuses séparées, concertées d'avance entre nous, je crois être arrivé, avec M. Moreno, chargé d'affaires d'Espagne à éviter de nouvelles publications". (108)

Au Brésil, la gazette O Jornal, dirigée à Rio de Janeiro par Assis Cha-teaubriand, prit une "orientation compliquée" (109).

O Jornal publia des séries d'articles d'opinions divergentes signés de noms les plus connus d'Amérique, d'Europe et d'Afrique. C'est ainsi qu'à un article de Raymond Poincaré succéda un article de Loyd George.

O Jornal publia aussi une interview du prince Charles Murat où celui-ci exposait " en termes excellents l'oeuvre et l'attitude de la France au Maroc"(109). Mais c'est le 2 juillet 1925, que ce journal fit paraître un long article, mais tellement bien fait que l'ambassadeur français à Rio n'avait pas pu s'empêcher de faire cette remarque :

" On peut combattre et flétrir le chef riffain, mais comme journaliste pour public sud-américain il est incontestable qu'il a du métier" (109)

L'article était, en effet, signé Abdelkrim, avec un portrait du chef riffain en tenue blanche.

L'organe de la communauté syrienne du Brésil, Arayed (Guide), avait adressé une lettre de soutien à Abdelkrim ; mais la censure française était là pour la recevoir. Son directeur-propriétaire, Nagib C. Haddad, avait toujours pris la défense de la résistance marocaine face au colonialisme européen(110).

Paulo Torrès fut l'un des rares correspondants de presse brésiliens se trouvant au Maroc pendant la guerre du Rif. Ceux-ci avaient toujours été accueillis avec scepticisme par les autorités coloniales.

C'est le 10 et le 11 septembre 1925, comme réponse à l'article d'Abdelkrim dans O Jornal, du 2 juillet, et comme manifestation d'un sentiment réel anticolonial, que les journaux brésiliens publièrent le texte d'un télégramme adressé de Rio de Janeiro au chef de la résistance marocaine dans le Rif. Les termes de ce télégramme étaient les suivants :

"Rio, le 10 septembre. - Les nationalistes brésiliens exaltent de joie à la suite des victoires successives que vous venez de remporter dans la défense héroïque de votre patrie, dominée par l'égoïsme et les intérêts des puissances européennes.

Nos coeurs vibrent à chaque coup dont vous frappez les faux civilisateurs dont nous avons malheureusement souffert l'influence maléfique. Nous

faisons des vœux pour que vous sachiez conquérir la victoire définitive, en balayant les envahisseurs étrangers du sol sacré de votre patrie. Salut glorieux général africain".(111)

Au Venezuela, la question marocaine souleva plusieurs débats passionnés. Le soutien à la résistance rifaine fut inconditionnel. Abdelkrim était comparé aux grands hommes qui libérèrent le Venezuela et une partie de l'Amérique Latine: Bolivar, Miranda, Sucre et San Martin.

Rares étaient les journaux vénézuéliens qui, à l'instar du Nuevo Diario, devaient accorder une place aux assertions de la propagande coloniale française ou espagnole. L'Universal de Caracas produisit, sans grand succès, un article circulaire composé par l' "Agence des grands périodiques ibéro-américains", envoyé à tous les journaux sud-américains. Cet article servait exclusivement la propagande espagnole. Nombreuses feuilles vénézuéliennes puisaient leurs informations dans les dépêches de "Pan American News Service" considéré par les Français comme " organe de propagande allemande".(112)

En Uruguay, le journal Dia, organe officiel du groupe battliste, la fraction la plus importante et la plus nombreuse du Parti Colorado, consacra, le 24 mai 1926, un éditorial à la guerre du Maroc, comme couronnement de toute une série d'articles relatifs aux événements du Rif et qui étaient progressivement orientés vers le soutien de plus en plus affirmé de la résistance marocaine.

Dirigé par Battle y Ordonez et Brum, tous deux anciens présidents de la République d'Uruguay, le Dia était le plus grand journal de Montevideo, la capitale du pays. L'offensive franco-espagnole dans le Rif y était annoncée, et maintes fois commentée, avec une grande indignation. L'intervention du Chargé d'Affaires français en Uruguay auprès du député Colorado Mi-nelli pour infléchir l'engagement de ce journal n'avait rien changé à son orientation en faveur de l'indépendance du Maroc (113). Son éditorial était intitulé : " La France et l'Espagne au Maroc". A l'opinion uruguayenne, le Dia expliquait le fond de ce que la propagande coloniale française entendait par " zone pacifiée" :

" Dans l'argot colonial français, zone pacifiée est synonyme de zone où subsistent seulement quelques maisonnettes, quelques femmes et enfants échappés miraculeusement aux bombardements et quelques hommes mutilés totalement démoralisés par l'efficacité brutale des armes modernes".

Ce n'est pas sans perspicacité ou clairvoyance que le Dia attaquait violemment les fondements des "droits de l'homme" de l'époque... :

" Il est vraiment étrange que les peuples dits civilisés qui organisent à Genève, en affichant leur rhétorique humanitaire, des tribunaux susceptibles de contrôler un jour les injustices internationales n'aient même pas aujourd'hui un regard de pitié pour ce peuple vaillant qui est sur le point de succomber pour la défense de sa liberté. (...) Si les Maures (Marocains) ne méritent pas, au regard de la Société des Nations, la garantie des droits de l'homme, dont l'existence reste plus théorique que pratique, nous pouvons croire que le jour rêvé où tous les hommes seront égaux devant le Droit et

où la terre natale ne pourra pas être violée et ravagée est encore assez lointain".

On ne peut, évidemment, que méditer ces paroles écrites en 1926.

En Argentine, le journal Nacion, dont le correspondant à Paris fut Ortiz Echagüe, prit dès le début de la guerre du Rif des positions qui n'étaient pas de nature à satisfaire la politique française au Maroc. S'appuyant sur les déclarations du député Doriot à la Chambre, Nacion faisait savoir à ses lecteurs que non seulement les troupes françaises avaient reculé de 15 à 30 km, devant l'avance des combattants rifains, mais surtout qu'au Maroc, le maréchal Lyautey s'était trompé militairement et politiquement. (114)

Au Pérou, la presse célébrait les victoires rifaines dans l'allégresse la plus totale. Le journal Comercio expliquait ce qui se passait au Maroc en utilisant des titres-choc : " Le choc de deux idéologies". - Impérialisme et liberté. - Oppression et rébellion. - Vengeance et représailles". Mais c'est le journal Tiempo, dont le directeur avait pourtant reçu des mains du général Mangin la distinction de la légion d'honneur, qui avait, sous la signature de Mme Carmen Saco, comblé d'éloges le chef de la résistance marocaine, l'annonciateur explosif de l'ère de la décolonisation du XX^e siècle :

" Abdelkrim est le super-homme, il est grand par lui même (...) Sa force est celle des millions d'hommes qui vivent dans la souffrance, c'est l'incarnation des forces occultes de sa race. Il donne et il reçoit, il est exalté et il exalte, il résume et synthétise des siècles d'humanité ; il concentre en sa personne des énergies divines, d'idéalisme, dont le rayonnement laisse une lumière à laquelle l'humanité doit sa force. En un mot la silhouette de ce super-homme se détache, brillante en sa pureté sur l'horizon de l'humanité". (115)

Bien que géographiquement, et même culturellement, les peuples d'Amérique du Sud se trouvaient à une certaine distance du Maroc, la manifestation de leur profonde sympathie était le reflet même des souffrances qu'endurait le peuple marocain et de ses aspirations les plus légitimes.

D'autres réactions à travers le monde exprimèrent ce sentiment "aigre-doux" où l'admiration se mêlait à l'indignation.

L'OPINION MUSULMANE : A QUAND LA DELIVRANCE ?

Evidemment, l'opinion musulmane ne pouvait qu'exprimer son indignation la plus affligeante à l'égard d'un colonialisme qui continuait de frapper durement, depuis déjà de longues années, un peu partout dans le monde musulman, sans que les résistances manifestées jusqu'ici puissent laisser entrevoir l'avènement très prochain d'une libération totale de la communauté musulmane qui subissait la première humiliation de toute son histoire. La résistance dans le nord du Maroc permettait-elle de réaliser un espoir tant de fois déçu ? Tout le monde invoquait Dieu pour qu'il en fût ainsi. Mais l'Islam

n'était pas que des prières, on avait tendance un peu à l'oublier...

L'HUMILIATION DE LA UMMA DU PROPHETE

En Inde, à la fin de 1924, Abdelkader al Halali s'était rendu à Delhi et à Bombay, et, au début de 1925, dans le nord de l'Inde, où il s'était mis en rapport avec le Dr. Mohamed Naïm et divers autres musulmans influents. L'objectif de ces contacts en milieux musulmans hindoux : réunir les fonds nécessaires à l'organisation d'une mission médicale qui devait être envoyée au Maroc.

Au début mai 1925, un grand meeting fut organisé à Chittagong, port important situé sur le Golfe du Bengale à l'Est de Calcutta, où le Mahatma Ghandi (1869- 1948) était présent. La campagne militaire française au Maroc fut violemment attaquée. Un comité fut alors constitué sous la présidence de Mohim Chandra Das pour "condamner l'action de la France attaquant le gouvernement républicain du Rif" (116). La première motion fut déposée par Moniruzzaman, membre du conseil législatif, et appuyé par Tripura Charan Choudhury. Le contenu de cette motion :

" Ce meeting public d'hindoux et de musulmans de Chittagong condamne le plus énergiquement les mesures militaires agressives prises par la France contre le gouvernement riffain du Maroc dans l'intention d'opprimer les Arabes qui n'ont cessé de jouir de la liberté pendant des milliers d'années".(116)

Une seconde résolution fut proposée par Shah Badial Alam :

" Le meeting demande à la ligue des Nations de prendre les mesures nécessaires contre l'agression dont s'est rendue coupable la République Française, en contradiction des principes de la ligue (Société) des Nations". (116)

La troisième et dernière motion, faite par Manat Khan, membre également du Conseil Législatif, exprimait l'espoir de voir des meetings organisés par les musulmans et les autres communautés dans l'Inde entier pour condamner sévèrement l'action coloniale au Maroc.

De Bombay, Shaukat Ali lança un appel à tous les croyants de faire des prières pour le salut et la victoire des musulmans dans le Rif. (116)

Le Muslim Outlook de Lahore, rapporta, le 7 mai 1925, que les projets de l'envoi d'une mission médicale au Maroc avaient été abandonnés. Le même journal, dans son numéro du 31 mai, reproduisit un télégramme, daté du 29, émanant de Shaukat Ali, dans lequel ce dernier proposait qu'en raison de l'impossibilité d'envoyer des fonds à Abdelkrim, les sommes recueillies fussent transférées au "Hedjaz Relief Fund". La décision du Khalifat du Penjab de remettre de l'argent à Abdelkrim par l'intermédiaire de l'Imperial Bank of India ne semblait pas avoir abouti. A cause du blocus, les Rifains étaient coupés du monde extérieur.

La presse turque enregistrait avec une visible satisfaction toutes les nouvelles concernant des succès remportés par les combattants dans le Rif qu'on désignait par le mot "Mujahidun" (combattants de la foi). Au début de juin, le journal Turk Sous faisait savoir, d'après une dépêche de Constantinople, que les soldats de la région de Fès refusaient de se battre. A Killis et à Aintab, les habitants avaient ouvert, dès le début de la guerre des souscriptions dont le montant devait être envoyé aux Rifains au titre du Croissant Rouge. Des souscriptions avaient été ouvertes, en Syrie, pour servir le même but. Des prières dans les mosquées avaient été faites par de très larges masses de croyants, comme soutien moral et spirituel au mouvement de résistance dans le Rif.(117)

Dans l'île de Java (Indonésie), le journal Al Wifq, du 25 octobre 1925, déclara que la " guerre du Rif n'est pas autre chose qu'une guerre contre l'Islam. Il faut donc que les musulmans viennent en aide le plus tôt possible aux Riffains". Les Espagnols et les Français, aidés des Américains et des Belges, faisaient revivre l'époque des croisades exhortant l'Europe et toute l'Amérique à anéantir l'Orient et en particulier les musulmans. Le Wifq protestait contre l'oeuvre sauvage de la France qui envoyait les musulmans d'Algérie et de Tunisie combattre leurs coreligionnaires du Rif.

L'appui du monde musulman aux combattants riffains était total. Le journal Al-Ahram, du Caire, publia, dans son numéro du 17 mai 1925, la 6ème liste du comité de souscription de la ville du Caire. Vu l'importance de la presse égyptienne dans le monde arabe, et afin de briser son fervent soutien à la lutte pour la libération du Maroc, Le représentant diplomatique français au Caire entreprit des démarches auprès de Sidky Pacha. Celui-ci menaçait de suspendre le journal Wadi Nil, très violent à l'égard des puissances coloniales, et avait fait ses observations aux autres journaux pour modérer leur ton ; mais rien ne pouvait vraiment changer l'attitude, plus que justifiée, d'une presse égyptienne consciente de son rôle. Gaillard préconisa alors, au Quai d'Orsay, d'agir autrement :

" Malgré les conseils de modération donnés par le gouvernement égyptien, la presse arabe continue sa campagne au sujet des événements du Rif. Cette campagne semble financée par les centres de propagande communiste qui n'ignorent pas l'importance prise, dans tous les pays musulmans, par la presse arabe égyptienne. (...) Il serait utile que cette campagne soit signalée par la presse française, notamment le " Temps" ou le " Matin ", qui ferait ressortir que le nationalisme égyptien n'est pas, comme il le prétend, indépendant de considérations confessionnelles, mais semble, d'après l'attitude de sa presse, n'être pas affranchi de tout fanatisme religieux. Je ferais reproduire ces articles dans la presse locale. Il serait utile que l'Agence Havas envoie un résumé de l'article du " Temps". (118)

Abdelkrim avait écrit, le 6 avril 1926, à Sidi Hossein Ouali El Alaoui El Hosseini El Kadmi, président du Congrès du Khalifat du Caire pour exprimer son profond attachement à l'Islam au nom duquel il combattait au Maroc. La même lettre fut adressée au Cheikh Mohamed Faradj El Meniaoui, président de la société Mutuelle des Ulémas du Caire. Le rekkas rifiant chargé

d'expédier ces lettres par la poste anglaise de Tanger les avait communiquées à Abdelkrim el Hadj Ali El Boucouyi . Mais celui-ci était un agent du service de renseignements espagnols ; il en avait remis, par conséquent, des copies au lieutenant Lorca, du Tabor n°2, qui les avait confiées, à son tour, à son supérieur hiérarchique, un capitaine français nommé Panabière qui les avait fait photocopier...(119)

Ayant appris ces démarches d'Abdelkrim, la Résidence déclina la participation du Sultan au Congrès de la Mecque. Elle rédigea un télégramme dans des termes qu'elle soumettait d'abord à l'approbation du ministre des affaires étrangères :

"Nous apprécions hautement l'intérêt qui s'attache pour la communauté musulmane du monde entier au règlement des questions relatives au statut des Lieux Saints de l'Islam et dont le Congrès de la Mecque doit entreprendre la discussion. Mais l'époque tardive à laquelle nous est parvenue l'annonce de cette réunion ne nous laisse pas la possibilité matérielle d'envoyer une délégation à la Mecque ainsi que nous l'aurions désiré". (120)

Ce télégramme concluait ainsi: "prière me télégraphier si vous approuvez ce texte". Ce n'est qu'après le feu vert du Quai d'Orsay que le texte devait être signé par le Sultan...

L'opinion publique égyptienne fut très profondément impressionnée par la nouvelle de la reddition d'Abdelkrim. D'abord la presse égyptienne n'avait pas du tout cru aux informations télégraphiques qui annoncèrent cette nouvelle et s'était abstenue de la commenter. Ensuite, le doute n'étant plus permis, les feuilles cairottes et la presse du Wafd en premier, présentèrent Abdelkrim comme un héros de la résistance marocaine, contraint par de puissantes forces impérialistes à rendre les armes, après avoir lutté six ans pour l'indépendance du pays.

En Afrique du Nord, l'opinion musulmane, contrôlée très étroitement, exprimait son indignation dans la clandestinité. Elle fut dans l'incapacité totale de dépasser le stade des lamentations. Etant travaillée pendant de longues années par la propagande coloniale activement habile, l'opinion musulmane nord-africaine sombra dans des divisions internes où les hésitations et les lâchetés conduisirent beaucoup des Nord-Africains, les Marocains en premier lieu, à collaborer avec l'occupant. Cependant des signes d'une certaine prise de conscience généralisée n'étaient pas absents au sein de cette société maghrébine désarmée.

Les feuilles arabes nord-africaines, si elles n'étaient pas au service du pouvoir colonial qui leur dictait ce qu'il fallait divulguer et sous quelle forme il fallait le faire, devaient être ou bien systématiquement censurées ou bien carrément supprimées. L'opinion musulmane n'était pas pour autant sous-informée. Voilà, par exemple, comment un agent des services de renseignements français décrivait l'état d'esprit général de l'opinion musulmane en Algérie, à la fin de 1924 et à partir de quels matériaux cet état d'esprit se consolidait :

" La conversation, la causerie au café, le livre, les brochures, les journaux, le théâtre, tout est mis en jeu. Les journaux ou les livres interdits sont

dans toutes les mains, les affiliés des confréries ou des fraternités circulent avec de faux passeports, les troupes théâtrales disent des poèmes, des chansons, ou jouent des pièces satiriques que chacun peut comprendre".(121)

C'est ce même état d'esprit qui prévalait au Maroc et en Tunisie. Quant à l'agent de renseignements, certainement bien informé, il n'était autre que Smati Mohamed, membre du Conseil Supérieur de l'Algérie, officier de la Légion d'honneur...

C'est à cette même distinction qu'aspirait, pour les mêmes services rendus, Tahar Mahoui Zidan, interprète civil au commissariat du gouvernement chérifien. Il avait aussi rempli l'office de secrétaire du Madjlis Baladi (conseil municipal) à Fès. Mais Tahar Mahoui assurait surtout la rédaction du journal arabe Akhbar Teleghrafia (nouvelles télégraphiques), qui fut, à côté d'Es Saada de Rabat et d'Idhar al-Haq de Tanger, l'un des principaux organes de propagande du Protectorat en milieux musulmans marocains. Voilà comment le résident Steeg évaluait l'activité de cet agent :

"Dans toutes les manifestations de son activité, Si Tahar Mahoui, s'est toujours montré un auxiliaire utile et dévoué à la cause française. Pendant toute la guerre et plus particulièrement encore pendant la dernière agression riffaine, il nous a rendu, comme agent de renseignements et de propagande, les plus précieux services". (122)

Des agents de cette catégorie, il y en avait, particulièrement en Afrique du Nord, des milliers qui avaient miné de l'intérieur l'opinion musulmane. C'est là l'atout fondamental ayant contribué au triomphe de la propagande coloniale et, par conséquent, au maintien de l'impérialisme européen dans cette région. Impérialisme qui avait trouvé dans la presse juive et sud-africaine un précieux soutien à sa propagande spécifiquement antimusulmane.

LA PRESSE JUIVE ET SUD-AFRICAINE L'ANTI-ISLAMISME PAR CONVICTION

Sans même avoir été sollicitée par le pouvoir colonial en Afrique du Nord, la presse juive de Palestine s'était lancée tout naturellement dans une voie défendant les forces impérialistes. Ce que la presse raciste d'Afrique du Sud n'hésita pas longtemps à faire. Si les journaux sud-africains avaient marqué, au début de la gerre du Rif, certains signes d'hésitation dans leur soutien à l'action franco-espagnole au Maroc, suivant en cela l'attitude méfiante de la presse anglaise dont ils s'inspiraient fortement, il en allait autrement pour la presse juive qui trouva là une occasion de plus pour attaquer ce qu'elle croyait être son ennemi irréductible : L'Islam .

Dès le 12 mai 1925, le journal juif de Jérusalem, le Doar hayom attaqua violemment la résistance riffaine. Gaston Mangras, Consul général de France en Palestine, ne pouvait que s'en réjouir en demandant au département des affaires étrangères d'exploiter les ressources de cette propagande qui s'offrait

spontanément :

" Cet article si sympathique à notre cause est intéressant pour autant qu'il marque l'appui que nous pouvons trouver auprès de la puissante presse juive du monde dans nos démêlés avec les agitations musulmanes qu'ils soient Faysal ou Abdul Karim . Il y a là des ressources de propagande bénévole qu'il ne tient qu'à nous d'exploiter ". (123)

Doar Hayom rappelait à ceux qui risquaient de l'oublier que la manière dont la France avait conquis le Maroc avant la gerre mondiale et celle dont les armées du général Gouraud avaient abattu " en moins de quinze heures" les Arabes de Faysal et avaient détruit le plaïs du fils du roi du Hedjaz, ne pouvaient que faire confiance à une armée bien organisée comme celle du général Lyautey, pour venir à bout du mouvement rifain; de montrer ainsi " sa force à ceux qui essayant de régner dans le Riff, et de leur prouver une fois pour toutes que le mouvement ' Pan Islamique' dont on voit les signes dans presque tous les pays, pourra peut-être réussir là où les intérêts de l'Etat n'auront pas à en souffrir et là où L'Europe n'aura aucun intérêt économique et politique". La France parassait comme le libérateur des juifs au Maroc; la victoire des Rifains ne pouvait être, pour eux, qu'un désastre. C'est pourquoi la presse juive applaudissait d'emblée et sans aucune réserve toutes les opérations militaires françaises au Maroc, et pas uniquement dans le Rif:

" Concernant les guerres de la France au Maroc, nous ne nous tromperons pas en assurant que la sympathie du monde israélite est dès à présent acquise à la France dans sa guerre de lumière contre l'obscurité et que, de tout son coeur, le peuple juif lui souhaite grande réussite dans son entreprise guerrière . (...) Les juifs n'étaient là que des esclaves courbés et humiliés par un gouvernement despotique, mais grâce à l'occupation française ils sont devenus des hommes libres (...) ". (124)

Le sentiment des juifs vis-à-vis des guerres coloniales en terre d'Islam, en général et en Afrique du Nord en particulier, n'avait donc pas changé . Bien au contraire , il s'affirmait de plus en plus à côté des puissances impérialistes pour prendre la forme d'un fervent engagement:

" Voilà pourquoi le monde civilisé en général, et nous-mêmes en particulier, sommes intéressés dans la réussite de la France et l'Occident, car la moindre réussite d'Abd el Karim est la mort pour nos frères, et aussi cela encouragerait le mouvement ' Pan Islamique ' auquel le monde civilisé et principalement les juifs sont intéressés à faire obstacle.(...)' Garde moi et je te garderai', entre les puissances alliées est le seul moyen de repousser le mouvement ' Pan Islamique', et c'est la seule voie pour la tranquillité de nos frères au Maroc "(124).

Les intérêts économiques des juifs leur faisaient perdre la mémoire pour ne conserver de l'histoire du judaïsme et plus spécifiquement de l'antisémitisme qu'une hostilité anti-islamique. Jamais, au grand jamais, L'Islam n'avait organisé de persécutions contre les juifs. Quand les musulmans entrèrent en Espagne, ils furent accueillis par les juifs comme des libérateurs tant attendus. La culture juive pouvait alors prospérer à l'ombre de la civilisation arabo-musulmane; alors qu'en Europe, les juifs continuèrent à

endurer les atrocités les plus abominables. Au temps des croisades, ils furent les premiers à subir la haine et le racisme. François de Fontette écrit à ce sujet:

" La délivrance des lieux saints tombés aux mains des musulmans fut l'objet premier de ces expéditions militaires, et le raisonnement qui fournit le motif des massacres de juifs en Europe fut d'un simplisme remarquable: pourquoi aller combattre des musulmans alors qu'on a sous la main d'autres infidèles : les Juifs?".(125)

L'histoire allait démontrer que rien ne fut changé à ce tableau d'horreur...

Mais pour en revenir à cette propagande juive pro-impérialiste pendant la guerre du Rif, plus particulièrement, il faut souligner qu'à Jérusalem l'opinion musulmane ne resta pas inactive face aux agissements anti-islamiques de la presse juive. En juillet 1925, une conférence, suivie de collecte, fut organisée dans l'école musulmane " Rodat El Maaref " en faveur du Croissant Rouge. Les journaux arabes de Jaffa, Tull Karem et Caiffa publièrent des articles exaltant Abdelkrim, nouveau héros de L'Islam , qui " défend l'indépendance du sol national contre deux des plus grandes nations du monde"(126). Tous ces journaux musulmans invitèrent les croyants de Palestine à venir en aide aux résistants marocains dans le Rif. Maaref El Charq, journal arabe chrétien, dirigé par un protestant, à tendances gouvernementales, exprima l'espoir que tous le musulmans de Palestine voulussent s'associer à cette action nationale en faveur d'Abdelkrim. A Jaffa, une souscription avait permis la collecte de 380 livres anglaises qu'on envoya au Caire, au " Comité de la Solidarité des Ulémas" qui devait se charger de la faire parvenir aux combattants rifains.

L'intervention de Paul Ballereau, consul de France en Palestine, auprès des autorités britanniques, pour faire cesser ces " agissements " qui avaient causé une " mauvaise impression " en France, avait abouti à une mise en garde faite par le secrétaire général du gouvernement palestinien à tous les directeurs de journaux et promoteurs de souscription pour mettre fin à leur campagne en faveur du Rif (126). L'attitude du prince Omar Tousson, à Alexandrie, fut une autre raison pour le diplomate français de faire une "interprétation fâcheuse" de "la tolérance du gouvernement britannique en Palestine". Il reçut des explications qui le convainquirent :

" Le secrétaire général du gouvernement palestinien m'a représenté qu'il ne pouvait faire davantage qu'il était désarmé pour tenter une action juridique, les articles de journaux ayant été rédigés assez habilement pour ne paraître attaquer aucun gouvernement étranger et les collectes ayant été faites dans le seul but avoué d'assister les blessés, que d'autre part, en attachant trop d'importance à cette campagne de presse, on risquait d'en augmenter le ressentiment. Il a cependant reconnu que l'agitation signalée était la manifestation d'une xénophobie latente contre laquelle les gouvernements français et anglais ont un égal intérêt à se prémunir". (127)

Bien évidemment, la presse hébraïque s'était émue de cette campagne musulmane en faveur d'Abdelkrim et plusieurs journaux et revues juifs

s'étonnèrent du "silence" des autorités mandataires en face des "provocations musulmanes".(127)

Après la guerre du Rif, Yahia Zagury, israélite marocain "protégé" français, inspecteur des institutions israélites, pouvait ajouter à sa décoration de chevalier de la légion d'honneur, obtenue en 1913, celle de la Croix d'officier de la légion d'honneur, pour son dévouement indéfectible à l'autorité coloniale au Maroc. (128)

En Afrique du Sud, l'opinion publique avait accueilli les opérations militaires françaises dans le Rif avec un certain flegme bien "british". Mais au fur et à mesure de l'intensité des combats, et surtout après des contacts diplomatiques entre les capitales des puissances coloniales, l'opinion sud-africaine abandonnait sa méfiance à l'égard de la France. La presse du régime raciste attaquait alors sans ménagement la résistance marocaine. De nombreux jeunes gens Sud-Africains demandèrent à s'enrôler dans l'armée française pour aller combattre les Rifains (129). Ce mercenariat bénévole, anti-islamique par conviction, ne fut pas encouragé " en raison des frais énormes que représente le déplacement ". (129)

L'éditorial du Rand Daily Mail, du 1er août 1925, développa l'idée selon laquelle l'action militaire franco-espagnole au Maroc était celle de la " civilisation contre la barbarie", et qu'à ce titre elle devait intéresser la population européenne du Commonwealth dont la cause sur le continent africain était identique à celle de la France et de l'Espagne au Maroc.

Au début de la guerre, quelques collectes en faveur du "Rif Medical Relief Fund" furent entreprises. Elles ne se renouvelèrent plus après l'intervention du Consul français auprès de l'administration britannique du Cap, soulignant le "caractère suspect de ce mouvement".(129)

Le 10 avril 1926, le Cap Argus publia un long article faisant l'éloge de la "mission civilisatrice" de la France au Maroc...

A l'annonce de la nouvelle de la reddition d'Abdelkrim, l'opinion juive, comme l'opinion sud-africaine, manifesta son soulagement et sa joie...

CONCLUSION

LA RESISTANCE RIFAIN : UN BILLAN MILITAIREMENT DESASTREUX MAIS POLITIQUEMENT POSITIF

L'expérience de la résistance marocaine dans le Rif s'annonçait riche d'enseignements. Non seulement elle constituait le point culminant de cette résistance face aux envahisseurs, pour préserver, au nom de L'Islam, l'indépendance, dans la dignité, du peuple marocain et de tous les peuples qui subissaient le joug du colonialisme; mais aussi elle inaugurait, avec éclat, une phase des luttes nationalistes qui allaient s'engager d'abord sur le terrain politique pour préparer ensuite des actions coordonnées de résistance armée qui paraissait inévitable. C'est le premier coup dur que l'idéologie coloniale devait subir, mais sans en tenir compte pour son action future. Les méthodes de la "pénétration pacifique" avaient alors atteint leur limite, mais non sans avoir, auparavant, réalisé des résultats aux conséquences incalculables, dont la plus saillante, justement, fut celle de l'échec de la résistance armée rifaine. L'élan et la profondeur de ces méthodes permirent au colonialisme de dépasser ses propres contradictions, de continuer ainsi à croire en l'efficacité de sa propagande mensongère. Tant il est vrai que "calomnier, calomnier, il en restera toujours quelque chose ..." Les fils du Rif l'avaient démontré avec leur sang. L'opinion internationale en fut le témoin.

ON N'EST JAMAIS TRAHI QUE PAR LES SIENS

Le bilan de la guerre du Rif n'est connu que très partiellement. Les pertes rifaines ne sont pas connues du tout. On sait que les pertes espagnoles étaient énormes; mais pour établir des chiffres approximativement définitifs, il faut consulter attentivement les archives espagnoles, de 1921 à 1926, relatives aux opérations militaires dans le nord marocain.

Du côté français, Painlevé présenta, le 21 octobre 1925, l'état de la situation marocaine (130): 158.000 hommes furent engagés dans le conflit, les dépenses s'élevèrent à 1 milliard 350 millions de francs. Les pertes, depuis le début des opérations jusqu'au 15 octobre 1925, se seraient élevées à 2.176 tués, dont 59 officiers, et 8.297 blessés. Le 23 décembre, le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre communiqua de nouveaux chiffres. Tués : 140 officiers et 2.500 hommes de troupe, dont 1.800 Français. Disparus: 20 officiers et 1.200 hommes de troupe, dont 225 Français. Etant entendu que ces pertes ne concernaient que la période allant d'avril à novembre 1925.

En réalité, les pertes françaises étaient beaucoup plus lourdes. Si les troupes coloniales n'étaient pas soutenues par des centaines de milliers de collaborateurs marocains, aucune force n'aurait pu briser la résistance qui était à deux doigts de la victoire. Les déclarations devant le Parlement français, le 21 mars 1926, de Christian Pineau et de Pierre Clostermann, étaient d'une clarté qui devait pousser tout Marocain honnête, et tout homme épris de paix et de justice, à se mordre les doigts sous le poids d'un chargin indescriptible :

" En 1926, il a fallu 325.000 hommes pour venir à bout de la guerre du Rif. Abd el-Krim disposait seulement d'une fraction des Bni-Snassen de 75.000 hommes environ, dont 20.000 armés. Nous avions 32 divisions en ligne, 44 escadrilles, le tout commandé par 60 généraux à la tête desquels était le maréchal Pétain. Cette armée française était celle qui venait de gagner la Grande Guerre de 1914-1918, qui connaissait l'école du soldat. Elle était appuyée par les quatre cinquièmes de la population du Maroc qui avait fourni 400.000 supplétifs..." (131)

De leur côté, durant 1925 et 1926, les Espagnols purent rassembler des forces qui, en effectifs et en matériel destructif, avoisinaient les forces françaises. L'appui matériel anglais ne pouvait être évalué. Pris en sandwich, les Rifains n'avaient pour soutien que leur courage. Rien que du côté français, 44 escadrilles harcelaient, pendant de longs mois, une poignée de Rifains extrêmement mobiles et déterminés. Le seul bombardement de la petite localité d'Ajdir, le 6 septembre 1925, fut mené par 16 avions qui larguèrent 192 bombes de 10 kg (123).

Mal compris par leurs coreligionnaires, les Rifains tombèrent au champ d'honneur pour une cause on ne pouvait plus noble. La propagande coloniale, sur la base de la " mission civilisatrice ", continuait à produire ses effets désastreux. Charles-Robert Ageron rapporte une information qu'aucun journal n'avait diffusée :

"... L'historien a le privilège de savoir qu'à la même date, les leaders rifains contestaient précisément les valeurs de cette civilisation matérialiste et technique : 'Votre civilisation est celle du fer ! s'écria Abd el-Krim le jour de sa reddition, vous avez de grosses bombes, donc vous êtes civilisés; je n'ai que des cartouches de fusil, donc je suis un sauvage !'. Ce propos éclairant, que la presse ne rapporta point, explique peut-être les jugements élogieux de certains militaires français". (133)

A QUELQUE CHOSE MALHEUR EST BON

Les Rifains auraient-ils été acculés à évaluer globalement positive leur résistance armée, politiquement et militairement organisée sous la direction éclairée d'Abdelkrim, et dont l'échec n'incombait absolument pas à eux mais bien à ceux qui disaient être leurs frères et qui les avaient trahis? A vrai dire, c'était la seule consolation qui leur restait et qui sauva leur honneur; comme beaucoup de résistants marocains qui dans d'autres régions, n'avaient pas non plus épargné leur sang pour la sauvegarde de l'indépendance du pays. Les îlots de résistance, plus ou moins importants, qui avaient jalonné l'histoire de la lutte farouche du peuple marocain pour vivre dans la dignité et dans la liberté jusqu'en 1926, et qui continuèrent encore à caractériser cette histoire jusqu'en 1934 et bien après, allaient permettre au peuple marocain, après échec subi, de prendre conscience qu'en dehors d'une unité nationale solide et bien organisée, il n'y avait pas de salut. Ce que tous les chefs de la résistance armée marocaine, depuis toujours, et pas seulement au XX^e siècle, avaient parfaitement compris. Le problème résidait justement dans le maintien de cette unité et, donc, dans le combat sans répit contre les propagandes étrangères visant à diviser les Marocains en déstabilisant les bases culturelles, économiques et politiques de la société marocaine qui, pourtant, avait largement bénéficié d'une riche expérience séculaire en organisation étatique. Mais rien n'est jamais totalement acquis...

Le génie du peuple marocain semblait résider dans sa compréhension profonde de son histoire et dans son attachement aux valeurs culturelles authentiques sur la base desquelles il avait toujours su s'imposer aux yeux du monde entier. Dans une lettre aux Oulemas de l'Université de Qaraouiyine de Fès, Abdelkrim lançait cette mise en garde que chacun comprenait fort bien:

"Sachez Messieurs les Oulemas, que si le règne des mécréants se prolonge, il y aura dix Marocains pour un âne et pas un seul entre eux ne restera en possession d'un dirham ou d'un dinar, d'une forêt, d'un jardin, d'une parcelle pour semer ses grains, d'une boutique ni d'une maison". (134)

Ce n'est pas sans raison que le journaliste égyptien, Hassan Mattar, critiqua très ironiquement les Marocains de Tranger dont certains étaient tombés dans une indifférence incompréhensible:

" O Frères Tangérois, qui ne réagissez pas contre les dirigeants euro-

péens de votre cité, qui vous oppriment et vous réduisent à l'esclavage, aidez-moi à pleurer pour vous".(135)

Il faut dire qu'au Maroc, les Tringérois, particulièrement, avaient subis très tôt, et à dose forcée, une propagande coloniale constante et intense qui les avait rendus dans un état de semi-hébétément. Partout ailleurs où cette propagande n'avait pas encore produit les effets qu'elle escomptait, elle agissait par d'autres moyens plus directs: chantages, intimidations et actions subversives dans les zones non encore occupées. Tout cela conduisait naturellement à l'isolement des Rifains qui se sentaient abandonnés par les leurs. Ainsi, par exemple, la sympathie du Sultan Moulay Youssef pour la résistance dans le Rif, fut systématiquement gommée par le pouvoir colonial qui faisait dire au Sultan, à propos des Rifains, "je ne les connais pas". Moulay Youssef avait néanmoins agi négativement aux opérations françaises dans le Rif. C'est le journaliste italien, Arnaldo Cipolla, correspondant de la Stampa, qui rapporta ces faits:

"Tous au Maroc disent que Moulay Youssef n'est qu'un minus habens. Mais n'en croyez rien. Moulay Youssef a démontré qu'il était capable d'énergie. Quand dernièrement (début 1925) Lyautey lui présenta le décret sur le service militaire obligatoire, le Sultan refusa, chose presque incroyable, d'y apposer son sceau. Ni les instances, ni les envois du Sultan à Marrakech dans l'espoir que le grand Caïd de la capitale du sud sur lequel les Français fondent leur protection dans l'Atlas et qui garantit leurs frontières sahariennes aurait persuadé le Sultan à céder au Maréchal, n'y changèrent rien.(136)

Le même journaliste faisait état de plusieurs arrestations de "cadis" (juges musulmans) des régions de Fès et Meknès pour exercer une pression sur les tribus, auxquelles ces cadis appartenaient, contre toute tentative d'aide aux Rifains (137). Ce n'est pas un hasard si, en 1925 particulièrement, de nombreuses tribus du sud et du Moyen Atlas connurent quelques agitations internes artificiellement entretenues. Le pouvoir colonial faisait tout pour faire éclater l'unité marocaine dont les signes d'ébranlement, dataient de bien avant les années 20. La guerre du Rif avait eu, au moins le mérite d'avoir souligné avec le sang des failles qui risquaient de faire sombrer la société marocaine dans l'asservissement perpétuel.

Grâce à la résistance des Rifains, le monde entier était informé qu'au Maroc il existait un peuple qui luttait contre le colonialisme, donnant ainsi à la liberté et au progrès leur vrai sens, celui qui s'inspirait d'une justice ayant pour fondement le respect de la personne humaine.

Les Rifains pouvaient alors dire : " Lli Alina Hna Darnah - Notre devoir, nous l'avons accompli ", tout en sachant qu'un devoir aussi noble n'est jamais terminé...

N O T E S

PARTIE I

- (1) A.D. 476 .Q.G. à Rabat, le 14 décembre 1921. Directives générales pour 1922.
- (2) Ibid. Lettre confidentielle de l'ambassadeur de France à Madrid, au M.A.E.; du 29 /03 / 22.
- (3) A.D. 478. Lettre d'Urbain Blanc au M.A.E.; du 19 /05 /23.
- (4) Ibid. Directives générales pour 1924 (opérations militaires).
- (6) Ibid. Cf. télégramme de Rabat, le 27 / 02 / 24 à 22h. 10 , reçu le 28 à 3h.
- (7) A. D. 480. Lettre du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence, au M.A.E. ; du 29 /10 /24.
- (8) Ibid. Note d'ensemble sur la situation politique et militaire du Maroc au 20 décembre 1924.
- (9) Ibid.
- (10) Ibid.
- (11) A.D. 498. Cf. Lettre du ministre de la Guerre à Lyautey; du 19 /01 /25.
Voir aussi sa dépêche du 29 /12 /24 , n°10330
- (12) Ibid. Télég. Guerre à Corps Occupation Maroc ; du 20 /04 /25.
- (13) Ibid. Télég. Rabat, le 29 /04 /25 à 16h. 07, reçu à Paris, le 29 à 20h . 50.
- (14) A.D. 496. Situation politique et militaire ; du 18 au 24 /11 /24 .
- (16) Ibid.
- (17) Ibid
- (18) Ibid.
- (19) A.D. 496. Situation politique et militaire ; du 16 au 22 /12 /24.
- (20) Ibid " " " " ; du 13 au 19 /04 /25.
- (21) Ibid. " " " " ; du 21 au 27 /04 /25.
- (22) A.D. 481. Télég. de Madrid, le 19 /05 /25 ; reçu le 22 à 10 h30.
Signé Peretti.
- (23) A.D. 1306. Cf . sa lettre du 14 /03 /25.
- (24) Chambre des députés, session de 1925, proposition de résolution tendant à régler l'ordre d'envoi des troupes au Maroc . Annexe au procès verbal de la séance du 18 juin 1925 ; pièce n°1738.
- (25) Voir ce télégramme aux A.D. 498.

- (26) A.D. 498. Télégramme chiffré, reçu à Paris, le 05 /07 /25 à 8h.
- (27) Ibid. Télég. de Lyautey à Guerre ; reçu à Paris , le 06 /06 /25 à 9h30.
- (28) Ibid. Télég. de Lyautey à Guerre; reçu à Paris, le 06 /07 / 25 à 13h.
avec cette mention : " prière communiquer à Diplomatie "
- (29) Ibid. Lettre du président du conseil, ministre de la Guerre, à M.A.E.; du 25 /07 /25.
- (30) A.D.481. Télég. de Madrid ; du 07 /07 /25 , reçu le 08 à 1h40. Voir aussi les télég. du 02 /07 /25 (de Madrid) et du 04 /07 /25; respectivement envoyés à 23h 55 et à 23h . L'article 8 de cet accord, ajouté à la demande du général Jordana, stipulait: " Les deux gouvernements se concerteront pour fixer les conditions et la date de la publication du présent accord "
- (31) Ibid. Télég. Diplomatie à Ambassade de France à Madrid; du 15 /07 /25 à 23h.
- (32) A.D.482. Télég. Paris à Résidence ; 25 /07 /25 à 15h 25.
- (33) A.D. Situation politique et militaire ; du 08 au 14 /09 /25.
- (34) Ibid. " " " " ; du 15 au 21 /09 /25.
- (35) Ibid. " " " " ; du 29 sept. au 5/10 /25.
- (36) A.D 482. Lettre de Laffon à M.A.E. du 04 /10 /25.
- (37) A.D 496. Situation politique et militaire; du 06 /10 /25 au 12 /10 /25.
- (38) Lyautey (Pierre): "Lyautey l'Africain. Textes et lettres du maréchal Lyautey Paris, Plon 1957. T. IV; p . 377.
- (39) Deux ouvrages, à ma connaissance, sont d'une importance fondamentale pour l'étude de la question rifaine:
1°) "abd el-Krim et la république du Rif ", actes du colloque international d'études historiques et sociologiques, 18 - 20 janvier 1973. Paris, François Maspéro 1976 (536 p.). Une pléiade d'universitaires sous la direction de l'historien Ch. A. Julien, ont contribué à l'élaboration de ce travail dont le titre est écrit en minuscules ...
2°) Ayache (Germain) : "Les origines de la guerre du Rif ". Conjointement édité par SMER (Rabat) et Publications de la Sorbonne (Paris); 1981 (374 p.+ cartes). L'auteur termine son ouvrage par ces deux remarques sous forme de questions : "Efin , qui pourrait affirmer qu'il aurait pu tenir le rôle qui fût sa gloire, sans les années d'apprentissage qui l'initierent, dans les deux camps, espagnol et rifain, à ce qui en faisait les forces ou les faiblesses ? L'auteur voulait-il affirmer, par là, que Abdelkrim avait bel et bien existé?..."
- (40) A.N. 5 AR. Traduction d'une lettre envoyée par Abdelkrim à Fès .
Se terminant ainsi : salut : de la part et par ordre de Sidi M'Hamed frère de Si Abdelkrim serviteur des musulmans Fez, le 22 août 1925. Nombreux sont les appels ou les lettres dits d'Abdelkrim dont l'authenticité reste à prouver. Cela ne veut pas dire qu'une propagande écrite, organisée par Abdelkrim, n'ait jamais existé .
- (41) A.D. 496. Situation politique et militaire ; du 04 au 10 mai 1925.
- (42) Ibid. " " " " ; du 09 au 15 juin 1925.

- (43) Ibid. " " " ; du 30/06/ au 06/07/1925.
- (44) A.D. 483. Lettre de la Résidence au M.A.E ; du 24/12/25.
- (45) A.D. 496. Situation politique et militaire; du 27 avril au 03/05/25.
- (46) Ibid. Cf. Lettre de la Résidence au M.A.E. ; du 25/06/26.
- (47) A.D.483. Lettre de la Résidence au M.A.E.; du 04/01/26.
- (48) Ibid .Lettre du gouverneur général de l'Algerie au président du conseil M.A.E. ; du 10/01/26.
- (49) A.D.496 .Situation politique et militaire ; du 04 au 10/05/1925.
- (50) A.S.H.A.T. 3H.96. Rapport de synthèse: " au Maroc: Les principes de l'action politique et militaire. Dosage et emploi des effectifs européens et indigènes "; p. 27.
- (51) A.D. 517. Voir contrat entre Abdelkrim et Gardiner. L'authenticité de ce document me paraît suspecte : Les services de renseignements français l'ont-ils fabriqué, à des fins de propagande, à partir des pièces authentiques ou de toutes pièces ? Un tel contrat semble avoir bien existé, mais les archives françaises ne paraissent en conserver que des extraits à dessein falsifiés.
- (52) Ibid. Lettre de Hitmi et M'Hamed el Khattabi à Gardiner; du 30/04/23.
- (53) Ibid. Interrogatoire de El Hadj Hitmi par l'officier interprète Sagues. Voir lettre du résident général au M.A.E. du 25/0626.
- (54) A.D.482. Télég. Paris, le 04/08/25 à 16h.
- (55) D'autres entreprises capitalistes se sont intéressées à la région rifaine qui semblait regorger de richesses minières. Ce fut le cas de la " Compagnie Espagnole des Mines du Rif ", de la " Compagnie Espagnole Setaloza "; des hommes d'affaires français Letellier et Dutailis, etc.
- (56) A.D. 534. Télég. Briand à Lyautey; du 16/07/25 à 17h45.
- (57) Ibid. Télég. Lyautey à Briand; du 17/07/25 à 19h45, reçu le 18 à 0h15.
- (58) Ibid. Dépêche. président du conseil à Guerre; du 30/07/25.
- (59) Ibid. Télég. Teterreau de Barcelone; du 8/8/25; reçu le 8 à 15h30.
- (61) Ibid. Télég. Lyautey; du 14/8/25 à 18h20, reçu le 15 à 9h.

Une lettre de Maurice Herbet, ambassadeur de France à Bruxelles envoyée à A. Briand, le 24 juillet 1925, faisait état de l'offre des services des pilotes belges impatients d'aller combattre les Rifains : "Un certain nombre d'aviateurs belges qui ont demandé, sans succès disent-ils, à prendre du service dans nos escadrilles sur le front rifain ont souligné dans une lettre publiée dans la presse bruxelloise, la différence de traitement qui leur était réservée alors que les pilotes américains ont été agréés: " Des aviateurs belges s'offrent à combattre pour la France. On les éconduit ", titre le XXe Siècle . La lettre qu'il a reçue : Nous sommes quelques aviateurs belges, brevetés pilotes militaires, qui, pour marquer les liens de solidarité qui existent entre la France et la Belgique, avons offert à la France de combattre pour sa cause, qui est aussi celle de la civilisation, sur le front rifain (...) Nous comptons que vous voudrez bien nous prêter l'appui de votre journal pour nous aider dans notre tâche. "(...) ... Le Quai d'Orsay reçut de l'ambassadeur de France en Italie, une lettre

- datée du 10 août 1925 : " L'Association Nationale des Pilotes Aviateurs, ayant son siège à Milan, a fait savoir qu'un certain nombre de ses membres seraient désireux de contracter un engagement dans les conditions analogues à celles qui ont été faites aux aviateurs américains pour la durée des opérations actuelles du Maroc " .
- (62) A.D.535. M.A.E. à Résidence et à Ambassade et de France à Washington; du 12/09/25.
- (63) Ibid. Télég. Daeshmer de Washington, reçu le 23/09/25 à 11h30 à Paris.
- (64) A.D. 537.Télég. Urbain Blanc, pour Branly, à M.A.E.; du 01/04/26 à 22h50, reçu le 2 à 5h10. Voir aussi télég. du M.A.E. à Résident général; du 14/06/26 à 21h.
- (65) A.D. 538. Télég. Henri Berenger à M.A.E.,reçu, à Paris,le 04/02/26 à 9h 35.
- (66) A.D. 537.Dépêche Havas ; samedi 24 avril.
- (67) Pour toutes ces opérations militaires, voir A.D. 496. Bulletins de la situation politique et militaires du 4 au 10 mai ; Il au 17 mai ; 18 au 24 mai et 25 au 31 mai. Voir aussi la lettre de Peretti de la Rocca, ambassadeur de France en Espagne, au M.A.E.président du conseil ; du 15 mai 1926.
- (68) A.D. 537. Télég.René Bernard ; du 29 mai 1926 à 14h10, reçu le 29 à 15h40.
- (69) Ibid. Télég.Fleurian; du 31/5/26, reçu par poste le 2/6 à 12h50.
- (70) Le Quotidien, du 6 septembre 1925. A. de Peretti était alors le président de la fédération du Maroc de la ligue des droits de l'homme.
- (71) Cf.A.D. 496. Bulletin de la situation politique et militaire du 25 au 31 mai 1926.
- (72) A.D. 536. Lettre du comité " Algérie-Tunisie-Maroc " (21, rue Cassette Paris VI) à Berthelot, ambassadeur de France.
- (73) Ibid. Télégramme du 24/3/26.
- (74) A.D. 537. Télég. du président du conseil, M.A.E. au délégué à la Résidence générale, Urbain Blanc; du 3/4/26.
- (75) Ibid.Télég. du M.A.E. à Robert Reynaud; du 9/4/26.
- (76) Ibid. Lettre d'Urbain Blanc, ministre plénipotentiaire de la République française au Maroc, au président du conseil, M.A.E.; du 15/4/26.
- (77) A.N. 5 AR. 218. Lettre H. Magnique à Havas Paris; du 19/5/25.
- (78) A.D. 481. Télég. Rabat, 09/07/25 à 6h, reçu le 9, à 17h10.
- (79) Ibid. Lettre de l'Association Mutuelle des propriétaires de la ville européenne de Fès au président du conseil, ministre des aff. étr. du 11/07/25.
- (80) A.D.482.Télég de Madrid, le 23/7/25 à 18h15, reçu le 23 à 22h. Signé Peretti.
- (81) Ibid. Télég. de Madrid, le 25/7/25 à 23h, reçu le 26 à 1h.
- (82) Ibid. Télég. de Peretti au M.A.E.; du 06/08/25 à 14h45.
- (83) A.D. 483. Cf. note intitulée: "La collaboration franco-espagnole au Maroc, un tournant dangereux"
- (84) A.D. 536. Cf Télég. du ministre de la Guerre au président du conseil, M.A.E.; du 29/4/26.
- (85) Ibid. Cf. télég. de Rabat, le 31/3/26 à 12h15, reçu le 31 à 15h35 .
- (86) A.D. 537. Dépêche de la Résidence au M.A.E. ; du 8/03/26.

- (87) A.S.H.A.T. 3H. 480. Note de service, 21/5/26, n° 76/P.C.
- (88) A.D.496.Situation politique et militaire; du 2 au 8 juin 1925; et A.D. 497, situation politique et militaire du 5 au 11 avril 1927.
- (89) A.D. 496.Situation politique et militaire; du 9 au 15 juin 1925.
- (90) Les " papiers d'Abdelkrim ", saisis par les Français lors et après la reddition de celui-ci, ne permettent aucunement de dresser un quelconque constat attestant la présence, à côté des Rifains, des agents étrangers ayant participé effectivement aux combats contre les forces franco-espagnoles, ou ayant livré des armes ou donné des directives stratégiques à la résistance rifaine. Du reste, ces " papiers " à supposer qu'ils soient authentiques, n'informent pas pour ainsi dire, sur l'organisation politico-militaire de la " République rifaine ". Les quelques renseignements fragmentaires qu'on y trouve ont trait à des problèmes plutôt financiers: des pièces de comptabilité concernant des dépenses afférentes aux traitements des cadis, Adouls, gardes de prisonniers militaires, Rekkas, nourriture des prisonniers, etc. D'autres pièces concernant des recettes provenant essentiellement des amendes, Zakât, Ashùr et revenus des Habous. Aucune pièce de comptabilité n'indiquait, par exemple, le paiement des mercenaires ou l'aide étrangère encaisée. Berthelot écrivait, le 30 mai 1926, au résident général à Fès et à l'ambassadeur de France en Espagne : " Le plus grand intérêt s'attache à connaître quelles ont été au cours des dernières années les relations entre Abd-EL-Krim et tous les étrangers qui l'ont soutenu de leurs conseils, influence, argent, et ceux qui attendaient de lui, en échange, faveurs et concessions. Je ne doute pas que vous soyez prochainement en mesure d'être exactement instruit des faits et gestes de nos adversaires. Le "Times" a récemment souligné tout l'intérêt de cette enquête. Il importe de réussir, tout en gardant aussi longtemps que 'il faudra, le secret (A.D.517. Télég. du 30/5/26 à 21h30). Il s'agissait surtout de camoufler les marchandages que les impérialistes proposaient à Abdelkrim. J.W Harris, le correspondant du Times à Tanger, ayant été en relations suivies avec Abdelkrim, avait-il eu le temps, avant la reddition d'Abdelkrim, de retirer les documents intéressant les tractations anglaises avec la " République rifaine " ? Les Rifains n'avaient même pas pu bénéficier de l'aide de la Croix Rouge. Le blocus était total. Parmi les " papiers d'Abdelkrim", une lettre de Spencer Pryse, du 28 septembre 1925, lui apprenant: " vous connaissez sans doute les raisons pour lesquelles le bateau chargé de matériel sanitaire et de produits pharmaceutiques n'est pas arrivé à destination.: Les Espagnols en somme n'ont pas tenu les promesses qu'ils avaient faites." D'autres "papiers" furent saisis: un article contre la France rédigé par Abdelkader Tazi et destiné à la presse et une proclamation signée, en faveur d'Abdelkrim, par des notables du Rif: Mohamed ben Ali EL Ghomari-Riffi, Ali ben Hadj Mohamed el Hizmi, Belkacem ben Abdelkader El Figuigui el Hassani, El Hadj Tahar ELYacoubi, Mohamed bel Hadj Salah el Hassani, Mohamed bel

Hassan el Hassani, Ahmed bel MokkaDEM el Haskouchi, Mohamed bel Amar el Tsabani, Chouaït ben Mimoun ben Allal el Oulichki, Mohamed bel Hadj Mohammadin (11 au total). Signée le 1er février 1922, cette proclamation pourrait être regardée, si le document était authentique, comme la constitution même de la " République rifaine ". Par le biais de leurs délégués, toutes les populations représentées déclarèrent " Nous t'avons proclamé Emir et nous te conférons tous les pouvoirs pour présider à nos destinées avec justice et de juger entre nous avec équité suivant les paroles de Dieu ". Une autre proclamation d'Ali ben Mohamed Amghar, allant dans le même sens fut également saisie. Une lettre du député Italien Alfredo Morea à Abdelkrim, et deux numéros de Back Wood's Magazine, octobre et novembre 1925, contenant des articles de Gerard Spencer Pryse sur Abdelkrim, et un opuscule en arabe imprimé au Caire de Mohamed Saïd et Kerim Kheli, intitulé " Mustapha Kemal Pacha et Histoire du mouvement national turc en Anatolie ", figurent aussi parmi les " papiers d'Abdelkrim ".

Concernant les concessions qui auraient été accordées au capitaine Gardiner et autres, Berthelot demandait à la Résidence: "... je pense qu'il aurait intérêt à rendre publics certains documents relatifs aux tractations d'agents étrangers avec Abdelkrim. Des extraits du contrat Gardiner, notamment, pourraient faire l'objet d'une communication : mais celle-ci ne devait pas avoir plus d'importance qu'elle n'en mérite. J'envisagerais donc volontiers cette publication dans un périodique tel le Bulletin de l'Afrique française, par exemple." (A.D. 517. Télég. 3/7/26 à 21h30.) Mais d'autres agents français auraient également signé des contrats avec Abdelkrim. Comment divulguer celui de Gardiner sans parler des autres ? Dans ce cas, quelle sera la réaction de l'Angleterre ? Steeg répondit aussitôt à Berthelot: " Letellier et Dutailis ont également signé des contrats avec Abdelkrim. Dans ces conditions, il ne paraîtrait pas opportun ni de publier un seul de ses documents sans les autres ni de les publier tous. Vous signalez d'ailleurs que le contrat Gardiner a déjà été reproduit in extenso dans un ouvrage publié en 1926 par Dunet, directeur de la Revue Coloniale, et intitulé " la sanglante aventure marocaine " (A.D. 517. Télég. du 3/7/26 à 17h45).

On peut se demander enfin si la " République rifaine " avait eu suffisamment de temps pour organiser un véritable service d'archives. Si Abdelkrim, avant de se rendre, n'avait pas tout simplement détruit ses archives ou s'il les avait confiées à des gens de confiance ... Toute une enquête qui reste à faire et qui dépasse très largement le cadre restreint de ce travail.

- (91) A.D. 533. Télég. de Lyautey à M.A.E. ; du 07/05/25 à 21h, reçu le 8 à 2h30.
- (92) Ibid. Télég. de Fès, le 16/05/25 à 0h15, reçu le 16 à 9h.
- (93) Ibid. Note pour Berthelot ; du 22/05/25.
- (94) A.D. 534. Lettre de Peretti de la Rocca à M.A.E.; du 04/07/25.
- (95) Ibid.
- (96) A.D. 535. Lettre du correspondant à Paris de Moring Post au M.A.E.; du 26/08/25.
- (97) A.S.H.A.T. 3h 479. Note de service; du 29/06/25.

- (98) Ibid. Voir note relative aux correspondants de la presse française à Fès du 21/08/25.
- (99) Ibid. Lettre de Ronserail au service de Presse ; du 28/9/25.
- (100) A;D. 535. Lettre de Lyautey au M.A.E.; du 21/8/25. Voir aussi le rapport du chef de bataillon qui accompagna von Weygand dans son voyage, Astraud, à ce sujet.
- (101) Ibid.
- (102) A.D. 535. A son sujet, ce télégramme du ministre des Aff. étrang. au ministre de France à Budapest: "Dissuader M. Benada, correspondant du journal " Pesti Hirlap " d'entreprendre voyage pour le Maroc".
- (103) Voici la liste des autorisations accordées à des correspondants de presse pour la période du 8 mai au 6 juillet 1926 :

Nom des journalistes	Dates	Correspondants des journaux ou agences
Richard Gringoire	8/5	Echo du Maroc
Henri Magnique	8/5	Agence Havas
Le Baron Van Aersson Beyern	8/5	Niew Rotter Damiche Courant
Henri Paravisini	8/5	Journal
Paul Erio	10/5	Matin
Le Boucher	10/5	Action Française
De Coye	10/5	Petit Parisien
Hammond	10/5	Chicago Tribune
Norman Denny	10/5	New York Times
Topping	10/5	Associated Press
Lemercier Camille	18/5	Chicago Daily News
Ronserail	21/5	Vigie Marocaine
Courtial Henri	28/5	Vigie Marocaine
Pigeonnet	21/5	Agence Radio
Courtial	17/6	Vigie Marocaine
Jouffray	8/7	Journaliste

exemple d'une autorisation livrée à un correspondant de guerre en zone des opérations: "Monsieur Jouffray, journaliste, est autorisé à se rendre, à ses risques et périls, dans la zone des Armées du 8 juillet au 31 juillet 1926. Il devra pendant son séjour, se conformer rigoureusement aux instructions qui lui seront données par les autorités militaires du secteur où il circulera." Jouffray avait été aussi employé comme agent de renseignements à Taounat où il habitait pendant un certain temps. Cf. A.S.H.A.T. 3h 479. Autorisation le concernant datait du 6/7/26. L'aviateur et député Belge, Briffaut, fut autorisé à titre exceptionnel à suivre les opérations vêtu de son uniforme. Lyautey lui accorda cette faveur " en raison du fait que Briffaut a servi dans l'Armée française pendant la guerre " (A.S.H.A.T.

- 3h.479. Télég. du 27/7/25. Lyautey à M.A.E.) La possibilité de prendre des photos devait être mentionnée dans l'autorisation .
- (104) A.D. 537. Lettre de Steeg à M.A.E.; du 8/5/26.
- (105) A.S.H.A.T. 3h. 480. Note au sujet de la censure ; du 13/8/25.
- (106) A.S.H.A.T. 3h. 479. Cf. Lettre du général Naulin à Steeg ; du 9/10/25.
- (107) A.S.H.A.T. 3h. 479. Cf. télég. du M.A.E à Résidence; du 13/06/25 à 21h30.
- (108) Ibid. Lettre de Lyautey aux chefs des autorités militaires au front nord, à Fès, à Marrakech et à Meknès; du 16/6/25.
- (109) Ibid. Lettre de Lyautey au général de division commandant général, du 10/7/25.
- (110) Ibid. Cf. Note de service; du 25/8/25.
- (111) Ibid. Cf. Note du 9/9/25 pour l'officier interprète principal chargé du contrôle postal à Kénitra. Cf. aussi le "Règlement des commissions de contrôle postal.-Cas de danger de guerre ou de mobilisation". Ministère de la Guerre, Etat-Major de l'Armée. 18 avril 1924. Il s'agit d'un opuscule de 27 pages traçant les différentes opérations à effectuer pour réaliser ce contrôle dont l'objectif fut ainsi conçu :
- 1°) Arrêt des correspondances contenant des informations, dont la divulgation serait nuisible à la défense nationale;
- 2°) Recueillir les renseignements utiles à la défense nationale, y compris ceux qui permettraient d'entraver le commerce ennemi.
- (112) Ibid. Lettre du commissaire de la sûreté régionale de Fès, au directeur de la sécurité générale à Rabat; du 8/10/25. Pour les télégrammes de presse diffusés dans les casernes, voir note du 23/12/25, signée Paquin.
- (113) Ibid. Note de service du 28/8/25.
- (114) A.S.H.A.T. 3h. 480. Cf. Note du 24/08/25.
- (115) A.D. 533. Télég. Lyautey à M.A.E. du 13/05/25.
- (116) Ibid. Lettre du ministre de l'Intérieur au M.A.E.; du 12/06/25.
- (117) Ibid. Télég. de Lyautey au M.A.E.; du 4/7/25 à 19h15, reçu le 5 à 1h30.
- (118) A.D. 534. Lettre de l'Union Coloniale Française au M.A.E.; du 18/7/25.
- (119) A.S.A.H.A.T. 3h. 480. Fiche, septembre 1926: " Presse et censure ".

PARTIE II

- (1) A.D. Document signé D.B.S.; du 5 décembre 1921, à Port-Say.
- (2) Cf. le très intéressant article de Charles-Robert Ageron: "La presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925 - mai 1926)", in Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, n° 24, du 2è semestre 1977, pp.7-28. A la fin de son article, l'auteur donne le résumé que voici: " Comment la presse parisienne a-t-elle rendu compte de la guerre du Rif? Quelles furent les attitudes des journalistes parisiens face à cette guerre de libération d'un type alors inédit ? Tel est l'objet de cette brève étude. A travers cette lecture de presse on verra surtout s'affirmer une certaine inaptitude des journalistes de ce temps à sortir de leurs souvenirs et de la tradition historique pour comprendre un phénomène nouveau. L'usage quasi général de stéréotypes anciens issus soit de la période de la conquête coloniale, soit de la prédication anticolonialiste, les violences de langage et de ton jusque chez des prétendus pacifistes, tout cela jette un jour assez révélateur sur l'état des esprits d'une certaine élite vis-vis des questions coloniales . La presse communiste, elle même, qui célébra tradivement la révolte rifaine en un style encore très proche de celui du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, ne tranche pas de l'ensemble. L'eurocentrisme, l'ignorance quasi absolue des réalités maghrébines étaient le lot commun de la presse parisienne en 1925-26".
- (3) A.N. 3171. Voir document intitulé : " La campagne communiste contre les opérations au Maroc" Il faut signaler qu'avec la création, au lendemain de la Première Guerre mondiale, de l'Internationale Communiste, l'anticolonialisme est devenu l'une des conditions d'adhésion à l'Internationale. Il s'agit de la 8è condition dont voici le texte intégral:" Dans la questions des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIè Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au coeur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation con-

tinue contre toute oppression des peuples coloniaux". Toute presse communiste qui se respectait, devait, par conséquent, observer les directives de cette 8è condition ou s'en inspirer largement.

- (4) A.D. 480. Lettre confidentielle du ministre de l'Intérieur au M.A.E.; du 8/10/24.
- (5) Gallisot (René): "Abd el-krim ...", (Colloque), p. 240.
- (6) A.D. 534. Dépêche de Lyautey à M.A.E. du 3/8/25. Dans d'autres documents, Marcheval est aussi appelé Marchal.
- (7) Ibid.
- (8) Ibid.
- (9) A.D. 533. Dépêche Havas; Rabat, mardi mai 1925.
- (10) Ibid. Note confidentielle; du 16/5/25. Ces "notes" des agents de renseignements sont très abondantes. La véracité des informations qu'elles exposent est très sujette à caution. Mais leur recoupement avec d'autres documents et, surtout, avec les événements, permet toujours d'en tirer quelques renseignements éclairants et parfois très précieux. C'est que les agents de renseignements se soucient avant tout de la qualité de leur travail qui s'effectue dans des conditions rarement faciles.
- (11) Ibid. Cf. Lettre du ministre de l'Intérieur au M.A.E.; du 19/5/25. Marty, évoqué dans cette citation, est André Marty (1886-1956). Il fut condamné, en avril 1919, pour avoir provoqué une mutinerie sur son navire opérant en Mer Noire contre les Bolcheviks. Il était alors officier mécanicien dans l'armée française. Amnistié en 1923, André Marty fut élu député communiste en 1924-1928 et en 1929-1940. Il fut rédacteur en chef du journal l'Humanité en 1934-35. Après un séjour en U.R.S.S., il s'installa à Alger en 1945 où il devait siéger à l'Assemblée consultative. En mars 1953, il fut exclu du P.C.F.
- (12) Ibid. Le Cartel des Gauches (1924-1926) est une coalition qui se forma aux élections législatives françaises du 11 mars 1924 entre la Gauche Radicale, le Groupe Radical et le Groupe Radical-socialiste, les Républicains Socialistes et les Socialistes de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (S.F.I.O.); dirigée contre le Bloc National, majorité de Droite, au pouvoir depuis 1919. Dans ces élections, le P.C.F. avait obtenu 9,5 % des suffrages, soit 28 sièges sur 582 à pourvoir. Une majorité cartelliste de 328 sièges s'est donc constituée, alors qu'il n'en fallait que 291 sièges pour la majorité. Ce sont les 41 sièges, obtenus par les Républicains de Gauche et Radicaux Nationaux, qui donnèrent cette majorité indiscutable au Cartel.
- (13) Ibid. Alfred Costes était le secrétaire général de la Fédération Communiste de la région parisienne.
- (14) Jacques Doriot (1898-1945), maire communiste de Saint-Denis à partir de 1924; exclu du P.C.F. en 1934; fondateur du P.P.F (parti populaire français), tendance fasciste. Il collabora avec l'Allemagne nazie en 1940.
- (15) Ibid commentant un article paru dans le journal Liberté, signé Taittinger, demandement d'interdire le meeting de Luna Park, Suzanne Gi-

rault s'écriait : "qui donc oserait barrer la route au peuple parisien qui vient clamer son amour de la paix et ne veut pas être entraîné dans une aventure marocaine qui pourrait à nouveau déchaîner un conflit européen. Dans l'article de la 'liberté' on nous accuse d'être des traîtres. Cela est un mensonge. Contre une guerre impérialiste nous resterons debout malgré toutes les menaces capitalistes et gouvernementales ; nous appellerons les armées à la fraternisation". Suzanne Girault était membre du Bureau Politique.

- (16) Ibid.
- (17) Ibid. Dès que Senghor termina son discours, Doriot et Ben Lakhel lui donnèrent l'accolade; alors que la salle chantait l'Internationale. Lamir Senghor était alors facteur des P.T.T. , membre de la Commission Coloniale du P.C.F., délégué au Comité d'Action, au même titre que Mahmoud Lakhel.
- (18) Ibid. Treint Albert était membre du Bureau Politique du P.C.
- (19) Ibid.
- (20) Ibid. François Chasseigne était membre du Comité Central du Parti et secrétaire général-adjoint de la Fédération Nationale des Jeunes Communistes.
- (21) Ibid. Le meeting se termina à 23h 15.
- (22) Echo de Paris, du 22 mai 1925.
- (23) Oved Georges: " La gauche française et le nationalisme marocain. 1905-1955", Paris, L'Harmattan, T.1.pp. 236 et 237.
- (24) Id. p. 255.
- (25) Liberté, du 12 octobre 1925.
- (26) Voir l'analyse de la grève du 12 octobre par G. Oved; op. cit. pp. 261-276.
- (27) Afin de mieux éclairer cette action communiste en faveur de la lutte du peuple marocain, j'ai jugé utile d'en exposer, ci-après, quelques données plus concrètes : -La liste des journaux et affiches saisis par les préfets, les commissaires de police et les commissaires spéciaux relatifs à la campagne contre la guerre du Maroc (A.N. F7. 13172) :

1° Affiches

N°	Désignation	Origine et date des rapports de transmission	
1	Copie d'une affiche apposée sur les murs de la ville de Cannes	Cre Sep. Cannes	01/07/25
2	Affiche émanant de la 14ème section de l'Union socialiste communiste intitulée : "contre la guerre du Maroc"	Préfet Police	02/07/25
3	Affiche annonçant une réunion communiste pour le 3 Juillet 1925 à Argenteuil sous les auspices du parti communiste	Préfet Seine-et-Oise	04/07/25
4	Affiche apposée à Bergerac le II Juillet 1925	Cre Sp. Bergerac	11/07/25
5-	Affiche apposée à Argenteuil le 18 Juillet 1925	Préfet Seine-et-Oise	20/07/25
6-	Affiche tirée à 1.000 exemplaires par "le Libéraire" pour protester contre la saisie de son numéro du 11/7/25	Préfet Police	23/07/25
7-	Affiche apposée à Chambéry	Préfet Savoie	24/07/25
8-	Affiche apposée à Chambéry et convoquant les ouvriers et paysans à assister au Congrès de Lyon (9/8/25)	Préfet Savoie	27/07/25
9-	Affiche annonçant un meeting pour le 1er Août 1925 à Chambéry pour protester contre la guerre du Maroc.	- d°-	31/07/25
10-	Copie d'une affiche apposée sur les murs de la région parisienne	Préfet Police	01/08/25
11-	Copie d'une affiche apposée à Fains (Meuse)	Préfet Meuse	01/08/25

12- Affiche contre la gurre du Maroc apposée à Paris, rue du Gaz, le 29/7/25	Préfet Police	03/08/25
13- Affiche de Fédération nationale des Travailleurs apposée à la porte de la Bourse du travail à Paris	Préfet Seine	03/08/25
14- Affiche apposée par le Comité Central d'Action et intitulée : "Ouvriers Socialistes!".	Préfet Police	13/08/25
15- Affiche apposée à Lannion et relative à une réunion communiste pour le 14/8/25	Préfet. Côtes-du-Nord	14/08/25
16- Affiche éditée par le Comité d'action pour annoncer une grande manifestation populaire qui doit avoir lieu le 16/8/25 dans la forêt de Saint-Germain	Préfet Police	15/08/25
17- Affiche destinée à être apposée à St Etienne et dans les villes environnantes	Cre Sp. Saint-Etienne	19/08/25
18- Affiche destinée à être apposée à Marseille et intitulée : "A bas l'Internationale de la Sociale-Trahison".	Préfet Police	21/08/25
19- Spécimen d'une affiche distribuée le 29/8/25 par le N BICHON, arrêté à Lyon .	Préfet Rhône	03/08/25
20- Affiche employée par le Comité d'action contre la guerre du Maroc à Bordeaux .	Cre Sp. Bordeaux	01/09/25
21- Affiche apposée sur les murs de la ville de Corbeil et éditée par les soins du Comité Central d'Action	Préfet Seine-et-Oise	03/09/25
22- Exemple d'une affiche placardée à Argenteuil	- d°-	05/09/25
23- Affiche émanant du Comité d'action	Préfet Gard	0 7/09/25

d'Aubignan(Gard) contre la guerre du Maroc et imprimée à Nîmes par l'imprimerie "L'Idéale".

24- Exemple d'une affiche dont un certain nombre a été placardé le 23 Septembre à Saint-Quentin	Cre Cal St Quentin	23/09/25
25 - Exemple d'une affiche apposée le 24 Septembre 1925 à Bordeaux -	Cre Cal Bordeaux	25/09/25

2° Journaux

N°	Désignation	Origine des rapports de transmission.	
1-	Exemplaire du "Libéré" N 141 en date du 15 Juin, 1925.	Cre Sp.Nice	29/06/25
2-	N spécial du 28 Juin 1925 de "la bataille Syndicale" Saisi par le Cre Sp. de Brest	Préfet Finistère	04/07/25
3-	Exemplaire N 26 de "La Caserne" du 20 Mai 1925 provenant d'un paquet de 54 exemplaires trouvé par M. SOULIER, rue Lafargue à Bordeaux	Gre Cal Bordeaux	06/07/25
4-	Exemplaire du journal "L'Ouvrier du Bois" saisi en gare de Brest le 3/7/25	Préfet Finistère	08/07/25
5-	Exemplaire du journal "L'Avant - Garde" organe des J.C. d'Alsace-Lorraine N°9 de Juillet 1925)	Cre Gal à STRASBOURG	11/07/25
6-	Exemplaire de "La Page de Jean Le Gouin" du Juillet 1925 saisi en gare de Brest.	Peéret Finistère	16/07/25
7-	Exemplaire du journal "La Caserne" du 5 juin 1925, découvert à la Caserne Barbanègre à Mulhouse.	Gre Sp. Mulhouse	18/07/25
8-	Exemplaire N 28 du journal "La Caserne" du 20 Juin 1925 trouvé à L'intérieur du Camp des Arènes à Sens. Le Même numéro à été découvert dans la caserne Gochorn à Mulhouse dans la matinée du 14 Juillet 1925	Préfet Yonne	10/07/25
		Cre Sp. Mulhouse	18/07/25
9-	Journal "Le Travailleur" imprimé à Sens contenant un article "Contre la Guerre" pour lequel le Procureur de la République a ouvert une information contre le gérant.	Préfet Yonne	25/08/25

10-	Journal "La Caserne" du 5 août 1925 trouvé sur un Né GAIRE qui en assurait la distribution le 22 août à Epinal	Préfet Vosges	26/08/25
11-	"La Vie ouvrière" du 11 Septembre 1925 contenant un article de MONMOUSSEAU intitulé "Préparons la grève générale" "bravo les Riffains" Bravo les Druses" un exemplaire de ce journal a été transmis au Parquet).	Préfet Police	11/09/25
12-	"L'avant Carte Ouvrière et Paysanne" du 19 septembre 1925 contenant un article signé "Morel" dit " Ferrat" et intitulé:"devant l'offensive franco-espagnole-La Grève générale et la fraternisation mettront fin à la boucherie" . Parquet saisi).	Préfet Police	18/09/25
13-	La Vie Ouvrière" du 18 Septembre 1925 contenant un article signé "Racamond" et intitulé : "Tous à l'action pour la grève de 24 heures" Parquet saisi).	Préfet Police	18/09/25
14-	"Le Libertaire" du 25 Septembre 1925 (Parquet saisi)	-d-	24/09/25
15-	"La Caserne" du 5 Septembre 1925 dont vingt numéros ont été adressés au Né Paul BAILLE à Sars -Poteries Nord)	Préfet Nord	25/09/25
16-	Numéro spécial de "L'Avant-Garde" dont 500 exemplaires ont été adressés au Né MORINAUX, Secrétaire de la section nantaise des Jeunesses Communistes.	Cre Cal Nantes	03/10/25

- (28) A.D. K. Afrique. 18. Lettre du ministre de l'Intérieur au président du Conseil, ministre des aff. étr., du 10/12/21. La base de cette lettre est un télégramme que le ministre de la guerre avait adressé, à ce sujet, au ministre de l'intérieur.
- (29) Ibid. 19. Lettre du ministre de l'Intérieur au M.A.E.; du 17/6/22.
- (30) Ibid. 20. Télég. de Paris, le 26/2/25 à 22 h 15.
- (31) A.D.533. Télég. de Lyautey à Guerre; du 10/5/25 à 0 h 20.
La "Théorie riffaine" adoptée par L'Humanité n'était que la libération totale du Maroc.
- (32) A.D. 481. Télég. 31/5/25 à 11 h 5; reçu à Paris le même jour à 15h 30.
- (33) Ibid. Télég. de Paris à Lyautey; du 10/6/25 à 11h 50. La lettre de Vatin-Perignon était datée du 25 mai. Un télégramme de Paris, 19/6/25, indiquait que "Vatin-Perignon démissionné, nommé ensuite délégué dans la fonction de direction de l'administration générale du Maroc". Cette lettre est reproduite, intégralement, en annexe, par Shin (Jae-Chang) : " La guerre du Rif et la vie politique française ". Thèse de doctorat d'Etat en sciences politiques; Université Paris 1, 1977, pp. 422-426. Voilà ce que Vatin-perignon écrivait à propos des journalistes: "Quant aux journalistes une bonne poignée est actuellement à Fès, je crois qu'ils sont très bien orientés et que leurs correspondances seront de nature à dissiper certains malentendus ou certaines légendes".
- (34) A.D. 533. Cf. Voeu de cette ligue au sujet des opérations du Maroc.
- (35) Ibid. Télég. Lyautey à M.A.E. ; du 13/6/25 à 21 h 30, reçu le 14 à 1h 40.
- (36) A.D. 534. Lettre du gouverneur général d'Algérie à M.A.E.; du 18/6/25.
- (37) Ibid. Télég. du M.A.E. à Lyautey; du 2/7/25 à h 30.
- (38) Le 12 Juillet, Weiter Peter, ouvrier communiste, fut arrêté près de Mayence, alors qu'il était porteur de 2.000 tracts antimilitaristes en français (A.D. 534. Lettre de Paul Triard, haut commissaire de la République française dans les provinces du Rhin, à A. Briand; du 17/7/25).
- (39) A.D. 534 Télég. du délégué à la Résidence Générale au M.A.E.; 19h 25, reçu le 30 à 23h 55.
- (41) Ibid. Télég. Urbain Blanc à M.A.E.; du 31/8/25.
- (42) Ibid. Cf. Lettre confidentielle du ministre de l'Intérieur au M.A.E.; du 20/5/26.
- (43) A.N. 5 AR. 221. Lettre de Jean Renaud à Meynot; du 26/6/26.
- (44) El Imparcial, du 23 /07/19. Ce journal espagnol commentait ainsi cette : manière de voir du journaliste anglais " Autrefois, le journaliste anglo-français optait pour le dernier terme, on voit bien que son jugement s'adoucit progressivement à notre égard".
- (45) Cf. Espana Nueva, du 28/7/19.
- (46) A.D. 496. Situation politique et militaire du 16 au 22/12/24.
- (47) A.D. 533. Cf. Dépêche de De Peretti de la Rocca à Briand; du 4/6/25.
- (48) Ibid.
- (49) Ibid.

- (50) Ibid.
- (51) Imparcial, du 6/6/25. Voir dépêche de De la Rocca au M.A.E. du même jour .
- (52) A.D. 534. Cf. Lettre de De la Rocca au M.A.E. du 15/7/25.
- (53) A.D. 535. Cf. Lettre du Consul général de France à Barcelona au M.A.E.; du 24/8/25.
- (54) Ibid. Lettre de De Montille à Briand; du 12/9/25.
- (55) Ibid " " " " " ; du 17/9/25.
- (56) A.B.C., du 18/9/25. Article analysant la "situation au Maroc".
- (57) A.D. 535. Note pour Ponsot; du 8/10/25.
- (58) A.D. 483. Lettre du chargé d'affaires de France en Espagne au M.A.E.; du 5/11/25.
- (59) A.D. 537. Lettre de De Peretti de Rocca à Briand; du 10/4/26.
- (60) Ibid. Lettre de Grissot à Briand; du 9/6/26. En France, le journal L'Imparcial publia, le 26 mai, un très long rapport de Lyautey; il l'intitula: "l'action politique et la conquête militaire - Le maréchal Lyautey contre les Etats-Majors métropolitains". Dans le "chapeau " à ce long rapport "inédit", L'Imparcial tenait à souligner que " le maréchal Lyautey a quitté sa résidence générale pour faire place non pas seulement, comme le commun des mortels l'imagine, à un successeur civil, mais aussi à un état-major militaire qui a exercé avec le résident, M. Steeg, un partage continu d'autorité. Et, de cette dyarchie, l'élément dominant ne paraît pas avoir été la résidence générale, mais bien l'état-major militaire . Réminiscence de la situation que nous avons connue lorsque Chantilly prétendait accabler de sa souveraineté Paris et son simple pouvoir civil" Les méthodes lyautéennes furent de nouveau exposées au public : "La plus constante préoccupation du maréchal Lyautey, avant l'intervention du maréchal Pétain, sa plus constante revendication, après que celui-ci fut revenu introduire au Maroc la doctrine stratégique du ' front de France ', ce fut la prédominance de l'action politique sur les méthodes militaires, la subordination de celles-ci à celle-là, parce que celles-ci étaient à la fois plus lentes, moins efficaces et beaucoup plus onéreuses" Le journal ajoutait que " l'action marocaine a été organisée et conduite, par dessus la résidence, par les bureaux des ministres parisiens. Cela fut aussi vrai du temps de Lyautey que de Steeg. Par là s'explique peut-être qu'elle ait été conçue avec le maximum d'envergure et, par suite, de sacrifices". L'imparcial rappela les mesures préconisées par Lyautey :
- 1- Ne pas mettre les pieds dans le Rif : c'est un guépier ...
 - 2- Ne pénétrer sur aucun point de la zone espagnole ...
 - 3- S'abstenir de toute provocation à l'égard d'Abd el Krim, de tout ce qui lui donnerait lieu de prévoir de notre part une offensive de grand style contre lui, parcequ'il n'entre pas dans notre intention de le faire, mais surtout parce qu'elle aurait comme premier résultat de resserrer autour de lui toutes les forces de résistance, de réaliser l'union contre nous (alors que

notre intérêt est de diviser), et enfin de donner l'apparence d'une coopération avec les Espagnols que tous, au Maroc, exècrent. C'est précisément ce troisième point qui dévoilait partiellement les intentions colonialistes de LYAUTEY dans le RIF comme ailleurs.

(61) Ibid. Lettre de DE PERETTI de la Rocca à Briand; du 6/6/26.

(62) Ibid. CF. Lettre de DE Peretti au M.A.E.; du 12/6/26.

(63) Ibid. Lettre de De Peretti ; du 16/6/26.

(64) Le 22 Juin 1926, le "Comité d'action franco-musulman de l'Afrique du Nord" dont le président fut Herriot, député-maire de Lyon, adressa une lettre au Quai d'Orsay. Cette lettre n'était en fait, qu'une note rédigée à Rabat, le 14 Juin, par Auguste Montagne (le frère de Robert Montagne, le "sociologue"), ancien officier d'administration, officier de la légion d'honneur, habitant depuis longtemps au Maroc où il s'occupait essentiellement des questions de propagande et de renseignements en milieu autochtones. Cette lettre, ou plutôt cette note, est intéressante dans la mesure où elle exprimait une position qui a toujours été la préoccupation stratégique essentielle du gouvernement français et dont la réalisation dépendait beaucoup du contexte international et des agencements possibles des intérêts impérialistes qui s'affrontaient au Maroc. La note, intitulée : "Note sur la question du Rif", débutait ainsi : "Pour les Français, et surtout pour les Nord-Africains, la solution franco-espagnole de la question du Rif ne saurait être qu'une solution provisoire. Il n'est pas possible d'envisager que la domination espagnole se perpétuera de ce côté du détroit; la sécurité des colonies françaises nord-africaines est compromise par ce voisinage dont 30 années de politique marocaine démontrent l'irréversible hostilité. Point d'intérêts français en zone espagnole; les autorités espagnoles se chargent de les combattre. Nous pouvons être assurés que si l'Espagne connaît la paix dans sa zone, elle en fera le refuge de tous les agitateurs qui, de là, s'efforceront par leur propagande, de créer des difficultés à la France". Pour A. Montagne, "l'Espagne clericale et ploutocrate ne désarma jamais de son hostilité à l'égard de la patrie de la Révolution et de la Libre Pensée". L'auteur précisait que la France avait des intérêts dans le monde musulman qui dépassèrent le Rif, "et en raison de ses intérêts, il faut qu'elle traite dignement l'ennemi, d'ailleurs sympathique et loyal, quoi qu'on en ait dit la presse lyautéiste, qui s'en est remis à sa générosité". A partir de ces considérations, la question du sort d'ABDELKRIM devait inévitablement se poser. Elle était d'ailleurs la question épineuse de tous les pourparlers de Paris. Voilà ce que le "Comité d'action franco-musulman de l'Afrique du Nord" suggérait à ce propos: "Gardons ABDELKRIM en réserve. Instruisons le davantage. C'est un grand ami de la France par nécessité, car son patriotisme lui commande la résistance à l'Espagne, et son intelligence lui interdit la résistance à la France. Laissons la zone espagnole intacte, aussi grande que possible; faisons preuve du plus parfait désintéressement au point de vue territorial. Assurons seulement dans des territoires proches de la zone française la libre pénétration de certains agents politiques, tels que moi-

même (A. Montagne), pour surveiller l'opinion et la diriger au besoin, et préparer l'avenir. Et attendons que les circonstances extérieures soient favorables pour la reconstitution de la dissidence riffaine, commandée de nouveau par ABDELKRIM, qui est le véritable chef et le seul capable de la faire réussir. Nous ne pouvons pas ne pas envisager cette solution, ni éviter de la préparer; il y va de la sécurité de l'Afrique du Nord et, par suite, de celle de la France. Que serait la France sans l'Afrique du Nord? Il faut souligner que l'article 1er des statuts de ce Comité indiquait qu'il s'agissait d'une "association ayant pour but d'améliorer la situation morale, intellectuelle, économique, administrative et politique des populations musulmanes de l'Afrique du Nord française". Nous retrouvons, là, l'esprit du colonialisme "protecteur", porteur de "réformes" et où la base paternaliste semblait de plus en plus affirmée au service de la Métropole.

(65) A.D. 537. CF. Lettre de De Peretti de la Rocca au M.A.E.; du 28/6/26.

(66) IBID. CF. Lettre de Fleuriau, ambassadeur de France à Londres, à Briand; du 28/6/26.

(67) A.D. 496. CF. Lettre d'Osmin Laporte, ministre de la République française en Norvège, à Briand; du 29/5/26. Voir aussi sa lettre du 3/6/26.

(68) A.D. 534. Lettre du ministère de France au Danemark à M.A.E.; du 2/7/25.

(69) A.D. 535. Télégramme de Lyautey au M.A.E.; du 18/8/25 à 17 h 50, reçu le 18 à 22 h 40.

(70) A.D. 536. Télég. du 2/10/25; du M.A.E à la Résidence.

(71) A.D. 537. Lettre du ministère de France au Danemark au M.A.E.; du 13/4/26.

(72) A.D. 536. CF. Lettre d'Armand Bernard, ministre de France à Stockholm, à Briand; du 10/12/25 et du 31/1/26.

(73) A.D. 533. Lettre de l'ambassadeur de la République française à Berne au M.A.E.; du 3/6/25.

(74) A.D. 534. Lettre du consul de France à Bâle au M.A.E.; du 17/6/25.

(75) Ibid. Lettre du chargé d'affaires de la République française à Berne au M.A.E.; du 22/6/25.

(76) Ibid. Note de renseignements; du 13/7/25.

Dans son numéro du 19 Juin 1925, L'Echo de Paris publia un article intitulé "Les Soviets renforcent leur organisation de propagande et d'espionnage". Cet article examinait en particulier l'activité de la III^e Internationale et l'espionnage militaire organisé par cette dernière en faveur des ennemis de l'action de la France au Maroc. Le journal ne fournissait aucune preuve de ses allégations.

(77) Ibid. Lettre du chargé d'affaires de la République française à Berne au M.A.E.; du 15/8/25.

(78) A.D. 533. CF. note du 15/5/25 n° 37-25. Le Figaro, du 13 mai, publia un article intitulé "lettre apocryphe": lettre qui aurait été écrite par un général français au Maroc au président de la Commission de désarmement à Genève, pour indiquer toute l'aide que l'Allemagne accordait aux Rifains.

Presque toute la presse française avait publié un télégramme signalant qu'un sous-marin allemand aurait débarqué sur la côte du Rif des armes, des munitions, etc... Des officiers allemands auraient été vus dans le Rif pour faire bénéficier Abdelkrim de leur savoir-faire militaire...

- (79) Ibid. Voir sa lettre à A. Briand; du 27/5/25.
- (80) Ibid. Cf. Lettre de Jean Ricard, consul général de France à Wurtemberg à Briand; du 8/6/25.
- (81) A.D. 534. Dépêche de Lyautey à M.A.E; du 19/6/25. Ces tracts auraient été adressés par des déserteurs allemands, réfugiés auprès d'Abdelkrim
- (82) Ibid. Télégramme de Berthelot à l'ambassadeur français à Berlin; du 23/6/25 à 23h.
- (83) Ibid. Dépêche de Paul Triard à Aristide Briand; du 7/8/25.
- (84) A.D. 535. Cf. Lettre de René Weiller, consul de France à Stuttgart, à Briand; du 8/9/25. L'entrée à cette conférence était fixée à un mark (50 pfennig pour étudiants et militaires). Le consul de France faisait remarquer qu'il n'y eut aucun incident mais les applaudissements soulignèrent les parties de la conférence qui étaient particulièrement calomnieuses...
- (85) A.D. 482. Cf. Lettre de Pierre Margerie, ambassadeur de France à Berlin; du 5/8/25.
- (86) A.D. 536. Cf. Lettre du chargé d'affaires de la République française à Berne au M.A.E; du 16/11/25.
- (87) Ibid. Voir note "information" datée de Tanger, le 1/12/25.
- (88) Après cette rencontre, il écrivait: " je suis optimiste et bien que mes impressions ne soient pas uniquement inspirées de ce que me racontent l'excellent Vatin-Perignon, chef du cabinet civil de Lyautey et le brave commandant Getten, attaché à la presse, en ce nid d'embusqués qui s'appelle Fès, je dois constater que dans ce pays les intérêts français sont intimement liés désormais à ceux des Italiens. Si la position des premiers devait être ébranlée, les neuf ou dix mille Italiens qui vivent au Maroc seraient aussi mal en point. (...) Tous les Caïds marocains, du reste, grands et petits, ont été enrichis par le Protectorat ; ils sont pour cette raison les meilleurs soutiens du régime, qui tend, comme je l'ai déjà dit, à l'exaltation marocaine sous toutes ses formes. Exaltation à l'intérieur dont la règle est la phrase toujours sur les lèvres de Lyautey et de tous ses collaborateurs civils et militaires, 'il ne faut pas oublier que nous sommes chez eux'. Exaltation à l'extérieur par une énorme réclame touristique en faveur du Maroc". Cf A.D 533. Lettre du consul de France à Turin au M.A.E.; du 10/6/25. Au sujet, plus spécifique, des " grands " Caïds du Sud, A. Cippola écrivait le 26 Juin : " Les trois princes du sud, toujours en lutte entre eux, avant l'intervention française, ont rendu depuis douze ans tant de services au Protectorat que leur loyalisme est hors de question. Il coïncide d'ailleurs avec leurs intérêts et trouve sa raison d'être dans la jalousie dont ils sont animés les uns envers les autres. Aujourd'hui cependant, en présence de l'entreprise d'ABDELKRIM, les grands seigneurs de l'Atlas ont poliment décliné l'invitation de se transporter au Nord avec

leurs " harkas " pour renforcer les troupes françaises. Ils déclarent que leurs tribus refusent d'affronter le champion de l'Islam".

- (89) C.F. La Unione, du 30 mai 1925.
- (90) A.D. 496. Cf. Situation politique et militaire; du 14 au 20 juillet 1925.
- (91) A.D. 534. Cf. Lettre de l'ambassadeur de France en Italie à Briand; du 10/88/25.
- (92) Ibid. Cf. Télég. de Rome, signé Roger, au M.A.E ; du 11/8/25, reçu par courrier le 14 à 21 h.
- (93) A.D. 535. C.f. note " renseignements "; du 28/11/25.
- (94) A.D. 483. Cf. Lettre de F. Wiet, consul général de France à Gênes, au M.A.E.; du 9/6/25.
- (95) A.D. 537. Lettre de Wiet à Briand; du 14/6/26.
- (96) A.D. Lettre du Consul général de France à Tranger au président du Conseil, M.A.E.; du 16/1/26.
- (97) A.D. 537. Cf. Lettre du résident général au M.A.E. ; du 25/5/26.
- (98) 1°) Belgique

Au début de la guerre du Rif, la presse belge se contentait de reproduire les dépêches d'Agences favorables à la France sans faire de commentaires. L'organe socialiste, Le Peuple faisait exception à la règle. Dans un article, publié le 9 mai 1925, de Louis Bronckère, sénateur et secrétaire général du P.S. belge, Le Peuple, prit la " défense de Rifains qui s'ils avaient attaqué les Français - alors que ce n'était pas prouvé- c'est qu'ils avaient faim... L'article se termine par : sans doute avec ses immenses ressources la France pourrait-elle venir à bout de la difficulté. Mais il faudrait traverser beaucoup de sang, dépenser beaucoup d'or et beaucoup de temps. Nous voici peut-être devant l'éventualité d'une très grosse guerre coloniale avec toutes les complications européennes qu'elle peut entraîner. Il convient de méditer sur cette conséquence nouvelle de la politique d'expansion".

L'officieuse Indépendance Belge attribuait l'agression d'Abdelkrim à "des appuis étrangers, appuis financiers qui lui ont permis d'acheter des armes et du matériel, appuis de techniciens et de conseillers qu'il est impossible de recruter parmi les Marocains montagnards". Ce journal croyait que la propagande communiste n'était pas étrangère au mouvement et qu'elle faisait le jeu du panislamisme et celui des Allemands qui travaillèrent le Rif pendant longtemps." Le mieux à faire, concluait ce journal, est de ne pas chercher à spéculer sur les difficultés passagères, intérieures ou extérieures, de la France, mais de lui faciliter au contraire une tâche ardue, du succès de laquelle dépend peut-être la tranquillité future de trois continents". Cependant, différents milieux belges présentèrent la France comme ayant provoqué, à dessein, ce conflit afin d'y trouver un prétexte pour s'annexer le Rif. (A.D.533. Lettre de Maurice herbette, ambassadeur de France près S.M. Le Roi des Belges, à Briand; du 13/5/25.). La Libre Belgique, du 7 juillet 1925, journal catholique à grand tirage publia, un article très favorable à l'action coloniale française, intitulé " sur

la guerre du Rif et les Marocains ". Comme sous-titre : "ce que nous dit un Belge de retour du Maroc ".

Le XXè Siècle, journal également catholique, dirigé par trois abbés, commentait ainsi, dans son numéro du 8 juillet 1925, les déclarations du président du Conseil français à propos de la guerre du Maroc: "Il ne serait pas difficile de découvrir sous ces affirmations confiantes la trace d'un péril qui ne sera conjuré que par un grand effort".

Le Congrès de la Commission Syndicale, réuni à la maison du Peuple de Bruxelles, les 25, 26 et 27 juillet 1925, se déclarait "justement ému par les événements sanglants du Maroc, estime devoir renouveler ses protestations indignées contre toute guerre et devoir vouer au mépris public ceux qu'en sont les provocateurs". Reflet d'un socialisme utopique, le Congrès "renouvelle le voeu déjà tant de fois exprimé par les travailleurs organisés de voir plus amplement se propager l'idée de la Société des Peuples, actuellement personnifiée en la Société des Nations, et émet l'espoir de voir bientôt tous les peuples adhérer pour enfin voir finir à jamais les guerres et les tueries".

2) Hollande

Le journaliste Maximilien Harden publia dans Telegraf, en août 1925, un article assez habilement favorable à la France, à son "oeuvre civilisatrice", en réservant son mépris pour l'Espagne. Dans ce grand quotidien d'Amsterdam, M. Harden appréciait le caractère et le programme d'Abdelkrim de la façon suivante : "(...) Abd-el-Krim qui a pénétré à fond le système colonial espagnol et a appris à le haïr, qui a appris aussi à imiter les méthodes plus fines, et par leur sagacité prudente, plus efficaces de Lyautey, ne veut pas se contenter de chasser les troupes françaises des districts de la Werga afin d'en tirer le ravitaillement de ses douze tribus. Cet organisateur, ce stratège et ce politique remarquablement doué vise un but plus haut. Il veut devenir le libérateur du Maroc contre toute domination étrangère et proclamer à Fès, comme Amrar de la nation, que le temps des zones de protectorat est passé, ainsi que celui des divisions entre Berbères et Arabes et qu'à l'avenir toutes les forces doivent être au service d'un Maroc libre à l'extérieur, d'un Etat national moderne". Au lieu d'attirer la sympathie vers la résistance rifaine dans un combat parfaitement légitime, M. Harden préconise la méfiance à l'égard d'Abdelkrim et le soutien des troupes coloniales françaises : "tous les ennemis de la France, ceux aussi qui se parent du masque de l'amitié en même qu'ils fomentent en Syrie l'insurrection des Druses, souhaitent la victoire d'Abd-el-krim, sans se rendre clairement compte de ce que cette victoire des Orientaux sur l'Europe pourrait signifier pour la race blanche. Cette victoire ne pourrait se produire que si la France, fatiguée de guerre et avide de paix, méconnaissait l'étendue du danger".

3) Portugal

En pleine guerre du Rif, la presse portugaise avait pris des positions nuancées. Tandis que les grands quotidiens tels que le Diario de Noticias, le Seculo reproduisaient, sans réserve, les nouvelles émanant de l'Agence télégraphique portugaise Lusitania, dont le correspondant était établi à Tanger, d'autres feuilles comme le Mundo, le Correio da Mancha et la Epoca publiaient ces mêmes nouvelles accompagnées de manchettes en gros caractères : "La guerre du Maroc. - Les troupes françaises éprouvent de gros revers. - Déroute française."

L'Agence Lusitania rapportait en effet que d'après des informations particulières arrivées à Tanger du front, les résistants rifains venaient de livrer une furieuse bataille non loin de la ville de Fès, infilgeant à leurs adversaires d'énormes pertes et les obligeant à évacuer précipitamment de nombreuses positions.

Le représentant de l'Agence Havas à Lisbonne télégraphia immédiatement à Paris pour demander comment faire pour démentir ces "bruits". C'était le 25 juillet 1925. Le représentant diplomatique français à Lisbonne, Parlon, s'était assuré qu'à 17 heures, les bureaux de rédaction des journaux, par l'entremise de l'Agence Havas, avaient été mis en possession des "renseignements qui doivent paraître d'ailleurs en bonne place dans les éditions de ce soir et de demain matin". (A.D. 534. Lettre de Parlon à A. Briand; du 27/7/25.)

Dans un article, A Batalha, organe du parti communiste portugais, exprimait un point de vue que partageait l'opinion communiste européenne en général : "Certainement le gouvernement français ne fait pas état de l'opinion publique internationale qui trouve invraisemblable que la réhabilitation de Caillaux, l'homme qui voulait en finir avec la guerre mondiale, conduise à une nouvelle guerre d'oppression et d'extermination. Cette situation est en contradiction avec l'esprit de ceux qui se sont battus, trompés par des mensonges avec l'esprit de liberté et de justice".

(99) Le 13 mai 1925, un télégramme, signé Jean Herbette, fut envoyé de Moscou au Quai d'Orsay: "Devant Congrès Soviets qui commençait aujourd'hui, M. Petrowski, président Ukrainien du Comité Central exécutif, qui faisait rapport sur admission de deux républiques asiatiques dans l'union, a prononcé quelques mots désobligeants pour la politique française au Maroc".

Cependant, les journaux russes du lendemain matin, qui diffusèrent le compte rendu du discours de Petrowski, ne faisaient aucune allusion à ses propos au sujet du Maroc ! Mieux encore : dans le compte-rendu officiel, in extenso, les paroles relatives au Maroc ne s'y trouvaient pas! (A.D. 533. Cf. Télégramme de J. Herbette à Paris; du 14/5/25 à 15 h 22, reçu le 14 à 17 h 20; et celui du 13/5/25 à 18 h 10, reçu le 13 à 19 h 55.)

Une note des services de renseignements français indiquait que le bureau de la Presse de l'ambassade soviétique à Paris aurait reçu l'ordre

de compulser soigneusement les journaux espagnols au sujet des affaires marocaines et de présenter chaque jour à l'ambassadeur un rapport spécial à ce sujet. Le bureau d'information de l'ambassade aurait distribué à ses fonctionnaires un questionnaire rédigé ainsi : " éclaircir sans tarder quelle impression produisent sur l'opinion publique française les événements du Maroc ". (A.D. 533 note d'un correspondant; du 16/5/25.).

C'est la Pravda, du 6 juin 1925, qui décrivait les " opérations du Maroc " en parlant de l'instabilité mondiale : " Au Maroc, (...) par une chaleur accablante, le sang coule à flots, les balles sifflent, le canon des carabines étincelle, les propulseurs des avions militaires bruissent. Coupés de leurs centres de ravitaillement, les Riffains luttent pour leur indépendance. Le capital français veut les étreindre dans le cercle d'acier des troupes punitives, en même temps que les social-démocrates sont prêts à voter des renforts au capital, toujours des renforts. Seule une voix comme le cristal, la voix puissante du prolétariat révolutionnaire, la voix du glorieux parti communiste de France se fait entendre pour la défense des esclaves qu'on extermine. Mais cette voix est considérée... comme une voix de 'haute trahison' "

Le 12 juin, au cri de "Aux paysans de France et d'Espagne. A bas la guerre du Maroc ! Liberté aux peuples opprimés des colonies", les Izvestia essayèrent d'éclairer l'opinion russe sur ce qui se passait au Maroc tout en lançant un appel à la paysannerie et au monde ouvrier dans les pays directement impliqués dans cette action coloniale contre le peuple marocain : " Le partage à l'amiable du Maroc entre la France et l'Espagne n'est pas encore terminé et la création d'une soi-disant 'zone neutre' avec la ville de Tanger, se trouve, en réalité dans la main des Anglais. Le pillage éhonté qui a suivi et l'exploitation croissante de la population indigène par les capitalistes français et espagnols ont profité de la lutte héroïque, que poursuivent pour leur indépendance les paysans berbères et arabes soulevés du Maroc contre les oppresseurs capitalistes (...) Frères ! Les capitalistes et les propriétaires de France et d'Espagne ayant constitué un front commun, prennent l'offensive pour asservir au prix de votre sang et des moyens obtenus par votre sanglante sueur, vos frères paysans arabes et berbères ".

Les paysans et ouvriers français et espagnols furent invités à déclarer très énergiquement "Nous ne voulons pas nous battre". L'appel se terminait par " A bas la guerre qui se poursuit au profit d'une poignée de parasites et qui fait des milliers de victimes parmi les ouvriers et les paysans, qui fait croître les impôts et désorganiser les exploitations paysannes. Que les paysans du Maroc créent leur République ! ".

Cet appel fut signé par Domel (Pologne), Jean Renaud (France), Otto Rydlo (Tchécoslovaquie), Gorov (Bulgarie), Richard Burgi (Allemagne), Gerc (Suède), Lieng (Norvège), Alonso (Espagne) Nguen-Ai-Kvag (Indo-Chine), Ursulio (Mexique), Kuotson (Amérique) Ken-Kayachi (Japon), Teng (Esthonie) et Ruggério Grieco (Italie).

Dans les Izvestia, du 7 juillet, parut un article signé Voline, ancien

secrétaire de l'ambassade soviétique à Paris, Critiquant les mesures d'interdiction qui frappaient le journal bolchevik de Paris, Parisjski Viestnik (interdit au Maroc).

Moscou aurait demandé, le 15 septembre 1925, à son ambassadeur à Paris de " communiquer, jour par jour, le bilan des pertes françaises du Rif .Diviser soldats blancs et indigènes, pertes en artillerie, aviation et autres. Si possible, communiquer (...) noms chefs indigènes soumis". (A.D. 535. Note du 7/9/25.).

Au début de 1926, les services de renseignements signalèrent le passage à Gibraltar, du lieutenant-colonel Sergent Kungusetef et le lieutenant-aviateur Constantin Bogorodsky; ils auraient été envoyés, avec le secours du Komintern à Berlin, en vue d'acheminer de l'aide à Abdelkrim. L'Egyptien Ismaël Naib et le Truc Hamid Bakram Bey auraient fait partie de cette mission dont aucune preuve de son existence ne pouvait être fournie par les services pourtant bien " renseignés ". leur passage n'avait jamais été constaté . Avaient-ils rejoint le Rif par d'autres points d'accès, défiant ainsi tout le dispositif du blocus franco-espagnol et auquel l'Angleterre, d'ailleurs , participait ? Les recherches effectuées par les services de renseignements et le consulat français de Tanger demeurèrent infructueuses.

Les Espagnols furent contactés à ce sujet, par le biais de l' " Officina-Mixta Hispano Francesa", de Malaga, où les services de renseignements français et espagnols travaillaient conjointement : aucun résultat. Cette hallucination des forces étrangères combattant avec les Rifains est un piège que la propagande coloniale avait tendu à elle-même. Avec la reddition d'Abdelkrim, la presse soviétique ne consacrait plus au Maroc que de très rares échos.

En Tchécoslovaquie, la presse s'alignait plutôt sur les positions de la majorité des journaux allemands, en présentant les événements du Maroc sous un jour défavorable pour la France. Mais le journal du parti socialiste-national, Crske Slovo, Publia, le 28 mai 1925 un article très favorable à la thèse française. L'organe de ce parti, auquel appartenait Edouard Benès (1884-1948), ministre des affaires étrangères puis président de la République, écrivait : "Il est à peu près certain que les renforts et l'appui que les Riffains reçoivent leur sont accordés par l'Allemagne. Le public allemand marque un intérêt considérable à la question marocaine et certains journaux allemands vont jusqu'à presque célébrer Abd-el-krim, le représentant du nouveau mouvement panislamiste. Il va de soi que la France s'efforce de supprimer la révolte et de devenir maîtresse de la situation. Si l'affaire du Maroc durait trop longtemps, la question marocaine pourrait devenir de nouveau une question européenne. Il n'est pas étonnant de voir les peuples s'intéresser au Maroc, riche en minerais divers. Les grandes maisons allemandes, notamment les Mannesmann, avaient dès avant la guerre des intérêts au Maroc et ce sont elles qui ont fait que la question marocaine est devenue une question européenne. Contre ces maisons allemandes luttent les maisons françaises, notamment

la maison Schneider-Creusot. les événements du Maroc peuvent donc être considérés comme la continuation de la lutte de la Ruhr. Ceci n'est pas avantageux pour l'Europe, qui est ruinée par la guerre mondiale et dont l'autorité souffre, par suite, de telles difficultés dans toutes les parties du monde". (A.D. 533. Cf. Lettre de Couget, ministre de France à Prague, à Briand; du 3/5/25.)

En Yougoslavie, un retentissant article fut publié, en juin 1925, par Dragan Public, dans le journal de Zagreb, d'audience nationale, le Justarnyi List, sous le titre de "Ghazi arrive". Ayant visité auparavant l'Afrique du Nord, Public écrivait: "Au Maroc un bruit curieux se propage. Des Arabes allant nus pieds le colportent, ils disent: 'Levez-vous car Ghazi arrive'. Il vient délivrer ceux qui lui sont restés fidèles, il leur donnera des femmes et du lait, mais il punira les traîtres et les lâches qui ne se sont pas levés à temps pour combattre les "Roumis". Le jour de son jugement se levra bientôt. Cette proclamation inonde le Pays de Rabat à Dehibat et de la côte jusqu'au Sahara. Les musulmans du Nord de L'Afrique croient une ère de liberté est proche. On espère pouvoir forcer les étrangers à quitter les pays musulmans et qu'ils ne reviennent plus. Le 'Croissant' deviendra grand et l'on ne verra plus de pissoire autour des saintes mosquées. (...) Les Arabes sont un peuple bon et doué. Ils n'ont qu'un défaut, c'est de vouloir la liberté. Les Espagnols, les Français et les Italiens feront leur possible pour les convaincre qu'ils font fausse route".

Pour détruire les effets de cet article sur l'opinion yougoslave, Kovacevic, qualifié d' "un de nos amis" par le Consul de France à Zagreb, répondit à Public dans le journal gouvernemental, le Rijec, en ironisant "qu'Allah te donne le bon sens"... (A.D. 534. Cf Lettre du Consul de France à Zagreb et Ljubljana au M.A.E.; du 10/7/25.).

En Chine, La presse publiait surtout les dépêches des agences de presse allemandes, défavorables à la France. Le représentant diplomatique français à Pékin, préconisa le développement de la progande coloniale en Extrême-Orient, notamment par la transmission des radiogrammes "permettant rectification". (A.D. 533. Voir télég., signé Martel, de Pékin, du 9/5/25 à 13 h 40, reçu à Paris le même jour à 10 h 40 à cause du décalage horaire).

(100) A.D. 533. Lettre de Lyautey au président du conseil, M.A.E; du 3/4/25.

(101) A.D. 537. Télégramme d'Henry Berenger au M.A.E.; reçu le 11/5/25 à 6h.

Dans ce télégramme, Berenger ajoutait: "j'ai lutté de mon mieux pour détruire en lui ce préjugé mais, étant donné la place d'absolu premier rang que le 'New York Times' et M. Oakes tiennent dans la presse américaine, je crois devoir vous avertir au cas où vous croiriez devoir recevoir cette personnalité des plus importantes".

(102) A.D 533. Télég. du 11/6/25 à 20 h 40. Du ministre de l'Intérieur au M.A.E.

(103) Ibid. Télég. du M.A.E. à Rabat; du 26/5/25. Larry Rue, correspondant de Chicago Tribune avait été signalé par les services de renseignements, au début juin, comme ayant livré aux Rifains des "barques chargées de munitions et d'explosifs"... Ce journal avait fait paraître, le 30 novembre 1924,

un "North Africa Supplement". Il fut l'une des feuilles américaines les plus actives à suivre les événements du Maroc colonial à cette époque.

(104) A.D 535. Télég. du M.A.E à Résidence; du 6/10/25.

(105) A.D. 536. Télég. du M.A.E à Résidence; du 9/11/25.

(106) A.D. 537. Télég. Santabarbaracalif 123/215. signé: Herbert Myrick Chairman American Friends Riff.

(107) Voir la lettre de J.P. Brillouin, consul de France à Santiago de Cuba, à Gaston Liebert, ministre de France à la Havane (A.D. 533.)

(108) A.D 535. Lettre d'E. Neuville, chargé d'affaires de France à Panama, à M.A.E; du 18/9/25..

(109) A.D 534. Cf. Lettre d'A.R. Conty, ambassadeur de France au Brésil, au M.A.E.; du 3/7/25.

(110) Ibid. Dépêche d'A.R. Conty à Briand; du 10/8/25.

(111) A.D. 535. Cf dépêche A.R. Conty à Briand; du 14/9/25. Le 29 septembre, Conty écrivait: " Les démonstrations d'une grande partie de la presse brésilienne en faveur d'Abd el Krim révèlent une organisation qui n'est pas certainement limitée au Brésil".

(112) Ibid. Lettre de Jarouso de Sillac, ministre de France à Caracas, à A. Briand; du 15/9/25.

(113) A.D. 537. Lettre de Robiern à Briand; du 25/5/26.

(114) A.D. 534. Lettre du ministre de France en Argentine au M.A.E.; du 25/6/25.

(115) Ibid Cf. dépêche d'Albert Pingaud, ministre de France à Lima, à A. Briand; du 09/07/25.

(116) A.D. 533. CF. Lettre d'E. Ratton, chancelier, gérant le consulat général de France à Calcutta, au M.A.E; du 14/05/25. Voir aussi sa lettre du 17/8/25 (A.D. 482.).

(117) A.D. 534. Voir bulletin de renseignements de Beyrouth; du 20/06/25.

(118) Ibid. Gaillard au M.A.E.; télég. du 19/6/25 à 15 h 20, reçu le 19 à 16 h 15..

Voir aussi son télégramme du 14/6/25 à 13 h 30, reçu le 14 à 17 h. L'Egyptian National Radicals adressèrent au président de la République française, le 20 mai 1925, ce télégramme: " Guerre agressive au Maroc, brutale à l'excès, demandons solution pacifique immédiate sans quoi honneur français entaché à jamais".

(120) Ibid. Télég. 17/5/26 à 12 h 15, de Rabat; reçu à Paris le même jour à 23 h 55.

Au Congrès du Califat au Caire, de mai 1926, un seul Marocain était présent: Syiid Mahamed Siddiq, Cheikh des Derkaoua à Tanger, qui aurait déclaré qu'il ne représentait que lui-même. Ce congrès avait été organisé par le Comité d'Al-Azhar. Tous les pays islamiques avaient été invités à envoyer des délégués. La Turquie, Perse, l'Inde et l'Afghanistan n'avaient pas répondu à cet appel. Les Séances avaient été tenues au Caire, les 13, 15, 18 et 19 mai. Les résultats furent médiocres. Si Kaddour ben Ghabrit, président de la Société des Habous des Lieux Saints de l'Islam, agent notoire de la propagande française en Afrique du

Nord et dans les pays du Levant, ne pouvait pas être accepté à ce Congrès. A son sujet, le journal égyptien EL OMMAH, écrivait, déjà le 8 janvier 1922, un article intitulé "Kadadir Ghabarit" (Les Kaddour ben Ghabrit) : 'Kadadir Ghabarit' c'est le pluriel de Kaddour ben Ghabrit, nom du vieux Marocain qui a poussé son maître ABED-EL-AZIZ, à vendre son pays aux Français par l'acceptation de leur protectorat en 1911. Il est maintenant (1922) attaché au ministère des affaires étrangères à Paris en qualité de 'témoin disponible', et les hommes au pouvoir l'utilisent toutes les fois qu'ils sentent en eux-mêmes le besoin de jeter de la poudre aux yeux des musulmans et de les persuader que la France est l'ami de l'Islam et le plus sérieux appui du Khalifat".

- (121) A.D. K. Afrique. 5. Note sur le " mouvement pro-islamique actuel "; du 01/10/24.
- (122) A.D. 459. Lettre de Steeg au M.A.E.; Du 27/02/26.
- (123) A.D. 533. Lettre de Gaston Maugras au M.A.E.; mai 1925
- (124) Ibid. Voir traduction d'un article du Doar Hayom, du 12 mai 1925, intitulé: " La France au Maroc", signé, Abraham EL Maleh.
- (125) Fontette (François de): " Histoire de l'antisémitisme ", Paris, 1982, P.U.F., Coll. Q.S.J.?, pp. 45/46. Le point d'interrogation à la fin de cette citation est, en principe, un point d'exclamation.
- (126) A.D. 534. Lettre de Paul Ballereau, consul de France en Palestine, à Briand; du 3/8/25.
- (127) Ibid.
- (128) Au sujet de Zaguru (Yahia), Urbain Blanc écrivait: "l'acte de courage que lui a valu sa décoration remonte à ce jour d'août 1907 où il a eu le périlleux honneur de guider le premier débarquement de marin français à Casablanca qui fut le prélude du bombardement de cette ville et l'occupation du Maroc". Sa nomination parut au Journal Officiel, n° 48 du 18 février 1913, avec le motif suivant : "conduite héroïque lors des événements de Casablanca". Zaguru était entré au service du colonialisme français officiellement depuis 1895, comme drogman auxiliaire au consulat de Casablanca qu'il devait gérer plus tard jusqu'à la suppression de ce poste avec l'instauration du Protectorat. Il devint alors inspecteur des institutions israélites au Maroc. Il reçut sa Croix d'officier de la légion d'honneur en 1928. (cf. A.D. 459. Lettre d'Urbain Blanc au M.A.E.; du 4/12/26, entre autres).
- (129) A.D. 534. Voir la lettre du consul général de France en Afrique du Sud à A. Briand; du 1/8/25.
- (130) Cf. Isoart (Paul) : "Abd el-Krim...", (Colloque), p. 203.
- (131) Cf. Faure (Edgar): "Mémoires II", Paris, Plon, 1984, p. 240.
- (132) Cf. Ageron (Charles-Robert) : " La presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925 -mai 1926)", in Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée, n° 24, deuxième semestre, 1977; p. 9. Les bombes à gaz toxique furent utilisées contre les Rifains.

(133) Ibid. P. 7.

(134) A.D. 535. Cf. lettre de Lyautey au M.A.E; du 24/08/25.

(135) A.D. 538. Cf. Lettre du consul général de France à Tanger au M.A.E; du 23/1/26. Hassan Mattar avait des attaches avec le journal brésilien O Jornal; il se trouvait le 31 octobre 1925 en Suisse où il sollicita l'intervention de la Société des Nations dans l'affaire du Maroc. Il fut rédacteur en chef et directeur de At-Taçhol, journal syrien paraissant à Rio de Janeiro. Ahmed Hassan Mattar était en fait Soudanais d'origine égyptienne. Il est né à Khartoum en 1902. Il débarqua à Tanger au début de 1924, pour se charger de la rédaction du journal Akhbar El Alem que le consulat anglais dut renoncer à en assurer une parution régulière, pour des raisons diplomatiques sans doute... Hassan Mattar fut d'ailleurs expulsé de Tanger par ordre du consulat de Grande Bretagne.

(136) A.D. 533. Cf. lettre du consul général de France à Tunis au M.A.E. ; du 26/5/25

(137) Ibid. La Stampa; du 2 juin 1925.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIONNEE

Les sources bibliographiques, citées ici, ont la particularité d'être focalisées essentiellement sur les événements du Rif. Cette liste ne se veut aucunement exhaustive; elle apporte des éclairages supplémentaires à tout lecteur désireux d'approfondir ses connaissances au sujet de la question rifaine.

AAGE (Prince de Danemark): "My life in the French Foreign Legion". London, 1982.

Actes du colloque international d'études historiques et sociologiques consacrés à: "abd el Krim et la république du Rif", Paris, 18-20 Janvier 1973.

Les travaux de ce colloque ont fait l'objet d'un ouvrage portant le même titre, paru aux éditions Maspéro, coll. textes à l'appui, série histoire contemporaine, Paris, 1976. Parmi les participants à ce colloque:

- 1) AGERON (Charles-Robert): "Les socialistes français et la guerre du Rif", pp. 273-292.
- 2) ANIS (Mohammed Ahmed): "Abdel-krim et l'Egypte", pp.398-401.
- 3) BLACHERE (Régis): "L'insurrection rifaine, une préfiguration des émancipations maghrébines", pp.159-166.
- 3) CHARVIN (Robert): "Le parti communiste français face à la guerre du Rif", pp.218-236.
- 4) CHERIF (Mohamed): "La guerre du Rif et la Tunisie", pp.456-471.
- 5) GALISSOT (René): "Le parti communiste français et la guerre du Rif", pp.237-261.
- 6) HAROUCHI (Abdelhak): "Les Etats-Unis face à la République du Rif", pp.367-378.
- 7) HART (David Montgomery): "De République à République institutions socio-logiques rifaines et les réformes d'Abd-el-Krim", pp.33-45.
- 8) ISOARD (Paul): "La guerre du Rif et le parlement français", pp.175-208.
- 9) LAROUI (Abdallah): "Abd el-Krim et le nationalisme marocain jusqu'en 1947", pp.478-488.
- 10) MADARIAGA (Maria - Rosa de): "Le parti socialiste espagnol et le parti communiste d'Espagne face à la révolte rifaine", pp.308-366.
- 11) MAURER (Gérard): " L'environnement géographique rifain " pp.15-23.

- 12) MEYER (Jean): "Les conséquences politiques de la guerre du Rif", pp.302-307.
 - 13) MIEGE (Jean-Louis): "Introduction historique: les relations internationales", pp.25-32.
 - 14) MONTEIL (Vincent): "La guerre révolutionnaire", pp.149-158.
 - 15) Morsy (Daniel): "Le commandement français et ses réactions vis-à-vis du mouvement rifain 1924-1926", pp.101-136.
 - 16) RONDOT (Pierre): "Notes sur la campagne du Rif", pp.167-170.
 - 17) SANCHEZ-DIAZ (Roberto): "La pacification espagnole", pp.75-80.
 - 18) YOUSOUFI (Abderrahman): " Les institutions de la République du Rif", pp.81-100.
 - 19) ZNIBER (Mohammed): "Le rôle d'Abd el-Krim dans la lutte pour la libération nationale dans le Maghreb", pp.489-503.
- AMIDAUX (Capt. C.): "Combat au Maroc", 1925-1926", Paris, Berger-Levrault 1928.
- AYACHE (Germain): "Les implications internationales de la guerre du Rif (1921-1926)", in *Hespéris-Tamuda*, vol. XV, 1974, pp.181-224.
- _____ : "Les origines de la guerre du Rif", Rabat, SMER 1981.
- BENOIST-MECHIN (Baron Jacques G.P.M): "Lyautey et la guerre du Rif", in *Miroir de l'Histoire*, avril 1967, pp.82-91.
- FURNEAUX (Rupert): "Abd-el-Krim: Emir of the Rif", London, Secker and Warburg, 1967.
- GABRIELLI (Lion): "Abd-el-Krim et les événements du Rif", Casablanca, Editions Atlantides 1953.
- GODED (gén. Manuel): "Marruecos: Las Etapas de la Pacificacion", Madrid, Barcelona, Buenos Aires. Compania Ibero Americana de Publicaciones 1932.
- HARRIS (Walter): "France, Spain and the Rif", London, Edward Arnold, 1927.
- HERNANDEZ (Mir F.): "Del Desastre a la Victoria (1921-1926)", 4 vol. Madrid, Fernando Fe, 1926-1927.
- JACQUES-HUBERT(X): "L'aventure rifaine et ses dessous politiques", Paris, Bossard 1927.
- LAURE (Lt. col): "La victoire franco-espagnole dans le Rif", Paris, Plon 1927.
- LOPEZ RIENDA (Rafael): "Abd el-Krim contra Francia: impresiones de un cronista de guerra", Madrid 1925.
- MONTAGNE (Robert): "Abd-el-Krim", in *Politique Etrangère*, juillet 1947, pp.301-424.
- ORTEGAY GASSET (Eduardo): "Annual", Madrid 1922.
- PENNEL (C.R.): "A country with government and a flag. The Rif war Morocco: 1921-1926" Cambridge. MEAS. 1986.
- ROGER-MATHIEU (J): "Mémoires d'Abd-el-Krim", Paris Librairie des Champs-Élysées 1927.

RUIZ ALBENIZ (Victor): " La Accion decisiva contra Abd-el-Krim", Toledo 1931.

SANCHEZ PEREZ (Col. Andrés): "Abd-el-Krim". Seleccin de Conferencias y Trabajos Realizados por la Academia de Inventores durante el Curso de 1949-1950, Tetuan, Imprenta del Majzen 1950, pp, 61-76.

WOOLMAN(David S.): "Rebels in the Rif: Abd-el-Krim and the Rif Rebellion", Stanford, California, Stanford University Press, 1968.

SOURCES ARCHIVISTIQUES

A.D. : Archives Diplomatiques

A.N. : Archives Nationales

A.S.H.A.T.: Archives du Service Historique de l'Armée de Terre.

Origines	Séries	Dossiers ou Cartons n°	Titres
A.D.	Maroc (1917-1940)	476	Politique générale marocaine (situation politique et militaire) du 16 septembre 1921 à décembre 1927.
		477	
		478	
		479	
		480	
		481	
		482	
		483	Bulletin de la situation politique et militaire (1924-1926). Le Rif (opérations militaires, papiers d'Abd-el-Krim, l'opinion publique et la question rifaine communistes, parlementaires, particuliers, propagande et presse, interventions de personnalités diverses).
		496	
		497	
		498	
		499	
		517	
		518	
519	Décorations (Gulven à Zagury).		
520			
533	Publications et presse (dossier général). Panislamisme (dossier général), agitateurs musulmans et propagande bolcheviste.		
534			
535			
536			
537			
538			
539			
		1306	
	K. Afrique 1918-1940	5	
		6	
		7	
		8	
		10	
		18	
		20	
		21	
		22	
A.N.	5 AR	218	Archives de l'Agence Havas (Maroc).
	F7	13171	Campagne du P.C.F. contre la guerre au Maroc (1925-1926).
		13172	
		13173	
		13413	
		13414	
		13415	
A.S.H.A.T.	3 H	96	Situation politique, économique et militaire, presse et censure.
		479	
		480	

TABLE DES MATIERES

	Pages
- Avant -propos	5
- Introduction générale	6
<u>PARTIE I:</u>	
LES OPERATIONS MILITAIRES DANS LE RIF ET L'INFORMATION SUR LES EVENEMENTS DU MAROC	
Introduction	9
Les forces en présence	11
La France.....	11
L'attentisme français.....	11
Le revirement stratégique.....	16
L'Espagne.....	19
Les difficultés espagnoles.....	19
Première double offensive franco-espagnole contre Abdelkrim.....	23
Muhammad ibn Abd al-karim al-khattabi (1882-1963).....	27
La "République rifaine" : un malentendu historique.....	28
La conspiration des impérialismes contre le mouvement rifain.....	33
La deuxième double offensive franco-espagnole: Abdelkrim part, le Rif reste.....	38
L'information sur les événements du Maroc	41
Le système des communiqués à la presse.....	42
L'opinion métropolitaine dans l'angoisse.....	43
L'enquête de l'Action Française.....	46
L'organisation des services d'information en zones française et espagnole.....	49
Le fonctionnement du service d'informations militaires en zone française.....	49
L'organisation du service de l' "intervencion" en zone espagnole et l'action fantomatique des forces étrangères à côté d'Abdelkrim.....	53
Les correspondants de guerre: accueil et conditions générales de travail.....	57
Les autorisations préalables.....	57
L'accueil particulier réservé au journaliste Karl von Weygand.....	61
L'exercice de la censure et l'information de l'opinion locale.....	63

PARTIE II

L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE FACE AUX EVENEMENTS DU RIF

Introduction.....	71
La réaction de l'opinion publique en France et en Espagne pendant la guerre du Rif	73
La campagne du P.C.F. contre la guerre du Maroc: envergure et contenu.....	73
Origine.....	74
Lancement définitif de la campagne.....	76
Les répercussions de la campagne communiste au Maroc.....	82
La presse espagnole.....	86
Les grandes tendances de la presse espagnole au sujet de la question coloniale au Maroc.....	87
La collaboration franco-espagnole dans le Rif: analyses et attitudes de la presse espagnole.....	91
Les commentaires de la presse espagnole au sujet de la défaite d'Abdelkrim.....	96
Les réactions de l'opinion à travers le monde	101
Les échos de la presse scandinave et suisse.....	101
La presse norvégienne.....	101
La propagande du prince Aage du Danemark en faveur de la France.....	104
La réponse de l'écrivain suédois Seven Hedin au ministre français de la Guerre Paul Painlevé.....	105
L'attitude des journaux suisses	107
Les prises de position de la presse en Allemagne, Italie et Angleterre.....	110
Allemagne-France: La crispation refait surface	111
L'opinion italienne : faim coloniale inassouvie.....	115
Angleterre : le maintien des intérêts stratégiques et économiques dans le détroit de Gibraltar, that' s the question.....	123
L'opinion publique aux Etats-Unis et dans les pays d'Amérique du Sud	126
La presse américaine: réactions mitigées.....	127
Amérique du Sud : opinion engagée	130
L'opinion musulmane : à quand la délivrance ?	133
L'humiliation de la Umma du Prophète	134
La presse juive et sud-africaine: l'anti-islamisme par conviction	137

CONCLUSION:

LA RESISTANCE RIFAIN: UN BILAN MILITAIREMENT DESASTREUX MAIS POLITIQUEMENT POSITIF	
On n'est jamais trahi que par les siens	142
A quelque chose malheur est bon.....	143

NOTES :

Notes de la Partie I.....	146
Notes de la partie II.....	154
Bibliographie sélectionnée.....	176
Sources archivistiques.....	179



TRAITEMENT DU TEXTE ET LA MISE EN PAGE
THE MOROCCAN PRINTING PUBLISHING CO
TEL 70-70-23/70-70-25 FAX 76-60-55

IMPRIMERIE NAJAH EL JADIDA
CASABLANCA